QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11937 DERNIÈRE ÉDITION MERCREDI 15 JUIN 1983

Les montants compensatoires sur le vin vont être supprimés

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, [illegible] ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Papandréou et les communistes

Les rapports entre socialistes et communistes grecs enregistrent depuis quelques semaines une dégradation très nette. Celle-ci ne peut certes remettre en cause la majorité parlementaire du gouvernement de M. Papandréou, dont le PASOK détient à lui seul 172 sièges sur 300 à l'Assemblée nationale. Ni provoquer l'éclatement du cabinet, puisque le parti communiste (K.K.E.) n'y est pas représenté.

M. Papandréou avait été porté au pouvoir, en octobre 1981, par la conjonction de trois facteurs. Sa personnalité, d'abord, qui émergeait spectaculairement d'une classe politique au profil assez bas. Ensuite, l'envie assez générale de « changement ». L'espérance des plus défavorisés, enfin, de voir la gauche mettre un terme aux inégalités, et proposer des réponses originales à la crise. Si le charisme du premier ministre n'a pas faibli, le fameux changement, lui, n'a pas fait que des heureux parmi ses électeurs – sans parler des autres, – à la fois par excès et par défaut. Et beaucoup sont étonnés ou déçus de constater que la crise économique n'épargne pas davantage leur pays depuis que le pouvoir a changé de mains.

Cette déception est sans doute beaucoup plus vive dans les grandes villes, et surtout dans leurs banlieues ouvrières, que dans les campagnes, où la classe paysanne pâtit moins des rigueurs de la stricte politique salariale de M. Papandréou. Mais le PASOK risque d'y perdre certains gros bataillons d'électeurs, en particulier ceux qu'il était parvenu à arracher aux communistes.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Au début du nouveau règne, le P.C. avait donné l'impression de vouloir, après son mauvais résultat des législatives de 1981, faire provisoirement oublier sa spécificité pour bénéficier de la « vague verte » – la couleur du PASOK – alors triomphante. Et l'on avait le sentiment que Moscou, à qui le K.K.E. « de l'extérieur » est étroitement lié, cherchait à ménager le nouveau premier ministre pour des raisons de politique étrangère, du fait des réticences à l'égard de l'OTAN et de la C.E.E. que M. Papandréou affichait.

Mais la trêve que l'on observait entre les rivaux socialistes et communistes semble bien rompue désormais. L'examen par le Parlement d'un projet de « socialisation des entreprises publiques », à l'initiative du gouvernement, en a récemment apporté une illustration supplémentaire. Il est vrai que ce texte prévoit notamment de limiter le recours à la grève.

Il n'est jusqu'à la politique étrangère de M. Papandréou qui ne s'attire désormais les foudres communistes. Certaines initiatives, certes, demeurent les bienvenues, comme sa proposition de créer une zone dénucléarisée dans les Balkans, que l'Albanie vient de repousser, mais à laquelle M. Ceausescu prête une oreille complaisante. En revanche, la conclusion prévisible d'un accord sur les bases américaines, la fidélité avec laquelle Athènes participe aux réunions des Dix (et même aux sommets de l'OTAN, malgré certains gestes de mauvaise humeur), confirment les communistes grecs dans leur conviction que le temps est venu de prendre leurs distances vis-à-vis de l'« expérience socialiste ». Non plus sous forme de brouille, comme les relations entre M. Papandréou ou tel de ses ministres et le K.K.E. en ont déjà connu quelques-unes. Mais pour pouvoir, le jour venu, capitaliser les effets de la déception et du mécontentement du « peuple de gauche » hellénique.

« Il faut un plan Delors pour l'Italie »

nous déclare M. Agnelli, président de Fiat

La campagne pour les élections générales des 26 et 27 juin bat son plein en Italie. M. Giovanni Agnelli, président du groupe Fiat, qui incarne l'Italie industrielle, a expliqué à notre envoyé spécial à Turin, Philippe Pons, son sentiment sur cette consultation. Sympathisant du parti républicain, petite formation centriste, il exprime le souhait que le futur gouvernement italien mette sur pied un programme d'austérité comparable au plan Delors en France.

De notre envoyé spécial

Turin. – *Il est un peu le symbole d'une Italie moderne, industrielle, à dimension internationale. Président de la Fiat, M. Giovanni Agnelli est à la tête d'un groupe qui, pourtant dans un secteur généralement considéré en crise, a réussi pour la seconde année consécutive à présenter un bilan excédentaire (111 milliards de lires).*

Pour nombre d'Italiens, cet homme élégant, à la crinière blanche et au teint bronzé, portant allègrement la soixantaine malgré un mauvais accident de ski, doté du charme et de l'ouverture d'esprit du cosmopolite aussi à l'aise à Turin qu'à New-York, est sans doute plus représentatif de l'Italie que bien des politiciens : selon certains sondages, son nom figure régulièrement en tête de la liste des personnalités que ses compatriotes voudraient avoir pour chef du gouvernement.

Patron qui infligea en automne 1980 une cuisante défaite aux syndicats occupant les usines Fiat – et au P.C.I., – il est un « ennemi » qui n'en inspire pas moins un certain respect à la gauche, car il n'a jamais été impliqué dans un scandale et s'est toujours tenu au-dessus de la mêlée. Il représente, en fait, une Italie aux antipodes de l'alchimie politicienne et du byzantinisme de Rome. Quel lien existe-t-il entre l'Italie industrielle, qu'incarne M. Agnelli, et celle, politique, en crise permanente ? Comment voit-il la situation politique à la veille des élections du 26 juin ?

« L'anomalie de la situation italienne, *nous dit-il*, c'est qu'il s'agit d'une démocratie bloquée, sans alternative. Aussi est-ce en fonction de la démocratie interne aux partis qu'est gouverné le pays. Dans une nation où vous avez un P.C. qui représente un tiers de l'électorat, mais qui n'a jamais été une alternative, vous ne pouvez qu'avoir un régime qui se perpétue. Stabilité ? Je dirais plutôt paralysie, et, personnellement, je ne vois aucune évolution. Aujourd'hui, le P.C. est en perte de vitesse. La seule alternative est qu'il change. Mais quelle preuve peut-il donner ? En politique étrangère, il a adopté à l'égard de l'U.R.S.S. une position qu'aucun de ses homologues n'a prise. Et il l'a fait avec succès. Désormais, il doit se définir sur la question des missiles, de la crise économique. Ce qui lui manque, c'est une crédibilité.

De telles machines...

– Pourquoi des élections aujourd'hui ?

– Il n'y pas de raison, comme toujours.

– Les résultats ?

– Pratiquement le même gouvernement. La tendance est à une amélioration de la position des socialistes, des républicains, des démocrates et des sociaux-démocrates et à une perte probable pour les démocrates-chrétiens et les communistes. Donc, il y aura un renforcement des petits partis. La seule inconnue est de savoir si les socialistes seront en position de dire qu'ils ne participeront au gouvernement qu'à condition d'avoir la présidence du conseil. J'espère que les socialistes et les démocrates-chrétiens auront assez de voix pour justifier le maintien de leurs dirigeants actuels. M. De Mita (1) essaye de changer son parti : certes, il y a toujours les mêmes hommes, et les nouveaux leaders ne sont pas encore apparus, mais il essaie.

– Pourquoi cette permanence de la classe politique ?

– Parce que je pense que tant les démocrates-chrétiens que les communistes, les deux principales forces politiques, sont de telles machines que, si vous n'êtes pas dans l'appareil du parti, vous n'avez aucune chance.

– Le P.S.I. de M. Craxi peut-il représenter une alternative ?

– Non, ce ne peut être qu'une force d'appoint, un complément. Je pense que Craxi voudrait être un Schmidt italien. Sa popularité en Amérique notamment tient au fait qu'on voit en lui un socialiste modéré qui, en apportant son appui aux démocrates-chrétiens, peut créer une certaine stabilité. Washington l'apprécie aussi car sans le P.S.I. la question des missiles ne serait pas posée.

– Vos préférences politiques dans ces élections ?

– Personnellement, je voterai républicain, mais parce que j'ai toujours été proche de ce parti. Je pense que les petits partis (républicains, libéraux et sociaux-démocrates) peuvent former dans quelques années un groupe qui, sans créer une véritable alternative, peut ouvrir l'horizon politique.

Propos recueillis par
PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 3.)

(1) Secrétaire général de la démocratie chrétienne.

Les surveillants de prison décident une « grève des écrous »

Les surveillants de prison ont décidé d'observer à partir du jeudi 16 juin une « grève des écrous ». Cette grève se traduira par le refus de conduire devant la justice les détenus convoqués par elle.

Cette grève, prévisible depuis le congrès de la fédération F.O.-Justice au mois d'avril, pourrait se prolonger plusieurs jours. *« Sa durée dépendra de la combativité des grévistes »*, déclarait ce mardi matin M. Henri Brunovic, secrétaire général de la Fédération nationale des personnels pénitentiaires C.G.T.

Les surveillants de prison réclament à la veille des premiers arbitrages budgétaires une importante augmentation d'effectifs. Leur décision intervient alors que le nombre de détenus, qui a depuis longtemps dépassé la capacité d'accueil des prisons, s'est encore accru. Ils étaient 38 165 le 1er juin, dont 53,47 % en attente d'être jugés.

La menace planait depuis quelques jours. Réunies mercredi 8 juin en intersyndicale, les trois principales organisations de surveillants de prison avaient décidé de consulter la base. Au sommet, on était plutôt tiède. Les manifestations de policiers et les remous politiques qui ont suivi faisaient hésiter les dirigeants. *« Ces manifestations constituent une nouvelle donne dont nous devons tenir compte »*, confiait, prudent, M. Jacques Vialettes, secrétaire général du principal syndicat des surveillants (F.O.).

La base a tranché autrement : *« Elle est très échauffée »*, estime M. Hubert-Pierre Bonaldi, président de la Fédération F.O.-Justice. *« Elle semble très combative »*, ajoute M. Henri Brunovic, secrétaire général de la Fédération nationale des personnels pénitenciaires C.G.T. Une nouvelle réunion intersyndicale, qui a eu lieu lundi 13 juin, a convaincu les dirigeants qu'il fallait agir.

Le mot d'ordre de grève, qui ne touche que les surveillants, a été lancé par F.O., la C.G.T. et par le Syndicat national autonome des personnels pénitentiaires, qui a quitté la C.F.D.T. à la fin de l'année dernière. A elles trois, ces organisations ont recueilli 80,6 % des suffrages exprimés aux dernières élections professionnelles. Leur audience est donc indiscutable auprès des douze mille surveillants de prison.

La base ayant exprimé le désir d'en découdre, les dirigeants syndicaux en ont, en quelques sorte, rajouté. Le choix de jeudi, jour où devait avoir lieu le meeting de protestation des policiers de l'U.S.C.P., de la C.G.C. et de la C.F.T.C., meeting qui a finalement été reporté, n'est pas dû au hasard. M. Bonaldi a beau insister sur le caractère *« non politique »* de la grève des surveillants, ces derniers n'ignorent pas le retentissement que risque d'avoir leur mouvement.

Ils savent aussi qu'ils disposent d'un moyen de pression efficace, toute perturbation de la vie carcérale risquant, dans ce monde en équilibre précaire qu'est la prison, de mettre le feu aux poudres. C'est une grève identique à celles qui ont eu lieu au printemps dernier, qu'ont décidé d'observer les surveillants. N'ayant pas le droit de grève, ils feront la grève des écrous. Les visites d'avocats seront supprimées, les détenus convoqués par la justice ne pourront pas sortir et, dans les maisons centrales, les ateliers où travaillent les détenus seront fermés.

Cette grève sur le tas n'aura, en principe, pas d'autres conséquences pour les détenus. Ainsi les visites auront-elles lieu normalement. A moins, comme le redoute le ministère de la justice, que les surveillants ne décident dans les jours qui viennent de durcir leur mouvement. Un durcissement qui aurait des conséquences imprévisibles.

Les surveillants souhaitent obtenir une importante augmentation des postes. C'est la cause principale de cette grève. Si l'on tient compte du collectif budgétaire de 1981, 1 082 emplois ont été créés dans les prisons depuis le changement de majorité. Mais entre-temps est intervenue la réduction de la semaine de travail à trente-neuf heures et l'obtention d'une cinquième semaine de congés annuels. Ces avantages ont absorbé 880 des postes nouvellement créés. Aujourd'hui, les syndicats crient à la pénurie.

BERTRAND LE GENDRE.

(Lire la suite page 10.)

LA RESTRUCTURATION DE LA CHIMIE FRANÇAISE

Les limites du volontarisme industriel

par BRUNO DETHOMAS

Voilà treize mois exactement, M. Pierre Dreyfus, ministre de l'industrie, annonçait en conseil des ministres le regroupement de la chimie française autour de trois pôles : Elf-Aquitaine, CdF-Chimie et Rhône-Poulenc. Volontaristes, les chirurgiens d'État s'étaient fixé quelques principes pour la chimie lourde : ne pas trop découper de structures déjà existantes, ne pas instituer de monopoles dans les secteurs concurrentiels nationaux et s'appuyer sur le groupe financièrement le plus puissant, le pétrolier Elf-Aquitaine.

Avec un discours répété sur les *« groupes nationalisés fer de lance de l'industrie »* et le contrôle des trois principales sociétés en question, la restructuration d'une industrie chimique à la dérive ne devait prendre que quelques semaines. Elle serait achevée au plus tard fin octobre 1982, disait-on alors.

Las ! Depuis lors, trois ministres se sont succédé rue de Grenelle et ont repris le dossier. Les pertes, qui atteignaient pour les sept dernières années 12 milliards de francs à la fin de 1981, se sont encore accrues de 5 milliards en 1982 et, malgré une situation un peu moins mauvaise en 1983, de nouveaux déficits seront enregistrés dans la chimie lourde et les engrais. Quant aux équipes chimiques de Pechiney (P.C.U.K.), toujours dans l'attente d'être reprises par Elf, elles s'interrogent sur leur sort. Comment leur productivité ne s'en ressentirait-elle pas ?

Il est bien difficile de prendre au sérieux le volontarisme industriel affiché par les pouvoirs publics – et il est vrai un peu tempéré par M. Fabius qui va répétant que *« l'État n'entend pas se substituer au rôle des entreprises et des entrepreneurs »* – lorsqu'on voit les dernières tribulations de ce dossier chimique. Elf-Aquitaine affirme avoir proposé à deux dirigeants de Total de reprendre la chimie lourde, alors que ceux-ci nient avoir reçu une telle proposition. Péripétie sans doute, mais qui vient confirmer que les deux groupes pétroliers – co-actionnaires de leur filiale chimique Ato-Chloé – campent sur des positions affichées il y a plus d'un an. Elf-Aquitaine, moins soucieux de ses sous lorsqu'il s'agit de dépenser 14 milliards de francs aux États-Unis, refuse de payer 250 millions à Total mais propose, il est vrai, d'investir 1,5 milliard par an dans la chimie. La C.F.P., pour sa part, entend être réglée en argent frais tout de suite.

L'étonnant, c'est que l'actionnaire principal de ces deux sociétés – l'État dispose de 67 % du capital de la société nationale Elf-Aquitaine, de 35 % du capital et de 40 % des droits de vote de la Compagnie française des pétroles – n'ait pas tenté depuis un an de trouver une solution à ce différend. M. Fabius s'y est bien risqué par un arbitrage qui donne à Total 2 à 3 % supplémentaires du gisement gazier de Frigg en mer du Nord. Mais cette décision apparaît tellement aberrante jusque dans ses services qu'il la regrette peut-être et n'a pas essayé de l'imposer.

Tant de fermeté de part et d'autre pour des sommes finalement peu importantes pour des groupes pétroliers laisse penser que l'enjeu est autre. On affirme ici que Total ne serait pas mécontent de faire « tomber » M. Chalandon sur le dossier chimique. On murmure là que le président d'Elf, conscient que la pétro-chimie va ruiner son groupe, préférerait désormais partir en beauté.

L'État, qui doit désigner dans les heures qui viennent les successeurs de MM. Chalandon et Granier de Lilliac, respectivement présidents d'Elf et de Total (on supposait jusqu'à présent que ces deux hommes seraient reconduits jusqu'à soixante-cinq ans), pourrait en profiter pour imposer ses vues, s'il en a. Treize mois pour restructurer un secteur industriel malade, c'est long...

AU JOUR LE JOUR

Sonde

Cette sonde américaine qui file depuis onze ans vers l'infini a bien de la chance. Chaque heure qui passe met entre elle et nous 50 000 kilomètres de plus ! La voilà sortie du système solaire, avec le soulagement qu'on imagine.

Peut-être songe-t-elle, cette fugueuse sonde, que, par-delà nos planètes, elle trouvera ce que nul ici bas n'espère plus obtenir : une paix royale, sidérale. Privilège de machine.

BRUNO FRAPPAT.

LA POLITIQUE DE L'ÉTAT EN FAVEUR DES MUSÉES

Un bond en avant

M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a présenté, mardi 14 juin, au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes de sa politique des musées, notamment en ce qui concerne les acquisitions, les expositions, les équipements et l'animation. Il a d'abord *annoncé l'entrée au Louvre d'un tableau exceptionnel : un Vermeer, l'Astronome*, provenant de la collection Rothschild.

Les Français vont au musée. Et les musées vont aux Français ! Dix millions de visiteurs l'an dernier dans les deux cents plus importants musées, soit un taux de fréquentation assurément plus bas que celui de la télévision et du cinéma, mais bien plus élevé que celui des concerts et du théâtre. Les grands musées nationaux, comme le Louvre (2,6 millions de visiteurs par an) et Versailles (2,9 millions) sont aux trois quarts visités par des étrangers, surtout l'été, mais ce sont les expositions temporaires qui attirent de plus en plus de Français. En 1978, l'exposition à succès de Cézanne recevait journellement 4 000 visiteurs. En 1983, c'est 8 000 qui se présentent tous les jours au Grand Palais pour Manet. Et on y vend quelque mille catalogues à 170 F par jour.

En France, pays de musées, l'État a compris très tôt l'importance de ces lieux où s'accumulent les symboles. Il a beaucoup fait pour les remplir de trésors et convier le peuple à venir les admirer. Mais, on l'oublie aujourd'hui, les musées en province vivaient, jusqu'en 1914, à l'heure des notables, n'ouvrant que les jours fériés et de cérémonie. Le conservateur était alors bénévole et le gardiennage un emploi tout trouvé pour les blessés de guerre.

Le Louvre était à peu près le seul à ouvrir tous les jours, visité surtout par « la classe des loisirs », qui le trouvait vide et silencieux, parfait pour la délectation cultivée. Il était utile aux artistes, notamment de l'École de Paris, qui, à peine débarqués de la gare de l'Est, couraient s'initier aux secrets de la peinture de toujours. Les poètes voyaient là une nécropole qu'il convenait de brûler.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

De Budapest à Varsovie

Le pape est attendu jeudi en Pologne. A un jour près, sa venue coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire de l'exécution de l'ancien chef du gouvernement hongrois, Imre Nagy, dont Tibor Méray et Pierre Kende montrent qu'il n'a commis d'autre crime que d'avoir cru dans la parole des Soviétiques. Les temps ont changé. La normalisation, à Varsovie, s'est faite sans intervention des troupes soviétiques et le pouvoir évite, autant que possible, de faire tuer. Il préfère miser sur le temps et l'oubli : ce qui fait que, comme le montre Jacques Le Goff, la mémoire et l'histoire sont aujourd'hui les enjeux essentiels de la lutte pour les libertés en Pologne. Quant à J.-P. Garnier et Louis Janover, ils pensent que la proclamation de l'état de guerre dans ce pays a constitué une bénédiction pour tous ceux qui cherchent à discréditer, en France, l'idée de révolution.

Morts sans sépulture

par TIBOR MÉRAY (*)

IL y aura vendredi vingt-cinq ans, les dirigeants de la révolution hongroise de 1956 — tous d'anciens communistes — *étaient* exécutés. Sans avoir jamais parlé auparavant d'un quelconque procès, Radio-Budapest annonçait à l'aube du 17 juin 1958 qu'Imre Nagy, premier ministre de l'insurrection, le général Pal Maléter, ministre de la défense, Jozsef Szilagyi, chef de cabinet de Nagy, et le journaliste Miklos Gimes avaient été condamnés à mort. La sentence étant définitive et sans appel. Le communiqué ajoutait qu'un cinquième accusé, le ministre d'État, Géza Losonczy, *« était mort entre-temps de maladie »* dans sa prison. Ces quelques phrases officielles contenaient déjà deux contre-vérités : Géza Losonczy, brillant intellectuel, professeur de littérature française, avait été asphyxié sous prétexte d'alimentation artificielle, à la suite d'une grève de la faim ; Jozsef Szilagyi, ancien résistant antifasciste et antistalinien, qui, pendant ses interrogatoires, traitait ses tortionnaires de *« nazis »* et de *« traîtres »*, avait été pendu trois mois avant que sa condamnation soit rendue publique.

Mais ces deux « inexactitudes » paraissent des détails quasi insignifiants tant l'histoire du procès Nagy est pleine de ruses, de guet-apens, de promesses non tenues, de paroles trahies.

Le 4 novembre 1956, les chars soviétiques entreprennent d'écraser la révolte populaire — ouvrière et estudiantine avant tout — et un gouvernement coupable, aux yeux du Kremlin, d'avoir voulu instaurer une démocratie pluraliste et légaliser les conseils ouvriers, comme d'avoir proclamé la neutralité du pays, en dénonçant le pacte de Varsovie. Imre Nagy et plusieurs de ses collaborateurs demandent et obtiennent alors l'asile politique à l'ambassade de Yougoslavie.

Le 21 novembre, le gouvernement Janos Kadar, installé par les Soviétiques, leur garantit, dans une lettre adressée au gouvernement yougoslave, un sauf-conduit, en soulignant qu'il n'a nullement l'intention de sévir contre eux et qu'ils peuvent *« réintégrer librement leur domicile »*.

Le lendemain, Imre Nagy, ses collaborateurs et leurs familles sont faits prisonniers devant l'ambassade par des unités de l'armée soviétique, et déportés en Roumanie.

Déportés ? En aucune manière ! Le 25 novembre, Janos Kadar affirme qu'il s'agit tout simplement de protéger leurs vies contre un éventuel assassinat projeté par des *« provocateurs contre-révolutionnaires dissimulés dans le pays »*. Le 26 novembre, il ajoute : *« Nous n'avons pas l'intention de recourir vis-à-vis d'Imre Nagy et de ses amis à une procédure judiciaire... Nous tiendrons cette promesse. »*

Le 3 décembre 1956, le ministre *roumain des affaires étrangères* proclame devant l'Assemblée générale des Nations unies qu'Imre Nagy et son groupe *« bénéficient de tous les droits d'asile politique »* dans son pays ; *« ils sont reconnaissants au gouvernement roumain de l'hospitalité qui leur est offerte »*, ajoute-t-il.

Quatre mois plus tard, sans que le gouvernement roumain leur ait retiré le droit d'asile, et avec sa complicité, un avion militaire soviétique les ramène, les yeux bandés et menottes aux poignets, de Bucarest à Budapest, accompagnés par un colonel de la Sécurité hongroise qui, sous un autre nom, est actuellement ambassadeur de Hongrie à Moscou. Il ne s'agit plus de protéger leurs vies contre une tentative présumée d'assassinat de la part de l'extrême droite, mais, tout simplement, de les assassiner.

Dans un terrain vague

On peut prétendre, comme certains biographes de Janos Kadar, que cette attitude impitoyable était nécessaire pour consolider, d'abord par la terreur, ensuite par des concessions, un régime rejeté alors par la quasi-totalité de la population. D'ailleurs, il n'est pas impossible que ce péché originel de Kadar l'ait poussé, consciemment ou non, vers un libéralisme dont on parle beaucoup aujourd'hui. Mon propos n'a pas la prétention d'être l'analyse d'une stratégie politique à long terme ou d'un personnage peu loquace. De toute façon, cela ne ferait pas revivre les morts qui furent mes amis. C'est au nom du respect de la dignité humaine de ces morts, ou plutôt de leur mémoire, que je jette ces lignes sur le papier.

Il a fallu vingt-cinq ans pour que nous sachions avec exactitude où se trouvent les restes d'Imre Nagy, de ses coaccusés et des centaines, voire des milliers de personnes exécutées durant les années qui suivirent la révolution hongroise. Une correspondance provenant de Hongrie et publiée à Paris dans le dernier numéro d'*Irodalmi Ujsag* (la Gazette littéraire hongroise) nous fait découvrir une parcelle isolée du plus grand cimetière de Budapest, celui de Rakoskeresztur — une sorte de terrain vague. C'est là que gisent, alignés en rangs serrés, les restes de ceux qui ont été exécutés en 1956 et en 1959. Entre les deux, dans les travées plus fournies, se trouvent ceux de 1957 et 1958. Aucune pierre tombale, aucun signe, aucun nom. Des fosses communes. Ici reposent une grande majorité de jeunes et d'ouvriers que, de leur vivant, l'Occident n'a cessé d'appeler *« les combattants de la liberté »*, *« les héros de notre civilisation »*, *« les pionniers de la lutte contre la tyrannie orientale »*.

Par une suprême ironie du sort, les avions qui atterrissent ou décollent de Budapest vers l'Ouest survolent ce morceau de terrain. Les hommes d'Etat, en visite officielle, les hommes d'affaires en quête d'accords commerciaux, les touristes, dans l'espoir ou avec le souvenir d'un séjour agréable sur les bords du Danube bleu, ne soupçonnent pas que ces quelques centaines de mètres carrés sous leurs regards représentent le Katyn hongrois, le Treblinka magyar.

Il serait inutile et vain de demander la réhabilitation des martyrs d'une révolution qui fut le précurseur du Printemps de Prague et de la Pologne de Solidarnosc. Inutile, car ces femmes et ces hommes n'ont besoin d'aucune réhabilitation : leur probité et leur patriotisme ont été consacrés par leur condamnation. Vain, car la Hongrie est toujours gouvernée par ceux qui, même s'ils n'étaient pas les initiateurs de ces crimes, les ont néanmoins couverts et les couvrent toujours ; vain, aussi, car, par un curieux hasard, l'homme qui se trouve aujourd'hui à la tête de l'Union soviétique n'est autre que celui qui, lors de la révolution de 1956 et durant la période des perfidies et parjures qui s'ensuivit, fut son ambassadeur à Budapest.

Mais, sans réclamer une réhabilitation ou des funérailles nationales, à l'instar de celles offertes, après la mort de Staline, à Laszlo Rajk et à d'autres communistes hongrois exécutés comme *« agents de Tito et des impérialistes américains »*, est-ce trop demander, un quart de siècle après la mort d'Imre Nagy et de ses amis, qu'au moins leurs cendres soient rendues à leurs familles pour un enterrement civil et discret ? Dans la plupart des sociétés primitives, on avait le respect des ennemis morts. Est-il digne pour un régime qui se dit socialiste et se targue d'être le plus évolué de tous les systèmes jusqu'alors connus de l'humanité de continuer la lutte non seulement contre la vie, contre les idées, mais également contre les cadavres de ceux qu'il a fait mourir ?

En même temps, est-ce trop demander aux gouvernements, parlements, partis politiques, syndicats du monde encore libre, aux ligues des droits de l'homme, à Amnesty International, aux femmes et aux hommes de bonne volonté qu'ils fassent savoir, chacun à sa manière, à la veille du vingt-cinquième anniversaire de l'exécution d'Imre Nagy, aux autorités hongroises que *« vingt-cinq ans, ça suffit ! »* Laissez les familles enterrer leurs morts. Ce n'est pas une faveur. C'est un devoir d'humanitarisme élémentaire, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les accords d'Helsinki que vous avez solennement signés.

(*) Ecrivain hongrois en exil.

Crime gratuit

par PIERRE KENDE (*)

AU matin du 17 juin 1958 une dépêche de Budapest annonçait *l'exécution d'Imre Nagy*, chef du gouvernement révolutionnaire hongrois de 1956, et de quatre de ses compagnons.

Juridiquement, le procès était nul et les arguments invoqués insoutenables. Imre Nagy n'avait aucune raison de « conspirer » contre un régime dont il était le dernier représentant légal et l'ultime recours devant le déchaînement des passions. Cassandre du communisme chancelant, c'est en catastrophe que, le 23 octobre 1956, il fut sorti de sa disgrâce pour être chargé — tant par son parti que par les émissaires du Kremlin — de sauver ce qui pouvait l'être encore face à la révolte généralisée.

Ce n'est pas lui qui a échoué, ce sont les dirigeants soviétiques qui, revenant sur leurs largesses de la veille, décidèrent d'y mettre un terme. Alors, ils mirent en marche leurs chars et remplacèrent Nagy par Kadar. Mais, tout en l'écartant, ils le jugeaient si peu coupable, si peu discrédité, que, durant des mois, ils lui envoyèrent des messagers pour lui demander d'avaliser le coup de force du 4 novembre et d'accepter de le servir. Ce n'est que devant son refus qu'ils décidèrent de le traiter en criminel (1).

Politiquement, les exécutions de juin 1958 ont nui au régime issu de l'intervention soviétique du 4 novembre 1956. On peut aujourd'hui estimer que Kadar avait accepté sa charge ingrate de pacificateur non pour se venger mais pour chercher à réconcilier son peuple avec le communisme. Dans ces conditions, tuer Nagy, l'apôtre et le symbole de cette réconciliation, était plus qu'un crime : *c'était s'aliéner le cœur des Hongrois*

De plus, l'irresponsable touche à l'odieux : tout porte à croire que le procès Nagy — il suffit de relire le texte du verdict — tendait à fournir les arguments pour une nouvelle campagne... antititiste. Dans les plus pures traditions du stalinisme, le régime yougoslave était accusé d'avoir servi d'intermédiaire entre l'*« impérialisme »* (américain) et les *« contre-révolutionnaires »* (hongrois). Nagy et ses amis ont *été* immolés parce que leurs antécédents de communistes sympathisant avec la politique de Belgrade les prédestinaient à ce rôle : ils représentaient la chaîne manquante entre les insurgés de Budapest et les forces du Mal, avec comme point de passage obligé le « révisionnisme » yougoslave. Avec les actes du procès Nagy, tout était prêt pour une nouvelle guerre idéologique contre Belgrade. Seulement, ironie tragique de l'histoire, cette guerre n'a pas eu lieu, les Russes ayant encore changé d'avis. Par conséquent, le chef d'accusation en vertu duquel on a condamné et exécuté Nagy non seulement a été faux, mais il a été aussi inutile. Cinq hommes ont été tués pour rien.

★ Sur le procès d'Imre Nagy, cf. *La vérité sur l'affaire Nagy*, « Les documents de Plon », Paris 1958.

(*) Maître de recherches au C.N.R.S.

(1) Jusqu'à nos jours, ces tractations secrètes n'ont pas été avouées officiellement. C'est par des témoins qu'on sait qu'elles ont eu lieu. Elles expliquent la contradiction entre les promesses d'impunité accordées — publiquement — à Nagy en 1956 et le fait qu'il soit traduit en justice et exécuté dix-huit mois plus tard.

Pour les Polonais qui ne verront pas le pape

par JACQUES LE GOFF (*)

JEUDI, sauf un revirement de dernière minute, le pape arrivera en Pologne. La télévision montrera, comme en 1979, les foules massées sur son passage et les scènes de piété populaire, qui font désormais partie de l'image de ce pays. Et la presse sera pleine de récits et de commentaires consacrés au voyage du pape et à ses conséquences politiques. Il serait tragique que le côté spectaculaire de cet événement, certes très important, relègue dans l'oubli, fût-il temporaire, tous ceux qui ne pourront ni saluer le pape ni même le voir à la télévision polonaise.

Des milliers d'hommes et de femmes sont emprisonnés en Pologne, certains avec de lourdes peines, pour avoir poursuivi les activités syndicales après le coup d'État du général Jaruzelski et la proclamation de l'état de siège. La « suspension » *de celui-ci n'a rien changé* à leur sort ni arrêté la croissance de leur nombre. Quatre mois à peine après sa libération d'un centre d'internement où il a passé un an, Wojciech Onyszkiewicz, mathématicien et membre de la commission nationale de Solidarnosc, a été emprisonné pour avoir prononcé un discours pendant les cérémonies non officielles saluant la mémoire de l'insurrection du ghetto de Varsovie, à l'occasion de son quarantième anniversaire.

La mémoire et l'histoire

Un mois plus tard, mon ami Bronislaw Geremek, historien éminent et conseiller de Lech Walesa, lui aussi interné de décembre 1981 à décembre 1982, a été emprisonné à son tour alors que son état de santé est précaire. Son « crime » ? Avoir participé à une rencontre privée de représentants de tous les syndicats mis hors la loi, aussi bien des anciens syndicats officiels que de Solidarnosc, réunion qui n'était que l'exercice du droit syndical inaliénable reconnu par le pouvoir polonais lui-même dans les accords historiques de Gdansk, signés solennellement il y aura bientôt trois ans.

La mémoire et l'histoire sont aujourd'hui les enjeux essentiels de la lutte pour les libertés en Pologne. Car le pouvoir utilise tous les moyens dont il dispose pour faire oublier les accords de Gdansk, les événements qui ont jalonné la brève existence du syndicat Solidarnosc et tous ceux qui ont contribué à sa création et à sa progression fulgurante. C'est seulement après avoir gagné cette bataille de la mémoire que le pouvoir peut espérer remodeler l'image du passé à sa guise et imposer ses mensonges à l'opinion désorientée. Or, dans ce combat pour la mémoire, combat pour l'histoire, nous pouvons apporter à nos amis polonais une aide non négligeable, en rappelant haut et fort les faits tels qu'ils furent et les noms qu'on veut effacer pour mieux en condamner les porteurs. Ainsi celui d'Edmund Baluka, leader de la grève dans les chantiers navals à Szczecin en 1970, jugé maintenant par un tribunal militaire. Ainsi encore ceux des cinq membres de l'ex-KOR, dont notamment Jacek Kuron et Adam Michnik, tous accusés d'avoir voulu renverser l'État polonais par la *violence*, et qui attendent leur procès. Ainsi ceux des sept dirigeants de Solidarnosc, eux aussi victimes de la même accusation absurde, parmi lesquels mon ami Karol Modzelewski, remarquable historien du Moyen Age, et Andrzej Gwiazda, très gravement malade et de ce fait particulièrement menacé. Et on pourrait continuer longuement cette liste de noms des prisonniers du général Jaruzelski.

En manifestant notre solidarité avec les peuples qui luttent contre les dictatures, nous avons souvent le sentiment cuisant d'inefficacité. Mais quand des pays concernés nous parvient la réponse à nos paroles, nous constatons souvent qu'elles ont eu des effets positifs. C'est pourquoi il est important que, à la veille du voyage du pape, la participation massive au meeting pour la libération des prisonniers politiques en Pologne montre à leurs amis et leurs familles, d'une part, et au pouvoir polonais, de l'autre, qu'ils ne sont ni ne seront oubliés, et que le combat pour la liberté en Pologne n'est pas près de s'arrêter.

Ce meeting, qui aura lieu à la Mutualité le mercredi 15 juin à 20 h 30, est organisé par le comité de coordination de Solidarnosc en France, le comité contre les procès de Varsovie, et le comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka, et tous les emprisonnés de Pologne, avec le soutien de centrales syndicales : C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., C.G.T.-F.O., FEN.

(*) Historien.

L'ordre règne à Paris

par JEAN-PIERRE GARNIER (*) et LOUIS JANOVER (**)

SI l'on en juge par les indignations sélectives d'une certaine gauche intellectuelle et syndicale, l'entreprise de « normalisation » menée par les gouvernants polonais dépasserait en horreur l'œuvre de « pacification » réalisée par Israël au Proche-Orient, pour ne *rien dire de la « liquidation »* des « subversifs » ou supposés tels au Salvador ou au Guatemala. Quel contraste, en tout cas, entre la discrétion de la gauche non communiste dans sa « réprobation » des massacres perpétrés pour résoudre la question palestinienne et le battage médiatique orchestré pour célébrer le soulèvement de la « société civile » en Pologne contre le « parti-État » téléguidé depuis Moscou. Hommage désintéressé ? C'est une autre histoire. Une histoire qui, en réalité, concerne moins celle du mouvement ouvrier dans les pays de l'Est que celle de l'intelligentsia française.

Les militants et les idéologues de la « deuxième gauche », qui, en France, prodiguaient sans compter leurs encouragements à Solidarnosc, se sont bien gardés de mettre en lumière les oppositions d'intérêt et les clivages politiques qui traversaient le mouvement social polonais. Image pieuse que celle d'un bloc unanime ! Alors que Lech Walesa, entouré, sinon encadré, par une nuée de conseillers, secondé, voire surveillé, par l'épiscopat polonais, s'efforçait d'imposer la stratégie de la « révolution autolimitée » pour négocier un nouveau partage du pouvoir avec les autorités, la radicalisation croissante des travailleurs sapait les bases mêmes du « dialogue social ». Les pompiers de Solidarité avaient beau multiplier les interventions sur le terrain pour circonscrire l'incendie, le prolétariat polonais ne cessait d'accentuer sa pression revendicative, contestant de plus en plus vivement les compromis décidés de façon fort peu démocratique par l'état-major du « syndicat libre ».

Or, à aucun moment, les supporters français de ce dernier n'apportèrent un soutien à l'action des travailleurs polonais, qui, las des atermoiements et des capitulations, faisaient passer l'autogestion de la théorie à la pratique. Bien au contraire : Solidarité avec Solidarité s'est bornée à défendre aveuglément la ligne conciliatrice adoptée par Lech Walesa et ses experts, présentée comme la seule, sinon la meilleure possible.

C'est que, en Pologne comme en France, des limites précises étaient fixées au « réveil syndical » : son horizon n'est pas la fin du système d'exploitation, mais sa modernisation. Pour en actualiser le fonctionnement, il fallait associer à la gestion des affaires, en tant que partenaires à part entière, les nouvelles couches intellectuelles et techniciennes sécrétées, à l'Est comme à l'Ouest, par le développement du capital, qu'il soit privé ou étatique. A elles, en contrepartie, de « contrôler » efficacement une base trop remuante et indocile pour faire de Solidarité, à l'instar de la C.F.D.T. dans la France « socialiste », cette « force tranquille » capable de canaliser le « changement » appelé là-bas « renouveau ». Tout appareil d'encadrement n'a-t-il pas besoin de cadres compétents pour inciter ses mandants à se tenir tranquilles ?

Cette analogie de rôles historiques a fasciné nos intellectuels, qui voyaient se réaliser en Pologne le fantasme qui les a toujours taraudés : la rencontre de l'intelligentsia avec un mouvement populaire, celui-ci acceptant d'autolimiter ses exigences pour servir de marchepied à celle-là dans son accession à de nouvelles « responsabilités ». A les en croire, les intellectuels de Solidarité se seraient cantonnés dans leur modeste fonction de « conseillers des ouvriers ». Fiction édifiante : *« Jusqu'en mars 1981, le syndicat, c'est plutôt une élite syndicale et une masse de syndiqués, le haut et le bas, et les décisions seront prises par cette élite, conseillée par les intellectuels »* (1). Cette situation ne devait guère changer par la suite, tant il est vrai que la collaboration entre ouvriers et intellectuels « sur un pied d'égalité » n'a jamais entamé l'inégalité engendrée par une division capitaliste du travail qui, fût-elle baptisée « socialiste », met l'intellectuel aux postes de commande et l'ouvrier aux commandes des machines. En période de lutte comme en temps « normal », le jeu social reste le même : la tête et les jambes !

La France au miroir de la Pologne

A travers l'expérience polonaise, une partie de la gauche intellectuelle française, en s'identifiant aux dirigeants et aux « spécialistes » de Solidarité, a donc opéré une véritable projection. Mais celle-ci n'aurait pas été vécue avec une telle intensité si un enjeu « hexagonal » n'était pas venu donner aux rapprochements effectués un semblant de pertinence.

La Pologne a effectivement constitué une « affaire intérieure française ». Mais pas au sens où l'entendaient les bruyants partisans de Solidarité. La tentative pour *« reconstruire un vrai socialisme fondé sur la liberté »* se joue *« autant en Pologne qu'en France »*, avait déclaré Edmond Maire à Lech Walesa, qu'il accueillait à Paris. Ce qui se jouait, en réalité, c'était la possibilité pour l'aile « modérée » du P.S., et pour ceux qui se reconnaissaient dans le centrisme inavoué de son « projet de société », de récolter enfin les fruits de la victoire électorale dont ils avaient été frustrés par l'« aile soviétique » de la nouvelle majorité.

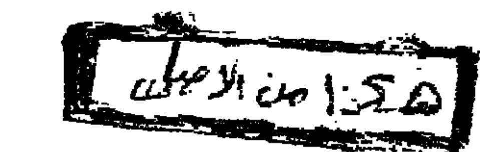
Mise en minorité au congrès du P.S. à Metz, marginalisée au sein de la coalition gouvernementale issue du 10 mai, la « gauche démocratique » ne pouvait espérer reconquérir le terrain perdu à la faveur d'un « troisième tour social ». Un débordement sur la gauche risquait de réveiller, en effet, chez les travailleurs les démons de l'auto-émancipation. Une seule voie, dès lors, lui restait ouverte : le contournement par la droite, quitte à rallumer le flambeau de la guerre froide. La C.G.T. n'était-elle pas déjà à l'œuvre dans les usines ? Le P.C. ne s'employait-il pas à *noyauter l'appareil d'État ?* La réalisation des « promesses inconsidérées » du « projet socialiste » ne frayait-elle pas le chemin au « totalitarisme » ? Pour enrayer la montée de l'étatisme et la poussée des « surenchères démagogiques », il était temps de « recentrer » la politique gouvernementale en faisant des rocardiens, de la C.F.D.T. et des intellectuels sympathisants le pivot du « changement social ». Seul un tel recentrage était susceptible d'éviter le triomphe des dogmes marxistes, le règne de la planification bureaucratique et la rupture complète avec la sainte alliance atlantique. Mais comment enrôler le « peuple de gauche » dans une croisade dont la droite s'était réservé jusque-là le monopole ?

A cet égard, l'instauration de l'« état de guerre » en Pologne apparut comme une bénédiction. Par Polonais interposés, les Français pouvaient se convaincre que le péril rouge de virtuel était devenu réel. Et c'est avec une ferveur religieuse qu'ils furent invités à se mobiliser pour exprimer leur solidarité. A l'état de siège décrété à Varsovie, les nouveaux croisés du « monde libre » ripostèrent en instaurant l'état de cierge à Paris. Ainsi, l'initiative contrerévolutionnaire du général Jaruzelski servira-t-elle non seulement à modifier le rapport des forces politiques en France, mais surtout à discréditer l'idée même de révolution dans ce pays. *« L'affaire polonaise tourne une page de l'histoire du socialisme : celle qui a commencé en octobre 1917 »* (2). Une manière comme une autre de laisser entendre que l'histoire du capitalisme, elle, allait pouvoir continuer.

(*) Sociologue.
(**) Écrivain.

(1) G. Mink, *Critique de l'économie politique*, avril-juin 1982.

(2) J. Julliard, *le Nouvel Observateur* du 17 décembre 1981.



étranger

EUROPE

Un entretien avec M. Giovanni Agnelli

(Suite de la première page.)

– *C'est-à-dire que serait possible une grande coalition ?*

– Non, il n'y a guère de chances.

– *Donc, toujours une démocratie bloquée ?*

– Oui, jusqu'à ce que le P.C.I. change. Cela prendra du temps, mais je pense que le P.C.I. ira de plus en plus vers la « droite ».

– *A votre avis, est-il préférable d'avoir une démocratie sans alternative ou de faire entrer le P.C.I. dans un gouvernement ?*

– La démocratie sans alternative jusqu'au jour où les communistes auront changé.

– *Comment se fait-il qu'en Italie, où seront installés très prochainement des missiles, cette question ne soit pas l'un des grands thèmes de la campagne électorale ?*

– Je pense, que si les élections avaient eu lieu dans six mois, la question des missiles aurait été au centre des campagnes. Mais, vous savez, l'Italie est un pays fataliste, un pays frontière entre le Nord et le Sud, la Méditerranée et l'Europe, et les Italiens ont tendance à penser qu'ils ne sont pas vraiment maîtres de leur destin.

« Comme pour un match de football »

– *Quelle est la grande question de ces élections ?*

– Il n'y en a pas. Si vous regardez l'Italie de l'extérieur, il est bien difficile de savoir qu'il va y avoir des élections. Et en Italie même il n'y a aucune émotion dans la population. Sans doute non par indifférence politique mais parce que tout le monde sait qu'il n'y aura pas de grand changement. De toute façon, les Italiens parlent de la politique comme d'un match de football. Ils ne s'y intéressent vraiment que lorsque la situation se radicalise, comme en 1948 par exemple.

– *Pourtant l'économie va mal ?*

– Cela ne fait aucun doute, mais la situation est moins mauvaise que les statistiques ne le font penser : le P.N.B. est certainement de 20 à 30 % supérieur à ce qu'il paraît. Le seul avantage d'avoir des élections aujourd'hui, c'est éventuellement de pouvoir mettre sur pied un programme d'austérité : on peut le faire au début d'une législature, pas à la fin. Mais il est vrai aussi que, chaque fois que nous avons essayé, la classe politique est arrivée à de tels compromis que le programme a été sans grande efficacité.

– *Votre jugement sur le gouvernement Spadolini ?*

– Je pense que l'on attendait davantage. De lui, en tout cas. Il a bien gouverné, mais on attendait plus du point de vue économique. L'austérité est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. Il nous faut un programme comme celui de M. Delors en France. Il n'y a pas d'alternative : réduire les dépenses publiques.

– *Et les syndicats ?*

– Ils ont perdu beaucoup de leur force parce qu'ils ont eu trop de pouvoir et qu'ils n'ont pas su l'utiliser. Ils ont adopté des positions « péronistes », prenant parti sur une infinité de questions qui ne relevaient pas de leur compétence. Le résultat est que, je crois, les ouvriers ont aujourd'hui plus confiance dans le patronat que dans les syndicats. Dans les années 70, non seulement les ouvriers, mais une bonne partie de la population, ont pensé que les syndicats étaient en train de devenir une force politique. Mais ils ont demandé trop dans n'importe quel domaine.

– *Comment sentez-vous que l'on perçoit l'Italie à l'étranger ?*

– Il y a un grand optimisme au sujet de l'Italie, et évidemment ce n'est pas à moi à dire le contraire. Mais j'en suis surpris. On voit que le terrorisme est fini, que les relations industrielles s'améliorent et en outre que l'Italie est un partenaire fiable sur le plan international (sur la question des missiles, par exemple). Regardez Wall-Street : on prend l'Italie pour un miracle ! Et cela depuis deux ans : depuis l'affaire Dozier. L'Italie a réussi à venir à bout du terrorisme de manière démocratique. En fait, la meilleure chose pour ce pays, c'est un gouvernement faible. Mussolini disait que ce n'était pas difficile de gouverner les Italiens mais que c'était inutile. Je crois qu'il y a quelque chose de vrai dans cette phrase. »

Propos recueillis par
PHILIPPE PONS.

Pays-Bas

Dans une lettre pastorale

LES ÉVÊQUES PRONENT « UNE POLITIQUE DES PREMIERS PAS » EN VUE DU DÉSARMEMENT

(De notre correspondant.)

Amsterdam. – Les évêques néerlandais, dans une lettre pastorale publiée lundi 13 juin, condamnent l'utilisation des armes nucléaires contre tout objectif non militaire et se prononcent en faveur d'une « *politique des premiers pas* » en vue d'aboutir à un véritable désarmement. Ils rappellent en outre leur condamnation précédente de la bombe aux neutrons et leur opposition à l'installation aux Pays-Bas de nouveaux missiles nucléaires de moyenne portée, renforçant ainsi la position déjà influente du Mouvement pour la paix.

Cette lettre pastorale est la réponse officielle de l'Eglise catholique à la question du Conseil interconfessionnel pour la paix (I.K.V.) et de l'organisation Pax Christi, qui lui avaient demandé de formuler une position sur les armes nucléaires en général. La Conférence épiscopale avait également à se prononcer sur l'objectif du Mouvement pour la paix néerlandais, résumé par le mot d'ordre : « *Débarrassons le monde des armes nucléaires, à commencer par les Pays-Bas.* » Bien que les évêques condamnent le désarmement unilatéral, ils plaident en faveur de gestes susceptibles de freiner la course aux armements. Aussi le dirigeant d'I.K.V., M. Mient-Jan Faber, a-t-il qualifié de « *soutien considérable* » la position de l'épiscopat.

Dans leur message, les évêques soulignent cependant qu'ils n'entendent pas donner de conseils pratiques aux dirigeants politiques néerlandais, qui, depuis 1979, hésitent à prendre position pour ou contre l'installation éventuelle aux Pays-Bas de quarante-huit missiles de croisière, comme le souhaite l'OTAN. L'influence du Mouvement pour la paix, où les protestants jouent un rôle prépondérant, est une des raisons essentielles de cet attentisme officiel.

R. T. S.

A Palerme

LA MAFIA A COMMIS UN NOUVEL ATTENTAT MEURTRIER CONTRE LES FORCES DE L'ORDRE

Palerme *(A.F.P.)*. – Un officier des carabiniers et un militaire ont été assassinés lundi soir 13 juin dans la banlieue ouest de Palerme, a annoncé la police, pour laquelle la responsabilité de la mafia ne fait aucun doute. Les agresseurs ont pris la fuite à bord d'un véhicule qui a été retrouvé incendié peu après, non loin du lieu de l'attentat.

L'officier des carabiniers assassiné est le capitaine Mario d'Aleo, commandant de la compagnie de Monreale, au sud de Palerme. L'un de ses prédécesseurs, le capitaine Emanuele Basile, de la même compagnie, avait été tué par la mafia le 4 mai 1980. Le 3 septembre dernier, le préfet de Palerme, le général Dalla Chiesa, avait été assassiné avec son épouse et un agent d'escorte en plein cœur de la ville.

LES RÉPERCUSSIONS DES ÉLECTIONS EN GRANDE-BRETAGNE

M. Roy Jenkins renonce à la direction du parti social-démocrate

Mme Thatcher a complété son gouvernement le lundi 13 juin en nommant les ministres et sous-secrétaires d'Etat qui ne sont pas membres du cabinet. Pendant ce temps l'onde de choc de la victoire conservatrice du 9 juin continue de faire des victimes. Ainsi M. Roy Jenkins a-t-il décidé d'abandonner le *leadership* du parti social-démocrate dont le groupe parlementaire a été réduit de vingt-neuf à six membres. Il a proposé que M. David Owen soit désigné comme son successeur sans que soit organisé un vote de tous les membres du S.D.P. M. Jenkins subit le même sort qu'un de ses anciens rivaux au sein du Labour, M. Michael Foot, qui, la veille, avait annoncé sa renonciation au *leadership* du parti.

Destins croisés

De notre correspondant

Londres. – Celui que le *Times* a appelé « *le plus gentil premier ministre que nous n'aurons jamais !* » (M. Foot) et celui que l'*Economist* vient de surnommer « *le meilleur premier ministre que nous n'avons jamais eu !* » (M. Jenkins) ont pris la même décision, à peu près au même moment. L'ironie de l'histoire et la victoire de Mme Thatcher les ont réunis dans un même destin. En annonçant qu'ils renonçaient au *leadership* de leur parti respectif, ils ont tiré un trait sur leur ambition d'accéder un jour aux plus hautes fonctions.

A priori c'est le seul point commun entre les deux hommes, même s'ils ont cohabité pendant près de quarante ans dans le parti travailliste.

M. Michael Foot est un politicien amateur, un bohème, un excentrique, sans doute plus attiré par le pouvoir qu'il ne se l'est avoué lui-même, mais incapable d'en accepter la discipline ; ce descendant d'une bonne famille de tradition libérale, qui fêtera ses soixante-dix ans le mois prochain, s'est toujours mobilisé pour la défense des bonnes causes ; ce socialiste sentimental, admirateur d'Aneurin Bevan, dont il a hérité le siège aux Communes, a été de tous les combats de la gauche travailliste depuis les années 30. Il a passionnément soutenu le désarmement unilatéral et critiqué le Marché commun. Il a attendu trente ans sur les bancs du Parlement avant d'accéder dans le gouvernement Wilson de 1974 à un poste ministériel, mais il est toujours resté, malgré ses incartades verbales, profondément fidèle au parti travailliste.

Pas étonnant qu'à ses yeux, M. Jenkins, qui a abandonné le travaillisme pour la social-démocratie passe pour un « renégat ». Ce fils d'un mineur gallois qui, grâce à la politique et au syndicalisme, était devenu secrétaire parlementaire privé du leader travailliste Clement Attlee, peut protester de sa fidélité à ses convictions. Bien que de sept ans le cadet de M. Foot, M. Jenkins a emporté son premier siège parlementaire à la même époque. Mais ce n'est pas la gauche qui l'attire. Son admiration va à Hugh Gaitskell, qui fut le grand rival de Bevan. Chancelier de l'Echiquier et deux fois secrétaire au Home Office où il laissera le souvenir d'un ministre réformiste, puis président de la Commission de la Communauté européenne, c'est le type même de la « bête politique » qui se sent à l'aise au milieu des Grands. Il arrachera d'ailleurs à un président Giscard d'Estaing très réticent, la participation de la commission de Bruxelles aux « sommets » des sept pays les plus industrialisés.

Les deux hommes ont cependant en commun d'être issus de l'université d'Oxford et d'avoir consacré une biographie à leur modèle en politique : Bevan, le leader de la gauche travailliste pour M. Foot, et Asquith, le premier ministre libéral, pour M. Jenkins. Ils siègent brièvement ensemble dans le gouvernement Wilson, de 1974 à 1976, et quand le leader travailliste démissionne, ils se portent tous les deux candidats à sa sucession. M. Foot arrive en deuxième position derrière M. Callaghan dont il deviendra l'adjoint ; M. Jenkins, qui avait déjà démissionné de son poste de leader adjoint en 1972 pour protester contre l'orientation anti-européenne du Labour, n'est que troisième. Dès cet instant, il comprend qu'il n'a aucun avenir dans un parti travailliste de plus en plus poussé vers la gauche. Cette conviction s'affirmera au cours des quatre années qu'il passe à Bruxelles.

Mais M. Foot n'a pas fini de jouer involontairement un rôle dans le rebondissement de la carrière de M. Jenkins. En 1979, celui qui est encore président de la Commission européenne réfléchit à haute voix, lors d'une conférence prononcée à la B.B.C., à la création d'une troisième force centriste dans la politique britannique. En 1980, la gauche marquant des points au sein du Labour, Mme Shirley Williams, MM. David Owen et William Rodgers préparent la création du parti social-démocrate. La candidature à la succession de M. Callaghan du modéré Denis Healey, auquel se rallient MM. Owen et Rodgers, risque de faire échouer le projet. Mais, au grand soulagement de M. Jenkins, c'est le « gauchiste » Michael Foot qui l'emporte. La voie est libre pour le lancement du parti social-démocrate.

Lié d'amitié à M. David Steel, M. Jenkins entraîne ses amis dans l'alliance avec les libéraux qui, de 1981 à 1983, remporte des succès remarquables à des consultations partielles avant de faire un bon score aux élections générales. L'Alliance ayant pris 10 % des voix aux travaillistes, M. Foot est autant victime de M. Jenkins que de Mme Thatcher, mais ils sombrent ensemble, car, si le S.D.P. a contribué à la défaite du Labour, il n'a pas réussi à s'imposer lui-même. La crise des Malouines s'est révélée aussi catastrophique pour M. Foot que pour M. Jenkins, dans la mesure où ils ont été également incapables de définir une ligne claire et surtout de l'expliquer à leurs concitoyens, laissant ce soin à leurs adjoints.

MM. Foot et Jenkins ont été vivement critiqués par leurs amis respectifs pour la manière dont ils ont conduit leur campagne électorale ; tous deux sont apparus comme des hommes du passé dont la mauvaise image a nui à la réussite de leurs partis. Ils en ont tiré sagement les conséquences à quelques heures d'intervalle. Quel que soit le résultat de la compétition entre les prétendants à la succession de M. Foot, le prochain leader du parti travailliste appartiendra à une nouvelle génération, la même sans doute que celle de M. David Owen, qui, à quarante-cinq ans, va prendre la tête du S.D.P.

DANIEL VERNET.

• RECTIFICATIF. – Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 14 juin, M. Leon Brittan, secrétaire d'État à l'intérieur dans le nouveau gouvernement, faisait déjà partie du précédent cabinet comme chef de la trésorerie, c'est-à-dire adjoint de Sir Geoffrey Howe.

Dublin accueille avec satisfaction le maintien de M. Prior au secrétariat d'Etat à l'Irlande du Nord

De notre correspondant

Dublin. – Le gouvernement de Dublin a accueilli avec soulagement la nouvelle du maintien de M. James Prior à son poste de secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord. Depuis le début de la campagne électorale en Grande-Bretagne, des rumeurs circulaient selon lesquelles Mme Thatcher allait envoyer à Belfast un homme plus « dur ». Il est vrai que le projet de M. Prior de dévolution graduelle de pouvoirs à Belfast, avec comme première étape l'installation, l'an dernier, d'une assemblée de représentants des deux communautés unioniste et nationaliste, n'a pas pour le moment réussi. Les formations unionistes restent opposées à la création d'une administration interconfessionnelle et le parti nationaliste modéré (S.D.L.P.) de M. John Hume a refusé d'y participer. Cependant, M. Prior est conscient de la nécessité de faire participer la minorité nationaliste au futur gouvernement d'Irlande du Nord et du rôle que doit jouer le gouvernement de la République d'Irlande dans la solution à la crise en Ulster. C'est la raison pour laquelle il est moins bien accepté par les loyalistes.

Pour le gouvernement de Dublin de M. Garret Fitzgerald, il est maintenant essentiel que Londres et Dublin avancent le plus rapidement possible vers une solution, afin de freiner l'influence grandissante de la branche politique de l'IRA, le Sinn fein, sur la population catholique. L'élection de son chef de file, M. Gerry Adams, dans la circonscription de Belfast-Ouest et l'obtention par l'organisation de 13 % des voix de la province sont la preuve que, en dépit de la campagne terroriste de l'IRA, la popularité du Sinn fein augmente.

Pour Dublin, c'est la survie du parti S.D.L.P. qui est maintenant en jeu, et il faudrait une initiative majeure de la part du gouvernement britannique pour éviter la déstabilisation complète de l'Ulster, voire du sud de l'Irlande, ce qui semble être l'objectif des provos de Belfast.

Si le gouvernement britannique choisissait la voie de l'intégration proposée non seulement par l'aile droite du parti conservateur mais aussi par une partie de la formation unioniste officielle de M. James Molyneaux, cela pourrait être un désastre. Le gouvernement de M. Fitzgerald espère donc pouvoir compter sur le soutien du secrétaire d'État James Prior pour convaincre le premier ministre qu'il est urgent de présenter une autre solution.

JOE MULHOLLAND.

U.R.S.S.

M. TCHERNENKO PRÉSENTE UN RAPPORT DEVANT LE COMITÉ CENTRAL

Moscou *(A.F.P., A.P.)*. – La session du comité central du P.C. soviétique s'est ouverte comme prévu (*le Monde* du 14 juin) ce mardi au Kremlin. Cette session est consacrée au « *travail idéologique et politique parmi les masses* », annonce l'agence Tass, qui précise qu'un rapport sur ce sujet devait être présenté par M. Tchernenko, secrétaire au comité central et membre du bureau politique.

Un remaniement de ces organismes devrait intervenir en fin de session, mercredi, à la veille de la réunion du soviet suprême qui désignera un nouveau chef de l'État.

UN LIVRE ACCUSE DES « SIONISTES » D'AVOIR AIDÉ HITLER A S'EMPARER DU POUVOIR

Un livre de 260 pages, *l'Essence de classe du sionisme*, qui vient d'être publié en Ukraine par les Editions officielles, affirme que ce sont des dirigeants sionistes et des banquiers juifs qui ont « *aidé Hitler dans ses préparatifs pour s'emparer du pouvoir, alors qu'ils connaissaient son intention d'exterminer les juifs* », rapporte le *Los Angeles Times* dans une correspondance de Moscou. L'auteur, Lev Kornieev, condamne certes l'antisémitisme comme une forme de chauvinisme, mais affirme que l'existence de l'Etat d'Israël donne lieu à une « *double loyauté* » parmi les juifs dans le reste du monde.

Cet ouvrage renforce la campagne antisioniste qui connaît un regain d'activité en U.R.S.S. depuis le printemps. En mars, un comité antisioniste avait été créé à Moscou sous la présidence du général Dragounski, avec la participation de nombreuses personnalités et d'intellectuels juifs. On sait que l'émigration des juifs d'U.R.S.S. est tombée à 2 700 sorties en 1982 contre un maximum de plus de 50 000 en 1979.

Par ailleurs, la fille de Youri Tarnopolski, un chimiste juif arrêté le 15 mars à Kharkov, en Ukraine, pour avoir observé une grève de la faim à l'appui de sa demande d'émigration vers Israël, a écrit à M. Andropov pour lui demander la libération de son père.

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

• DES PARACHUTISTES EXIGENT LA LIBÉRATION DU CAPITAINE SANKARA. – Une unité de commandos parachutistes de Po (160 kilomètres au sud de Ouagadougou), entrée en dissidence le 18 mai, exige la libération de l'ancien premier ministre, le capitaine Thomas Sankara, arrêté le 17 mai, a révélé une source militaire dans la capitale voltaïque. Des négociations sont en cours entre l'état-major général des forces armées, qui veut à tout prix éviter des affrontements, et l'unité de commandos parachutistes, dirigée par le capitaine Blaise Compaore. – *(A.F.P.)*

Maroc

• L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS MAROCAINS EN FRANCE, l'Association des Marocains en France et les Comités de lutte contre la répression au Maroc, organisent une conférence de presse *jeudi 16 juin* à 11 heures, 4, place Saint-Germain-des-Prés, à Paris, avec la participation de l'Association des parents et amis des disparus au Maroc et des avocats qui ont assisté en qualité d'observateurs à des procès à Rabat, « *afin d'informer l'opinion sur la violation des libertés fondamentales dans ce pays* ».

Tchécoslovaquie

• M. STROUGAL, chef du gouvernement tchécoslovaque, est apparu en public pour la première fois depuis trois mois, à l'occasion d'une session du Parlement. Malade déjà en février, M. Strougal, qui dirige le gouvernement depuis 1970, n'avait pas été vu depuis le 16 mars, et son indisponibilité avait été confirmée le 29 avril. – *(A.F.P.)*

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Deux cents organisations anti-apartheid adoptent un « manifeste de libération »

De notre correspondant

Johannesburg. – L'opposition interne à l'apartheid en général et aux projets *« réformistes »* du gouvernement en particulier tente de s'organiser. Réunis en Forum national à Hammanskraal (Transvaal) au cours du week-end des 11 et 12 juin, près de deux cents organisations non-blanches (indiennes, métisses et africaines) représentées par plus de huit cents délégués ont adopté à l'unanimité un *« manifeste de libération »* présenté par les militants de la *« conscience noire »*.

Au cours des semaines précédentes, une autre tentative d'union contre le projet gouvernemental d'associer par cooptation les minorités indiennes et métisses à l'exercice d'un pouvoir promis à une présidentialisation sans précédent, avait été couronnée de succès. Le Front démocratique uni (U.D.F.), regroupant plusieurs douzaines d'organisations d'étudiants, de travailleurs, de chrétiens, de femmes et de juristes, établies dans la plupart des grandes villes du pays, est né officiellement à Johannesburg à la fin du mois dernier.

Le Front se propose de *« lutter ensemble pour l'institution d'un Etat unitaire* [réintégration des Bantoustans], *non racial et démocratique »*. Le document de base sur les principes duquel les deux cents organisations d'Hammanskraal se sont, pour leur part, mises d'accord, est suffisamment imprécis pour permettre au plus grand nombre de s'y identifier. Il est aussi d'un ton plus combatif.

Les signataires s'engagent à *« lutter contre le racisme, à ne pas collaborer avec l'oppresseur, et à refuser l'alliance avec les partis de la classe dirigeante »*. Cette dernière exclusive vise essentiellement le Parti fédéral progressif (P.F.P.), qui représente l'opposition libérale blanche anglophone au Parlement et à qui les signataires reprochent, entre autres, de fournir, par sa seule présence au sein du système, une sorte de caution plus ou moins *« démocratique »* à l'apartheid.

Le rejet très net des propositions gouvernementales par ceux qu'on appelle les *« progs »*, rejet entériné par le congrès du P.F.P., ne change rien à l'affaire. De tous temps, les militants de la « conscience noire » dont Steve Biko, mort en prison en 1977, fut l'un des meilleurs théoriciens, se sont méfiés des libéraux blancs soupçonnés de vouloir s'approprier la lutte des Africains contre le pouvoir blanc. Et, ce faisant, de lui rogner les dents.

Le « capitalisme racial »

Certaines des organisations qui ont signé le manifeste d'Hammanskraal, dont des groupes politiques, religieux, culturels, sportifs, des associations d'avocats, et des syndicats, sont déjà engagées dans l'U.D.F. Contrairement au forum national, l'U.D.F., lui, ne lance pas d'exclusive et accepte en son sein tous ceux qui luttent contre l'apartheid et ses *« réformes »* quelle que soit la couleur de leur peau.

Seconde différence importante, le ton très socialisant du manifeste est étranger au document mis au point par l'U.D.F. Jusqu'à quel point les deux cents signataires du premier identifient-ils le combat contre l'apartheid à la *« lutte contre le capitalisme racial »* et acceptent-ils l'objectif final du document à savoir *« l'établissement d'une république antiraciste et socialiste »* ?

On peut également s'interroger sur le caractère unitaire d'un forum auquel les militants d'organisations non raciales proches des idéaux du Congrès national africain, ont refusé de participer.

« Peu importe » a dit l'évêque noir anglican Desmond Tutu, principal orateur du forum *« que vous défendiez la conscience noire ou la charte de la liberté* (document démocratique de base entériné, entre autres par l'A.N.C.) *pourvu que nous luttions tous pour la libération du peuple sud-africain... »* On verra notamment, lors de l'anniversaire des émeutes de Soweto, le 16 juin prochain, si ces appels à l'unité ont été entendus. A moins, comme la rumeur en court, que la police décide d'interdire ce jour-là toute manifestation publique...

PATRICE CLAUDE.

● *Deux extrémistes blancs*, MM. Jacob Daniel Viljoen et Hendrik Jacobz, ont été reconnus coupables, lundi 13 juin, de *« terrorisme »*, par un tribunal sud-africain. Ils sont passibles de la peine de mort. – *(Reuter.)*

NOUVEAU PRÉSIDENT DE L'O.U.A.

Le colonel Menguistu prononce un réquisitoire contre la politique américaine en Afrique

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. – Evénement exceptionnel dans l'Ethiopie révolutionnaire : son chef, le colonel Menguistu Haïlé Mariam, a tenu, lundi 13 juin, une conférence de presse. En neuf ans de règne, il ne s'était plié qu'une seule fois à cet exercice qui, d'ordinaire, n'a guère les faveurs des dirigeants marxistes-léninistes. En tant que président de l'Organisation de l'unité africaine, il se devait de prendre date. Pendant deux heures et demie, il s'est donc adressé, décontracté et sûr de lui, à quelque deux cents journalistes réunis au siège de la Copwe (Commission pour l'organisation des travailleurs d'Ethiopie), le futur parti marxiste-léniste.

Le nouveau porte-parole du continent a tenu un langage militant, dont la trame idéologique tranchait nettement sur le discours de ses prédécesseurs à ce poste, MM. Siaka Stevens, de la Sierra-Leone, et Arap Moi, du Kenya. Prononcé à un meeting populaire, sur la place de la Révolution d'Addis-Abeba, ce discours eût été seulement conforme à la rhétorique du régime éthiopien. Présentés au cours d'une conférence de presse consacrée pour l'essentiel à une analyse de sa politique internationale, les propos de M. Menguistu ont, en revanche, revêtu une solennité qui accroît d'autant leur portée.

Les thèses soviétiques

Le chef de l'Etat a vivement critiqué les Etats-Unis qui *« apportent un soutien total à l'apartheid, au sionisme et au racisme »*. Selon lui, Washington combat *« les forces de la démocratie et du socialisme dans le monde »* et *« empêche les peuples d'être maîtres de leur destinée »*. Il a cité comme preuve de cette *« attitude agressive la mise en place d'une force de déploiement rapide, la construction de bases militaires et le refus d'œuvrer en faveur de la détente et du désarmement »*. Trois membres de l'O.U.A. – l'Egypte, le Soudan et la Somalie – prêtent leur concours à la force de déploiement rapide, outil privilégié de la stratégie américaine dans le Golfe et l'océan Indien. Pour M. Menguistu, les perspectives d'amélioration des relations entre Addis-Abeba et Washington, *« au lieu d'être encourageantes, sont plutôt décourageantes »*.

Répondant à une question du correspondant de l'agence Tass, le chef de l'Etat éthiopien a souligné que *« la paix dans le monde était en danger du fait de l'impérialisme et de l'interventionnisme »*. *« L'Occident*, a-t-il dit, *veut contenir le socialisme et le mouvement démocratique dans le tiers-monde. Cette attitude des pays occidentaux est la cause principale de l'absence de paix dans le monde. »*

Il a mis en garde les Etats africains en leur demandant de ne pas *« concéder de bases militaires »* aux étrangers, conformément à la doctrine du non-alignement. Faut-il voir aussi dans cet avertissement un signal indirectement adressé à l'U.R.S.S. pour lui rappeler que l'Ethiopie n'est pas disposée à lui accorder des avantages militaires abusifs ? Deux voisins de l'Ethiopie, le Kenya et la Somalie, accordent des facilités aériennes et maritimes à l'armée américaine.

Le nouveau président en exercice de l'O.U.A., constatant qu'une certaine coexistence mutuelle devrait s'établir entre les membres capitalistes et socialistes, a rappelé, par exemple, que l'Ethiopie révolutionnaire souhaite coopérer économiquement avec quiconque, à l'Ouest comme à l'Est, sur une base d'égalité et d'intérêt mutuel. Il a insisté, à plusieurs reprises, sur la faiblesse économique du continent *« en raison de laquelle la liberté politique n'est rien »*.

Le colonel Menguistu a, en outre, comparé la tactique de l'Afrique du Sud envers ses voisins à celle que mène Israël au Liban. Il a défini comme son premier objectif *« la libération du continent du racisme et du colonialisme »*.

Modéré dans le ton, l'exposé du colonel Menguistu épousait, à quelques nuances près, les thèses de la diplomatie soviétique. Une partie de l'Afrique ne se reconnaîtra probablement pas dans son nouveau porte-parole. Il serait cependant hasardeux de préjuger, à partir de ce seul discours, l'évolution de l'O.U.A. durant l'année placée sous l'égide du colonel Menguistu. En favorisant, la semaine dernière, un compromis dans l'affaire du Sahara occidental, il a montré une fois de plus son pragmatisme. Il est probable, en tout cas, qu'avec son arrivée à la tête de l'Organisation, l'Afrique dite progressiste fera mieux entendre sa voix.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

PROCHE-ORIENT

SELON M. MORRIS DRAPER

Le plateau du Golan pourrait servir de « monnaie d'échange » pour obtenir le retrait syrien du Liban

Une « petite phrase » prononcée, dimanche 12 juin, par M. Morris Draper, envoyé spécial américain au Proche-Orient, selon laquelle le plateau du Golan, conquis par Israël sur la Syrie, pourrait servir de *« monnaie d'échange »* aux Etats-Unis pour obtenir le retrait des troupes syriennes du Liban, a suscité, lundi, des rumeurs sur un éventuel assouplissement de la position de Damas à l'égard de la crise libanaise.

A Damas, cependant, on indique de source informée que la Syrie pourrait bien recevoir le secrétaire d'Etat américain George Shultz à condition qu'une telle visite n'ait pas pour objet de rallier le pays hôte à l'accord israélo-libanais. *Al Baas*, organe du parti au pouvoir, a réaffirmé lundi que l'opposition de Damas au document israélo-libanais était définitive : *« Cela signifie, en un mot comme en cent, pas de retrait du Liban sans annulation de ce pacte et retrait inconditionnel des troupes israéliennes. »* Aucun propos officiel n'a toutefois jusqu'ici laissé prévoir une nouvelle visite de M. Shultz au Proche-Orient, encore que M. Morris Draper n'ait pas exclu cette éventualité dimanche lors de son interview à la télévision.

De son côté, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., qui a regagné Damas au terme d'une visite de plusieurs capitales arabes, s'est rendu dès lundi dans la vallée de la Bekaa, au Liban, sans doute pour y rencontrer les responsables militaires du Fath, agité depuis le mois dernier par un mouvement de dissidence.

A Beyrouth, la radio libanaise a annoncé lundi que des prisonniers du camp d'internement israélien d'Al Ansar, au Sud-Liban, s'étaient évadés au cours de la nuit de dimanche à lundi. La radio ne précise pas le nombre des évadés, estimé, selon les correspondants de presse en poste dans la région, à une vingtaine. Lundi, un porte-parole israélien avait affirmé qu'un détenu avait été tué alors qu'il tentait de prendre la fuite. Une intense activité de blindés et d'hélicoptères israéliens dans les collines et les vallées qui entourent le camp d'Al Ansar semble indiquer, selon les journalistes libanais, qu'une grande opération est en cours pour capturer les fugitifs. – *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

LA SUISSE NE VEUT PAS RECEVOIR LA CONFÉRENCE SUR LA PALESTINE

(De notre correspondant.)

Berne. – Dans une lettre à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le gouvernement helvétique a *« très clairement »* fait savoir qu'il ne souhaitait pas voir se réunir, en août à Genève, la conférence des Nations unies sur la Palestine.

C'est ce qu'a confirmé, lundi 13 juin, devant le Parlement à Berne, M. Aubert, président de la Confédération, en réponse à une question. Après le refus de la France de recevoir cette conférence au siège parisien de l'UNESCO, la Suisse avait été sollicitée en vertu de l'accord faisant de Genève le siège européen de l'ONU.

Pour expliquer ce refus, M. Aubert a invoqué les problèmes de sécurité que poserait l'organisation dans un délai trop bref d'une réunion prévoyant la participation de plus d'un millier de délégués dont plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement. Il a également fait valoir les difficultés d'hébergement en pleine saison touristique. – J.C. B.

Iran

Des militaires proches du Toudeh sont accusés du détournement de deux hélicoptères

Téhéran *(A.F.P.)*. – Deux hélicoptères iraniens ont été détournés sur Bahrein, les jeudi 9 et samedi 11 juin, par des militaires liés au Toudeh, le parti communiste iranien dissous le 4 mai, a révélé lundi 13 juin le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussavi.

« Il semble bien que ces fuyards étaient des personnes qui avaient peur d'être interrogées en relation avec le dossier du parti espion Toudeh », a indiqué le chef du gouvernement à Radio-Téhéran. *« La fuite de quelques personnes ne peut avoir aucun rapport avec les pilotes de notre pays ni ternir le souvenir de nos héros auprès de notre peuple »*, a-t-il ajouté.

Les quatre auteurs de ces détournements, après un *« atterrissage forcé »* sur l'aéroport international de Bahrein, ont demandé à repartir vers une destination non précisée, suivant les informations disponibles à Manama.

C'est la première fois que les autorités iraniennes sont amenées à évoquer la présence de membres du Toudeh au sein des forces armées. Elles se sont jusqu'ici refusées à donner la moindre précision sur l'importance des arrestations de membres de ce parti dans l'armée ou parmi les gardiens de la révolution, cherchant plutôt à minimiser ce problème en soulignant qu'il ne concerne que *« très peu »* de personnes.

Cependant, selon de bonnes sources, plusieurs centaines de gardiens de la révolution auraient été arrêtés après les *« aveux »* des dirigeants du Toudeh sur leur *« réseau militaire »*. Moins d'une centaine de membres de l'armée de terre, dont des officiers supérieurs, et quelques dizaines de cadres de la marine et de l'aviation feraient également l'objet de poursuites.

AMÉRIQUES

Chili

Des manifestations ont eu lieu à Santiago « pour le pain, la liberté, la démocratie »

De notre envoyé spécial

Santiago. – Santiago a vécu lundi le prologue à la grande journée de protestation qui devait avoir lieu ce mardi 14 juin. Trois manifestations-éclairs ont eu lieu en plusieurs points de la capitale.

11 heures. Devant un supermarché, des manifestantes appartenant à l'association Les femmes du Chili déploient à la hâte une banderole. *« Nos enfants ont faim de pain, de liberté et de démocratie. »* Des slogans fusent : *« Faim, faim, le peuple a faim ! »* et *« Pain, travail, justice et liberté ! »* Applaudissements de la foule. Puis, aussitôt, l'hymne national, une strophe surtout, chantée à pleins poumons : *« Chili, ou tu seras la tombe des hommes libres ou un asile contre l'oppression. »* Les *pacos* (les carabiniers) arrivent. Trop tard. Les manifestantes ne sont plus que des passantes anonymes.

12 h 30, place de la Liberté. Les Parents de détenus-disparus sont là, à quelques mètres de la Moneda, le palais présidentiel. Ils scandent : *« Pour la vie et pour la paix, qu'ils nous disent où ils sont ! »* La foule répète la légende inscrite sur une pancarte : *« Où sont les détenus-disparus ? »* Les carabiniers chargent. Des cris de protestation s'élèvent. Une journaliste de Radio-Cooperativa, la radio condamnée au silence durant dix jours pour avoir *« incité au désordre »* le 11 mai, affirme : *« C'est la première fois que je vois ça. »*

13 heures, place d'Armes. Des personnalités politiques, des dirigeants syndicaux, des artistes, des intellectuels, s'assoient sur les marches de la cathédrale. Des tracts sont lancés. Un orateur s'adresse à la foule. *« Pour sauver les valeurs du peuple chilien, nous voulons la démocratie maintenant. Pour que s'achèvent les violations des droits de l'homme, pour faire la vérité sur les détenus-disparus, mettre fin à l'exil, en finir avec les groupes parapoliciers et les prisons secrètes, nous voulons la démocratie maintenant. »* Il n'ira pas plus loin. Les carabiniers sont au rendez-vous. Coups de matraque. Bousculades. Un manifestant qui vocifère *« Liberté, liberté ! »* est emmené sans ménagements. Les forces de l'ordre se retirent à quelques mètres de la cathédrale et observent les petits groupes qui se reforment...

Dans un document distribué lundi au cours d'une conférence de presse, les dirigeants du Commandement national des travailleurs (C.N.T.) ont rappelé les objectifs de la journée de protestation et durement critiqué le régime militaire. *« La crédibilité du gouvernement est totalement nulle... Non seulement il n'a tenu aucune de ses promesses, mais il s'est moqué de la bonne foi des Chiliens... Les baïonnettes ne peuvent maintenir l'ordre quand celui-ci est injuste. »* Le président du C.N.T., M. Rodolfo Seguel, a insisté une nouvelle fois sur le caractère pacifique de la journée de protestation. *« Nous refusons d'endosser la responsabilité des violences qui pourraient se produire »*, a-t-il précisé.

La cour d'appel a confirmé lundi soir le jugement prononcé en première instance dans les poursuites engagées par le ministre de l'intérieur contre dix dirigeants de la Confédération des travailleurs du cuivre pour infraction à la loi de sécurité intérieure de l'Etat. Six d'entre eux ont été déclarés non coupables, et les quatre autres, dont M. Rodolfo Seguel, ont été laissés en liberté conditionnelle. Volonté d'apaisement ? Preuve de faiblesse ou prudence tactique ? On devrait le savoir à l'issue de la manifestation de ce mardi.

JACQUES DESPRÉS.

Etats-Unis

Un vif débat sur l'enseignement oppose M. Mondale au président Reagan

De notre correspondant

Washington. – Un vif débat sur l'enseignement aux Etats-Unis oppose depuis quelques jours le gouvernement Reagan à M. Walter Mondale, candidat démocrate à la Maison Blanche. Ce n'est pas un hasard : selon les milieux politiques américains, ce thème figurera en bonne place dans la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 1984.

M. Reagan n'avait pas hésité, en 1980, à prendre des engagements précis. Il promettait de supprimer le département fédéral de l'éducation, souhaitait un système fiscal plus avantageux pour les écoles privées et une « prière volontaire » dans les établissements publics. Devenu président, il a renoncé à la première mesure et n'a pas réussi à convaincre le Congrès d'adopter les deux autres. Mais des coupes devaient être faites dans le budget.

Le débat actuel ne porte pas sur les mêmes thèmes qu'en 1980. On discute, cette fois, de la qualité de l'enseignement et du rôle du pouvoir exécutif pour l'améliorer.

Un rapport officiel, publié récemment, a fait beaucoup de bruit. Ses auteurs – dix-sept spécialistes sélectionnés par le département de l'éducation – n'y vont pas de main morte. *« Notre nation est en danger*, écrivent-ils. *Les fondements du système éducatif de notre société sont rongés par une vague montante de médiocrité. »* La commission énumère une longue série de carences et de reculs sur un ton volontairement alarmiste ; elle souhaite provoquer aux Etats-Unis le même sursaut qu'en 1957, après l'envoi du premier Spoutnik soviétique dans l'espace. Parmi les remèdes proposés : de meilleurs salaires pour les enseignants dont certains gagnent deux fois moins que les ouvriers les plus qualifiés de l'automobile.

M. Mondale demande d'augmenter très sensiblement les crédits fédéraux. Le président Reagan s'y oppose, au nom d'un principe : l'enseignement, selon lui, est la prérogative des Etats ou des collectivités locales. Et ce n'est pas l'argent fédéral qui améliorerait la situation.

Sans craindre la contradiction, M. Reagan suggère en revanche d'introduire le *Merit Pay*, c'est-à-dire des primes pour les maîtres méritants. Il ne précise pas où serait pris cet argent.

M. Mondale s'oppose formellement au *Merit Pay* et s'aligne ainsi sur la principale association nationale d'enseignants dont il espère bien obtenir l'appui officiel avant la convention démocrate. Ce n'est pas forcément une manœuvre habile, car la proposition de M. Reagan semble être assez populaire aux Etats-Unis. On note d'ailleurs que le sénateur John Glenn – principal rival de M. Mondale pour l'investiture démocrate – est favorable au *Merit Pay*.

Les sommes consacrées à l'enseignement public sont difficiles à évaluer exactement. Le pouvoir fédéral n'en couvre même pas le douzième. Pour l'année budgétaire 1983, M. Reagan voulait réduire les crédits fédéraux de 30 %, mais il ne fut pas suivi par le Congrès. Il ne réclame cette fois qu'une diminution de 12 % qui pénaliserait surtout les prêts aux étudiants.

On comptait encore l'an dernier 6,1 % de bénéficiaires, malgré des conditions d'obtention beaucoup plus strictes. Dans ce domaine, la hâche de M. Reagan a frappé assez fort. Les démocrates ne se privent pas de le souligner ; sachant qu'ils sont entendus : selon un sondage publié en avril dernier, quatre Américains sur cinq réclameraient davantage de crédits pour l'éducation.

ROBERT SOLÉ.

Pérou

LA GUÉRILLA A ATTAQUÉ CUZCO

Lima *(Reuter)*. – Les guérilleros du Sentier lumineux ont dynamité, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 juin, deux pylônes électriques de Cuzco, privant la ville d'électricité pendant deux heures. Ils ont commis ensuite plusieurs autres attentats, notamment contre le centre culturel américano-péruvien, semant la panique dans la population.

Guatemala

DES ÉLECTIONS AURONT LIEU EN 1984

Guatemala *(Reuter)*. – Le général Efrain Rios Montt, chef d'Etat du Guatemala, a promis le dimanche 12 juin que son pays ira aux urnes l'an prochain.

Le mois dernier, le président Rios Montt avait déclaré que le Guatemala n'était *« pas prêt »* pour des élections, propos qui avaient suscité des protestations de la part des dirigeants syndicaux, de l'Eglise, des partis politiques et de l'armée.

PROCHE-ORIENT

UN AN APRÈS LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE DU LIBAN

Le crédit de M. Begin est atteint par les révélations sur ses flottements dans la direction de l'opération

De notre correspondant

Jérusalem. – Près d'une semaine après l'anniversaire du début de la guerre au Liban, le gouvernement israélien, en proie à des querelles intestines qui se multiplient, donne des signes d'usure, tandis que M. Begin voit sa réputation battue en brèche. Les articles ou émissions réalisés à l'occasion de l'anniversaire du 6 juin ont en effet rappelé ou démontré avec plus de netteté que le premier ministre a très mal contrôlé toute cette campagne militaire dès sa conception.

De nouveaux détails ont été apportés de bonne source pour confirmer ce que l'on savait déjà : M. Sharon a conduit sa propre *guerre*, souvent à l'insu de ses collègues, et il les a, selon l'expression de certains d'entre eux, *« menés par le bout du nez »* en ne leur donnant, à dessein, que des informations partielles ou erronées sur le déroulement des combats afin d'obtenir leur aval sans discussion et afin d'avoir, en fait, les mains libres pour atteindre des objectifs qui, curieusement, n'avaient pas *été suffisamment* définis ou, plus grave encore, avaient été préalablement écartés par M. Begin et l'ensemble du gouvernement. Ainsi, l'un des deux vice-premiers ministres, M. Simha Erlich, a-t-il reconnu, le semaine dernière, que, par *exemple*, lorsque M. *Sharon* avait demandé au cabinet, fin juin 1982, d'approuver sa décision de faire atteindre par ses troupes la route Beyrouth-Damas, ce mouvement n'était pas justifié par une initiative syrienne, comme le prétendait M. Sharon. La consigne gouvernementale était, à ce moment, de ne plus avancer, sauf s'il fallait conquérir des positions d'où partaient des attaques de l'adversaire, que celui-ci soit palestinien ou syrien.

M. Erlich a révélé que, après l'assentiment donné par le gouvernement, il avait reçu du front des nouvelles selon lesquelles *« les tirs d'artillerie n'étaient pas seulement venus du côté syrien »*. Et M. Erlich de conclure : *« En un mot, cela signifie qu'il y a eu provocation... »* (sous-entendu : de la part des troupes israéliennes et sur ordre de M. Sharon).

Cette accusation est particulièrement grave, même si l'on peut penser que beaucoup d'Israéliens, comme M. Erlich et certains autres membres du gouvernement, cherchent maintenant à se décharger de leurs responsabilités sur le dos de M. Sharon. Mais, ces derniers jours, *des généraux sont venus accentuer* la confusion en précisant, d'un point de vue *« professionnel »*, qu'au début de l'opération l'armée israélienne aurait pu circonvenir plus rapidement à la fois la résistance palestinienne et le corps expéditionnaire syrien *si les ordres auxquels ils* avaient eu à obéir avaient été plus *« clairs »*.

Le général Amir Drori, directement chargé de l'opération, n'a pas hésité à l'affirmer ainsi que le général Avigdor ben Gal, commandant *du secteur oriental (celui de la Bekaa face aux Syriens)*, qui lui a signalé qu'il avait été contraint à de coûteux atermoiements, sinon à des replis avant de nouvelles offensives, à cause d'instructions *« contradictoires »*. En effet, le tandem extré*miste formé par M. Sharon et le* chef d'état-major de l'époque, le général Raphaël Eytan, n'était même pas d'accord au départ. Le général Eytan jugeait, pour sa part, inutile d'engager le combat avec les Syriens, bien qu'il partageât les vues *du ministre de la défense et fût,* comme lui, résolu à aller jusqu'à Beyrouth et à y pénétrer en dépit des limites fixées début juin à l'opération.

Les critiques de l'ancien chef du Mossad

L'ancien chef du Mossad (services secrets extérieurs), M. Itzhak Hofi, a achevé de remettre en cause la cohésion du pouvoir en donnant l'impression de critiquer *sévèrement* le comportement du premier ministre.

M. Hofi, qui avait quitté son poste en septembre 1982, a déclaré la semaine dernière que le premier ministre, faute d'un conseiller spécial, est incapable de comprendre parfaitement les rapports militaires qui lui sont fournis. Sachant que M. Begin n'a vraiment compris – à l'en croire – ce qui s'était passé à Sabra et à Chatila que deux jours après les événements *« en écoutant la B.B.C. »*, on comprend mieux les doutes qui de nouveau se font jour en Israël sur les capacités du premier ministre à maîtriser la direction du gouvernement dans certaines circonstances importantes.

Deux types d'opération avaient été initialement prévus : l'une limitée à environ 45 kilomètres au-delà de la frontière libanaise – sans affronter l'armée syrienne, – l'autre beaucoup plus ambitieuse envisageant l'occupation de Beyrouth, l'instauration d'un *« ordre nouveau »* au Liban avec l'aide de Bechir Gemayel et la conclusion d'un *« traité de paix »*, bref un *« grand coup »* destiné à bouleverser toute la *situation au Proche-Orient au bénéfice* d'Israël et de son gouvernement, désireux de conquérir définitivement la Cisjordanie.

Comme l'a souligné récemment le journal *Maariv*, malgré ses préventions à l'égard de M. Sharon, qu'il *ne cessait de soupçonner de vouloir* jouer son propre jeu au détriment du gouvernement, M. Begin était favorable depuis des mois à ce grand dessein défendu par le ministre de la défense, mais il avait dû, au dernier moment, se résigner au choix de la première option devant les dissensions que suscitait au sein du cabinet la vaste stratégie de M. Sharon.

M. Begin avait failli donner son accord à une intervention de très grande envergure au Liban contre les fedayin et l'armée syrienne aussitôt après l'annexion du Golan en décembre 1981, puis plus tard en avril 1982, au lendemain de l'assassinat du diplomate israélien à Paris et quelques jours avant le retrait définitif du Sinaï, avec pour arrière-pensée de mettre à l'épreuve la volonté de paix des Egyptiens. En principe appelé à exécuter le premier type d'opération, M. Sharon a finalement, durant les premières semaines de la guerre, fait en sorte que ce soit la seconde qui soit réali*sée à peu de chose près*, et M. Begin a plus ou moins sciemment fermé les yeux.

Devant pareille confusion, il y a évidemment lieu de s'interroger et de réclamer une enquête approfondie. Celle-ci a peu de chances d'être ordonnée. La plupart des membres du gouvernement s'y opposent fermement et M. Begin a aisément convaincu M. Sharon – maintenant plus que jamais au ban du conseil des ministres – de renoncer à apporter à sa façon une aide quelconque à l'opposition. *Mais il n'en reste pas* moins que peu à peu une grande partie de l'opinion publique acquise au premier ministre découvre la faiblesse de ce dernier. Ce constat est aggravé par le fait que M. Begin se montre étrangement silencieux depuis des mois alors qu'on attend de lui des directives pour sortir de la crise.

Le malaise n'en est que plus sensible, même si l'on sait que le premier ministre, d'un naturel cyclothymique, demeure très affecté par la *mort de sa femme* à la *fin* de l'année dernière. Son effacement dure, cette fois, plus qu'à l'ordinaire. La rumeur le dit fort déprimé pour différentes raisons et notamment en raison des échecs de la guerre au Liban. Certains membres de son entourage estiment qu'il est temps d'envisager des élections anticipées avant que la position du gouvernement ne se détériore davantage. Toutefois, des amis de M. Begin se veulent rassurants en rappelant qu'en décembre 1981 on avait déjà prédit un peu trop tôt le déclin du premier ministre alors qu'il venait d'être victime d'une fracture du col du fémur qui semblait l'avoir considérablement éprouvé. *Il* est vrai qu'à peine sorti de l'hôpital, M. Begin surprenait alors tout le monde par l'un de ses coups de force dont il a le secret et qui marquent ses rétablissements successifs : l'annonce du rattachement du Golan au territoire d'Israël.

FRANCIS CORNU.

Beyrouth ne croit pas à un conflit entre Israël et la Syrie

De notre correspondant

Beyrouth. – Dans la plaine de la Bekaa, on attendait la guerre israélo-syrienne, mais ce sont les Palestiniens qui se battent entre eux. Un paradoxe de plus dans l'interminable jeu qui se déroule depuis huit ans sur le territoire d'un Liban meurtri, qui donne parfois l'impression d'être plus essoufflé, humainement et économiquement, en ces temps de pseudo-paix que dans les pires jours de la « vraie guerre ». On relève ici les paradoxales convergences d'intérêts qui font qu'Israël et la Syrie, tout en massant leurs troupes et en faisant monter les enchères, *n'ont pas de raison de passer* aux actes, même sur la terre d'autrui, en l'occurrence du Liban. Ce dernier, qui aurait pourtant, dans cette hypothèse, une fois de plus, subi la guerre des autres, n'est pas éloigné de souhaiter que celle-ci ait lieu, afin de mettre fin à l'impasse dans laquelle l'a enfermé l'accord du 17 mai avec Israël. Toutefois, le Liban n'a pas voix au chapitre et, seul *vraiment intéressé à mettre* un terme au pourrissement actuel, fût-ce au prix d'un conflit, n'a pas les moyens de sa politique.

Maître d'œuvre des guerres au Proche-Orient, Israël s'est montré d'une patience à toute épreuve depuis qu'il a décidé, l'automne dernier, de terminer celle du Liban. Les prétextes pour relancer les hostilités n'ont pourtant pas manqué : atten*tats quasi quotidiens contre* les forces israéliennes, y compris à partir des lignes syriennes ; leurs accrochages le long de la ligne de front syro-israélienne, et même quelques affrontements aériens ; introduction des missiles Sam-5 ; opposition active de Damas à l'accord libano-israélien ; refus de Damas de retirer ses troupes ; déploiement massif des conseillers militaires soviétiques (on *parle de six mille experts) dans* la Bekaa ; réapparition du chef de l'O.L.P., Yasser Arafat, et de ses *lieutenants au nord* et à l'est du Liban. Rien n'y a fait. Pour de multiples raisons, Israël a fermé les yeux. L'une d'elles est sans doute la contestation interne à laquelle se heurte le gouvernement de M. Begin. Une autre – et elle inquiète davantage les Libanais – *découle de la* volonté de Jérusalem d'entretenir un *statu quo* qui consacre le partage du Liban. En laissant à la Syrie le nord et le nord-est du pays, Israël se livre, dans la pratique, à un troc : le Golan contre la Bekaa.

Selon Beyrouth, les État-Unis ne seraient pas mécontents, eux aussi, du *statu quo*. En effet, une guerre israélienne contre la Syrie serait pour eux une arme à double tranchant puisqu'une défaite syrienne pourrait, certes, lever le verrou prin*cipal empêchant leur hégémonie* dans le monde arabe, mais comporterait de grands risques de dérapage, plus d'ailleurs à l'échelle régionale que planétaire. En outre, avec leur manie des révélations et des fuites savamment organisées, les Israéliens sont souvent des alliés bien embarrassants pour l'Amérique, entre autres au cas où celle-ci commanditerait la guerre.

*Tout comme la guerre syro-*isralienne ne devrait pas avoir lieu dans l'immédiat, la guerre palestino-palestinienne (au sein du Fath) risque, elle, de reprendre malgré la trêve actuelle. Dans leurs rapports avec les Palestiniens, les dirigeants syriens sont d'ailleurs passés maîtres dans l'art de faire alterner tensions et répits, donnant à l'occasion satisfaction aux médiateurs arabes, tout en poursuivant *inlassablement* l'objectif de placer l'O.L.P. sous leur contrôle.

LUCIEN GEORGE.

DIPLOMATIE

EN VISITE A MADRID

« Les relations franco-espagnoles doivent être efficaces » déclare M. Mauroy

Madrid. – M. Mauroy et le chef du gouvernement espagnol, M. Gonzalez, ont insisté, lundi 13 juin, à l'issue de la *« visite privée »* de vingt-quatre heures du premier ministre français, sur leur volonté d'*« institutionnaliser de manière permanente »* les contacts entre responsables des deux pays.

Il y aura une réunion de plusieurs membres des deux gouvernements (semblable à celle qui eut lieu en janvier à La Celle-Saint-Cloud), du 1er au 3 juillet, au palais de la Granja, près de Ségovie, et M. Gonzalez ferait une visite en France *« dans les prochains mois »*.

Dans une conférence de presse conjointe, les deux chefs de gouvernement se sont montrés très satisfaits de leurs neuf heures de conversations. *« Nos relations économiques sont déjà très intenses ; il s'agit maintenant de développer les relations politiques et culturelles »*, a affirmé M. Gonzalez.

« Nos relations doivent être non seulement amicales mais aussi efficaces, c'est-à-dire qu'elles doivent se traduire par des échanges concrets », a souligné M. Mauroy.

De notre correspondant

M. Mauroy a réitéré, au sujet de la candidature espagnole à la C.E.E, la thèse suivant laquelle l'adhésion de Madrid est liée à la solution des problèmes qui paralysent aujourd'hui la Communauté, en matière agricole notamment. En ce qui concerne la lutte contre le terrorisme basque, le premier ministre français a affirmé : *« La coopération qui s'est établie au niveau des ministres de l'intérieur a déjà donné de nombreux résultats. Des dispositions ont été prises, y compris en matière d'extradition, pour qu'un véritable code commun antiterroriste puisse être établi entre la France et l'Espagne. »* M. Gonzalez a précisé que *« la coopération entre les ministères de l'intérieur s'est améliorée, mais elle peut s'améliorer encore »*.

A propos de l'Amérique centrale, les deux chefs de gouvernement ont souligné la convergence de leurs analyses. M. Mauroy a déclaré : *« Nous ne ressentons pas les conflits dans cette zone comme liés au problème Est-Ouest. Ils sont la conséquence d'un long esclavage, de longues humiliations, subis par les peuples de cette région. Nous comprenons parfaitement que des hommes longtemps enchaînés veuillent prendre le chemin de la liberté. »*

THIERRY MALINIAK.

PENDANT UNE PARTIE DU CONSEIL EUROPÉEN DE STUTTGART

M. Mitterrand sera remplacé par M. Mauroy

Le président de la République ne participera qu'à une partie du conseil européen de Stuttgart du mercredi 17 au dimanche 19 juin. M. Mitterrand regagnera Paris le samedi pour assister à 19 heures au mont Valérien à la commémoration de l'appel lancé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle. Il sera remplacé à la tête de la délégation française par le premier ministre, M. Mauroy.

C'est la première fois que se produit une telle substitution, qui est tout à fait conforme à l'acte constitutif des conseils européens. Ceux-ci sont couramment désignés comme des réunions *« des chefs d'Etat ou de gouvernement »*. Dans le communiqué du sommet de Paris du 10 décembre 1974 instituant ces réunions triannuelles, les chefs de délégation sont même désignés seulement comme *« les chefs de gouvernement »*, le président Giscard d'Estaing se considérant comme tel.

Le conseil de Stuttgart durera près de vingt-quatre heures de plus que les conseils habituels. Le précédent, à Bruxelles les 21 et 22 mars, ayant été quelque peu perturbé par le réajustement monétaire, quelques discussions avaient été abrégées et reportées. Le conseil de Stuttgart, primitivement fixé au 6 et 7 juin, a dû être lui aussi retardé en raison des élections britanniques (9 juin). La seule date qui convenait à tous durant la présidence allemande (qui s'achève le 30 juin) ne pouvait être que la prochaine fin de semaine, sous réserve que M. Mitterrand ne pouvait assister entièrement au conseil.

(Lire page 45 l'article de PHILIPPE LEMAITRE.)

La France reconduit son aide financière à la Tunisie

Tunis. – En dépit des difficultés qu'elle connaît actuellement, la France a reconduit dans son intégralité le volume de son aide financière à la Tunisie. Au terme de trois jours de négociations, un nouveau protocole portant sur l'octroi de 500 millions de francs de crédits mixés a été signé le 10 juin à Tunis.

De notre correspondant

Cette somme est constituée pour 40 % par des crédits publics remboursables en vingt-cinq ans, avec un différé de dix ans à 3 % d'intérêt, destinés au financement de grands projets (équipements téléphoniques, usine d'acide phosphorique, installation de dégazolinage du gisement de gaz d'El Borma, acquisition d'ordinateurs et de remorqueurs portuaires). Le reste représente des crédits privés garantis COFACE, remboursables en moyenne en huit ans, à 11 % pour des achats d'équipements, notamment au profit des petites et moyennes entreprises.

Cette enveloppe, identique à celle des années précédentes, concerne l'exercice 1982 et, en principe, un nouveau protocole d'un montant analogue sera négocié avant la fin de cette année au titre de 1983. En contrepartie de cet effort, les négociateurs français auraient exprimé le souhait que les entreprises françaises soient considérées avec un peu plus de bienveillance lors des compétitions internationales qui s'engageront pour la réalisation des grands projets tunisiens. En effet, l'an passé, des entreprises françaises, dont les offres étaient pourtant compétitives, s'étaient vu préférer des firmes japonaises, italiennes et hongroises pour deux très importants contrats relatifs à la construction d'une centrale thermique dans la banlieue de Tunis et du premier tronçon du « métro léger » du Sahel.

Outre la fixation de l'aide financière, les négociateurs tunisiens et français, ont abordé, comme à chacune de leurs rencontres, la question du déblocage des comptes bancaires français qui, croit-on, se poursuivra cette année au même rythme – environ 30 millions de francs – qu'en 1982 et 1981. Il reste actuellement quelque 200 millions de francs bloqués dans les banques tunisiennes ; mais à ce chiffre pourrait venir bientôt s'ajouter le montant des ventes souhaitées par le gouvernement tunisien des biens immobiliers appartenant à des Français ayant quitté le pays.

Afin de régler définitivement ce dossier, qui constitue le seul réel contentieux franco-tunisien, diverses formules sont envisagées, dont une, avancée par Paris, consisterait en la réutilisation en Tunisie, par une banque commune franco-tunisienne – qui reste à créer – des capitaux bloqués. Les pourparlers devraient se poursuivre au cours des prochaines semaines, et il est question que M. Jacques Delors vienne cet été à Tunis pour mettre au point un processus qui permettrait de clore une fois pour toutes cet ultime « chapitre colonial » avant la visite que doit effectuer à l'automne M. François Mitterrand.

MICHEL DEURÉ.

A PROPOS D'UN ARTICLE SUR LE QUAI D'ORSAY

Une lettre du secrétaire général

Nous avons reçu de M. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, la lettre suivante :

Dans son numéro daté du 9 juin 1983, *le Monde* a publié un certain nombre de commentaires relatifs à des mouvements du personnel relevant du ministère des relations extérieures.

L'une de ces communications est anonyme. Il ne saurait être question de répondre à des communications anonymes. En revanche, il me paraît utile, pour l'exacte information de *vos lecteurs*, de porter à leur connaissance les faits suivants :

1) Le nombre d'agents du ministère des relations extérieures actuellement détachés ou mis à disposition auprès d'autres administrations ou auprès d'entreprises est sensiblement supérieur au nombre d'agents d'origine extérieure à l'administration centrale ou en poste. Il s'agit d'ailleurs, dans l'un et l'autre cas, d'une très faible proportion de l'effectif de leur catégorie. Enfin, tandis que certaines fonctions diplomatiques importantes sont exercées par des personnes d'origine extérieure, des fonctions éminentes ont été confiées à des agents du Département dans la haute administration ou des entreprises nationales.

On est donc bien loin du mouvement dévastateur et déséquilibré que d'aucuns prétendraient dénoncer.

2) Ce qui est vrai, en revanche, c'est que seul un échange d'expériences et donc en particulier des échanges de personnes, pourront mettre le ministère des relations extérieures en mesure d'assumer ses responsabilités au service du pays, à une époque où les relations extérieures de la France, par la multiplicité et la complexité des sujets politiques, économiques, culturels, etc., qu'elles impliquent, mettent en jeu des disciplines de plus en plus diverses.

J'ajoute que ces échanges ne sont qu'un élément parmi d'autres d'une action de longue haleine engagée en vue de la modernisation d'ensemble d'un département, souvent et abusivement présenté comme désuet, alors qu'il aspire au contraire, à tous les niveaux, à pouvoir adapter ses méthodes, et aussi ses moyens, aux responsabilités croissantes qui sont désormais les siennes.

3) Il va de soi, d'autre part, que le gouvernement, comme il est de règle en France, est en droit d'exiger de ses fonctionnaires, quelles qu'en soient l'origine ou les opinions personnelles, une totale loyauté au regard de la politique qu'il lui incombe seul de définir et de mettre en œuvre. J'atteste à cet égard du sens de l'Etat et du dévouement au service public du ministère des relations extérieures, que ce soit à Paris ou dans les postes. (...)

M. Cheysson : « On retire les moquettes »

Interrogé à propos du même article au micro de Radio-Monte-Carlo, dimanche 12 juin, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a notamment déclaré : *« Il y a au Quai d'Orsay des inquiétudes sur les éléments de novations importantes de ce ministère. Nous n'avons pas seulement changé le nom du ministère, qui était « affaires étrangères » et qui est devenu « relations extérieures ». Mais nous avons souhaité commencer à adapter notre appareil (...) de relations avec l'extérieur. Représenter la France, c'est bien. Assurer les relations avec l'extérieur, c'est plus important. Et pour assurer ces relations, nous ouvrons les portes et les fenêtres, on retire les moquettes. (...) Alors, ça fait du bruit. Il y en a à qui cela ne plaît pas, ils étaient habitués au bruit feutré, eh bien laissez-les dans leur goût du bruit feutré. Ils sont d'ailleurs, la plupart d'entre eux, ils l'ont dit eux-mêmes, à l'écart à l'heure actuelle. Cet article me confirme qu'on a vraiment eu raison de les mettre à l'écart. »*

● *Le premier ministre du Québec, M. René Lévesque,* fera une visite officielle en France du 27 au 29 juin. Le 26 juin, il sera reçu à Lille par son homologue, M. Pierre Mauroy.

● *Visite privée à Paris de M. Sharon.* – M. Ariel Sharon, ministre israélien sans portefeuille, ancien ministre de la défense, a quitté Israël, ce mardi matin 14 juin, à destination de Paris, à l'invitation de la section française du parti Herouth, membre de la coalition au pouvoir en Israël. M. Sharon séjournera en France pendant trois jours. A son départ, il a déclaré qu'il prononcerait une allocution mardi soir devant les militants du Herouth, à Paris, et donnerait des interviews à la presse française. Mais, a-t-il précisé, aucune rencontre n'est prévue pendant sa visite avec des personnalités politiques françaises. – *(A.F.P.)*

ASIE

Des « éclaircissements » de l'ambassade de Mongolie à propos des expulsions de Chinois

A la suite de la publication de deux articles de notre correspondant à Pékin faisant état de l'inquiétude des autorités chinoises devant les mesures d'expulsion prises par le gouvernement mongol contre leurs ressortissants (*le Monde* des 3 et 5-6 juin), l'attaché de presse de l'ambassade de la République populaire de Mongolie nous adresse les *« éclaircissements »* suivants :

Le gouvernement mongol a *« simplement pris une mesure en vertu d'un décret de 1965 (...) sur le recrutement pour le travail d'utilité sociale »*. Ainsi, les immigrants chinois qui *« violent les lois du pays et se livrent à la contrebande »* se sont vu proposer le choix entre *« améliorer leurs conditions de vie et utiliser au maximum leurs facultés de travail (...) en s'installant dans une des régions de la partie nord du pays aux conditions climatiques très favorables »* ou *« quitter le pays »*.

« Ces mesures, ajoute l'ambassade, *ne sont pas discriminatoires à l'égard des immigrants chinois. (...) Nous avons expulsé cinq ou six personnes, et non des centaines et des milliers. » « Nous n'avons jamais empêché le retour au pays de tel ou tel citoyen étranger vivant en Mongolie. (...) Leur départ est une affaire personnelle. »* Enfin, l'ambassade de Mongolie dément que cette affaire puisse avoir des incidences sur les négociations soviéto-chinoises actuellement en cours.

Le Monde

politique

LES FRANCS-MAÇONS ET LES INSTITUTIONS

Le Grand-Orient de France préconise un « renouveau constitutionnel »

Vingt-cinq ans après son adoption, la Constitution de 1958 permet-elle encore que la France soit, comme il est écrit dans son article 2, « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » ?

Le Grand-Orient de France – G.O.D.F., principale obédience maçonnique – a débattu de cette question, samedi 11 juin, à Paris, au cours d'un colloque consacré aux institutions de la République.

A vrai dire, le grand maître du G.O.D.F., M. Paul Gourdot, avait déjà, personnellement, répondu par la négative dans une lettre adressée, le 22 décembre 1982, à M. François Mitterrand : « *Notre (...) préoccupation tient (...) à la nécessaire réforme des institutions de la République qu'avec vous nous avons condamnées en leur temps et que nous persévérons à ne pas considérer comme l'outil susceptible de construire une République basée sur la démocratie rénovée et effective que réclament les francs-maçons depuis les temps les plus reculés de leur histoire.* » M. Gourdot est revenu à la charge, samedi, en soulignant que le G.O.D.F. « *se considère comme la conscience de la République* », parce que les francs-maçons ont joué un rôle déterminant, non seulement dans l'élaboration de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, en 1789, mais aussi dans l'avènement des régimes républicains.

L'article 2 de la Constitution de 1958 ne fait d'ailleurs que reprendre une phrase qui avait été introduite à l'article premier de la Constitution de 1946 grâce à l'intervention d'un franc-maçon. Mais, cette fois, le grand maître du G.O.D.F. ne s'est livré à aucune critique contre le gouvernement, alors qu'il en avait dénoncé les « *atermoiements* » au cours du colloque du 16 avril qui avait débattu de la promotion de l'éducation civique et sociale (*le Monde* du 19 avril).

M. Gourdot a insisté, en revanche, sur « *le retour de l'idéologie conservatrice* [laquelle] *prend une allure réactionnaire qui s'accompagne d'attaques contre les institutions républicaines : l'indépendance de la justice, la protection sociale, l'exercice syndical, l'école laïque* ». « *Et nous voyons renaître plus que jamais,* a-t-il ajouté, *les exigences corporatistes, fondements de la société antirépublicaine, dont une tentative d'instauration fut faite entre 1940 et 1944, sous le couvert de l'occupant, par certains de ces mêmes Français que nous voyons combattre l'institution républicaine, quelquefois même au nom de la République.* »

« Ne rien faire serait une aventure dangereuse »

Aucune des personnalités extérieures invitées à animer ce colloque – les professeurs Duverger, Luchaire, Houllon, Bourjol, le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Noguères, et Jacques Fauvet, ancien directeur du *Monde* – n'a plaidé, en tout cas, pour l'intangibilité de la Constitution de 1958, dont le « *péché originel* » reste à leurs yeux d'être née sous la menace d'un coup de force militaire.

Le plus pressant, M. Noguères, a rendu hommage au travail de « *restauration des droits et libertés* » entrepris par la gauche depuis son arrivée au pouvoir, mais il a souligné la nécessité, justement, de « *constitutionnaliser un certain nombre d'acquis essentiels* », en faisant inscrire dans la Constitution, par exemple, la suppression de la peine de mort et celle des juridictions d'exception. « *Parler d'une réforme constitutionnelle, c'est, en effet, évoquer une aventure difficile, surtout avec un Sénat qui est très conservateur ; mais l'attitude qui consisterait à ne rien faire serait une aventure dangereuse* », a-t-il notamment déclaré (1).

Les échanges de vues ont été marqués, d'autre part, par une controverse entre M. Duverger et M. Luchaire sur l'opportunité de modifier le régime électoral à l'occasion des prochaines législatives. M. Duverger a exprimé des réserves sur l'instauration éventuelle d'un type de scrutin combinant les systèmes majoritaire et proportionnel, qui pourrait contrarier la constitution de majorités stables à l'Assemblée nationale. « *Ce qui me paraîtrait grave,* a-t-il souligné, *c'est que la décision soit prise pour empêcher la défaite électorale de la majorité d'aujourd'hui.* » M. Luchaire, ancien membre du bureau du M.R.G., s'est déclaré, au contraire, partisan résolu de la représentation proportionnelle, afin de mettre fin à la bipolarisation engendrée par les institutions actuelles.

En conclusion de ce colloque, M. Gourdot a souhaité simplement que l'évolution des institutions demeure aussi la préoccupation de la majorité : « *Il ne suffit plus de gérer une crise, il faut impérativement construire une nouvelle société (...). Si une nouvelle société ne passe pas seulement par une mise à jour des textes constitutionnels, elle passe aussi par un renouveau dans ce domaine, qui ne peut se faire que dans la légitimité, la sérénité, et la concertation.* »

Un très net appel du pied en direction de M. Mitterrand, qui n'a toujours pas répondu à la lettre du 22 décembre dernier et qui s'était montré fort agacé, dit-on, des impatiences manifestées, en avril, par le grand maître du G.O.D.F. à l'égard du pouvoir.

ALAIN ROLLAT.

(1) L'article 89 de la Constitution dispose notamment que tout projet ou proposition de révision constitutionnelle « *doit être voté par les deux Assemblées en termes identiques* », la révision n'étant définitive qu'« *après avoir été approuvée par référendum* ».

LES COMMUNISTES ET LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

« Qu'est-ce qu'on fait dans cette galère S.F.I.O. ? »

De notre envoyé spécial

Toulouse. – « *Si nous partions, j'ai des doutes sur le fait que cela nous aiderait à regonfler nos accus. Les Français jugeraient que nous ne faisons pas face à nos responsabilités.* » Voilà une réponse franche de M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., au cours du débat organisé à la fête de *l'Humanité*, à Toulouse, le samedi 11 juin. Mais l'interlocutrice de M. Juquin ne souhaitait pas le départ des ministres communistes ; elle demandait seulement à quoi ils servent. Les choses seraient-elles différentes s'il n'y avait pas de ministres communistes ?

M. Juquin a rappelé le travail « *concret, pratique* » de ces ministres, un travail qui « *n'est pas spectaculaire et n'a pas à l'être* ». Il a souligné que, « *sans les communistes, la gauche ne serait pas majoritaire dans ce pays* ». Pas question de « *se retirer sur la pointe des pieds* », et d'aller s'installer « *dans les tribunes* » pour regarder le match *gauche-droite*.

L'assistance applaudit. Alors qu'avec M. Georges Marchais, à Marseille le 26 mai, à Ivry-sur-Seine le 1[er] juin, les participants aux « assemblées-débats » du P.C.F. ne s'étaient pas montrés enthousiastes de la présence du parti au gouvernement, à Toulouse, on y est favorable. Faut-il voir là un effet de l'intervention de M. Charles Fiterman à la télévision, le 9 juin ?

Le ministre des transports a « *très bien répondu* » *aux questions embarrassantes* des journalistes, dit un militant syndical, mais, à propos de M. Georges Séguy, il a eu tort de dire que les syndicalistes sont par nature contestataires. « *Moi*, ajoute ce militant, *je suis syndicaliste, et j'ai des propositions à faire.* »

A Toulouse, même les syndicalistes sont « pour » ! M. Juquin a de *la chance, d'autant plus qu'il a quelque chose à dire à ce sujet*. Si les syndicalistes ont pour mission l'action revendicative en faveur de leurs mandants, en revanche, explique-t-il, « *pour ce qui concerne le parti communiste, je préfère qu'il ait une attitude constructive, plutôt que contestataire* ». Or c'était bien du parti qu'avait parlé M. Séguy, membre du comité central, en affirmant sa « *participation contestataire* » au gouvernement. Ce sont des propos qui « *l'engagent personnellement* », a souligné M. Juquin.

A Toulouse, on n'est pas unanime. « *Qu'est-ce qu'on fait dans cette galère S.F.I.O ?* (1), demande un ancien résistant, membre du P.C.F. depuis 1944. *On ne sert qu'à ramer !* » « *Si c'est pour aller dans le bon sens, je suis content de ramer* », *répond* M. Juquin.

Admettre le rapport des forces, agir dans le cadre défini par les élections de 1981, c'est, selon M. Juquin, une « *stratégie nouvelle* », que la « *masse* » des communistes « *n'a pas encore acceptée* ». « *Les communistes ne sont pas complètement convaincus* », disait-il aux journalistes avant le *débat. Ainsi les dirigeants communistes* semblent-ils vouloir excuser leurs propres écarts par rapport à ce qu'ils affirment être leur stratégie.

PATRICK JARREAU.

(1) Le parti socialiste S.F.I.O. (section française de l'Internationale ouvrière) est devenu, en 1969, rejoint par d'autres courants, le nouveau P.S., plus profondément transformé, en 1971, par l'arrivée de M. François Mitterrand et de ses amis.

POLITIQUE

LA VISITE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS L'« ILE DE BEAUTÉ »

M. Mitterrand : le champ du dialogue est ouvert pour peu que la Corse fasse preuve d'initiative

Deux images résument la visite officielle en Corse du président de la République, commencée lundi 13 juin à Ajaccio et qui devait s'achever mardi soir 14 juin à Bastia. La première est celle de M. Mitterrand déployant et embrassant les drapeaux tricolores des anciens combattants après avoir déposé une gerbe au monument aux morts ; la seconde est celle du chef de l'État inaugurant l'université de Corte créée le 3 janvier 1765 par Pascal Paoli, président de l'éphémère République corse. Il s'agissait bien pour M. Mitterrand de réaffirmer en toute occasion que, s'il a jugé nécessaire de donner à la Corse ses moyens d'affirmer son identité, elle ne peut le faire que dans le cadre de la République française.

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — « *La Corse doit être elle-même* » : tel est le leitmotiv d'une visite présidentielle commencée sous les meilleurs auspices. Foule raisonnable (plusieurs milliers de personnes) à Ajaccio, plus dispersée à Corte, dense à Sartène, mais partout chaleureuse, à laquelle M. Mitterrand a promis la « *franchise* ».

Au-delà des apparences qui tiennent à une tradition d'accueil populaire, que restera-t-il ? Sans doute l'affirmation par le chef de l'État, dès son arrivée à Ajaccio, qu'il « *ne céderait rien de ce qui lui apparaît comme nécessaire à la fois à la Corse et à l'unité nationale* ». Ce qui est nécessaire à la Corse : une certaine forme d'autonomie qui permette au « *peuple corse* » d'être lui-même et d'affirmer son identité ; ce qui est nécessaire à l'unité nationale : que la Corse reste « *attachée à ce qu'elle a construit en s'identifiant à la France* », car « *son identité n'est concevable qu'intégrée au développement de la nation française* ».

Mais la garantie de l'unité nationale est souvent ramenée à une question de maintien de l'ordre. Interpellé, dès son arrivée, par le maire bonapartiste d'Ajaccio, M. Charles Ornano, qui lui dit qu'une seule chose intéressait ses concitoyens, c'est-à-dire savoir qu'ils pourraient « *mourir français* », le chef de l'État n'en a pas dit assez sur ce sujet, selon M. Jean-Paul de Rocca-Serra. Le député R.P.R. et maire de Porto-Vecchio attendait du président qu'il prenne le problème « *à bras-le-corps* ».

Suivi comme son ombre par le commissaire Broussard, nommé par lui préfet de police avec la mission que l'on sait, M Mitterrand — chahuté à Corte par une cinquantaine d'étudiants nationalistes qui scandaient « *F.L.N., F.L.N. !* » — a souligné qu'il était attentif « *aux révoltes occasionnelles* » pour éviter précisément que celles-ci ne deviennent « *des révoltes permanentes* ».

Au demeurant, M. Mitterrand a trouvé ces étudiants « *bien sages* » et il s'est fait applaudir à tout rompre à Sartène en proclamant la nécessité de « *refuser ce qui sépare* » et de « *ne jamais accepter que la violence réponde à la place du peuple* », qui, lui, s'exprime par le bulletin de vote.

Le fait de n'avoir par répondu à l'attente de M. de Rocca-Serra n'a pas empêché le chef de l'État de consacrer l'essentiel de son temps à valoriser les élus, surtout ceux de l'assemblée de Corse. Certains d'entre eux, a-t-il rappelé, ont été désignés avec 1.6 % des suffrages exprimés. « *Ce n'est donc pas ma faute si certains groupes ne siègent pas parce qu'ils n'ont pas obtenu 1,6 %* », a dit M. Mitterrand avant d'ajouter : « *Je ne connais pas de démocratie qui se fasse à 1,6 % contre 98,4 %. Sont donc considérés comme représentatifs ceux qui ont l'appui populaire ; et comme non représentatifs ceux qui ne l'ont pas ou pas encore.* » On ne saurait être plus clair, notamment vis-à-vis des groupes nationalistes.

M. José Rossi, ex-U.D.F., a, de son côté, reconnu que M. Mitterrand a su « *parler au cœur des Corses* ». Mais le conseiller général d'Ajaccio s'est lui aussi déclaré déçu sur le fond, parce que, a-t-il expliqué, le chef de l'Etat n'a apporté aucun plan de développement d'ensemble pour la Corse. Déçu également M. Dominique Bucchini, qui, pourtant, à Sartène, avait bien fait les choses, comme savent le faire les communistes lorsqu'ils décident de mobiliser. M. Bucchini a prononcé un discours très militant, attribuant le retard économique dont souffre l'île et la violence qui s'y manifeste au poids d'un système politique imposé par la droite.

Pour le maire de Sartène, l'important est désormais d'industrialiser l'île. Les entreprises nationales sont là pour cela, a-t-il expliqué avant de demander à l'Etat « *un grand effort de solidarité* » étalé sur dix ans, afin de permettre le décollage économique de la Corse. M. Bucchini avait assorti son discours de demandes précises. Il est pourtant évident dès le départ que M. Mitterrand — qui avait été précédé par une lettre-catalogue de M. Mauroy portant sur les actions financées par l'Etat — ne se situerait pas sur ce registre, le propos présidentiel étant avant tout politique.

Non seulement M. Mitterrand n'a pris aucun engagement précis — si ce n'est de garantir que les propositions qui lui sont faites, notamment en ce qui concerne la fiscalité des investissements, ne seraient pas « *mises au placard* » mais étudiées par un conseil interministériel qui décidera — mais il a invité les Corses à ne pas « *vivre d'illusions* » en matière d'industrialisation.



(Dessin de PLANTU.)

« *La culture, nous sommes pour, mais cela ne nourrit pas son homme : il faut sauver l'emploi* », a commenté en substance M. Bucchini, à l'appui de sa déception. De fait, M. Mitterrand a beaucoup parlé culture, instrument privilégié de l'affirmation d'une identité ; c'est ainsi que le chef de l'Etat incitera le gouvernement « *à pousser l'enseignement de la langue corse à un niveau adapté* » ; il a parlé d'étendre le champ géographique et d'études de l'université de Corte, etc. Sur ce terrain, a-t-il dit, « *j'engagerai le gouvernement à ne pas lésiner* ».

Le gouvernement sera donc incité à agir pour ce qui le concerne ; encore faut-il que les élus corses assument leurs nouvelles responsabilités. De ce point de vue, le moment fort de la première journée a été le « monologue » du président devant l'assemblée régionale, pièce maîtresse du nouveau statut.

M. Mitterrand a parlé aux élus comme il sait parler à des initiés, sur le ton de la confidence et de la complicité. Comment mieux se comprendre, en effet, qu'au sein d'une assemblée dont la fonction est le dialogue avec l'Etat ? Ce mode de communication, souple et simple, permet en fait de dire aux uns et aux autres leurs quatre vérités telles que : « *L'assemblée ne peut se contenter, une fois formée, de se retourner vers Paris* » ; « *A l'assemblée de faire son travail* » ; « *Du temps a été perdu, j'espère qu'il sera rattrapé* », etc. Toutes remarques qui répondaient au « cri d'alarme » lancé par le président de l'assemblée de Corse, M. Prosper Alfonsi (M.R.G.), qui avait demandé au chef de l'Etat de ne pas « *laisser le statut particulier s'étioler* ».

Voilà donc les élus corses au pied du mur. Parmi eux, le groupe dit des non-alignés et les autonomistes de M. Edmond Siméoni, qui voulaient retarder la visite présidentielle. Au motif que le président doit rester un recours en cas de malheur, c'est-à-dire au cas où l'expérience de semi-autonomie qui est tentée serait un échec. Or c'est précisément pour conforter l'assemblée de Corse et pour l'inciter fortement à agir, enfin, que le président a voulu se déplacer rapidement. M. Siméoni ne devrait pas rester insensible à ce discours. Même si la base autonomiste et certains élus sont tentés de mettre fin à leur expérience de participation pour rejoindre le camp de la clandestinité. S'agissait-il de prévenir ce mouvement ?

Toujours est-il que le président s'est montré on ne peut plus ouvert : rappelant que l'assemblée de Corse peut saisir le premier ministre de toute modification qu'elle souhaite en matière législative ou réglementaire, M. Mitterrand a déclaré : « *Si la Corse juge elle-même qu'elle doit être autrement qu'elle n'est, à elle de le dire : le champ du dialogue est ouvert, pour peu qu'elle fasse preuve d'initiative.* » Ainsi, a souligné le président de la République, l'Etat a-t-il créé les conditions pour que la Corse « *soit elle-même* ». Encore faut-il que ses élus le veuillent.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« QUE L'ON N'ATTENDE PAS DE NOUS LA MOINDRE COMPLAISANCE A L'ÉGARD DE LA VIOLENCE »

(De notre envoyé spécial.)

Calvi. — Le président de la République a évoqué, mardi matin 14 juin, à Calvi, les problèmes de la violence en Corse. Il a notamment déclaré : « *Les menaces de violence existent. Elles existaient avant ce voyage. Je ne me fais pas d'illusion, elles continueront d'exister au lendemain de ce voyage. D'ailleurs, les paroles ne règlent pas les problèmes, même si ces derniers sont artificiels. Quant à moi, j'ai toujours voulu comprendre les aspirations de chacun. J'ai le plus grand respect pour l'affirmation de chaque idée dès lors que cette affirmation respecte la démocratie. Vous avez tous pu vous exprimer démocratiquement (1), ceux qui n'ont pas voulu de cette expression sont aujourd'hui seuls responsables. Le peuple corse, quant à lui, s'est exprimé démocratiquement et massivement. Il n'y a d'ailleurs jamais eu moins de contentieux électoral et moins d'irrégularités. Le peuple corse a donc mené l'expérience avec honnêteté et volonté. Quant aux actes de violences, la contagion que je craindrais n'est pas celle du plastic, — il est facile à quelques-uns, la nuit, de déposer des objets qui font du bruit et des dégâts, — beaucoup plus difficile est d'entraîner l'assentiment populaire et l'adhésion de la population.* »

M. Mitterrand répondait ainsi à M. Xavier Colonna, maire (apparenté M.R.G.) de Calvi, qui avait souligné qu'à ses yeux il n'était pas possible d'aller au-delà du statut particulier et qui avait demandé au président de la République de ne rien céder aux groupes nationalistes, qui, selon le maire de Calvi, « *appliquent des méthodes fascistes* ».

S'adressant alors à l'ensemble des élus, le chef de l'État a lancé : « *Tant que vous saurez démontrer par vos capacités à gérer que c'est vous qui avez la force, c'est vous qui aurez la parole et l'action. Quant à nous rien ne nous fera reculer sur la voie que nous avons choisie. Nous refusons la violence, nous serons capables de la contenir ; que l'on n'attende pas de nous la moindre complaisance. Tentez donc votre chance par le moyen qui vous est donné, celui de la démocratie. Le peuple sera juge.* »

J.-M. C.

(1) Lors de l'élection de l'assemblée de Corse.

M. QUILLIOT HOSPITALISÉ A AJACCIO

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a été hospitalisé, lundi 13 juin, à Ajaccio, à la suite d'un malaise cardiaque. M. Quilliot, qui accompagnait le président de la République en Corse, a été pris d'un malaise au cours du « banquet républicain » de Corte. Il a été immédiatement transporté par un hélicoptère du SAMU à l'hôpital d'Ajaccio.

La direction de celui-ci a publié, lundi en fin d'après-midi, un bulletin de santé précisant que le maire de Clermont-Ferrand « *a été transporté au service de réanimation polyvalent du centre hospitalier. Son état est actuellement stabilisé, mais il justifie une surveillance dans ce service spécialisé.* »

● *M. Michel Pezet* (P.S.), adjoint au maire de Marseille, a été réélu, lundi 13 juin, président du conseil régional Provence-Côte-d'Azur. M. Pezet a obtenu 67 voix contre 39 à Mme Louise Moreau (U.D.F.) pour 107 votants.

Un jeune homme interpellé

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Voulait-il s'en prendre au chef de l'État ? Un homme a été arrêté dans la foule de la place Foch à Ajaccio, quelques minutes seulement avant l'arrivée du cortège présidentiel. Des policiers de la sécurité publique demandaient à Xavier Pietri, âgé de vingt-six ans, de leur montrer le contenu de son sac. Devant son refus, il était interpellé. A l'intérieur du sac, Xavier Pietri avait caché un révolver 357 Magnum, barillet chargé.

Le jeune homme a expliqué qu'il était toujours armé, comme beaucoup de Corses, mais qu'il n'envisageait pas de se servir de son révolver. Les policiers d'Ajaccio sont restés sceptiques : Xavier Pietri est connu pour être proche des milieux séparatistes, mais il passe plus sûrement, selon les enquêteurs, pour un déséquilibré, et, après l'avoir entendu lundi, les policiers ont écarté la thèse d'une tentative d'attentat.

Autre moment un peu « chaud » de la première journée du voyage présidentiel : la visite de l'université de Corte. Pendant que M. Mitterrand offrait un déjeuner aux trois cent soixante maires de Corse, sous un chapiteau, une cinquantaine d'étudiants, membres du syndicat des étudiants nationalistes (C.S.C.), ont préparé des banderoles à *tonalité indépendantiste*, et la rumeur courait qu'ils avaient l'intention, au forum de l'université de jeter des œufs sur le passage du chef de l'État.

Pour régler l'incident, on dépêcha sur place MM. Defferre et Franceschi, ainsi que le commissaire de la République délégué pour la police, M. Robert Broussard, qui devaient obtenir que les étudiants abandonnent les toits, ainsi que les chambres que devait visiter une demi-heure plus tard le président de la République. Les manifestants ont scandé « *F.L.N.* » lorsque le chef de l'État a fait son apparition à l'université, et dans le cortège quelques Corses énervés par l'affront ont répliqué par des slogans favorables à la France.

Ph. B.

● *Deux personnes écrouées pour une tentative d'attentat.* — Deux hommes ont été inculpés de détention d'explosifs et écroués après la découverte, vendredi 10 juin, d'une charge de 100 grammes dans un hôtel du centre de Bastia. MM. Patrick Pooters, trente ans, et Jean-Claude Andreani, vingt-huit ans, sans profession, avaient été interpellés samedi. Huit policiers venus spécialement en Corse pour la visite du président logeaient dans cet hôtel bastiais. Cette tentative d'attentat n'aurait cependant rien à voir avec la visite présidentielle et ne revêt aucun caractère politique, précise-t-on de source judiciaire.

LA FRAUDE ÉLECTORALE DANS LA RÉGION PARISIENNE

Les élus d'opposition manifesteront le 16 juin, mais à Nogent-sur-Marne

A l'appel de la fédération du parti communiste du Val-de-Marne, plusieurs milliers de personnes (deux mille cinq cents, selon la police ; cinq mille, selon les organisateurs) ont manifesté lundi après-midi 13 juin, en présence de MM. Charles Fiterman, ministre des transports, et Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., à Ivry-sur-Seine, pour protester contre les décisions du tribunal administratif de Paris annulant l'élection municipale de Choisy-le-Roi, et inversant les résultats de celle de Limeil-Brévannes.

A l'issue de cette manifestation, une motion a été adoptée, dans laquelle les élus de gauche « expriment leur profonde indignation devant ces décisions » *et affirment que ces mesures* « constituent un défi à la démocratie et à la République ».

Les élus d'opposition de la région parisienne organisent un rassemblement au pavillon Baltard de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), le 16 juin, à 18 heures. Ils entendent ainsi protester contre la décision du ministère de l'intérieur de ne pas exécuter immédiatement les jugements du tribunal administratif de Paris inversant les résultats des élections municipales de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et de Limeil-Brévannes. Les élus d'opposition de la région Ile-de-France ont renoncé, à la demande de M. Jacques Chirac, qui se rendra à Nogent-sur-Marne, le 16 juin, à organiser cette manifestation à Paris, comme ils avaient initialement envisagé de le faire. (le Monde *du 14 juin.)*

Le tribunal administratif d'Orléans a annulé l'élection municipale de Dreux (Eure-et-Loire), celui de Nice, l'élection municipale de La Seyne-sur-mer (Var), commune gérée par le P.C. depuis 1947.

L'opposition estime paradoxal de voir maintenues à Villepinte et à Limeil-Brévannes des équipes municipales à l'encontre desquelles le tribunal administratif a pris des mesures graves, alors que dans des cas de simple annulation, notamment à Sarcelles (Val d'Oise) et à Trappes (Yvelines), les conseillers municipaux ont été suspendus et des délégations spéciales chargées d'expédier les affaires courantes mises en place.

Le R.P.R., qui reproche à M. Gaston Defferre de « *s'abriter derrière des arguties juridiques* », a demandé lundi 13 juin au ministère de l'intérieur de « *prendre les mesures de suspension qui s'imposent* » contre les élus de Villepinte et de Limeil-Brévannes. Il rappelle dans un communiqué que « *le tribunal administratif a proclamé élus dans ces* [deux] *communes les candidats de l'opposition nationale à la place des bénéficiaires et auteurs des fraudes électorales* ».

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., a protesté contre le « *maintien en place des équipes discréditées et reconnues coupables de fraudes par la justice* ».

Le ministère de l'intérieur, qui recense trois cas (1) après la remise en cause par le tribunal administratif des résultats d'une élection municipale et le dépôt d'un recours en Conseil d'État, a diffusé lundi 13 juin, dans la soirée, un communiqué relatif à l'exécution des décisions des tribunaux administratifs.

Le ministre de l'intérieur précise « *que son rôle est uniquement d'assurer l'exécution des jugements qui ont acquis valeur définitive ; or l'article 1250 du code électoral dispose :* « Les conseillers municipaux proclamés restent en fonction jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statuée sur les réclamations » ; « *la loi confère donc un effet suspensif à l'appel* ».

Les décisions prises à Villepinte et à Limeil-Brévannes, indique le communiqué du ministère de l'intérieur, « *n'auront donc valeur définitive qu'à l'expiration des délais d'appel ou en cas d'appel, lors de la notification de la décision du Conseil d'État, si elle les confirme* ».

(1) Premier cas : annulation de l'élection avec maintien de l'équipe en place, chargée de préparer de nouvelles élections.

Deuxième cas : annulation de l'élection, avec nomination d'une délégation spéciale désignée par le commissaire de la République, chargée de préparer les nouvelles élections. L'ancienne équipe municipale ne siège plus.

Troisième cas : inversion des résultats. L'équipe proclamée élue reste en place jusqu'à l'expiration des délais d'appel ou jusqu'à la décision du Conseil d'État, s'il y a appel.

L'élection de Dreux est annulée

De notre correspondant

Chartres. — Le tribunal administratif d'Orléans a annulé l'élection municipale de Dreux (Eure-et-Loir). Huit voix d'écart séparaient au second tour la liste conduite par Mme Françoise Gaspard, député P.S. et maire sortant, de celle de l'opposition conduite par M. Fontanille, R.P.R., sur laquelle figuraient des membres du Front national. M. Marcel Piquet, maire P.S. de Dreux, et son prédécesseur, Mme Gaspard, cinquième adjoint, qui se refusent pour le moment à toute déclaration, ont toutefois indiqué qu'ils interjetteront appel devant le Conseil d'Etat.

Après avoir validé des bulletins considérés à tort comme nuls par les scrutateurs, le tribunal administratif a établi que la liste de la majorité obtenait 5 913 voix au lieu de 5 912 et la liste d'union de l'opposition 5 907 au lieu de 5 904. Il a d'autre part confirmé la présence de sept bulletins de plus que le nombre des noms figurant sur la liste d'émargement.

Le tribunal a donc décidé « *de déduire hypothétiquement sept voix de nombre total des suffrages exprimés et du nombre des suffrages recueillis par la liste ayant obtenu le plus de voix* ». Les juges administratifs n'ont pas cru devoir prononcer la suspension de l'assemblée municipale de Dreux, qui expédiera les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections.

Il est probable qu'à la suite de cette annulation l'opposition sera amenée à revoir sa stratégie : « *Le R.P.R. va réunir un comité fédéral en présence de M. Bernard Pons*, a déclaré M. Fontanille, *pour trancher sur l'opportunité d'une nouvelle alliance avec le Front national.* » « *Les considérations nationales primeront sur les considérations locales* », a-t-il ajouté.

Cette déclaration réjouit M. Yves Cauchon, tête de liste U.D.F. et fils du sénateur centriste Jean Cauchon. Il se félicite « *d'un retour à l'union d'idée et non d'opportunité* ». MM. Jean et Yves Cauchon avaient toujours refusé, en dépit des pressions, de cautionner une alliance « *contre nature* » avec le Front national, dont le représentant local, M. Jean-Pierre Stirbois, est désormais soutenu par une frange de l'électorat qui dépasse les 10 %.

ALAIN BOUZY.

● PRÉCISION. — L'omission d'un paragraphe a rendu quelque peu elliptique, dans nos éditions du 14 juin, l'un des passages du point de vue de M. Bernard Maligner sur « Les pouvoirs des juges ». A propos de la « *rénovation versaillaise* », l'auteur soulignait : « *C'est aussi en totale conformité avec la tradition jurisprudentielle que les tribunaux administratifs réformeront — c'est-à-dire rectifieront — les résultats des scrutins quand ils seront en mesure de déterminer avec précision l'incidence qu'ont eue sur les résultats arithmétiques de la consultation les différentes erreurs, irrégularités ou fraudes constatées lors des opérations électorales. Lorsqu'il en est ainsi, les juges sont en droit de modifier les résultats de la consultation, d'annuler l'élection des candidats n'obtenant plus la majorité, et même de proclamer élus des candidats autres que ceux que le suffrage populaire avait désignés. Cela explique les décisions du tribunal administratif de Paris pour les élections de Villepinte et de Limeil-Brévannes.* »

● RECTIFICATIF. — M. Robert Badinter, garde des sceaux, ne présidera pas, en cas d'empêchement du premier ministre, le Conseil national de prévention de la délinquance, comme nous l'avons indiqué par erreur dans la première édition du *Monde* du 9 juin. Cette délégation était prévue dans une première version du projet de décret, à laquelle nous nous sommes référés mais l'idée a, depuis, été abandonnée.





Le Monde

régions

La sous-traitance aéronautique : une bonne carte ?

C'était en 1975. Privée de sa « minette », la Lorraine traversait une des périodes les plus noires de son histoire. La fermeture des puits, en attendant celle des hauts fourneaux, menaçait la région de mort. Autorités locales et pouvoirs publics frappaient à toutes les portes, dans toute la France, cherchant des chefs d'entreprises volontaires pour tenter l'aventure en Lorraine.

Parmi ceux qui répondirent, il y avait Marcel Dassault. Adhésion inattendue, la région « sinistrée » n'ayant qu'une expérience modeste en construction aéronautique. Et pourtant, la greffe a pris. Electricité, électronique, usinage et assemblage de haute précision, tôlerie fine, matériaux composites..., la Lorraine a, en huit ans, démontré son savoir-faire dans cette technologie de pointe. Avec l'aide de techniciens détachés par Dassault, chefs d'entreprise, cadres et ouvriers lorrains eurent tôt fait de prendre le coup de main. Les premières pièces aéronautiques sortirent en 1978.

Depuis, bien du chemin a été parcouru. Aujourd'hui, une quarantaine d'entreprises réparties dans les quatre départements lorrains occupent deux mille personnes. Dix-neuf d'entre elles ont présenté leurs productions au dernier Salon de l'aéronautique du Bourget. Certaines, telles que Les bronzes d'industrie, qui emploie deux cent vingt salariés dans son usine d'Amnéville, en Moselle, et qui produit des aciers spéciaux, travaillent à la fois pour l'aéronautique et pour d'autres secteurs. D'autres, comme Erilor (cent soixante-dix salariés), implantée à Blamont en Meurthe-et-Moselle, travaillent presque exclusivement pour l'aéronautique, l'armement et le spatial.

L'aéronautique doit aujourd'hui beaucoup à la Lorraine : les aciers spéciaux et les alliages de la Société lorraine de construction aéronautique, de Florange en Moselle, sont réclamés par les constructeurs de l'Airbus, comme par ceux de l'avion de combat Mirage, du transport militaire Transall et des avions d'affaires Falcon. A Gorcy, en Meurthe-et-Moselle, la Société gorcéenne d'électronique, créée en septembre 1980, s'est attaquée avec succès aux techniques très pointues de la sous-traitance électronique, et ses clients s'appellent aujourd'hui Electronique Serge Dassault, Schlumberger, Air Equipement, etc. ; ceux de Cimulec, qui produit depuis 1979 des circuits imprimés de haut de gamme à Ennery (Moselle), ont noms Matra, SNIAS, SAGEM et Thomson.

Optimisme en Lorraine...

Mais, en retour, la Lorraine profite bien de l'aéronautique, activité à forte valeur ajoutée : la société d'usinage Chardin et Kruum, de Blamont, réalise un chiffre d'affaires de 17,3 millions de francs avec quarante salariés. De plus, certaines sous-traitances qui ne requièrent que des investissements relativement légers ont pu s'implanter dans des zones dont la réindustrialisation s'avérait aléatoire, comme les vallées vosgiennes. En 1977 était créée, à Vagney, l'Entreprise rurale d'électronique des Vosges (Enrulec), avec, pour vocation, le montage-câblage de circuits imprimés et le câblage basse-tension. De cinq salariés au départ, son effectif est passé à soixante, et son chiffre d'affaires augmente de plus de 30 % par an (4,5 millions de francs en 1982).

Les responsables régionaux et les chefs d'entreprise tirent donc un bilan globalement positif de ces huit années qui leur ont donné une pleine conscience des possibilités régionales. Aujourd'hui, ils veulent voir plus loin, au-delà des frontières et au-delà de la simple sous-traitance. Les premiers contacts à l'étranger, vers la R.F.A., dans laquelle on eût pu imaginer un débouché naturel, se sont révélés décevants, mais plusieurs missions aux États-Unis et au Canada – soutenues par la Bourse régionale de sous-traitance – se sont avérées plus prometteuses. Quant à une évolution technologique de la simple fabrication vers la conception, elle supposerait l'existence de bureaux d'études, dont les entreprises concernées, généralement de taille petite et moyenne, sont incapables de se doter individuellement. Mais on ne désespère pas de parvenir à ce stade de maîtrise industrielle, soit en s'associant à plusieurs entreprises, soit en s'alliant à des bureaux d'études déjà existants.

L'industrie aéronautique figure en bonne place au palmarès de la décentralisation : 55 % de ses cent seize mille employés travaillent hors de la région parisienne. Une tendance qui a précédé de beaucoup l'effort des pouvoirs publics pour rééquilibrer l'activité économique entre Paris et les régions. La philanthropie et l'aménagement du territoire n'ont, au demeurant, que peu de chose à voir dans cette dispersion : ce sont des considérations stratégiques – la nécessité d'éloigner les usines aéronautiques du front – qui ont conduit, dès 1915, à un repli vers le sud de la Loire. Le Grand Sud-Ouest en aura bien profité : Blériot, Nieuport, Farman, ont cédé la place à la SNIAS et à Dassault-Breguet, mais la tradition aéronautique des régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées est définitivement ancrée. Et les grands constructeurs ont entraîné dans leur sillage de nombreux sous-traitants, dont le rôle n'a cessé de croître dans le processus industriel de fabrication des avions. Aujourd'hui, dans le Grand Sud-Ouest, quatre cent soixante entreprises, totalisant vingt-cinq mille emplois et près de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires, consacrent à l'aéronautique et à l'espace globalement 40 % de leur activité. Pour certaines prises isolément, cette part est même bien plus importante.

... inquiétude dans le Sud-Ouest

Et ici, on est loin de partager l'optimisme lorrain. Certes, on s'est, comme là-bas, grisé de découvrir que des P.M.E. pouvaient accéder aux domaines de travail et de recherche les plus évolués : machines à commandes numériques, soudage par bombardement électronique, numérisation d'images, métallurgie du titane... Mais une longue expérience du travail pour le compte des grands constructeurs a aussi démontré aux sous-traitants du Sud-Ouest la vulnérabilité d'une activité trop étroitement liée à une industrie capricieuse.

Il y a cinq ans, tout le monde vivait dans l'euphorie : avions civils et militaires s'arrachaient, les contrats se signaient en rafales. Les sous-traitants ont été les premiers à comprendre que la prospérité ne devait pas profiter à tout le monde : la plupart des ventes à l'exportation s'accompagnaient de « compensations économiques » qui leur enlevaient des fabrications au bénéfice des industries des pays clients. Puis vinrent la crise du transport aérien et la réduction des commandes militaires. Du coup, la durée des contrats de sous-traitance s'est réduite comme peau de chagrin. Aujourd'hui, certains petits industriels du Sud-Ouest travaillent à échéance de quinze jours...

Alors, à leur tour, les sous-traitants de la région essaient de se faire conquérants. Eux aussi tentent leur chance en R.F.A., en Amérique du Nord. Pour se faire mieux connaître – y compris en France même, – ils créent une banque de données régionale. Mais l'avenir reste préoccupant. Atteindra-t-on jamais – et qui aidera à les promouvoir – un volume d'exportations susceptible de compenser les pertes sur le marché national ? Dans quelles activités rentables reconvertir des unités de production aussi spécialisées ? L'inquiétude fait naître des sentiments protectionnistes. Certains suggèrent l'imposition, comme en Amérique, de quotas de travail aux P.M.I. sur chaque grand programme. D'autres réclament l'application, sur les importations, des « compensations industrielles » accordées à l'exportation. Tous sont d'accord sur un point : la situation devient intenable. Et neuf mille emplois sont en jeu.

JAMES SARAZIN.

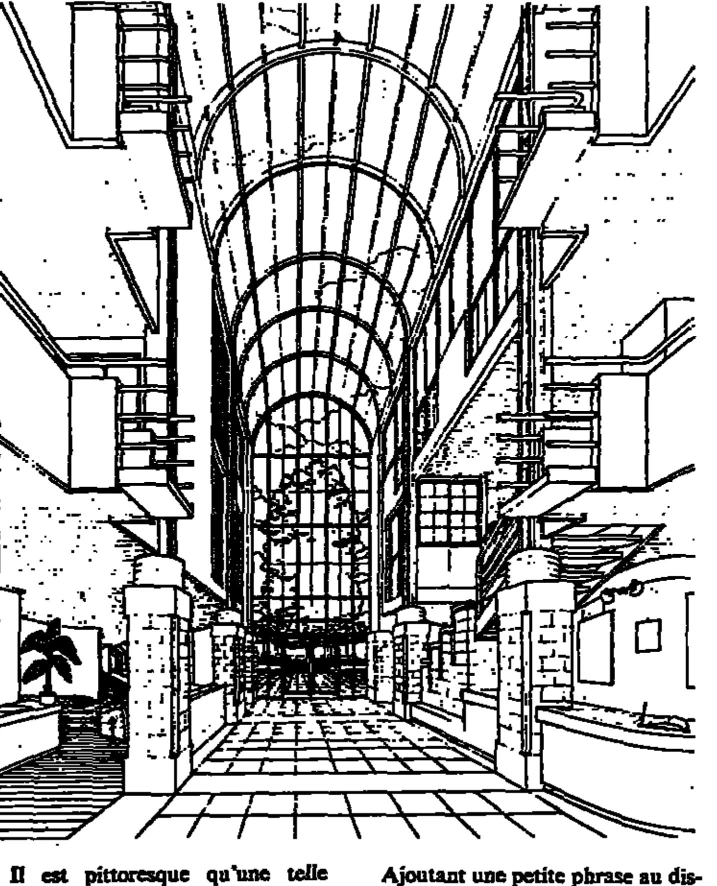
LA NOUVELLE DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT A POITIERS

Les pieds dans les ruines

Pierre sur pierre. En inaugurant, le 8 juin dernier, le chantier de la direction de l'équipement de la Vienne, dont les bureaux seront construits dans le centre de Poitiers et non dans les quartiers extérieurs comme l'ont fait d'autres administrations, MM. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, et Jack Lang, ministre délégué à la culture, ont aussi honoré les « vieilles pierres » : des fouilles ont en effet mis au jour les fondations d'un édifice romain de *Lemonum*, sans doute des thermes si l'on en croit le système de distribution d'eau découvert.

L'architecture elle-même est de celles qui peuvent gagner – ou perdre – beaucoup suivant le soin qu'on attache à leur réalisation. Diverse, morcelée, elle propose des volumes de dimension agréable, qui devront faire la preuve de leur « solidité » esthétique par des matériaux intéressants et une mise en œuvre impeccable.

Prévu en trois tranches, pour un budget global de 35 millions de francs, l'ensemble administratif doit regrouper des services (urbanisme, architecture, ponts et chaussées) dispersés en cinq points dans la ville.



Il est pittoresque qu'une telle aventure – la nécessité de revoir un projet pour mettre en valeur des vestiges – arrive à un architecte qui théorise depuis dix ans sur la nécessité de *« construire la ville sur la ville »*, et de réaliser le *« théâtre de la mémoire »*.

Lauréats d'une consultation restreinte organisée en 1978 par M. Michel d'Ornano, Antoine Grumbach, quarante et un ans, et son équipe (Dominique Deshoulières et Hubert Jeanneau) avaient proposé des bâtiments en bord de rue, reliés à un hôtel particulier du dix-neuvième siècle dont la conservation n'était pas imposée aux concurrents. L'ensemble est organisé de part et d'autre d'un grand hall vitré, lieu d'accueil destiné à signifier, entre le coin de la rue et le jardin, *« le caractère public du lieu »*, à une époque *« où les écoles ressemblent à des usines et les bureaux de poste à des gares, quand tout cela ne ressemble pas à un garage »*, comme le dit l'architecte... et bien d'autres avec lui par les temps qui courent.

Ajoutant une petite phrase au discours préparé par ses conseillers, M. Quilliot a parlé de *« gage de la continuité d'une administration qui a su s'adapter »* pour mieux rassurer des fonctionnaires ébranlés par les textes sur la décentralisation et qui ne savent pas toujours à quelle sauce ils seront accommodés.

Polémiques

Le ministre de la culture, lui, était là pour les ruines. Rappelant l'effort budgétaire consenti pour l'archéologie urbaine (63 créations de postes en deux ans, crédits supplémentaires pour l'inventaire, recentrage vers la métropole de préférence aux chantiers étrangers), M. Lang a parlé d'*« actions de commando »*, qu'il faut mener, *« avec finesse et délicatesse »*, pour intervenir sur les chantiers de construction, occasion la plus fréquente de découvertes.

A Poitiers, on veut donc réconcilier les époques : les bases de murs impeccablement maçonnés, le canal d'évacuation cimenté, resteront visibles dans une salle de réunions aménagée en sous-sol et même dans le parc de stationnement (qui aura trois niveaux au lieu de deux initialement prévus). Les fouilles ont pu être conduites rapidement... avec les crédits de terrassement destinés à la construction neuve, à charge pour les administrations de s'arranger ensuite dans leurs comptes. Le surcoût de l'opération est évalué à 200 000 F.

Dans son discours, M. Lang n'a pas craint d'engager une polémique politique, mal ressentie localement, en rendant hommage au souci du maire de Poitiers, M. Jacques Santrot (P.S.), de conserver les images du passé, ce qui n'était pas le cas, a-t-il précisé, de son prédécesseur, visant ainsi M. Pierre Vertadier (R.P.R.). Le ministre a aussi critiqué le conseil général de la Vienne (d'opposition), qu'il accuse de ne pas œuvrer pour la culture. *« S'il y avait un palmarès, le conseil général de la Vienne serait en bien mauvaise position »*, a-t-il dit.

Dans un communiqué paru dans la presse régionale, que nous signale notre correspondant à Poitiers, M. René Monory, ancien ministre, sénateur et président du conseil général de la Vienne, accuse M. Jack Lang de ne pas tenir un langage de vérité et de chercher à entretenir l'illusion des Français. Il rappelle, à titre d'exemple, que l'assemblée départementale, au cours des cinq dernières années, a consacré plus de 40 millions de francs à la conservation de l'environnement historique et regrette que le conseil général n'ait pas été associé par M. Lang à ces travaux.

Les lieux mêmes où étaient prononcées ces critiques auraient pu inciter à la mesure : le très beau et très luxueux musée d'art et d'histoire, construit en plein quartier ancien de 1972 à 1974 par l'architecte Monge, montre que le souci de préserver l'archéologie urbaine n'est pas complètement inconnu dans cette ville, même si de sérieuses gaffes ont pu être commises par certaines municipalités.

Qu'importe ! La générosité de l'État aura encore mille occasions de se manifester à l'égard d'une ville qui a eu le bon goût de réélire une municipalité de gauche et où les projets d'urbanisme ne manquent pas : construction d'un vaste quartier néo-classique à la place d'anciennes casernes, transformation de l'ancien séminaire, détournement de la circulation pour présenter dignement le baptistère Saint-Jean, rare témoignage de l'architecture chrétienne des premiers siècles de notre ère, qui émerge à demi, au milieu de la chaussée, dans le flot des voitures.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

UN MÉTIER EN MUTATION

Du préfet au commissaire de la République

Au moment même où il bénéficie d'une promotion remarquée, passant de la préfecture de la Sarthe à celle (régionale) de la Corse-du-Sud, M. Paul Bernard publie à la Documentation française un ouvrage non moins remarquable sous le titre *l'Etat et la Décentralisation : du préfet au commissaire de la République*.

Remarquable, car le sujet n'est pas particulièrement facile, relevant à la fois de la science administrative, du droit constitutionnel, de l'histoire et de la vie politique. L'auteur, un praticien plus qu'un théoricien ou un juriste, a su expliquer – références, expérience et anecdotes à l'appui – la métamorphose du métier de premier grand commis de l'Etat, à une époque où la décentralisation au profit des communes, des départements et des régions risque de faire perdre aux représentants de l'Etat, de la République et du gouvernement tout à la fois leur pouvoir et leur aura (1).

Mais M. Bernard ne joue pas perdant et, pour lui, le métier recèle toujours une vaste palette d'intérêts. Au-delà du changement d'appellation, la réalité de la mission confiée au commissaire de la République met l'accent, par une sorte de retour aux sources, sur les valeurs permanentes du service de l'Etat et sur l'indispensable corrélation entre la responsabilité de l'Etat et les libertés locales.

Ainsi, aux termes de la réforme lancée en juin 1981, la décentralisation des collectivités territoriales et la déconcentration en faveur du représentant de l'Etat ne sont plus présentées comme des forces concurrentes, mais comme des éléments solidaires du nécessaire dialogue que requiert, selon lui, sur le plan local, la démocratie républicaine.

Au-delà des pouvoirs redistribués et des nouvelles fonctions reste le métier : l'art et la manière d'être préfet. Citant *Nicodème* de Corneille, M. Paul Bernard note que l'administration préfectorale, comme la diplomatie, n'est que l'art d'utiliser au mieux *« et le temps où l'on vit et le lieu où l'on est »*. Et l'on relèvera aussi cette peinture d'un préfet du siècle dernier (qui avait servi successivement Napoléon Ier, Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe), faite par l'un de ses sous-préfets : *« Diplomate accompli, il ne s'engageait jamais, s'avançait faiblement et savait ne pas se compromettre. »*

Bon sujet « de premier jour » au concours de l'ENA, encore maintenant... et pas seulement à propos des préfets devenus commissaires de la République.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) M. Bernard est déjà l'auteur d'un grand ouvrage intitulé *le Grand Tournant des communes de France*, paru chez Armand Colin en 1969.

★ *L'Etat et la Décentralisation : du préfet au commissaire de la République*, de Paul Bernard. « Notes et études documentaires », la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. N° 31, mars 1983, 40 F.

Le Monde

société

ÉDUCATION

Les bavures au baccalauréat et aux concours

Rhétorique

Le baccalauréat est atteint, mais il n'est pas le seul. Les accidents arrivent aussi aux autres. Après l'erreur de Paris qui a privé deux cents candidats de la connaissance exacte du lieu où ils devaient se présenter (*le Monde* du 11 juin), après les fuites d'Orléans et de Blois qui ont entraîné l'annulation de l'épreuve de philosophie (*le Monde* daté 12-13 juin), c'est un brevet de technicien supérieur (B.T.S.) agricole qui est touché : le coffre d'un lycée agricole près de Roanne a été fracturé, et les sujets se sont envolés. Quant aux concours d'agrégation et du CAPES, on ose à peine refaire l'inventaire des sujets intervertis (aux Antilles-Guyanne, en anglais), volés (Bordeaux, lettres modernes) et des erreurs de convocation (Rouen, allemand et espagnol).

Le problème n'est pas nouveau. Faut-il rappeler que, en 1979, trois mille cinq cents candidats au CAPES d'histoire et de géographie avaient dû recommencer les épreuves à la suite — déjà — d'erreurs de convocation ? Faut-il rappeler qu'en 1980, deux candidats bacheliers de Châlons-sur-Marne s'étaient fait remplacer par deux étudiants ? Faut-il rappeler, enfin, que la décision de substituer au baccalauréat la procédure de sujets acadamiques aux sujets nationaux fut prise en 1965 à la suite de fuites d'une ampleur inaccoutumée...

Pour être modestes par rapport au nombre de candidats (près de 400 000 au baccalauréat, 650 000 aux examens de l'enseignement technique, 47 000 aux agrégations et CAPES), ces accidents n'en sont pas moins révélateurs. De la lourdeur d'une machine d'abord. Pour garantir l'*« égalité des chances des candidats »* dans des diplômes « nationaux » et des concours de recrutement, l'impression, l'acheminement, la conservation, le conditionnement des sujets — accompagnés de sujets de remplacement, — doivent être assurés dans le secret. On imagine les obstacles à franchir.

On imagine aussi sans difficulté — sauf à le chiffrer précisément — l'aspect financier du problème : coût en papier, frais postaux, temps de travail de toutes ces opérations. Cela devrait suffire à poser la question : ces « examens-guillotine » sont-ils bien nécessaires ? Il y a belle lurette que les « experts en science des examens », les « docimologues », ont répondu par la négative pour ce qui concerne la pertinence pédagogique. Déjà en 1980, un sondage révélait que trois Français sur quatre se déclaraient partisans du contrôle continu. Cette procédure se généralise lentement pour les C.A.P. Mais, en dépit de ce que faisait apparaître ce sondage, le baccalauréat reste intouchable. En 1979, M. Christian Beullac, alors ministre de l'éducation, avait dû reculer dans son intention de réformer cet examen-symbole auquel beaucoup d'enseignants, des parents — et des élèves ? — restent attachés comme magiquement.

Mais un raté dans le CAPES de lettres modernes *(lire ci-contre)* met l'accent sur une autre zone du problème. Si, comme le prétend le président du jury, inspecteur général et homme respectable s'il en est, l'erreur commise sur le libellé du sujet *« n'a aucune importance »* et n'aurait pas dû gêner les candidats, pourquoi ne pas s'en tenir désormais, pour tous les concours, examens de tout niveau, au seul sujet digne d'intérêt qui permette d'apprécier toutes les facettes des capacités et connaissances des individus : celui du « sexe des anges » ? L'imagination, la culture, la rigueur de pensée et de raisonnement des candidats s'y donneraient libre cours.

Après ces expériences, dans quelques années, les inspecteurs auraient alors matière à s'interroger vraiment sur l'adaption du système scolaire... Entre-temps, au moins, la rhétorique aurait triomphé.

CHARLES VIAL.

SUJET ERRONÉ AU CAPES

Des candidats et des enseignants réclament l'annulation d'une épreuve

Cinq candidats au CAPES (certificat d'aptitude pédagogique à l'enseignement secondaire) de lettres modernes ont l'intention de déposer un recours devant le conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de l'épreuve de composition française du 16 mai dernier. Deux erreurs s'étaient glissées, ce jour-là, dans l'intitulé du sujet. On demandait ainsi aux candidats d'analyser et de commenter un texte de M. Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture, intitulé *« La crise du théâtre dans le théâtre moderne »*, alors qu'il s'agissait de *« La crise du personnage... »* D'autre part, la citation à commenter définissait le théâtre *« par la relation triangulaire qu'il met en œuvre entre le personnage, l'auteur et le spectateur »*, référence à la relation entre *« personnage, acteur et spectateur »*.

Une pétition, adressée au président du jury, déjà signée par une trentaine des cinq mille candidats à cette session du CAPES (pour 1 234 postes offerts), s'inquiète *« qu'une épreuve de cette importance puisse reposer sur un texte erroné »* et réclame *« l'organisation d'une nouvelle épreuve »*. C'est aussi pour obtenir l'annulation du concours contesté qu'une délégation conduite par des représentants de l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des socialistes et des trotskistes) s'est rendue, le mardi 7 juin, au ministère de l'éducation nationale, où la décision du jury de poursuivre la correction lui a été confirmée.

Tout en reconnaissant le caractère *« malencontreux »* de l'erreur, M. Pierre Delecroix, inspecteur général de l'éducation nationale et président du jury du CAPES de lettres modernes, estime que *« l'équité du concours n'a pas été mise en cause. Le jury travaille sur le même sujet que les candidats ; il a élaboré des critères de correction basés sur le texte tel qu'il a été donné »*, ajoute-t-il. L'erreur commise n'a *« aucune espèce d'importance »* en l'occurrence, souligne M. Delecroix : *« Il ne s'agit pas d'un commentaire littéraire, mais d'une réflexion sur le théâtre. »*

Cette interprétation soulève l'indignation de certains enseignants, telle Mme Simone Perrier, maître-assistante de littérature chargée de la préparation au CAPES de lettres modernes à l'université de Paris-VII, qui affirme avoir réuni déjà deux cents signatures dans une quarantaine d'U.E.R. au bas d'une lettre de protestation. *« Les candidats ont réagi différemment face au texte erroné : certains se sont trouvés embarrassés ; d'autres ont eu l'audace de contester le sujet. C'est un facteur d'injustice »*, explique Mme Perrier qui dénonce aussi *« le comportement impensable du jury »*.

En mai dernier, les épreuves de plusieurs concours de recrutement d'enseignants (agrégations d'anglais et de lettres, CAPES d'allemand et d'espagnol) avaient déjà dû être annulées et reportées (*le Monde* du 18 mai) par suite d'erreurs matérielles. *La bévue commise au* CAPES de lettres modernes, pose, elle, un problème de fond, celui de la conception même d'un examen littéraire : doit-il s'agir d'une épreuve propice à l'improvisation brillante ou à l'analyse scientifique d'une œuvre ?

PHILIPPE BERNARD.

LA FIN DU PROCÈS RECCO A DRAGUIGNAN

Le soulier et les sabots

De notre envoyé spécial

Draguignan. — On les attendait, ces avocats des familles parties civiles au procès de Joseph-Thomas Recco. Ils étaient huit et l'on savait que leurs propos seraient autant de réquisitoires, comme l'on savait que l'homme contre lequel ils allaient être proférés ne resterait pas sans réaction en les écoutant. Ainsi en est-il donc allé, lundi 13 juin, avec toutefois cette découverte qu'il n'y avait pas, malgré tout, unanimité dans la conception profonde de cette défense et de cette représentation des victimes.

Ainsi le bâtonnier Pierre Baldy, de Béziers, avocat de la famille de Renée Chamayou, assassinée le 22 décembre 1979, pouvait dire, évoquant la condamnation à perpétuité de Recco par les assises de la Corse en 1962 : *« Je regrette que les jurés n'aient pas ce jour-là suivi l'avocat général qui demandait contre vous la peine de mort, car alors il n'y aurait pas eu six morts de plus. »*

A quoi on entendit, comme en réplique ou en contrepoint, Me Jean Mielloux, avocat de la famille de Josette Alcaraz, tuée le même jour, évoquant ce même procès de 1962 et l'abolition de la peine de mort intervenue depuis : *« Loin de moi de regretter le changement législatif. Ce que je reproche à Recco, c'est d'avoir fait faire à la civilisation un bond en arrière et de l'avoir fait faire aussi à des milliers de braves gens qui, à cause de lui, se fourvoient aujourd'hui. »*

De la même façon, alors que Me Rivolet, avocat de Mme Coutrix, veuve de Jacques Coutrix, tué à Carqueiranne, le 18 janvier 1980, qualifiera les déclarations des quelques témoins favorables à Recco de *« foutaises et mensonges »*, Me André Ferran, lui, se demandera seulement *« qui est Recco ? »* et osera suggérer qu'il ne faut peut-être pas voir en lui *« le monstre que l'on pense »*.

En fait, espérance réelle ou seulement de façade, c'était à qui forcerait cet accusé, lui arracherait l'aveu spectaculaire ou pour le moins le ferait ciller a l'évocation de l'ultime regard des victimes, à l'évocation aussi de sa propre mère. Hors Me Ferran, ils n'ont pas lésiné sur les moyens. On le compara à Attila ou encore à un *« visiteur du soir au visage sanguinaire »*. *« Au-delà de ces femmes*, lançait, tourné vers lui, Me Gérard Christol, *c'est la mère que tu as tuée, la mère qu'elles auraient pu être toutes et ta propre mère, Thomy Recco, crucifiée plus que tous par tant de malheurs. Tu m'entends, Thomy Recco ? Oui, je sais que je te touche. »*

Et Me Gilbert Collard, avocat de la famille Le Goff, rappellera le mot du bâtonnier Raymond Filippi qui était partie civile au procès de Bastia et qui avait dit alors : *« Cet homme tuera toujours. »*

Mais Recco n'a rien cédé : *« Moi, je suis innocent. Tout ça, c'est comédie et cinéma. »*

Dans la salle, les familles qui avaient écouté pantelantes et en larmes ces hommes de robe qui enfin parlaient pour elles, n'ont pas pu résister. Un projectile est parti vers le box, lancé à toute volée. C'était un soulier d'homme qui vint s'échouer sur le banc de la défense.

Défoulement

Me Henri-René Garaud, avocat du mouvement Légitime défense, qui parachevait ces sept heures de défoulement fit, lui aussi, le meilleur des effets avec ses gros sabots : *« Oui, j'appartiens à Légitime défense que préside le président Romerio. Ce n'est pas interdit d'être plutôt avec M. Romerio qu'avec M. Bidalou. Je ne suis pas pour la vengeance. Mais quand j'entends mon coiffeur dire de Recco :* « Des types comme ça, il n'y a pas besoin de les juger, c'est de l'argent foutu par les fenêtres », *je me dis que ceux qui nous dirigent feraient bien de réfléchir. Eh oui, c'est vrai, il faut quitter les rêves pour la triste réalité. »*

Il est bonhomme à l'occasion, Me Garaud. Il est présent en dixième juré, celui qui se demande pourquoi les ministres, qu'ils soient d'avant le 10 mai 1981 ou d'après, ne viennent jamais aux obsèques des victimes. Il glisse son passage sur ce qu'il appelle la *« politique knobelspiessienne »*. Il ne reproche pas à M. Mauroy d'avoir *« pris un pot avec Knobelspiess »*, il veut bien, comme il dit. Mais pourquoi pas de visite aux familles des victimes de Béziers et de Carqueiranne ? Malignement, il achève là-dessus.

Au terme d'un réquisitoire d'un peu plus de deux heures, M. Dominique Brejoux a requis, mardi 14 juin, la réclusion criminelle à perpétuité en demandant, de surcroît, que la cour et les jurés fassent application de l'article 720-2 du code de procédure pénale, *« pour être sûr qu'avant dix-huit ans aucune mesure de libération ne pourra intervenir »*.

Cet article avait pour origine la loi Sécurité et Liberté. M. Brejoux a rappelé qu'elle venait d'être abrogée mais que la nouvelle loi n'entrera en vigueur que le 27 juin. Il est encore temps de l'appliquer, a-t-il dit.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

L'ARCHEVÊQUE DE LYON CRITIQUE LA PARTICIPATION D'UN PRÊTRE-AVOCAT A LA DÉFENSE DE KLAUS BARBIE

Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon, a réagi à la présence d'un prêtre jésuite, qui est aussi avocat, Me Robert Boyer, pour assurer la défense de Klaus Barbie.

« L'Eglise catholique a toujours considéré les droits de la défense comme une liberté publique essentielle. Cependant, dans cette instance judiciaire qui dépasse le cadre lyonnais et même le cadre national, l'engagement sacerdotal d'un des défenseurs ne peut manquer de peser d'un poids particulier et d'une façon équivoque sur le procès à venir. »

L'archevêque de Lyon poursuit : *« Il y aurait donc quelque chose de contradictoire à ce que l'Eglise, dans un tel contexte, apparaisse comme défendant cet homme qui, par ailleurs, n'a pas reconnu publiquement ses forfaits. La présence d'un prêtre dans l'instruction, comme dans le procès, risque, par les ambiguïtés redoutables qu'elle comporte, d'alimenter le puissant et inquiétant courant contemporain de banalisation du nazisme auquel les chrétiens ne sauraient consentir. »*

Le Père Henri Madelin, provincial des jésuites en France, nous a confirmé que le communiqué de Mgr Decourtray a été fait avec son accord, mais il tient à rappeler que le Père Boyer exerce librement son métier d'avocat et que ses décisions relèvent dès lors de sa conscience. — A. W.

UNE « GRÈVE DES ÉCROUS »

(Suite de la première page.)

Deux phénomènes ont aggravé la situation : l'augmentation de la population pénitentiaire (+ 15,38 % en un an). Les maisons d'arrêt sont pleines à craquer. Comme l'expliquait récemment au *Nouvel Observateur* la nouvelle directrice de l'administration pénitentiaire, Mme Myriam Ezratty, *« Pontoise est occupé à 320 % de sa capacité, Montpellier à 303 %, Grasse à 232 %, Bois d'Arcy à 216 %, la Santé à 212 % ; les Baumettes ont dépassé leur seuil de saturation »*.

Ce surpeuplement accroît la tension qui règne dans les prisons. « Contrairement aux policiers qui se plaignent qu'il n'y ait pas assez de malfaiteurs dans les prisons, les surveillants estiment qu'il y en a trop » explique-t-on *au ministère de la justice*.

Le second facteur d'aggravation est la généralisation dans les maisons d'arrêt, des parloirs sans séparation. L'installation, trop lente au goût des détenus, de ces parloirs avait été à l'origine de l'agitation qui a régné en janvier dans les prisons. Aujourd'hui ce sont les surveillants qui s'inquiètent de cette mesure, estimant qu'elle met en péril leur sécurité et qu'il leur faudrait être plus nombreux pour faire face à cette nouvelle situation.

Combien de postes réclament-ils ? *« Au moins mille »*, déclare M. Brunovic (C.G.T.). *« Cinq cents »*, corrige M. Bonaldi (F.O.). Cinq cents ou mille, le ministère de la justice est incapable de dire, pour l'instant, si les arbitrages budgétaires qu'il a sollicités seront favorables. Sans aller jusqu'aux chiffres avancés par les syndicats, il est certain que la création d'un nombre substantiel de postes lui retirerait une belle épine du pied.

BERTRAND LE GENDRE.

● *M. Jean-Edern Hallier* a été remis en liberté mardi en fin de matinée. L'écrivain avait été arrêté, lundi 13 juin en fin de matinée à Roissy à sa descente d'avion, en provenance de Genève.

M. Hallier a été interrogé, au cours de sa garde à vue, au sujet de l'attentat à l'explosif commis le 21 juillet 1982 dans un immeuble où avait habité, peu auparavant, M. Régis Debray, chargé de mission auprès du chef de l'État. M. Hallier, dans son dernier livre *l'Enlèvement*, affirme qu'il connaît l'auteur de cet attentat et qu'il lui en a donné l'idée. Au cours des interrogatoires, M. Hallier a donné des explications de plus en plus confuses aux enquêteurs mais n'a pas été en mesure de fournir des éléments matériels à l'appui de ses déclarations.

SCIENCES

UNE APPROCHE NOUVELLE D'UN PROBLÈME VIEUX DE TROIS SIÈCLES

Un mathématicien allemand fait une découverte de première importance

Une découverte mathématique de première importance vient d'être faite par un jeune mathématicien allemand, M. Gerd Faldings, qui travaille à Wuppertal (R.F.A.). Il vient de démontrer une conjecture proposée par l'Anglais Mordell en 1922, qui résistait depuis soixante ans à tous les efforts. Au passage, il a fait progresser ce qui est *sans doute* le plus célèbre problème des mathématiques : le « dernier théorème de Fermat », une hypothèse proposée au dix-septième siècle par Pierre de Fermat, qui a été démontré dans un très grand nombre de cas particuliers, mais n'a jamais reçu de démonstration générale, bien qu'au cours des siècles plusieurs branches des mathématiques actuelles soient nées des travaux consacrés à cette démonstration.

Les mathématiciens appellent *conjecture* un énoncé qu'ils pressentent vrai mais qu'ils n'arrivent pas à démontrer. La conjecture de Mordell fait appel aux notions de courbe algébrique et de nombre rationnel. Un nombre rationnel peut s'exprimer comme le quotient de deux entiers, ce qui n'est pas le cas du nombre *pi* ou de la racine carrée de 2. Une courbe algébrique est une courbe dont l'équation ne fait appel qu'aux opérations d'addition, soustraction et multiplication. La conjecture de Mordell énonce que toute courbe algébrique — à l'exception des plus simples, comme la droite ou le cercle, — ne passe que par un nombre fini de points dont les coordonnées soient des nombres rationnels. M. Faldings a aussi démontré deux autres conjectures, dites de Tate et de Chafarevitch d'après les mathématiciens qui les ont proposées. La première est difficile à énoncer en termes simples, mais constituait une étape dans la démonstration de la conjecture de Mordell. La seconde est une sorte de généralisation de cette conjecture, qui s'applique non seulement à des courbes, mais à des surfaces ou à d'autres de ces objets que les mathématiciens désignent sous le nom de « variétés ».

Quant au *dernier théorème* de Fermat — tant qu'il n'est pas démontré, il serait plus correct de l'appeler aussi conjecture — il énonce que certaine équation n'a pas de solution entière. Plus précisément, quels que soient les nombres entiers x, y, z, et l'exposant entier n, il est impossible que z puissance n — le produit de n facteurs égaux à z — soit la somme de x puissance n de y puissance n. En d'autres termes, l'équation de Fermat, $x^n + y^n = z^n$ n'a aucune solution entière — sauf si n est inférieur à 3.

Fermat a cru qu'il avait démontré ce résultat, mais il n'a pas indiqué sa méthode. Les historiens des mathématiques l'ont reconstituée, et il est clair que Fermat s'est trompé. Il a fallu, d'ailleurs, attendre plus d'un siècle pour que le mathématicien Euler donne une démonstration partielle, pour le cas où n vaut 3. Un siècle encore a passé et Kummer montra, vers 1850, que le théorème de Fermat est vrai pour toute une famille de valeurs de l'exposant n. Depuis, on a étendu cette famille au point que la première valeur de l'exposant pour laquelle le théorème de Fermat pourrait être faux est certainement supérieure à 125 000.

Mais on a aussi démontré qu'il existe une infinité de nombres auxquels ne s'étend pas la méthode de Kummer, et pour lesquels on ne sait donc rien sur les solutions de l'équation de Fermat. Or la conjecture de Mordell apporte, pour la première fois depuis trois siècles, une information de caractère parfaitement général. On en déduit aisément, en effet, que, quelle que soit la valeur de n, l'équation de Fermat n'a jamais qu'un nombre fini de solutions.

C'est dire toute l'importance du résultat obtenu par M. Faldings. Résultat qui n'est sans doute que le premier, car l'expérience montre que lorsqu'un mathématicien démontre une conjecture qui n'avait pas reçu de solution depuis longtemps d'autres résultats suivent rapidement. En effet, la démonstration a été rendue possible par l'invention d'une méthode nouvelle : en général, cette méthode montre ensuite sa puissance et permet d'obtenir une floraison de nouveaux résultats.

MAURICE ARVONNY.

POLICE

Les syndicats proches de l'opposition organiseront le 20 juin à Paris un meeting réservé aux policiers

Les syndicats de policiers proches de l'opposition ont reporté leur meeting, prévu le 16 juin à Paris, au 20 juin. Dans le même temps, le nouveau directeur général de la police a fait savoir, dans un message aux policiers, qu'aucune *« entreprise de politisation ne saurait être admise »* au sein de la police.

L'intersyndicale regroupant l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.), dont le secrétaire général, M. Rémy Halbwax, a été révoqué après les manifestations du 3 juin, et les syndicats C.G.C. et C.F.T.C. de la police, a finalement renoncé à son meeting du 16 juin (nos dernières éditions). Une renonciation qui n'est pas une capitulation : un nouveau meeting est annoncé pour le lundi 20 juin, à 20 heures, salle de la Mutualité à Paris. Il s'adresse aux *« policiers de France et à eux seuls »*, alors que celui prévu précédemment était ouvert à la population.

Cette décision a été rendue publique, lundi 13 juin, lors d'une conférence de presse. L'intersyndicale a annulé sa première initiative parce que, précise-t-elle, elle était *« soucieuse de respecter la légalité républicaine, l'unité nationale, et consciente des dangers de manipulation (...) et d'exploitation politique. »*

Revenant sur son rôle dans la manifestation des policiers du 3 juin au matin, devant le ministère de la justice, l'U.S.C.P. estime qu'en l'encadrant elle a évité *« tout désordre »* et qu'en les désignant comme *« des agitateurs, des factieux,* [le pouvoir] *use d'une pratique hélas trop connue dans les pays totalitaires »*. La colère des policiers, ajoute-t-elle, *« qui s'est exprimée spectaculairement après le lâche assassinat de deux de leurs collègues, est la conséquence logique du refus des pouvoirs publics de mettre en œuvre les réformes promises et de leur incapacité à enrayer la montée de la délinquance et de la violance sous toutes ses formes. »*

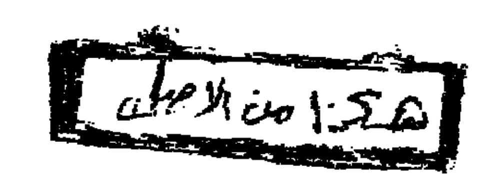
Au nom de la C.G.C., M. Paul Marchelli a profité de cette conférence de presse pour exiger les démissions de MM. Defferre et Franceschi. *« S'il y a des factieux en France,* a-t-il commenté, *ce sont en numéro un M. Mauroy, en numéro deux M. Defferre. »*

C'est dans ce climat tendu mais non explosif que M. Pierre Verbrugghe, nouveau directeur général de la police nationale, a adressé à tous les chefs de service, le 8 juin, un message devant *« être lu et affiché dans tous les services de la police nationale »*. Il précise que son action s'appuiera sur trois principes :

« 1) *La police nationale est aux ordres du gouvernement, pour le service de l'État et des citoyens. Cette force publique ne doit donc en aucun cas être soupçonnée d'esprit partisan et aucune entreprise de politisation ne saurait y être admise.*

» 2) *Le métier de policier est toujours difficile et, malheureusement, souvent dangereux. Cela pose notamment le problème des moyens, des méthodes et de la formation, qui doivent être en permanence améliorés dans la police nationale. Je m'y emploierai.*

» 3) *La fonction de police autorise l'emploi de prérogatives de puissance publique. (...) J'y porterai la plus grande attention.* »



Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

UNE EXPÉRIENCE A CAEN

Le gazoduc qui vient du froid... canadien

« *L'Alaska reconstitué à Caen.* » Ce titre d'un journal local résume bien l'expérience en cours depuis deux ans au laboratoire de géomorphologie du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), en association avec le Laboratoire central des ponts et chaussées (L.C.P.C.) et l'université Carleton d'Ottawa.

Avec une petite imprécision géographique, toutefois, car c'est plus le Grand Nord canadien que l'Alaska qui est en cause, mais cela ne change rien au fond.

Il s'agit d'étudier le *comportement de conduites enterrées soumises à des températures négatives* », en d'autres termes de comprendre les contraintes qui s'exercent sur une tubulure de gazoduc enterrée dans un sol gelé. L'objectif est de réduire le coût de construction des futurs gazoducs qui permettront un jour l'exploitation des énormes gisements gaziers de l'extrême Nord américain, gazoducs qui devront franchir des milliers de kilomètres dans des régions au climat rude.

POURQUOI Caen ? Il se trouve qu'existe dans cette ville un laboratoire propre du C.N.R.S. spécialisé dans l'étude des systèmes naturels froids et disposant d'équipements qui permettent de simuler les conditions qui règnent à haute altitude ou aux latitudes polaires. En particulier, le laboratoire est équipé d'un « *tunnel de gel* », vaste chambre froide qui fut construite pour étudier le comportement au gel et au dégel des chaussées routières, et qui abrite maintenant l'expérience franco-canadienne.

Ce tunnel est en fait une conséquence... de l'hiver 1962-1963, où une bonne part du réseau routier fut *détruit par le gel*. Le L.C.P.C. décida d'étudier de manière approfondie le gel des chaussées pour éviter le retour de semblable catastrophe. Construit à cette fin, le tunnel, depuis le début des années 70, ne servait plus, alors qu'il aurait pu être utilisé pour de nombreuses recherches : ses dimensions – *18 mètres de* long, 8 mètres de large, 6,25 mètres de haut – permettraient d'y geler, par exemple, une petite maison. Les *besoins canadiens lui ont donné* une nouvelle activité.

Une perte de résistance

Le gel des sols se traduit essentiellement par un effet de gonflement dû à une aspiration de l'eau sous-jacente à la couche en cours de gel. Les spécialistes appellent « gélifs » de tels sols qui aspirent l'eau et dont le gonflement, en gros proportionnel à l'épaisseur de la couche gelée, peut atteindre plusieurs dizaines de centimètres. Lors du dégel, qui se produit, comme le gel, par la surface, la glace des couches superficielles redevient liquide, mais cette eau ne peut redescendre car les couches inférieures, encore gelées, font obstacle. En d'autres termes, la couche superficielle se transforme en boue et perd toute résistance mécanique. Dans le cas des chaussées, si le gel atteint le sol sous-jacent et que celui-ci est gélif, la chaussée n'est plus soutenue lors du dégel et s'effondre au passage de lourds camions. D'où la nécessité des « barrières de dégel » qui interdisent momentanément la circulation des poids lourds, entraînant de graves *inconvénients économiques*.

Pour les futurs gazoducs, le problème tient essentiellement aux efforts imposés aux conduites et qui peuvent entraîner leur rupture lors du gel et du dégel. Déterminer l'évolution des températures aux diverses profondeurs, l'*importance des montées d'eau*, la répartition des forces exercées sur la tubulure, tel est le but de l'expérience réalisée à Caen. L'impact économique de telles études peut être grossièrement évalué par comparaison avec la construction de l'oléoduc Alyeska (voir la carte) qui n'est pas enterré, mais posé sur pilotis : en 1969, la construction était évaluée à 300 millions de dollars, elle a finalement coûté huit fois plus. Une des raisons *en a été la mauvaise compréhension* du comportement des sols gelés et les difficultés techniques qui en ont résulté.

Aussi, *lorsque* fut proposée, en 1975, la construction d'un gazoduc reliant l'Alaska aux États-Unis par l'Ouest canadien, le gouvernement d'Ottawa chargea une commission *spécifique de recenser tous les* problèmes. Les questions d'environnement et de droit des populations locales furent au centre des travaux de la commission, mais il y eut aussi un important volet technique. Il apparut, dans le rapport final, que l'avant-projet était techniquement incorrect et que de nombreuses études scientifiques et techniques devraient être faites avant que la construction puisse commencer.

L'expérience franco-canadienne – menée avec l'assistance technique de la société Sofregaz – a débuté il y a presque deux ans, par la mise en place dans le tunnel d'un sol artificiel. Sur une base de structure très *complexe – couche de sable, tubes* d'irrigation, membranes diverses – dont la fonction est d'apporter un flux contrôlé d'eau, a été construit un sol épais de 1,75 mètre, constitué de limon dans une moitié du tunnel, de sable dans l'autre. Une tubulure de 27 centimètres de diamètre est enterrée dans ce sol, l'axe de la tubulure étant initialement à 60 centi*mètres sous la surface. Un* très grand nombre de capteurs ont été enfouis dans le sol : capteurs de déplacement, jauges de contraintes sur la tubulure, tensiomètres... Les chercheurs disposent aussi d'appareils de mesure perfectionnés, dont une double sonde à rayons gamma. En parti*culier les Canadiens ont fourni* un système qui, par l'analyse de la propagation dans le sol d'une onde électromagnétique, permet de connaître la quantité d'eau présente à chaque niveau.

Au total, on dénombre 400 points de mesures qui permettent un relevé complet des températures, des taux d'humidité, des mouvements du sol et des forces exercées. Le tunnel permet évidemment de fixer à volonté, jusqu'à – 30° Celsius, la température de l'air, donc de la surface du sol, et de faire geler celui-ci plus ou moins profondément. Les autres paramètres sur lesquels on peut *jouer sont l'alimentation en eau*, l'évaporation, et surtout la température de l'air qu'on envoie dans la tubulure.

Une simulation de l'été

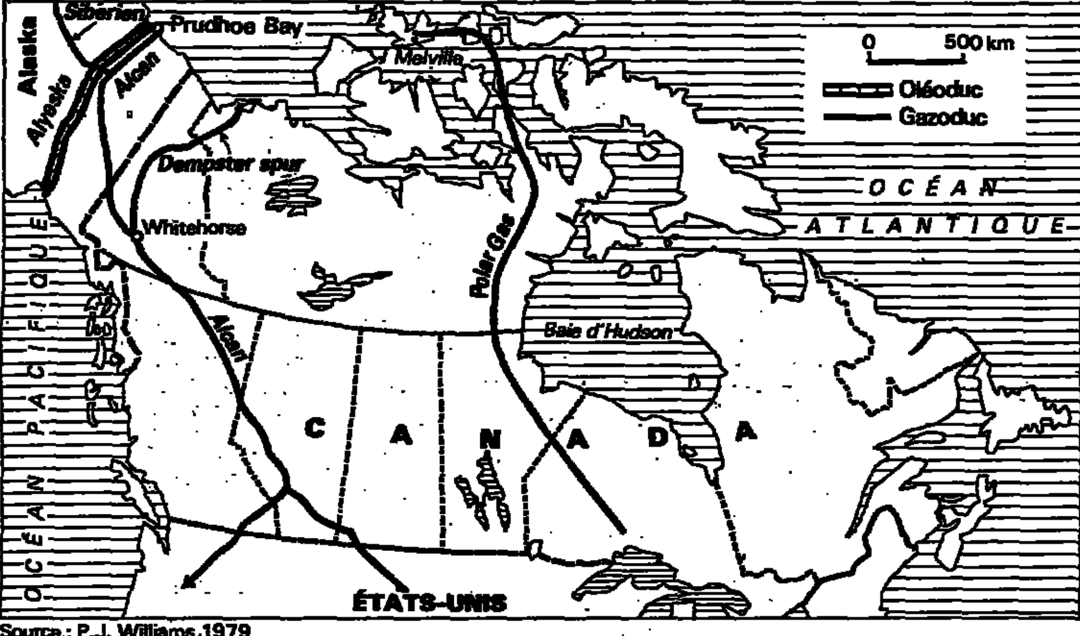
Car les gazoducs futurs transporteront du gaz réfrigéré. Contrairement aux hydrocarbures, dont la viscosité augmente quand on les *refroidit et qui ne peuvent donc couler* que s'ils ne sont pas trop froids (1), les gaz se transportent d'autant mieux qu'ils sont plus froids, et il est donc intéressant d'abaisser leur température au-dessous de zéro degré, ce qui se fait d'autant plus aisément que la seule détente du gaz au cours de son transport a pour effet de le refroidir. Dans les sols gelés, on évite ainsi un dégel local qui pourrait avoir des conséquences dommageables ; en revanche, lors des périodes de dégel, le gazoduc maintient une température négative dans une petite région de *son voisinage, phénomène dont il* convient d'étudier les conséquences. D'autant que celles-ci sont mal connues : les seuls gazoducs déjà construits en régions froides sont des gazoducs sibériens, mais le gaz n'y était pas réfrigéré : il est injecté relativement chaud au sortir des compresseurs des stations de pompage, puis se refroidit au cours du transport. Le grand gazoduc qui doit alimenter l'Europe sera le premier où les stations de pompage comporteront des installations de réfrigération.

La mise en place de l'expérience a duré six mois, et c'est en septembre qu'a commencé le « gel ». Actuellement la tubulure s'est soulevée d'une quinzaine de centimètres dans le limon, mais de trois ou quatre seulement dans le sable, ce qui donne un effet de cisaillement important. *Les chercheurs vont maintenant* procéder à un réchauffement relatif, simulant l'été et la période de dégel. Dans trois mois commencera une nouvelle période de gel, avec des conditions quelque peu différentes : on envisage actuellement de simuler un hiver plus rigoureux et de modi*fier la température à laquelle l'air* circule dans le tuyau. Les premiers résultats sont assez prometteurs pour que les Canadiens renouvellent pour un an le contrat de recherches, et demandent aux autorités budgétaires les crédits nécessaires à une prolongation d'un an. Le coût global de l'expérience est estimé, salaires compris, à 2 millions de francs.

Simultanément aux mesures, et s'appuyant sur elles, a été entreprise au L.C.P.C. une modélisation du comportement des sols et des tubulures, l'objectif étant d'aboutir à un *système complet d'équations qui ré*gissent, aux différents points du sol, la température, le degré d'humidité et les forces exercées. La partie « thermique » du modèle était déjà disponible depuis les études faites, il y a une dizaine d'années, sur le comportement des chaussées. La partie « hydraulique » vient d'être terminée, et les travaux sont en bonne voie pour la partie « mécanique ».

MAURICE ARVONNY.

(1) C'est la raison pour laquelle l'oléoduc qui traverse l'Alaska est aérien. Les pylônes qui le portent sont équipés de systèmes de régulation qui permettent de découpler thermiquement le sol et la conduite.



Source : P.J. Williams, 1979

La carte représente divers gazoducs qui ont été envisagés pour l'exploitation des gisements du Grand Nord américain, ainsi que l'oléoduc existant Alyeska qui évacue les hydrocarbures du gisement de Prudhoe-Bay. Le gazoduc Alcan relierait l'Alaska aux États-Unis. *Sa construction a été conditionnellement autorisée* par le Canada, sous réserve que soient trouvées à plusieurs problèmes des solutions techniques qui n'existent pas encore. Le coût estimé de ce gazoduc – 60 milliards de dollars – et la baisse du prix des hydrocarbures font cependant hésiter les sociétés qui pourraient l'exploiter. Le gazoduc Dempster Spur est une branche qui suivrait en gros la vallée du Mackenzie. Une autre idée, peu actuelle, était d'évacuer le gaz vers la Sibérie et, par-là, vers l'Europe.

Un autre projet est le gazoduc Polar Gas, qui évacuerait le gaz de l'île Melville. Il est pratiquement abandonné. *Mais sa section extrême – 200 kilomètres* dans l'île Melville – a de bonnes chances d'être construite dans le cadre de l'Arctic Pilot Project. Elle constitue d'ailleurs la seule possibilité d'exploiter les gisements de l'île. Une fois acheminé sur la côte sud de l'île, le gaz serait évacué par des méthaniers-brise-glace vers les Etats-Unis ou vers l'Europe.

Les arbres ont-ils la parole ?

IL ne leur manquait que la parole. *Du moins le croyait-on.* Et voilà que deux chercheurs américains de l'université de Washington, MM. Gordon H. Orians et David F. Rhoades, *viennent ébranler nos convictions* les mieux établies. Les arbres « parleraient » entre eux. Non *pas bien sûr sous forme* de messages sonores – même si l'oreille y était insensible, cela aurait fini par se savoir – mais, plus prosaïquement, par l'inter*médiaire de substances chimiques* qu'ils émettraient à l'intention des arbres qui les entourent.

Ne serait le sérieux de la National Sciences Foundation *(N.S.F.) américaine, la nouvelle* prêterait à sourire. Et pourtant si l'on en croit le communiqué, prudent toutefois, qu'elle vient de publier, les faits seraient là. Sur *des saules et des aunes d'un bois* proche de la ville de Seattle (Etat de Washington), les deux chercheurs américains ont observé des changements dans les qualités *nutritives* des feuilles des arbres attaquées par des prédateurs tels que certaines espèces de chenilles. De tels exemples de défense résistant biochimiquement aux attaques d'insectes ne manquent pas. Ainsi, l'*Ageratum houstoniatum*, une plante couramment *utilisée, aux Etats-Unis* notamment, pour les bordures de massifs résiste-t-il particulièrement bien aux cochenilles, pucerons, car elle contient, dans ses *tissus, des substances chimiques* qui entraînent une métamorphose précoce des prédateurs et, partant, leur stérilité.

Sur les arbres qu'ils avaient donnés « en pâture » à des centaines de chenilles pour étudier les mécanismes de défense mis en place par les arbres dans leur lutte contre cette attaque, les *deux chercheurs américains ont* constaté que les sujets envahis par les prédateurs produisaient des substances chimiques – alcaloïdes ou composés terpéniques – qui, en diffusant dans les feuilles, en faisaient un mets indigeste pour les insectes. Mais, ce qui est le plus extraordinaire, se*lon les chercheurs, c'est que* les arbres voisins, non encore contaminés par les parasites, étaient déjà en état de défense, comme si ils avaient été avertis par avance du danger.

MM. Gordon Orians et David Rhoades ont alors *pensé* que les arbres envahis par les insectes avaient pu « prévenir » les ar*bres sains du danger. Hypothèse* séduisante certes, mais difficilement explicable. Les arbres sains, séparés de leurs congénères attaqués par une distance *d'une trentaine à une quarantaine* de mètres, étaient, en effet, placés trop loin pour que des substances de défense d'origine chimique aient pu transiter par l'*intermédiaire des racines*. La seule explication résidait donc dans l'émission probable, par la plante attaquée, d'un véritable signal d'alarme sous forme d'aérosols spécifiques, qualitativement et quantitativement différents de ceux émis par les arbres non porteurs de parasites.

L'explication est élégante. Encore faudra-t-il la confirmer comme le font remarquer, en France, des chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique qui invitent à une grande prudence dans les commentaires sur ce thème et se gardent de conclusions trop hâtives tant que le médiateur chimique supposé n'aura pas été isolé. C'est ce que les deux chercheurs américains devraient prochainement tenter de faire en menant, cette fois, des expériences sur des arbres plantés dans une *serre fermée*.

J.-F. A.

Les outils mathématiques de M. Laurent Schwartz

Professeur à l'Ecole polytechnique depuis plus de vingt ans, M. Laurent Schwartz prend sa retraite à la fin de cette année. A l'occasion de son départ était organisé un colloque de mathématiques consacré aux *développements récents de plusieurs* branches de cette science, développements que ses travaux ont influencés, et parfois suscités.

L'APPORT le plus connu de M. Schwartz, qui lui valu en 1950 la médaille Fields - le « prix Nobel » des mathématiciens - est la théorie des distributions. Cette *généralisation de la notion de fonc*tion était une nécessité pour le progrès de plusieurs théories physiques, et dès l'avant-guerre plusieurs théoriciens avaient inventé des objets mathématiques que M. Schwartz révélerait être des distributions : l'exemple le plus connu est la « fonction de Dirac », indispensable à la formulation de la mécanique quantique, mais qui, en tant que « fonction », a une définition logiquement contradictoire ; pour un mathématicien, c'est la *pire* des abominations.

Les distributions généralisent les fonctions en faisant place à ces objets indispensables que sont la « fonction de Dirac » et ses congénères, et de plus la théorie assure les opérations indispensables de dérivation, convolution, transformation de Fourier,... *auxquelles les fonctions* ne se prêtent pas toujours.

Ainsi les fonctions que l'on manipule dans l'enseignement sont toujours continues et dérivables – ce *second terme signifiant que l'on* peut construire à partir de la fonction une autre fonction – dite dérivée – qui mesure les variations de la première. Mais il y a déjà plus d'un siècle que les mathématiciens ont montré l'existence de fonctions continues et non dérivables. Bien *qu'un mathématicien français se soit* alors « *détourné avec horreur de cette plaie lamentable* », il a bien fallu prendre en compte ces fonctions « pathologiques ». Avec *comme première conséquence* qu'avant de dériver une fonction continue il faut d'abord démontrer qu'on a le droit de le faire. La théorie des distributions élimine cette difficulté : considérée *comme* distribution, toute fonction continue est dérivable, et la dérivabilité s'étend même à des fonctions discontinues.

L'un des conférenciers, M. Bernard Malgrange, a ainsi rappelé comment en 1948, alors étudiant, il entendit parler « *d'un article de Laurent Schwartz qui permettait de dériver toute fonction continue* ». L'article allait beaucoup plus loin, et M. Malgrange a indiqué comment les modes de raisonnement utilisés par M. Schwartz s'étaient montrés fructueux dans des domaines aussi variés que l'analyse harmonique, la géométrie analytique et surtout la théorie des équations aux dérivées partielles, « *domaine que l'on jugeait souvent mort et qui a été revivifié par les distributions* ».

Et, comme on l'a dit plus haut, les distributions, bien qu'elles n'aient pas été expressément créées dans ce but, apportent aux physiciens les outils mathématiques dont ils *avaient désespérément besoin. Il* est d'ailleurs symptomatique qu'un des premiers articles de M. Laurent Schwartz sur le sujet ait été publié dans les *Annales des télécommunications*. Pendant les années 50, il s'est créé, sous l'impulsion de l'Américain Whightman, une école de *physique mathématique* qui a reformulé en termes de distributions la théorie quantique des champs – c'est-à-dire la généralisation de la mécanique quantique aux phénomènes de création et d'annihilation de particules. Des progrès importants ont ensuite résulté de cette introduction de la rigueur mathématique dans les raisonnements heuristiques auparavant utilisés.

Le combat politique

Mais M. Laurent Schwartz n'est pas qu'un mathématicien. M. Henri Cartan, son collègue au sein du Groupe Bourbaki, son associé dans ce « *comité des mathématiciens* » qui se bat pour le respect des droits de l'homme, a retracé l'activité extra-mathématique de « *son ami de quarante ans* », activité qui lui valut souvent l'hostilité des pouvoirs établis. Ainsi ce « *dangereux communiste* » (M. Schwartz s'était présenté quelque temps auparavant à des élections municipales sur une *liste trotskiste) se vit*, en 1949, refuser un visa pour les États-Unis et faillit ne pas pouvoir se rendre au congrès qui lui décerna la médaille Fields.

Plus tard, c'est le gouvernement français qui n'apprécia guère le comportement de M. Schwartz pendant la guerre d'Algérie. Celui-ci prit la tête du comité Maurice-Audin et organisa, en 1957, la soutenance de thèse *in abstentia* de ce jeune assistant à la faculté des sciences d'Alger, *officiellement* « disparu », mais en réalité arrêté un an auparavant par les « forces de l'ordre » et assassiné par ses tortionnaires. Les prises de position de M. Schwartz lui valurent en 1960 d'être révoqué de son poste de professeur à l'École polytechnique par le ministre des armées, M. Pierre Messmer. Le même ministre devait d'ailleurs le renommer trois ans plus tard, aucun mathématicien n'ayant accepté de prendre sa succession.

M. A.

En toute logique

DOMINOS MAGIQUES

Problème n° 246

Un carré magique, objet classique des récréations mathématiques, est un carré de cases où l'on dispose des nombres de telle sorte que les lignes, les colonnes *et les diagonales aient la même* somme.

Décidons de réaliser cette construction avec des dominos.

Saurez-vous en choisir 8 et les disposer en un carré de 4 cases sur 4, où les sommes des points sur les 4 lignes, les 4 colonnes et les 2 diagonales soient identiques ?

(Solution dans « *le Monde des sciences et des techniques* » du *29 juin.*)

Solution du problème n° 245

ACINUS AFFLUX BILLOT
DEHORS EFFORT
CHINTZ

PIERRE BERLOQUIN.

L'univers en voie de rétrécissement ?

UNE des grandes controverses actuelles de l'astronomie porte sur la distance qui nous sépare des quasars et autres objets étranges découverts depuis une vingtaine d'années. L'émission lumineuse de ces objets est fortement décalée vers le rouge, par rapport à ce que serait l'émission d'une source de lumière terrestre de même composition atomique ; ce qu'on interprète comme traduisant une très grande vitesse d'éloignement (effet Doppler). On suppose généralement que cette vitesse résulte de l'expansion de l'univers : plus un objet est lointain, plus " s'éloigne rapidement de nous. Comme la vitesse de certains quasars atteint 90 % de la vitesse de la lumière, ils doivent être prodigieusement éloignés. Qu'ils soient observables implique alors qu'ils émettent une énergie énorme, ce que les astrophysiciens ont quelque mal à justifier.

Certains astronomes, principalement l'Américain Chip Arp, estiment depuis longtemps qu'il ne faut pas extrapoler aux quasars la relation entre distance et vitesse d'éloignement établie pour les galaxies. Arp croit avoir mis en évidence des « ponts de matière » entre des galaxies et des quasars qu'on observe pratiquement dans la même direction, mais dont les décalages vers le rouge sont très différents — ce qui, dans l'explication classique, impose que le quasar soit très loin derrière la galaxie.

On a opposé à Arp divers arguments. Le principal est qu'il doit y avoir des alignements fortuits de quasars et de galaxies avec la Terre et que les liaisons matérielles qu'il pense avoir observées peuvent être de simples illusions d'optique. Elles peuvent aussi s'interpréter par la présence d'une étoile sur la ligne entre quasar et galaxie.

Un autre astronome américain, Jack Silentic, vient de faire une étude approfondie des clichés montrant la galaxie NGC-4319 et l'objet Makarian-205 — il n'est pas certain qu'il s'agisse d'un quasar. Ces clichés viennent de deux observatoires différents. Dans l'explication usuelle, Makarian-205 serait à quelque 26 millions d'années-lumière derrière NGC-4319, ce qui exclut toute liaison entre eux. Or l'étude, faite avec des moyens techniques raffinés, semble montrer effectivement l'existence d'un « trait » de matière entre les deux objets et exclut qu'il soit simulé par la présence d'une étoile. Le « pont » semble d'ailleurs relier Makarian-205 au centre de la galaxie. Cela suggère que cet objet a été violemment expulsé par le noyau de la galaxie et que sa grande vitesse tient à son origine et non à l'expansion de l'univers. La confirmation d'une telle conclusion réduirait notablement la taille de l'univers observé et aurait d'importantes conséquences cosmologiques.

M. A.

Un forage de 700 mètres dans la Creuse

Le prélude à une exploitation de la chaleur naturelle de la Terre

UN sondage profond de 700 mètres a été récemment foré en onze jours de travail effectif sur la commune de Châtelus-le-Marcheix (Creuse) à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest de Guéret. Ce sondage était une première pour la France : il a été fait dans du granite, car il constituait une expérience préliminaire au projet Energeroc qui a été mis sur pied pour tenter d'exploiter la chaleur naturelle contenue dans la croûte continentale à quelques milliers de mètres de profondeur.

Le principe d'exploitation de cette énergie, qui existe partout dans les socles continentaux et est quasiment inépuisable, est simple. On fore dans le granite, à quelques centaines de mètres l'un de l'autre, deux puits profonds de plusieurs milliers de mètres de façon à atteindre une zone où la chaleur naturelle est supérieure à 150 °C. Ensuite, on fracture le granite par pression hydraulique pour créer un réseau d'étroites fissures mettant en communication le fond des deux puits. Enfin, on injecte de l'eau froide dans un puits et on récupère celle-ci par le deuxième puits chauffée par son passage dans la roche chaude (*le Monde* daté 25-26 avril 1982).

Si le principe est simple, la réalisation d'un tel projet est difficile, en particulier au stade de la fracturation du granite. C'est pourquoi l'Institut national d'astronomie et de géophysique (INAG) du Centre national de la recherche scientifique, le groupe Total et Électricité de France ont conclu une convention pour mettre sur pied le projet Energeroc. Jeumont-Schneider et Creusot-Loire (groupe Empain-Schneider) se sont joints aux trois partenaires d'origine.

Le site de Châtelus-le-Marcheix a été sélectionné notamment pour deux raisons : le socle granitique n'est pas trop fissuré (des fissures naturelles pourraient, en effet, capter et détourner le courant d'eau) ; le flux thermique montant des profondeurs de la Terre semble tel que la température à 4 500 mètres de profondeur devrait être de 160 °C à 170 °C.

Le dossier Energeroc est actuellement soumis à la Commission des Communautés européennes, dont on espère — si elle trouve le projet intéressant — qu'elle prenne à sa charge 25 % du financement des 225 millions de francs — répartis sur cinq ans — que représente le coût total du projet. Un projet britannique analogue est déjà financé en partie par la C.E.E. Si l'opération française continue au-delà de la phase expérimentale, les cinq partenaires apporteraient à eux tous la moitié des sommes nécessaires. Il reste à savoir si les 25 % qui manquent seront fournis par le ministère de l'industrie et de la recherche.

Y. R.

La goinfrerie, le saturnisme et la chute de l'Empire romain

DES analyses faites sur les squelettes de victimes de l'éruption du Vésuve (en 79 de notre ère), retrouvés à Herculanum (voir l'article de Philippe Pons dans *le Monde* du 13 avril), pourraient apporter la première preuve physique de l'intoxication chronique par le plomb des classes dirigeantes de l'Empire romain. L'idée n'est pas neuve : en 1824, A. Henderson l'avait déjà exposée (*le Monde* du 11 septembre 1974).

Selon le *New York Times*, le docteur Sara C. Bisel, archéologue et anthropologue américaine, a analysé les os de 55 victimes (30 hommes, 13 femmes et 12 enfants) de cette éruption et a montré que ces os contiennent en moyenne 84 ppm (parties par million) de plomb (1). Pour six de ces individus la teneur en plomb atteignait 100 à 200 ppm. Toutefois, le plomb ne se fixe pas dans les os et même dans un seul os de manière uniforme. Il faudrait donc savoir quelles parties d'os Mme Bisel a analysées pour apprécier pleinement la signification de ces résultats.

La goutte des riches

Les symptômes du saturnisme (le nom de l'intoxication chronique par le plomb) sont bien connus : coliques et constipation, troubles neurocomportementaux, asthénie, insomnies et folie, troubles rénaux et hypertension artérielle, crises de goutte (2) et paralysie frappant surtout les membres supérieurs (en particulier les muscles extenseurs des mains et des doigts), stérilité, cécité. Les rares enfants naissant des couples atteints de saturnisme sont souvent prématurés ou mort-nés et ceux qui survivent souffrent fréquemment de troubles mentaux.

Les auteurs anciens — Hippocrate le premier, semble-t-il — ont bien décrit ces symptômes, d'abord chez les riches Grecs puis chez les Romains fortunés et les empereurs. Les textes satiriques latins se moquent souvent des goutteux. Et ce qu'on sait de l'empereur Claude — *pour ne citer* que lui — laisse à penser qu'il fut victime de saturnisme : dès l'enfance, Claude parlait et marchait difficilement, il riait hors de propos, il avait des colères folles, il bavait, il souffrait horriblement du ventre. Il s'empiffrait et il s'enivrait.

Si la vraie cause du mal n'était pas connue, les Grecs et les Romains avaient tout de même établi une relation entre, d'une part, ces symptômes et, d'autre part, l'ivrognerie, la goinfrerie et les excès sexuels. Hippocrate avait ainsi remarqué que la goutte affectait surtout les riches et que ni les garçons impubères, ni les femmes avant la ménopause, ni les pauvres, ni les esclaves n'en étaient atteints. Ces deux dernières catégories sociales n'avaient évidemment pas les moyens de s'enivrer régulièrement. Quant aux jeunes garçons et aux femmes non ménopausées, la coutume leur interdisait l'usage des boissons alcoolisées... jusque dans la période finale de la République romaine.

Dès le début de l'ère chrétienne, la goutte s'était répandue dans toute l'aristocratie, femmes comprises : Pline l'Ancien en décrit les symptômes comme ceux d'une maladie qui est depuis peu très largement répandue. Cette répartition égale entre hommes et femmes semblerait confirmer une origine saturnine de la goutte.

Le docteur Jérôme O. Nriagu a publié dans le *New England Journal of Medicine* du 17 mars un article consacré à la goutte saturnine chez les aristocrates romains. Les faits qu'il cite sont très semblables à ceux qu'évoquait le docteur S.C. Gilfillan dans un article consacré à l'empoisonnement par le plomb et la chute de Rome et publié dans le *Journal of Occupational Medicine* de février 1965.

Le plomb ingéré par les riches Romains (et avant eux par les Grecs fortunés) venait essentiellement des ustensiles de cuisine, de la façon de préparer les plats compliqués alors en honneur et de celle d'accommoder le vin. Mais il venait aussi des systèmes d'adduction d'eau faits de tuyaux de plomb.

Beaucoup de plats mijotaient longuement et les recettes comprenaient souvent des conserves de fruits ou des sirops de jus de raisin non fermentés. Conserves et sirops réduisaient lentement à feu doux et le vin était souvent additionné de sirops de jus de raisin. La cuisine était faite essentiellement dans des pots en bronze dont l'intérieur était tapissé d'une couche de plomb, alors que les marmites utilisées dans les classes populaires étaient en céramique. Mais il ne faut pas oublier que certaines céramiques étaient décorées d'émaux au plomb...

YVONNE REBEYROL.

(1) Par comparaison, des os d'hommes préhistoriques de Grèce contiennent 3 ppm de plomb, les os d'Américains ou de Britanniques actuels de 20 à 50 ppm. Ces quantités relativement importantes seraient dues aux additifs au plomb que l'on mettait dans l'essence des voitures ou qui se trouvent dans certaines peintures.

(2) La goutte se traduit par l'augmentation de l'acide urique dans le sang, par des troubles intestinaux et surtout par précipitation de cristaux d'urate de sodium dans les articulations — du gros orteil en particulier — qui gonflent et sont le siège de très violentes douleurs.

CORRESPONDANCE

La construction d'une piste d'aviation en terre Adélie

Après notre article sur la future piste pour avions de la terre Adélie publié dans le Monde *du 30 mars, nous avons reçu de M. Yvon Le Maho, du C.N.R.S. (laboratoire de physiologie respiratoire à Strasbourg), et de M. René Groscolas, du C.N.R.S. (laboratoire de physiologie animale à Dijon), une très longue lettre dont nous publions ci-dessous quelques extraits :*

(...) Il a été décidé l'an dernier de [construire la piste] dans l'archipel de Pointe-Géologie, là où se reproduisent plus de 90 % des oiseaux qui vivent le long des 200 kilomètres de côtes que compte la terre Adélie : pétrels, skuas, manchots Adélie et empereurs. C'est justement en raison de l'intérêt exceptionnel de cet archipel du point de vue biologique, en particulier en raison de l'existence de la colonie de manchots empereurs (on en compte seulement une trentaine dans tout l'Antarctique), qu'il a été décidé d'y installer en 1952 une station d'étude pour des biologistes. (...) La colonie de manchots empereurs de Pointe-Géologie reste la seule à se trouver à proximité d'une base et donc à pouvoir être étudiée. (...)

La loi française de 1976 sur la protection de la nature, qui implique, en préalable obligatoire à tout projet de ce genre, une étude sérieuse de son impact sur l'environnement, s'applique dans les Terres australes et antarctiques françaises. Qui plus est, en raison du traité de l'Antarctique, la terre Adélie est un territoire qui ne nous appartient pas en propre. Il était donc nécessaire de consulter non seulement les responsables scientifiques français des différents programmes de recherche en biologie, mais également les spécialistes étrangers de la faune antarctique.

En fait, aucune étude sérieuse de l'impact du projet actuel sur l'environnement n'a été réalisée à ce jour, et nous n'avons d'ailleurs pas été consultés. (...)

Alors que les travaux ont commencé en janvier de cette année, la prétendue étude d'impact mentionnée dans l'article du 30 mars est vraisemblablement consécutive à la position prise, à l'unanimité, par l'Académie des sciences, le 21 mars. Cette « étude d'impact » est particulièrement naïve, d'abord en ce qui concerne les conséquences du projet sur la mortalité des oiseaux. (...)

L'article du 30 mars indique que, parmi les espèces les plus vulnérables, les manchots empereurs ne sont pas présents sur les trois îles principales devant être arasées. Il aurait fallu ajouter que, si la piste est construite sur le tracé prévu, elle bloquera la voie principale d'accès de ces oiseaux à leur colonie. (...) Au début de l'hiver, ils rejoignent cette colonie, établie sur la banquise, en marchant les uns derrière les autres, en longues colonnes. Depuis une vingtaine d'années qu'ils sont étudiés, ils ont utilisé la même voie d'accès (sauf une fois où leurs colonnes ont été déviées par des icebergs dans une autre direction, heureusement favorable). (...)

Par ailleurs, une étude de l'impact du projet sur un environnement aussi fragile devrait prendre également en compte les travaux annexes à la piste. Il faudra bien construire une route pour la relier à la base et des hangars ; il faudra aussi augmenter la capacité d'hébergement de la base, cela face à l'augmentation des effectifs qui résultera, d'une part, de la présence du personnel devant assurer le fonctionnement et la sécurité de la piste et, d'autre part, de l'augmentation prévisible des visiteurs.

Les frères Chuzeville et le banc périphotographique

A la suite de l'article sur le banc périphotographique, publié dans le Monde *du 1er juin, nous avons reçu de M. F. Villard, ancien conservateur en chef des antiquités grecques et romaines du musée du Louvre et professeur à l'université de Paris-X (Nanterre) la lettre suivante :*

(...) Cet article appelle une correction d'importance. (...)

Rédigeant, en 1965, un corpus de la céramique corinthienne du musée du Louvre, j'ai été amené, une fois de plus, à travailler avec les frères Maurice et Pierre Chuzeville, aujourd'hui encore photographes auprès du musée du Louvre.

Or ceux-ci ont, à cette occasion, mis au point un système de photographie développée particulièrement adapté au type de céramique alors étudiée : il permettait, en effet, d'avoir sur une seule photo toute la zone d'animaux faisant le tour de la panse.

De cette invention, alors passée sous silence, il reste un témoignage incontestable : la publication, parmi les planches du *Corpus* (C.V.A., Louvre 13), de plusieurs de ces développements, dont les négatifs sont, aujourd'hui encore, la possession du département des antiquités grecques et romaines. J'avais d'ailleurs, dans l'avant-propos, mentionné la découverte et son importance.

Cette première invention — à ma connaissance du moins — n'enlève à la mise au point du banc périphotographique rien de son intérêt ; il m'a paru utile cependant de rendre hommage, malgré leur modestie, au talent et aux inventions des frères Chuzeville, et de restituer ainsi aux premiers découvreurs la place qu'ils méritent.

SPORTS

VOILE

« CHARENTE-MARITIME » GAGNE LA TRANSAT EN DOUBLE

Une victoire et un record pour Follenfant et Fountaine

Un an après leur première victoire dans La Rochelle-La Nouvelle-Orléans en mai 1982, les Rochelais Pierre Follenfant et Jean-François Fountaine, ont gagné le 13 juin, avec leur catamaran *Charente-Maritime*, la deuxième Transat Lorient-Les Bermudes-Lorient, organisée par *le Point* et Europe 1, en vingt-deux jours, neuf heures et trente et une minutes, à la moyenne de 10,7 nœuds. Les vainqueurs de la première édition en 1979, Eugène Riguidel et Gilles Gahinet, avaient mis trente-quatre jours, six heures et trente et une minutes. Riguidel, associé cette fois à Jean-François Le Menec, sur son trimaran géant *William-Saurin*, a dû se contenter de la deuxième place à une heure quarante minutes, devant Patrick Morvan et Jean Le Cam, sur le catamaran *Jet-Services*, à deux heures cinquante-trois minutes, et Daniel Gilard et Hervé Mahire sur le trimaran *Brittany-Ferries*, à trois heures, dix minutes.

De notre envoyé spécial

Lorient. — Nuages défilant dans le ciel, coucher de soleil sur une mer presque plate, « spi » bleu et blanc gonflé comme un ballon par un vent portant de 15 nœuds, l'arrivée à 22 h 3 des vainqueurs de la deuxième Transat en double, au large de la citadelle de Port-Louis, était une belle carte postale. Après leur périple de 6 000 milles, le catamaran et son équipage Follenfant-Fountaine ne semblaient pas plus éprouvés qu'au retour d'une sortie dominicale.

Quand Riguidel et Le Menec, en tête de la course aux Bermudes, ont été rejoints dimanche en fin d'après-midi, on pouvait espérer un final digne de celui de 1979, où Tabarly et Pajot avaient été devancés *in extremis* de moins de six minutes. Privés de leur grand-voile pour une drisse cassée en haut du mât, les deux hommes étaient déjà battus. La nuit et un spinnacker éclaté qu'il fallait changer leur ont au moins évité d'apercevoir leurs adversaires en train de les dépasser à proximité au but.

Un début de course sage à l'aller dans la navigation au près avait permis à Follenfant et Fountaine d'échapper à la casse générale. Ils virèrent aux Bermudes avec moins de 40 milles de retard sur Riguidel. Confiants dans la très bonne préparation de leur catamaran, les deux hommes pensaient profiter des fantastiques possibilités de leur bateau aux « portants » pour s'envoler vers Lorient. Les vents s'étaient fait attendre. Pour tenter d'en bénéficier avant les autres, ils avaient alors mis cap au nord sur 90 milles. En vain. Ils avaient 120 milles de retard quand leurs voiles se gonflèrent enfin sérieusement.

Pour ne pas manquer le moindre souffle, Jean-François Fountaine, ancien sélectionné olympique en 470, a décodé quotidiennement une vingtaine de cartes météo. Le catamaran a atteint une pointe de 27,4 nœuds, couvert 210 milles en douze heures (7 nœuds de moyenne), réussi une moyenne de 12,95 nœuds sur le parcours retour. Toutefois les deux Rochelais ont reconnu sportivement à l'arrivée qu'ils n'auraient pas pu rattraper le *William-Saurin* s'il n'avait pas cassé sa drisse de grand-voile.

Vainqueurs à la Nouvelle-Orléans puis à Lorient, Follenfant et Fountaine, qui ont tous les deux trente et un ans, ne tenteront pas la passe de trois l'automne prochain dans La Baule-Dakar, une course qui conviendra pourtant aux catamarans. Contrairement à la plupart des grands skippers, ils doivent prendre sur leurs loisirs ou leurs vacances pour préparer les courses et y participer. Le premier est agent commercial pour une fabrique de vêtements de mer, tandis que le second est directeur, avec Yves Pajot, le frère de Marc, d'un chantier de construction navale.

Charente-Maritime n'est pas non plus un bateau comme les autres. Sa construction a été décidée sur l'initiative du secrétaire général de l'agence pour le développement économique de la Charente-Maritime, un organisme dépendant du conseil général. Au titre de la promotion, l'agence a d'abord versé 150 000 F. Le département a suivi avec 200 000 F. D'autres collectivités ont fait de même. Des tee-shirts ont été vendus en ville. Philippe Pallu, le concepteur de la voilure, Bernard Nivelt et Michel Joubert, les architectes, ont œuvré bénévolement (les deux premiers mèneront le bateau dans La Baule-Dakar). Grâce aux efforts sur les prix de vingt entreprises du département, qui ont bénéficié de sept mille heures de travail, le coût de ce catamaran, en sandwich de fibre de verre, de 20 mètres de long, 10,4 mètres de large pour 6 tonnes de déplacement, a pu être réduit de moitié, de 1,5 million à 750 000 F. Au rapport qualité-prix, *Charente-Maritime* est imbattable.

GÉRARD ALBOUY.

BOXE. — *Challenger de Richard Caramonalis pour le titre de champion de France des mi-lourds, le Bordelais Rufino Angulo a battu par K.O., le 13 juin, à Paris, à la cinquième reprise l'Australien Tony Mundine, âgé de trente-deux ans, qui disputa deux championnats du monde. Après être allé trois fois au tapis, Angulo parvint à contrer l'Australien, qui subit à son tour deux knock-down avant de ne pouvoir se relever.*

ATHLÉTISME. — *La Finlandaise Tiina Lillak, étudiante âgée de vingt-deux ans, mesurant 1,80 mètres pour 73 kilos, a établi, le 13 juin, un nouveau record du monde du lancer du javelot avec 74,76 mètres, soit 0,56 mètres de mieux que la Grecque Sofia Sakorafa lors des championnats d'Europe d'Athènes en 1982.*

MÉDECINE

Dans les hôpitaux de l'Assistance publique

DES SÉJOURS D'ÉTÉ POUR PERSONNES AGÉES

Comme chaque année, en juillet, août et septembre, l'Assistance publique ouvrira dans certains de ses hôpitaux des sections temporaires de long séjour, pour y accueillir des personnes âgées invalides, dans le but de relever momentanément les familles qui ont la charge à domicile d'un parent âgé de plus de soixante-cinq ans, invalide, ayant perdu son autonomie dans les actes ordinaires de la vie quotidienne, et dont l'état nécessite une surveillance médicale et des traitements d'entretien.

Le prix de journée est fixé à 411 F, dont 131,30 F pour le forfait soins, remboursable par la Sécurité sociale, et 279,70 F pour les frais d'hébergement, à la charge de l'intéressé ou de sa famille (une prise en charge de l'Aide sociale est possible dans certains cas).

★ Inscriptions dès maintenant à l'Assistance publique, 3, avenue Victoria, 75004 Paris, bureau 153. Tél. : 277-11-22, postes 3153, 3751 et 3156.

RELIGION

● *Le cardinal Julio Rosales*, ancien archevêque de Cebu (Philippines) est mort d'un cancer le 2 juin à l'âge de soixante-dix-sept ans. Deuxième cardinal du pays, Mgr Rosales était connu pour ses positions conservatrices, aussi bien du point de vue religieux que politique — il était très proche de la famille présidentielle, — alors que le cardinal archevêque de Manille, Mgr Jaime Sin, a souvent critiqué le régime du président Marcos. La mort de Mgr Rosales ramène à 136 le nombre des membres du Sacré Collège, dont 118 voteraient en cas de conclave.

[Né à Calbayog (Philippines) en 1906, Mgr Rosales fut ordonné prêtre en 1929, évêque de Tagbilaran en 1946, puis archevêque de Cebu en 1949. Créé cardinal en 1969, il avait démissionné du siège de Cebu en 1980.]

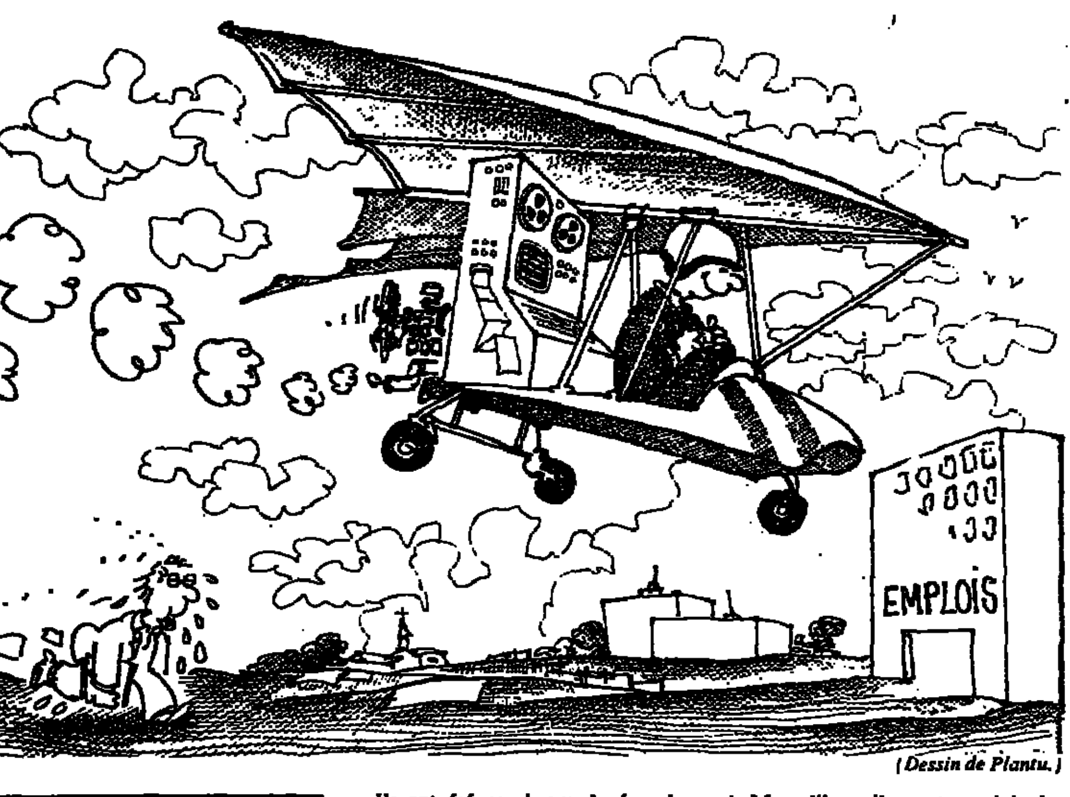
● *Deux branches de l'Eglise presbytérienne aux États-Unis se sont unifiées* le 10 juin pour former, avec 3,2 millions de membres, la quatrième confession protestante du pays. Les deux branches, celle d'Atlanta et celle de New-York, s'étaient séparées en 1861. Elles formeront désormais l'Église presbytérienne des États-Unis. — *(U.P.I.)*

L'inauguration de l'école supérieure de commerce de Tours

M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, participe le mercredi 15 juin à Tours à l'inauguration de l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises du Centre (ESCAE). Ouverte depuis la rentrée scolaire de 1982, l'école de commerce de Tours, la dix-septième du genre créée en province, a accueilli cette année soixante élèves. A terme, l'ESCAE recevra des promotions d'environ quatre-vingts à quatre-vingt-dix élèves qui, en trois ans, devront se former à la gestion des entreprises.

Le président de la chambre régionale de commerce et d'industrie, M. Alain Barbier, souhaitait la création d'une école à Tours depuis plusieurs années. Comme il l'explique dans l'entretien que nous publions ci-dessous, *« il s'agissait d'un besoin ressenti depuis longtemps dans la région »*. Après bien des démarches, M. Barbier a obtenu l'habilitation, et les travaux de construction des bâtiments de l'école commencèrent au début de 1982. Un immeuble en forme d'étoile abrite des salles de cours équipées de prises permettant l'accès au centre de calcul de l'école et aussi aux réseaux de la télématique. La nouvelle école a bénéficié pour sa création de l'aide de H.E.C.

Les élèves, après un an de scolarité, s'estiment satisfaits de l'enseignement *qu'ils ont reçu. Ils ont* apprécié l'importance accordée par les responsables de l'école à l'informatique dans tous les secteurs de formation. *A l'heure de l'inauguration de l'école, les* jeunes élèves songent déjà au stage en entreprise qu'ils doivent effectuer pendant leurs vacances. Ils se préparent aussi aux enseignements nouveaux qu'ils découvriront l'an prochain : la logistique.



(Dessin de Plantu.)

« Il y avait urgence... », nous déclare M. Barbier, président de la chambre régionale de commerce du Centre

Ancien vice-président de la Jeune Chambre économique française, président de la chambre de commerce et d'industrie d'Indre-et-Loire depuis 1976, M. Alain Barbier est un homme heureux. Il vient d'être élu président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de la région Centre. Couronnement de nombreuses démarches pour cet ancien élève d'H.E.C. qui n'a ménagé ni son temps ni sa peine. Sur cette nouvelle ESCAE, sur son insertion, son impact dans l'environnement local et régional, M. Alain Barbier, s'explique.

« Il y avait en France seize écoles supérieures de commerce, dont une à Poitiers, c'est-à-dire à moins de 100 kilomètres de Tours. Fallait-il vraiment en créer une nouvelle, ici en Touraine ?

— D'abord une constatation : la quasi-totalité des régions économiques se sont dotées d'une école supérieure de commerce. Certaines en ont même deux... Mais il va de soi que nous n'avons pas voulu en créer une dans la région Centre pour une question d'amour-propre. En fait, il s'agissait d'un besoin ressenti depuis longtemps, au moins ici à Tours. La région Centre compte environ deux millions et demi d'habitants. Son économie est assez fidèlement représentative des réalités françaises si l'on en retire les secteurs lourds comme la sidérurgie, les charbonnages et naturellement les chantiers navals. Par contre, elle est très bien placée dans des domaines comme l'industrie pharmaceutique ou le nucléaire, où elle se range à la seconde place. A Tours, nous avons l'habitude de mettre en avant les activités du secteur tertiaire. Mais, du côté des départements du Loiret et de l'Eure-et-Loir, les implantations industrielles sont plus importantes. J'ajouterai que, dans l'ensemble, nous exportons assez peu, avec 2,6 % des ventes françaises à l'étranger. Mais dans ce tableau d'une région équilibrée, qui doit représenter globalement les besoins, les exigences de l'économie française, je voudrais mettre en relief une donnée supplémentaire : le nombre de nos entreprises. En 1980, la région Centre comptait en effet neuf mille deux cent vingt-neuf établissements de plus de dix salariés. C'est un nombre important pour une région qui ne renferme guère plus de 2,5 % de la population française. Nous nous situons ainsi — en dehors de l'Ile-de-France — à la cinquième place des régions. Nous comptons peu de très grosses entreprises — dans la région tourangelle, il n'y en a que deux qui emploient plus de mille personnes : Michelin et S.K.F. Nous sommes une région d'entreprises moyennes. Et ce sont justement celles-là qui sont les premières « clientes » des écoles supérieures de commerce...

— Ce qui signifie que les anciens élèves des ESCAE sont déjà très nombreux dans la région... Avez-vous quelques chiffres ?

— Il y a au niveau régional environ sept cents diplômés. A Tours, nous en avons compté plus d'une centaine. Des données qui nous ont largement servi dans les innombrables enquêtes que nous avons menées avant de lancer notre projet. Car il fallait explorer à fond le domaine des débouchés, c'est-à-dire l'aval. En plaçant notre recherche sous un angle résolument prospectif. Nous avons ainsi appris qu'à l'horizon 1985, lorsque sortiront les premiers diplômés de l'ESCAE de la région Centre, la demande des entreprises en diplômés de gestion atteindrait le double des possibilités de l'offre sur le plan national. C'est dire qu'il y avait là de larges possibilités de créer des écoles nouvelles. Je dirais même qu'il y avait urgence...

De bons atouts

— Peut-on affirmer que les débouchés existent déjà aujourd'hui ?

— Depuis longtemps, les diplômés des ESCAE trouvent sans difficultés un emploi. Et cela se sait. En 1982, il y avait environ sept mille candidats pour mille cinq cents places. Cet afflux ne peut qu'augmenter. Ce qui signifie qu'en amont aussi la situation était tout à fait favorable à notre initiative. La demande, là encore, était forte.

» La région Centre avait de bons atouts pour continuer d'y être en bonne place. L'académie Orléans-Tours est en effet au onzième rang pour le nombre des bacheliers, ce qui est une proportion tout à fait encourageante. Par ailleurs, il y a actuellement deux classes préparatoires au haut enseignement commercial au lycée Descartes de Tours, deux autres à Orléans, une à Bourges, mise sur pied par la chambre de commerce du Cher, et nous espérons en créer une cette année à Blois et à Chartres. Bref, un environnement dynamique...

— Il y avait donc un marché. Reste qu'on peut se demander : pourquoi Tours ? Et pourquoi pas la capitale de région : Orléans ?

— Je crois que la réussite est toujours liée à l'entreprise d'hommes au contact de réalités favorables. Très modestement, je dirai qu'à Tours on pensait depuis longtemps à la création d'une école supérieure de commerce. J'ai effectué les premières démarches à Paris, il y a une vingtaine d'années, avec mon prédécesseur à la tête de la chambre de commerce d'Indre-et-Loire. On nous a poliment éconduits. Les temps n'étaient pas mûrs. Mais, avec les années, la situation a évolué, les besoins se sont précisés. On nous a écoutés. Je dois dire qu'à Orléans, en particulier, on s'est montré très compréhensif, très réceptif à l'égard de nos arguments. Tours est très bien placé au bord de l'autoroute Aquitaine. La ville occupe une place centrale dans la vallée de la Loire, très facilement accessible de la capitale, en attendant le T.G.V. Mais elle est en même temps assez éloignée de la région parisienne pour posséder son autonomie, son dynamisme propre, à proximité en même temps de la Bretagne et du Sud-Ouest.

Propos recueillis par PIERRE MAILLARD.

(Lire la suite page 14.)

La dernière-née privilégie les nouvelles techniques informatiques

Ils ont été nombreux à répondre au slogan lancé l'an dernier par les promoteurs de l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises du Centre. *« Soyez les premiers. Soyez de ceux qui ont compris quels seront les profils recherchés demain »*, expliquaient dans les classes préparatoires au haut enseignement commercial de divers lycées de France les propagandistes de la « petite dernière » des ESCAE. Le message a bien été entendu puisque en 1982 près de mille huit cents candidats ont postulé aux soixante places offertes en première année. Joël a franchi les barrages du concours écrit et de l'examen oral. Ce jeune Breton a choisi de venir faire des études supérieures à Tours, *« car c'était une école qui démarrait et donc qui offrait beaucoup de possibilités d'intervenir sur le contenu et la forme des cours »*. L'absence de structures anciennes représentait pour Joël *« une chance à saisir »*.

Nathalie a quitté Paris, séduite par l'idée d'appartenir à la première promotion d'une école. Jean-François vient de Nancy; reçu dans plusieurs écoles de commerce, il a opté pour Tours car *« une école qui se crée, c'est toujours intéressant pour les élèves »*. Mêmes motivations de la part d'un ancien lycéen de Marseille et d'un autre, originaire de Caen.

A la fin de leur première année de scolarité, les élèves de l'école de Tours ne semblent pas regretter leur décision. *« Le bilan est globalement positif »*, résume avec un petit sourire Nathalie. Joël confirme, tout en regrettant le retard apporté à la livraison du matériel pédagogique et que certains cours n'aient pas été *« en place au début de l'année »*. Mais il reconnaît lui-même qu'il s'agit là de petits problèmes. Un autre élève évoque la *« force »* du groupe des *« soixante premiers »* qui a permis le dialogue avec l'administration, les enseignants, et d'atténuer quelques légers défauts.

Le directeur de l'école, M. Cuinier, admet qu'il a procédé à des ajustements en cours d'année, mais il insiste sur les nombreux mois d'enquêtes et d'échanges avec des chefs d'entreprise qui ont facilité la définition du programme d'enseignement. *« Nous avons cherché à identifier les profils qui seront les plus recherchés par les entreprises dans les années futures »*, explique-t-il. Avec le soutien des chambres de commerce et d'industrie et un accord de coopération passé avec l'École des hautes études commerciales (H.E.C.) les créateurs de l'ESCAE de Tours ont imaginé une préparation à la vie professionnelle qui allie une formation générale et des spécialisations. Selon le directeur, l'objectif de la première étape est de développer les capacités de communication des élèves, de renforcer leur culture économique, sociale et politique et de leur faire acquérir les principales techniques de gestion des entreprises. Pendant la première année et une partie de la seconde, les élèves, grâce au cours et aux études de terrain, se familiarisent avec la vie des entreprises. Ils perfectionnent aussi leurs connaissances d'anglais et d'une autre langue étrangère. L'objectif de la deuxième étape, d'une durée de trois trimestres, est de donner aux futurs diplômés *« une carte d'entrée dans la vie professionnelle »*. Trois options sont proposées au choix des futurs étudiants, avec comme caractéristique d'assurer une formation *« de double compétence »*. *A l'ère de l'informatique, quelle que soit sa fonction, chaque responsable doit savoir exploiter cet outil »*, aime à répéter M. Cuinier, en précisant que chaque option comportera un enseignement en informatique. Les domaines proposés dès la prochaine rentrée seront : vente-distribution et informatique, comptabilité, contrôle de gestion et informatique, logistique et informatique.

Un programme d'études ambitieux

Enfin, lors de la troisième année de scolarité, un trimestre de cours et des séminaires doivent permettre aux étudiants de *« développer leurs capacités de réflexion stratégique dans le contexte de l'économie internationale »*. Tout au long de ce cursus, les élèves effectuent des stages d'exécutant ou de spécialisation, en France ou à l'étranger.

Un programme assez ambitieux, qui ne paraît pas effrayer les élèves même si, comme le remarque Bruno, *« les premiers mois d'études de comptabilité sont assez fastidieux »*. Heureusement, à Tours, il y a l'informatique. Ici ce n'est pas un gadget ou une petite spécialisation, mais une partie importante de l'enseignement. *« Nous souhaitons former des cadres généralistes dotés d'une très bonne capacité à exploiter les outils informatiques de demain »*, assure le directeur. Dès la première année, les élèves doivent acquérir une solide formation de base qui leur permet de venir pianoter, seuls dans une salle en libre-accès, sur les claviers des micro-ordinateurs Goupil. *« Il ne s'agit pas de préparer de futurs informaticiens*, explique M. Roberto Gassani, l'un des enseignants, *mais d'habituer nos élèves aux techniques informatiques »*.

(Lire la suite page 14.)

SERGE BOLLOCH.

La dernière-née privilégie les nouvelles techniques informatiques

(Suite de la page 13.)

Avec environ deux cent cinquante heures de cours dans cette discipline pendant leur scolarité, les élèves se familiarisent avec l'« *outil* », ses possibilités, ses performances et les services qu'il peut apporter dans la gestion des entreprises. Les enseignants souhaitent faire comprendre aux étudiants le rôle de l'informatique dans la production comme dans la distribution ou la gestion des produits. L'informatique est une discipline, c'est aussi un moyen à la disposition des élèves pour les aider dans d'autres domaines d'études.

Pascale et Véronique, qui introduisent dans l'ordinateur les 170 réponses à un questionnaire sur l'utilisation des transports aériens, ne s'entraînent pas seulement à la manipulation du Goupil 2. Elles préparent une étude pour leur professeur de marketing. Pour elles, le micro-ordinateur est devenu un instrument de travail qui leur facilite le « dépouillement » d'une enquête. « *Nous allons faire apparaître des pourcentages et demander à l'ordinateur de croiser plusieurs réponses* », annonce Pascale en mettant en marche l'imprimante. Véronique, elle, se moque gentiment de M. Gassani, qui vient d'afficher sur le mur en face d'elle un petit carton où est écrit « *Disquettes inze pocket, merci pour elles* ». « *Je vous assure que ces disques souples contenant des programmes sont très fragiles* », rappelle l'enseignant.

A l'école de commerce de Tours les élèves utilisent les micro-ordinateurs pour leurs devoirs — même pour écrire leurs mémoires — mais aussi pour se détendre. Le club Microtel offre la possibilité aux adhérents de l'association de « jouer à faire des cassettes ». Jean-François, l'un des animateurs de Microtel, parle avec fierté de son club. Il aime raconter comment il a réalisé, avec l'aide d'un enseignant, un programme pour afficher les résultats d'un concours de jumping. Il fait état des « services » qu'il peut rendre aux autres associations d'élèves de l'école.

Des associations d'élèves variées

Comme dans les autres écoles de commerce, les associations d'élèves sont nombreuses et variées à l'ESCAE de Tours. Le bureau des élèves organise des soirées. Quelques fans pratiquent avec assiduité la planche à voile sur les nombreux plans d'eau des environs. Beaucoup de sportifs attendent avec impatience l'arrivée d'une deuxième promotion, à la rentrée 1983, pour pouvoir organiser des sports collectifs : « *A soixante, on n'est vraiment pas assez nombreux pour mettre en place des équipes de basket ou de rugby.* »

Et puis, il y a l'inévitable « Junior entreprise ». « *Nous avons souhaité la créer dès le début de l'année*, affirme Joël, le président, *mais nous sommes partis de rien et nous avons dû rechercher les contacts avec les entreprises.* » Actuellement, les propositions de petites études de marché ou de produits commencent à arriver des sociétés de la région, et des travaux sont offerts aux élèves par l'intermédiaire d'affiches collées dans le hall. Bureau, téléphone, papier à lettres, Joël gère la Junior entreprise et étudie les propositions d'industriels ou de commerçants qui acceptent de confier aux élèves l'étude d'un dossier. « *Nous examinons le caractère pédagogique de la proposition et aussi sa rentabilité* », explique le président, en rélisant le texte d'une affichette : « *Etude, à démarrer tout de suite, de lancement d'un climatiseur pour machines agricoles* ».

Se faire connaître

Joël estime que ses camarades ne participent pas assez à la vie de la Junior entreprise. Mais, comme le dit Françoise, « *les sollicitations sont nombreuses.* » Les étudiants venus de diverses régions de France jugent que Tours, ville universitaire, offre de nombreuses possibilités d'évasion. Ils parlent des salles de cinéma classées Arts et Essais, des terrasses, des parcs où il est possible de courir. « *Le problème, c'est que nous ne sommes encore qu'un petit groupe d'élèves présents à l'école*, constate Jean-François, *et nous ne pouvons pas multiplier les activités extra-scolaires.* » Alors, les soixante premiers attendent avec impatience le renfort de la deuxième promotion, environ quatre-vingts élèves. Pour eux, afin de mieux faciliter leur intégration, ils ont prévu d'organiser fin septembre un rallye d'ultra-légers motorisés (U.L.M.). Une épreuve, que Bruno, l'organisateur, espère « *de grande envergure* » pour prouver le dynamisme de l'équipe chargée de sa réalisation, mais aussi celui de l'école. Le rallye des châteaux de la Loire est pour les élèves un moyen d'intégrer les nouveaux à une action importante. Il est aussi une occasion supplémentaire de « *faire un peu de publicité pour l'école* ». Les futurs cadres commerciaux, qui n'ont pas encore la chance d'avoir à côté d'eux une association d'anciens élèves, cherchent tous les moyens pour se faire connaître.

Etoile ocre au milieu des façades blanches des immeubles du quartier des Fontaines, l'école de Tours doit attendre encore quelques années pour vérifier si la formation qu'elle dispense est réellement appréciée par les responsables d'entreprises.

SERGE BOLLOCH.

« Il y avait urgence... »

(Suite de la page 13.)

Le département d'Indre-et-Loire, avec un peu plus de cinq cent mille habitants, n'est dépassé dans la région Centre que par le Loiret. Il accueille de nombreuses entreprises en tout genre, avec une préférence pour le tertiaire, le commercial. Deux secteurs qui sont directement concernés par notre école. Enfin, il y a un environnement culturel, éducatif important. Avec par exemple une université de treize mille étudiants qui comporte de très solides formations de droit, de sciences économiques et d'administration économique et sociale.

— *Ce qui nous amène peut-être à parler maintenant des liens que vous avez établis avec cet environnement, à évoquer les retombées directes, immédiates, de l'ouverture de votre école supérieure de commerce dans le contexte local, sinon régional.*

— Des contacts, une collaboration se sont immédiatement établis. Et cela d'autant plus rapidement que, avant la création de l'école, nous avions travaillé en harmonie avec de nombreux milieux. L'université, par exemple, nous a toujours soutenus dans nos efforts. Elle est aujourd'hui représentée dans le corps professoral non seulement par des juristes, mais par des spécialistes des langues, de la communication. Les milieux professionnels sont aussi largement mis à contribution. Nous avons fait appel à un avocat d'affaires, à un expert-comptable, à un contrôleur de gestion, à des industriels, à des directeurs de marketing. Il n'est pas jusqu'au sous-préfet de Tours-Nord qui ne nous ait promis de venir donner à nos élèves quelques informations sur son expérience dans le domaine de la communication. Il vient malheureusement d'être nommé loin de Tours...

— *Un courant existe aussi au niveau des élèves ?*

— Nous demandons à tous nos élèves de faire, avant leur entrée, un stage en entreprise. A la fin de la première année, ils doivent en faire un second, complémentaire du premier. Entre la deuxième et la troisième année, ils iront à l'étranger, toujours en entreprise, ou pour le compte d'une entreprise française. Enfin, en troisième année, ils devront faire un stage de longue durée avec un rapport très approfondi. Déjà, des liens ont été établis dans ce domaine avec de nombreuses entreprises locales. J'ajouterai que cette démarche n'est pas à sens unique. Dès maintenant, nous avons été sollicités pour des études de cas réels, pour des enquêtes. Il existe déjà un fort courant d'échanges.

» Nous organisons aussi des réunions de travail, des débats auxquels participent non seulement nos élèves mais encore de nombreuses personnalités locales. Nous avons aussi parlé de la monnaie électronique, des rapports T.A.T.-Air Inter. Et, récemment, nous avons fait venir M. Monory. Nous voulons faire de l'école un centre de recherches, ouvert sur l'extérieur, un foyer de rayonnement sur le plan économique, un creuset dans lequel bouillonnent les idées, où notre environnement trouve le moyen de s'enrichir...

— *Des projets encore ?*

— Justement, dans les années qui vont venir nous voulons encore renforcer nos liens avec les professionnels. Et je crois que nous pourrons aller plus loin dans le domaine de la formation continue. Il y a, me semble-t-il, une forte demande de la part des cadres supérieurs. Mais, là encore, nous n'avancerons pas sans faire de solides enquêtes prospectives. Il faut savoir répondre exactement à la demande. C'est à cette condition que nous serons, tout particulièrement dans la région Centre, la source d'enrichissement, le ferment que nous voulons être... »

Propos recueillis
par PIERRE MAILLARD.

POINT DE VUE

Une école nouvelle

par PHILIPPE CUINIER (*)

NOTRE volonté de répondre aux besoins nouveaux des entreprises nous fait concevoir une école nouvelle.

Au moment où nous créons Sup de Co Tours, la situation économique est fort différente de celle des vingt dernières années. Le temps n'est plus aux croissances rapides. Nous entrons en croissance lente, donc plus difficile, plus tendue. Il s'agit de gérer au plus près nos entreprises, d'être particulièrement actifs sur tous les marchés et d'accueillir avec hardiesse les nouvelles technologies.

En même temps, chaque jour apporte de nouveaux outils de gestion, toujours plus perfectionnés, que ce soit l'informatique classique, hier encore réservée aux grandes sociétés, la micro-informatique, la bureautique ou la télématique. Il y a à la fois un développement considérable et un changement radical de philosophie.

Dans ce contexte, il fallait créer autre chose, et Sup de Co Tours se devait d'être une école nouvelle.

Près de deux ans d'enquêtes et de concertation avec les entreprises nous ont permis de percevoir et de définir les profils qui seront les plus recherchés demain.

Aussi, dès aujourd'hui, notre programme apporte à tous nos élèves une formation de double compétence : gestion et informatique.

Quelle que soit l'option qu'ils choisissent : vente-distribution, logistique, comptabilité-contrôle de gestion, l'informatique y est toujours intégrée. Qu'ils deviennent effectivement gestionnaires ou commerciaux, nos diplômés seront des utilisateurs compétents capables de dialoguer avec l'informatique, sans passer par une tierce personne. Ils seront des hommes et des femmes aptes à utiliser les futurs Infocentres, dont Jean-Louis Coulon chez Bull et Hervé Caron chez I.B.M. nous annoncent le développement.

En matière pédagogique, nous misons également sur l'innovation. Ainsi, par exemple, nos salles de cours sont-elles équipées de prises, en vue d'accéder à l'univers des réseaux et de la télématique, et également reliées à notre propre centre de calcul.

Dès le tout premier cours, nos élèves travaillent en situation devant écran et sur des équipements différents : *ordinateurs (Mini-6) et micro-ordinateur* (Goupil). Pour leurs rapports et autres mémoires, ils utilisent d'emblée le traitement de texte. En effet, dès demain, les hommes modernes auront à portée de main et quelles que soient les marques — ordinateurs individuels, micros ou terminaux, dont A.-P. Ershov disait, lors d'une récente conférence : « *L'ordinateur devient un outil intellectuel et un partenaire dans la presque totalité des domaines de l'activité humaine.* »

L'impact des changements de la situation économique sur les formes de la lutte industrielle et commerciale induit de nouveaux comportements, de nouvelles priorités parmi les entreprises et entraîne donc le besoin de nouvelles compétences humaines.

A titre d'exemple, voici quelques propos recueillis pendant nos enquêtes : « *Antérieurement, le développement de sociétés comme la nôtre s'est fait essentiellement par la croissance du chiffre d'affaires. Maintenant, nous mettons l'accent sur la gestion de la marge et des coûts...* », nous dit C. Toulouse des Docks de France ; « *A partir de maintenant, les entreprises réaliseront de moins en moins leurs profits par le développement du chiffre d'affaires et le maintien des marges, mais beaucoup plus par l'abaissement des coûts et par une amélioration des achats et de la logistique* », nous dit B. Krief de Krief Consultants. « *Dans le domaine de la logistique, j'ai les plus grandes difficultés à trouver des gens bien préparés* », précise J.-P. Walser de Huet et Lanoë.

Aussi, mettons-nous en place une filière entièrement nouvelle au niveau de la formation première parmi les écoles supérieures de commerce : logistique et informatique, et intégrons-nous ce concept dans nos enseignements de synthèse et de stratégie internationale.

Sans vouloir citer chacune des innovations ou des différences qui font de Sup de Co Tours une nouvelle génération d'écoles, notre volonté de prendre en compte les nouvelles priorités des entreprises influence tous les aspects de la vie de l'école.

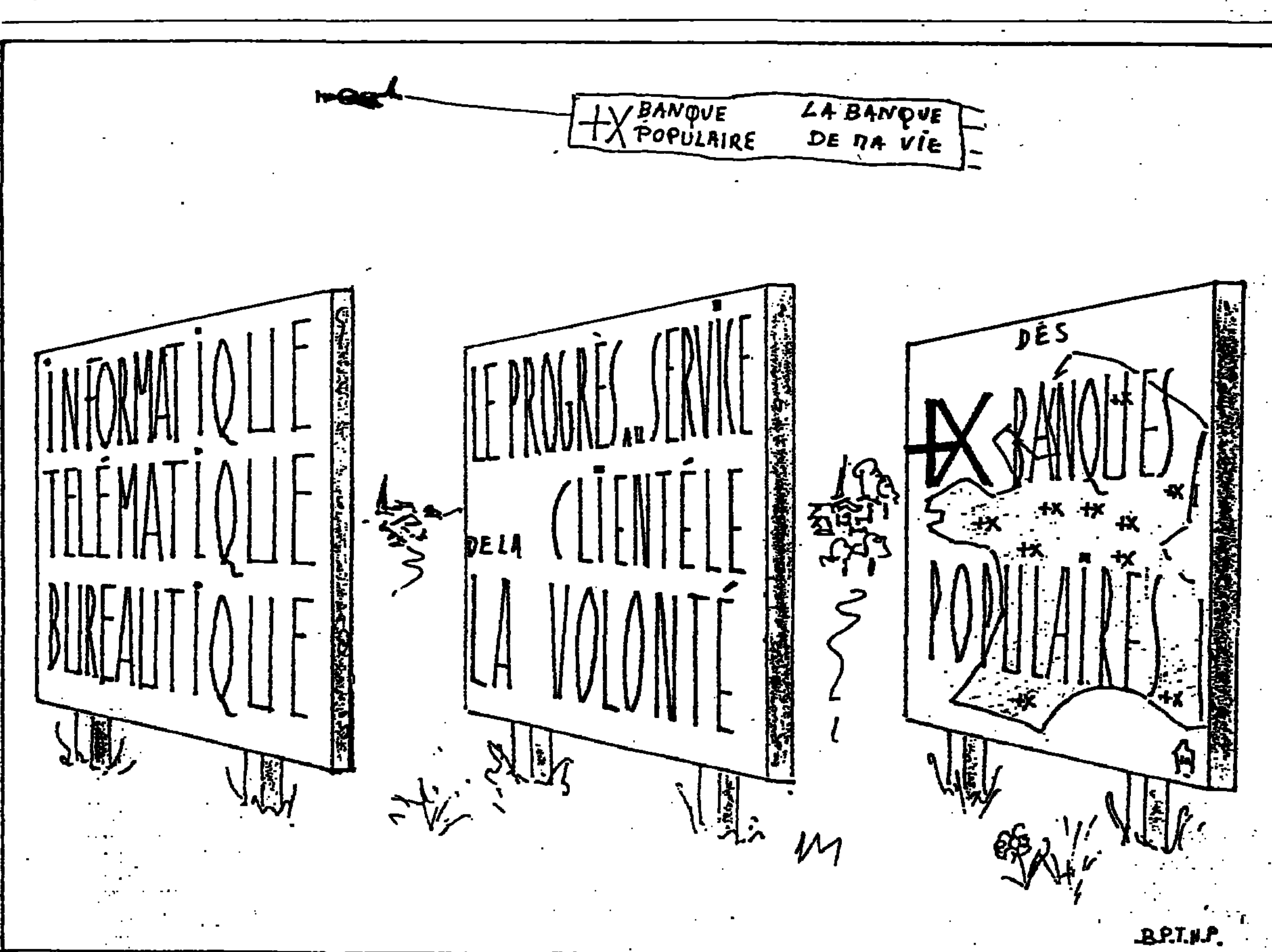
La conception même du bâtiment y est adaptée. Dès l'origine, des locaux ont été réservés aux associations d'élèves pour faciliter les initiatives et les prises de responsabilités de tous ceux qui veulent entreprendre. Le centre informatique est conçu pour être accessible vingt-quatre heures sur vingt-quatre si nécessaire.

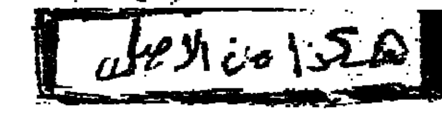
Dans le programme, la formation générale de nos élèves est renforcée par de nombreux enseignements de méthodes et de communication. Des filières nouvelles sont créées. D'autres, telle la filière commerciale qui se nomme à Tours « vente-distribution » et non pas marketing, *sont réorientées.*

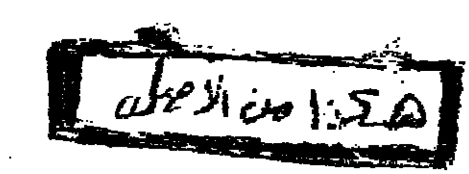
De ces innovations ou réorientations, il résulte une formation différente dont la double compétence gestion-informatique n'est qu'un des aspects.

La chance de Sup de Co Tours est de naître au début d'une période différente des vingt dernières années. Sa force est de vouloir s'adapter aux besoins nouveaux et de pouvoir y répondre d'emblée sans devoir supporter les coûts et les années nécessaires à toute réforme.

(*) Directeur de l'École supérieure de commerce du Centre.







Favoriser la formation à la logistique

L'École supérieure de commerce de Tours offre aux élèves la possibilité d'acquérir une formation en logistique et en informatique. Cette spécialisation répond aux besoins des entreprises en cadres de haut niveau aptes à gérer et à organiser l'ensemble de leurs moyens physiques (réception des commandes et lancement de production, gestion de dépôts, de parcs de camions, de stocks).

Selon M. Hervé Mathe, enseignant, chef du département organisation logistique de l'école, la logistique *« recouvre les opérations industrielles et commerciales de circulation et de contrôle de flux. La logistique représente un processus stratégique par lequel l'entreprise organise et soutient, de manière cohérente, son activité physique ».*

Généralisée dans le langage affairiste américain, puis japonais, à partir des années 50, la logistique a d'abord suscité d'importantes recherches empiriques de rationalisation des pratiques du terrain. Depuis quelques années, certaines entreprises européennes ont su tirer de cette approche nouvelle les moyens d'accroître, de façon marquante, leur capacité concurrentielle, et cela dans un souci d'adaptation aux contraintes économiques internationales difficiles.

Pour préparer le programme d'enseignement de la logistique, M. Mathe a consulté des professionnels français. Tous mettent en évidence le nécessaire développement de cette activité dans les entreprises de la fin du XXe siècle.

M. André Desselas, chef du département logistique commerciale de la société Elf-Aquitaine, explique que la part des coûts logistiques représente généralement de 15 à 25 % du prix de revient des produits finis rendus au niveau des consommateurs. Selon lui, *« les enjeux d'amélioration de la productivité logistique globale s'avèrent donc considérables du point de vue de l'intérêt économique ».*

« Plus on veut exporter, souligne M. Georges Marais, directeur général adjoint de la Compagnie générale maritime, *plus le paramètre logistique s'avère fondamental. Maîtriser la qualité de service tout au long de la chaîne transport-manutention-stockage, ainsi qu'agir sur les coûts, c'est, en définitive, se placer en prise directe avec son marché et gagner en adaptabilité. Il reste beaucoup d'efforts à fournir pour que les dirigeants d'entreprises françaises tirent un meilleur parti des richesses offertes par la conduite de la logistique internationale. »* De même, M. Roger Goublin, directeur logistique de la division des systèmes électroniques de Thomson-CSF, explique : *« Pour les équipements de haute technologie, on ne peut aujourd'hui enlever une affaire, dans un cadre de concurrence internationale, si le soutien logistique à la mise en place puis à l'exploitation ne fait pas l'objet d'une attention extrême. Il faut tenir compte de toutes les phases de la vie d'un produit pour composer le système logistique. »*

« Il faut rappeler, précise Léon Hubert, vice-président de la société des ingénieurs logisticiens, *que le budget du soutien logistique peut composer — voire dépasser — 40 % du coût complet (recherche, fabrication, maintenance) systèmes de radar, de centraux téléphoniques, d'équipements d'hôpitaux ou de plates-formes de forage... »*

La notion de soutien après-vente d'un matériel doit, selon M. Mathe, être prise en compte lors de la conception du produit et de son processus de fabrication. Pour le responsable économique, le concept de logistique n'a d'intérêt que s'il permet d'améliorer sensiblement la compétitivité industrielle et commerciale de l'entreprise.

Pour répondre à cette attente, le cursus de formation « logistique et informatique » offert aux élèves de l'école de Tours dépasse trois cents heures de cours et s'articule suivant quatre axes :

— L'introduction à la logistique montre l'importance des enjeux et la richesse d'une approche intégrée de la gestion des opérations physiques.

— L'approfondissement des techniques d'organisation et de maîtrise de la manœuvre logistique conduit à étudier la distribution physique, la stratégie industrielle, les achats et approvisionnements.

— Un soutien méthodologique est fourni dans les disciplines suivantes : méthodes quantitatives, économie, droit des transports de marchandises, et surtout informatique.

— La synthèse s'ouvre largement sur une recherche appliquée aux thèmes de l' « audit logistique », de la « planification opérationnelle production-distribution », du « soutien logistique des matériels » et de la « formulation et mise en œuvre des projets logistiques d'entreprise ».

L'expérience de M. Mathe dans diverses entreprises lui permet d'affirmer qu'*« adopter une stratégie dans laquelle la dimension logistique a été délaissée conduit à de lourdes déceptions ».* Les chefs d'entreprise recherchent donc, aujourd'hui, des hommes et des femmes responsables, possédant le goût du concret et le sens de la négociation, capables de concevoir et d'animer les systèmes d'organisation et d'information logistiques.

L'École supérieure de commerce de Tours a choisi de répondre à cette attente. Selon M. Mathe, l'école veut contribuer, par cette innovation, à l'émergence de la logistique comme composante majeure des réussites industrielles et commerciales françaises.

DEUX OPINIONS

Entraîner les élèves à l'usage de l'informatique

L'École supérieure de commerce du Centre accorde une place particulièrement importante au programme informatique.

M. Alain-André Bernstein, professeur associé, qui anime avec M. Roberto Gassani le département informatique, a demandé leur opinion à deux dirigeants de sociétés d'informatique, M. Hervé Caron, directeur général adjoint Plans et communications chez I.B.M.-France, et M. Jean-Louis Coulon, directeur général réseau France, du groupe Bull.

M. COULON : s'adapter à l'évolution du marché

« M. Coulon, votre compagnie vient d'annoncer sa nouvelle organisation. Pouvez-vous nous en préciser les missions qui semblent correspondre à l'évolution des technologies et des utilisations de l'informatique ?

— Dans les domaines du développement et de l'industrialisation notre nouvelle organisation s'appuie sur les grands axes de l'évolution de l'informatique :

» Bull Système développe et produit les moyens et grands systèmes ; Bull SEMS, les minis ; Bull TRANSAC, les produits de bureautique et de micro-informatique et Bull Périphériques, des périphériques pour nos besoins propres et la vente aux autres constructeurs.

» Une cinquième entité se spécialise dans la carte électronique CP8, appelée à des développements considérables en monétique, certes, mais dans bien d'autres domaines.

» Je voudrais souligner l'importance de l'architecture de réseau DSA, qui est à la fois l'élément fédérateur de notre offre et un outil privilégié pour la cohabitation de nos systèmes dans un environnement de concurrence.

Une nouvelle couche d'utilisateurs

» Dans le même temps, notre organisation commerciale s'adapte à l'évolution du marché.

» Le réseau ventes directes, dont j'ai la responsabilité, poursuit la commercialisation de petits, moyens et grands systèmes d'informatique. Un responsable commercial unique propose à ses utilisateurs l'ensemble du catalogue Bull (la vente directe de produits bureautique ou micro étant assujettie à des quantités minimales).

» A travers le réseau ventes indirectes (revendeurs, boutiques, ventes sur catalogue), nous atteignons une nouvelle couche d'utilisateurs.

— N'est-ce pas un nouveau regard sur les besoins des utilisateurs ?

— Le regard n'est pas nouveau, ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de ce que nous observons et allons observer dans les prochaines années.

» L'informatique de l'entreprise s'adapte. C'est le passage de l'informatique aux systèmes d'informations. Concept beaucoup plus vaste qui recouvre non seulement la circulation des données, mais la communication de l'information dans l'entreprise.

» Nous travaillons beaucoup sur la conception des systèmes de données qui sont nécessaires et à la création des moyens nouveaux de communication entre l'utilisateur et l'outil informatique dans l'infocentre.

— L'École supérieure de commerce du Centre a fondé son programme de formation sur la double compétence de ses élèves. Compétence dans les affaires et compétence d'utilisateurs formés à l'informatique intégrée aux autres domaines de gestion. Que pensez-vous de cette orientation ?

— Vous avez bien fait ! Je crois savoir d'ailleurs que les avis recueillis dans notre compagnie au cours de vos études préalables étaient très favorables à cette double compétence.

» Nous avons évoqué de nombreuses fois l'utilisateur au cours de cet entretien. Il approche maintenant l'informatique par de nombreuses voies, distribuée (réseaux), répartie (micros-ordinateurs, outils spécialisés, bureautique, etc.). L'infocentre devient le centre de développement, de coordination, d'exploitation d'informatique, qui gère ces différentes approches au profit des utilisateurs et avec eux.

— Vos élèves seront aptes à devenir des utilisateurs d'infocentre ou des interlocuteurs auprès des directions informatiques.

— Ils apprendront à exprimer des besoins originaux et à utiliser l'outil informatique sans le surestimer ni le craindre, n'est-ce pas le meilleur usage que l'on puisse souhaiter au service d'une entreprise bien gérée et efficace ?»

M. CARON : des utilisateurs compétents

« M. Caron, l'École supérieure de commerce a choisi d'accorder une place importante à l'enseignement de l'informatique, car les futurs cadres de gestion doivent avoir, tous, une très bonne capacité à exploiter ces nouveaux outils. Quel est votre point de vue sur ce développement de l'informatique ?

— Ce phénomène nouveau dans l'informatique est en effet apparu assez récemment. Il a été rendu possible par des progrès technologiques considérables et une diminution sensible des coûts. La conception des applications a ainsi elle-même beaucoup évolué, notamment avec la micro-informatique et l'informatique distribuée. De nouveaux domaines d'application sont aussi devenus informatisables, comme par exemple la bureautique. La compagnie I.B.M. a pris une part prépondérante à cette évolution, qu'elle s'est efforcée de favoriser, car elle permet aux utilisateurs finaux dans une entreprise, les ingénieurs, les cadres administratifs par exemple, d'exprimer et de résoudre eux-mêmes une grande partie de leurs besoins. Dans l'Infocentre que nous mettons en place chez nos clients, ce sont eux qui, dans un langage simple, interrogent et manipulent leurs propres bases de données.

» Nous en arrivons ainsi tout naturellement à l'informatique individuelle, à l'intérieur ou en dehors de l'entreprise. L'ordinateur individuel est d'ailleurs le terminal intelligent idéal dont l'usage s'imposera universellement.

— N'est-ce pas aussi le développement des logiciels d'application, ainsi qu'une nouvelle conception du système d'information qui ont permis cette évolution ?

— Oui, il y a encore quelques années le traitement d'applications était largement orienté par les informaticiens. Maintenant, les systèmes d'information sont conçus avec les utilisateurs pour organiser leurs ensembles de données. Il y a là un changement radical de philosophie et d'approche dans la recherche.

— Devant cette évolution, l'École a choisi de former des futurs spécialistes des affaires qui soient aussi des utilisateurs d'informatique. Les filières proposées reposent sur 270 à 300 heures d'informatique pour l'ensemble des trois années. Que pensez-vous de cette orientation ?

— Tout ce qui développera l'aptitude des utilisateurs à concevoir une informatique au service de leurs besoins contribue, bien entendu, au progrès des méthodes de gestion. Et si j'ai bien compris, vous vous préoccupez de former ces gestionnaires modernes.

» Quelle que soit la spécialité qu'ils choisiront dans leur activité professionnelle, ils se trouveront désormais confrontés à l'informatique.

» Il est par conséquent tout à fait positif que ces élèves, durant toute leur formation, soient entraînés à l'usage de l'informatique intégrée dans les disciplines qu'ils pratiquent.

» Vos élèves devront tous savoir s'adapter à cet environnement, au moins pour devenir des utilisateurs compétents, même si quelques-uns seulement se spécialiseront plus tard dans l'informatique, chez les constructeurs ou dans les sociétés de service, dans des métiers commerciaux ou paracommerciaux.

» Nous ne pouvons donc que nous féliciter de la création et des choix de formation d'une grande école comme la vôtre, et nous lui souhaitons une réussite à la mesure de ses ambitions. »



Le Monde

culture

La politique de l'État en faveur des musées

(Suite de la première page.)

Le public – le grand, la foule – venait rarement au Louvre, par manque de connaissances, impressionné par la théâtralité des lieux. Depuis deux petites décennies seulement, le climat du musée a changé et la fréquentation a pris une ampleur qu'elle n'avait jamais eue, grâce à l'exposition temporaire, institution relativement nouvelle par ses dimensions, mais si familière aujourd'hui qu'on n'y prête guère attention. Les musées doivent organiser de telles manifestations tout au long de l'année s'ils veulent faire entrer le mouvement et la vie, l'événement, là où, par tradition, il ne se passait rien. Une exposition temporaire doit, autant que faire se peut, être rentable. Cela a amené les conservateurs à « ouvrir » davantage le musée, à publier des catalogues, à étudier donc l'œuvre, la place des artistes, des écoles. Bref, à faire avancer l'histoire de l'art.

La France est devenue un pays d'expositions en quantité et en qualité, fait remarquer M. Hubert Landais, directeur des musées de France (1). C'était loin d'être le cas il y a seulement une quinzaine d'années. Ces mille musées que compte la France, M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, les voit comme mille carrefours où le public demande son comptant d'œuvres chaque fois renouvelé. L'art contemporain y tient une place de plus en plus grande, grâce, sans doute, à l'impulsion du Centre Georges-Pompidou. Les crédits d'acquisition des musées nationaux sont passés de 31,5 millions en 1981 à 77,7 millions de francs en 1983 (de 8,1 millions en 1981 à 20,1 millions en 1983 pour le seul musée national d'art moderne). Mais les crédits des musées de province, qui étaient de 1,8 million en 1981, ont bondi à 35,5 millions de francs en 1983, soit vingt fois plus. Il est vrai qu'ils venaient de très bas.

La situation en province reste très inégale. On connaît ces musées endormis, qui recèlent des trésors mal mis en valeur, non restaurés, non étudiés, à peine inventoriés. Mais peut-on en vouloir à une ville d'avoir hérité d'une collection aujourd'hui trop importante, comme c'est le cas de Narbonne ? Ou de Valenciennes, qui n'a même pas de conservateur et doit se contenter d'un unique gardien-chef.

D'autres villes, comme Saint-Etienne, Toulon, Grenoble, Marseille, Bordeaux, aménagent cependant leurs vieux édifices, acquièrent des collections contemporaines et réclament l'aide de l'Etat.

M. Jack Lang a entrepris de faire le bilan de la situation des collections publiques à travers la France. Il veut restructurer la carte des musées de province, et un livre blanc sortira avant cinq ans. Refaisant dès maintenant un saupoudrage qui diluerait les moyens, il passe des accords priviligiés avec les départements pour améliorer leurs points forts en acquisitions et en équipements.

La tradition veut que le Louvre envoie son trop-plein d'œuvres en province. Cette politique avait abouti au transfert de 35 000 œuvres environ. Mais pour l'année 1982 M. Lang a fait déposer 2 133 tableaux du Musée national à travers la France. Ce mouvement sera poursuivi et soutenu. Il est mieux de voir un tableau bien exposé en province plutôt que de le laisser dans les réserves. Encore faut-il, précise M. Jack Lang que les musées soient dignes de recevoir les œuvres. Mais c'est à eux, dit-il, de faire le premier pas. Ainsi, la moitié de l'importante dation de douze Cézanne est proposée au musée d'Aix-en-Provence, ville natale du peintre, qui ne possède pratiquement rien de ses œuvres. Mais la ville rechigne à dégager des crédits – que l'État doublera selon l'usage – pour aménager son musée. Si les élus ont pris conscience de l'importance des musées dans leurs villes, ils ne parviennent pas toujours au stade de la réalisation.

De nouveaux musées ont vu le jour récemment : Dunkerque, Villeneuve d'Ascq (collection Masurel), le musée Matisse du Cateau, le musée de Troyes (collection Pierre Lévy). De nouveaux aménagements ont été réalisés à Nantes, à Marseille, à Nice, à Toulon... D'autres sont en cours à Bordeaux (Musée des arts décoratifs) à Rouen, à Orléans, à Angers... Mais toutes les collectivités locales ne vivent pas, tant s'en faut, à l'heure de l'art contemporain. Plus nombreuses sont les demandes de création de musées ethnologiques ou d'écomusées, qui couvrent la réalité sociale et économique d'une région.

Cet été ouvriront une salle romaine au Louvre, le Trésor des rois de France au musée de Cluny, le château d'Ecouen bientôt prêt, le Musée napoléonien de Fontainebleau. L'an prochain, l'orangerie des Tuileries (la collection Walter-Guillaume), et,en 1985, c'est le Louvre qui inaugurera les salles consacrées à la peinture française, réunies dans un seul étage de la cour Carrée. En 1986, seront inaugurés, à six mois d'intervalle, le musée d'Orsay, le musée Picasso ET l'hôtel Salé, dont les travaux viennent tout juste de commencer.

La loi-programme sur les musées, instaurée il y a cinq ans et qui devait s'achever cette année, se trouve ainsi prorogée de fait. Mais il reste des difficultés de financement et de priorité.

Le Grand Louvre est réalisé avec des crédits spéciaux. Le déménagement du ministère des finances se fera comme prévu en 1986, et en 1989 devraient être achevés les aménagements pour l'accueil du public, une des grandes insuffisances du musée. Il ne faut pas se le dissimuler : les récentes restrictions budgétaires ne laissent pas prévoir un nouveau bond en avant. Si les crédits de fonctionnement des musées nationaux sont passés de 1981 à 1983 de 385 millions de francs à 678 millions (soit une augmentation de plus de 76 %), ceux de l'année 1984 seront « stationnaires » – autrement dit, ils ne feront l'objet que d'un réajustement de 8 % pour compenser, à peine, l'érosion monétaire.

Or, pour poursuivre son action de décentralisation, M. Jack Lang a, de 1981 à 1983, fait passer les crédits des musées classés et contrôlés de 7,5 millions à 61 millions de francs sans créer les indispensables postes de conservateurs. Les musées s'enrichissent, se construisent, les hommes ne suivent pas. De 1978 à 1981 aucun nouveau conservateur n'avait été mis en place. L'inertie a été brisée en 1982 avec la création de quatorze postes, mais en 1983 aucun poste n'a été proposé. La situation risque d'être la même l'an prochain. M. Jack Lang a écrit au premier ministre et attend sa réponse. Pour ouvrir le musée Picasso et celui d'Orsay d'ici trois ans, il faudra, en effet, des conservateurs.

JACQUES MICHEL.

(1) M. Dominique Charvet a récemment été nommé adjoint au directeur des Musées de France, en remplacement de M. Jacques Vistel, qui retourne au Conseil d'Etat.

Le second Vermeer du Louvre

Depuis des lustres, les trente-deux tableaux connus de Vermeer étaient entrés dans les musées. Sauf un : l'Astronome, *appartenant à la famille Rothschild. C'est le second Vermeer de France, le premier,* la Dentellière, *appartient au Louvre.*

L'Astronome, *avait été acquis en 1888 par le baron Alphonse de Rothschild. La toile fût ravie par Hitler qui la destinait à son musée de Linz et récupérée en 1945, année où le public a pu la découvrir lors de l'exposition à l'Orangerie des œuvres volées par les nazis.*

Inestimable, ce tableau atteindrait un prix vertigineux, s'il était mis sur le marché international. Il a été cédé au Louvre par la famille Rothschild en règlement d'une donation-partage, et avec un accord permettant à la famille Rothschild d'exporter à l'étranger deux Goya et un Frans Hals.

Outre ce Vermeer, l'État vient d'acquérir de très nombreux tableaux, dessins et sculptures, soit par achat, soit par dation (paiement des droits de successions en œuvres d'art). En particulier, des tableaux d'Ingres, un pour le Louvre l'autre pour Orsay ; un Lorenzo Lotto (Louvre) ; un Léger de 1927 pour le musée de Saint-Étienne ; un Nicolas de Staël pour celui de Grenoble...

CINÉMA

MORT DE NORMA SHEARER

La star d'Irving Thalberg

L'actrice américaine Norma Shearer est morte le 12 juin dans un hôpital de la banlieue de Los Angeles. Elle était âgée de quatre-vingt-trois ans.

Norma Shearer voulait être actrice de cinéma, malgré un léger strabisme et quelques défauts physiques susceptibles de la limiter dans ses emplois. Elle devint une des premières stars d'Hollywood lorsque Irving Thalberg, bras droit de Louis B. Mayer et tout-puissant directeur de production de la M.G.M., la remarqua et prit sa carrière en main.

Née à Montréal le 10 août 1900 (on indique aussi 1904), Norma Shearer fait des études musicales, arrive à New-York en 1920, tente en vain sa chance chez Ziegfeld, l'empereur des revues de Broadway, puis pose pour des publicitaires. Elle part pour Hollywood où elle décroche des petits rôles, avant d'être remarquée en 1923 par Irving Thalberg. Il la prend sous contrat, lui impose des personnages à son idée, malgré ses réserves. Grâce à lui, elle devient vite populaire. En 1924, elle est consacrée vedette avec *Larmes de clown*, réalisé par le Suédois Victor Sjostrom.

Thalberg façonne ensuite à Norma Shearer une personnalité de femme sophistiquée. Il l'épouse en 1927. Elle tourne beaucoup et à l'arrivée du parlant son succès se renforce dans *le Procès de Mary Dugan*, *la Fin de Mme Cheyney*, *la Divorcée*. Reine de la Metro grâce à son mari, elle suscite bien des jalousies. Elle cherche à rivaliser avec Greta Garbo, ce qui est trop d'ambition pour ses moyens. *Quand une femme aime*, d'Edmund Goulding et *Miss Barrett*, de Sydney Franklin en 1934, *Roméo et Juliette*, de George Cukor en 1936 (elle a largement dépassé l'âge de l'héroïne de Shakespeare et son partenaire Leslie Howard est un Roméo de quarante-trois ans) la placent au sommet d'une gloire assez factice.

Thalberg meurt prématurément le 14 septembre 1936. Norma Shearer se maintient à la M.G.M. malgré la mauvaise volonté de Mayer. En 1938, elle est Marie-Antoinette dans un film prestigieux de W.S. Van Dyke, dont l'ahurissant scenario historique surprend les Français. En 1939, *la Ronde des pantins*, de Clarence Brown, *Femmes*, de George Cukor où n'apparaissent que des vedettes féminines lui valent encore un certain succès. Mais le soutien de Thalberg lui manque ; elle commet des erreurs et quitte définitivement le cinéma en 1942 pour se remarier avec un moniteur de ski, Martin Arrouge.

JACQUES SICLIER.

ROCK

LINTON KWESI JOHNSON A LA MUTUALITÉ

Un concert à la nage

Il est arrivé précédé de son « aura ». Une salle bourrée à craquer, surchauffée (dans tous les sens du mot, il faisait bien 45° au balcon !), gagnée d'avance, applaudissant avant, pendant, après, quoiqu'il arrive, que ce soit bon (ce le fut parfois), ou moins bon (ce le fut aussi).

Ce n'est pas la première fois que Linton Kwesi Johnson vient en France, mais c'est la première fois qu'il vient accompagné d'un groupe de reggae, le Dennis Bovel dub band. Il y a quelque chose qui ne va pas tout à fait, un décalage, entre la musique torride, presque baroque du groupe et le côté dépouillé de Linton Kwesi Johnson. Cet écrivain jamaïquain, formidable poète, chef de file de la *Dub poetry* (fusion entre la poésie et la *dub music*), militant marxiste, très impliqué dans les luttes des Noirs à Londres, musicien et danseur, nous a habitué à une sorte de sentiment d'urgence, à un spectacle dur, urbain, à une musique réduite aux mots. Des mots dits d'une voix métallique et basse qui sonnent comme des rafales de mitraillette, soutenue par une bande son. Le chômage, les brutalités policières, les nuits à Londres, le ghetto...

Linton Kwesi Johnson a toujours cette présence simple, cette voix intense qui scande les mots de manière répétitive, hypnotique-rythmique reggae. Mais ces mots sont écrasés justement par la musique tonitruante, elle-même massacrée par la sonorité effroyable de la Mutualité. Comment peut-on encore faire des concerts dans cette salle ?

La foule, très jeune, était venue pour une messe, une rencontre, elle est sortie comme on sort de la piscine, trempée, heureuse, épuisée, en nage.

CATHERINE HUMBLOT.

★ Le 14 juin à Bordeaux (Grand Parc) ; le 15 à Clermont-Ferrand (Théâtre municipal) ; le 16 à Lyon (Bourse du travail) ; le 17 à Aix-en-Provence (Rex) ; le 18 à Nice (Théâtre de verdure). Renseignements tél. : 16 (1) 634-01-04.

THÉATRE

« DIALOGUE AUX ENFERS », au Petit-Odéon

Un enchantement problématique

Le Petit-Odéon présente en ce mois de juin une œuvre politique qui fait courir un mini-public (une centaine de places) et l'enchante. Cet enchantement est un peu équivoque.

Le texte qui est dit devant nous, *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*, est pourtant clair : il s'agit d'un pamphlet contre le despotisme de Napoléon III, publié en 1864 par un avocat, Maurice Joly. Machiavel et Montesquieu ne sont là que pour la montre, pour attirer le regard : il n'y a aucun lien réel entre ces deux auteurs et les deux personnages du *Dialogue aux Enfers*. On pourrait appeler ces deux personnages : le « Méchant » et le « Gentil ».

Durant deux cent cinquante pages, le Méchant expose, sur un ton satisfait, une théorie réactionnaire de conduite de la chose publique, assez fidèlement calquée sur celle du Second Empire (l'auteur insère dans cet exposé les décrets de Napoléon III, l'un après l'autre). Donc le Méchant pérore, avec talent, avec faconde, et le Gentil, « à la fois horrifié et ébloui », comme dit Jean-François Revel, sur qui nous allons revenir, oui, le Gentil oppose à ce monologue une résistance très faiblarde, et, en vérité, ne fait que tendre la perche au Méchant, qu'attiser son éloquence.

Ce qui est équivoque, ici, c'est qu'au Petit-Odéon, l'adaptateur (Pierre Franck), le metteur en scène (Simon Eine) et les acteurs (François Chaumette, un Méchant éblouissant, drôle, subtil, souple, d'un charme irrésistible, face à un Gentil, Michel Etcheverry, en veilleuse) font tout pour transformer ce prétendu dialogue antidespotique en une brillante et très amusante conférence réactionnaire (un peu comme faisait Wolinski avec son *Roi des cons*).

Comme la politique pose des problèmes semblables, d'un temps à l'autre, notre prédicateur ultra aborde des sujets « brûlants », telles la réforme de l'université, la survie de l'enseignement libre, l'indiscipline de la police, la présentation déguisée des déficits du budget, ainsi de suite, et le public rit beaucoup.

Déjà, en octobre 1968, Jean-François Revel avait préfacé une réédition de ce *Dialogue aux Enfers*, en expliquant que « *les applications qu'on peut faire de passages du texte à la République gaullienne sont nombreuses* ». Dans le domaine de la littérature politique, l'auteur est clair et univoque, ou pas. Montesquieu est clair, Rousseau aussi. Au théâtre, Brecht est clair. Dans son *Dialogue aux Enfers*, surtout résumé par Pierre Franck, Maurice Joly est équivoque.

Maurice Joly (1829-1877) a mené une vie bizarre, de velléités et d'échecs. Le théâtre, comme beaucoup d'autres choses, le tenta un moment, puisqu'il fut, durant six mois, à vingt-huit ans, professeur de théâtre aux Cercles des sociétés savantes, quai Malaquais, et puisqu'il commit une comédie en cinq actes, *les Existences problématiques*, bien nommée : le manuscrit « *se promena dans différents théâtres de Paris* », sans plus. L'auteur nous le dit, dans un livre, *Maurice Joly*, qu'il se consacra à lui-même. Il essaya de mener une carrière politique, sans succès. Il avait le don de se fâcher avec ses amis successifs. Il écrivait beaucoup de lettres aux journaux, et si ses lettres n'étaient pas publiées, il les imprimait sur de grandes affiches, qu'il collait sur les murs, dans la rue. Il était sincèrement progressiste et il avait un brin de plume, mais ses livres, *les Affamés*, *Recherches sur l'art de parvenir*, sont d'une réflexion faible, banale.

Le succès que Maurice Joly rencontre aujourd'hui au Petit-Odéon, avec son *Dialogue aux Enfers*, le venge, si l'on veut, d'une vie difficile, douloureuse, qui s'acheva par un suicide. Mais ce succès est « problématique ». Le public ne sait pas trop de quoi il rit. Si un chansonnier de droite voulait taquiner Defferre ou Delors, il ne s'y prendrait pas différemment.

C'est en tout cas l'occasion d'admirer une fois de plus le talent de François Chaumette, acteur à la fois paternel et démoniaque.

MICHEL COURNOT.

★ Petit-Odéon, 18 h. 30.

MUSIQUE

LE « REQUIEM » DE VERDI A L'OPÉRA

Colloque sentimental

Le Requiem *de Verdi, c'est le grand spectacle de la mort, la peur qui vous prend aux entrailles, les trompettes prophétiques qui sonnent aux quatre vents,* le Jugement dernier *de Michel-Ange ; c'est aussi la stupeur poignante, individuelle, devant la disparition d'un être cher, la méditation cruelle sur les fins de l'homme, la foi unanime en la pitié de Dieu ; c'est enfin la beauté sensuelle de la voix italienne, la chair nue de l'émotion, le sanglot contenu d'une musique si humaine et intense qu'elle bouleverse et délivre.*

Nous n'avons presque rien retrouvé de cela lundi soir au palais Garnier. L'exécution correcte, vigoureuse, bien mise au point sous la direction d'Alain Lombard, nous permettait seulement de saluer poliment, de loin, d'admirables souvenirs qui semblaient près de se dissoudre comme dans le Colloque sentimental *de Verlaine.*

Interprétation dramatique, parfois foudroyante, mais plate, qui jamais n'entrait dans les profondeurs, ne survolait les abîmes, ne vous arrachait de larmes, ne rejoignait la palpitation intime des phrasés de Verdi, excepté lors des interventions de Veriano Lucchetti, où soudain l'œuvre s'illuminait de la puissance et de la gloire italiennes.

Les autres solistes restaient en retrait : la basse noire, Terry Cook, hésitait à déployer les couleurs tonnantes de son beau timbre ému. La mezzo bulgare Alexandra Miltcheva, malgré une riche étoffe et une brillante technique, gardait une expression sobre et un peu froide. Enfin Margarita Castro-Alberty, en petite forme vocale, manquait d'autorité et de plénitude pour trancher sur la masse orchestrale et chorale. Elle achevait complètement faux le Libera me *avant la fugue finale.*

L'orchestre et les chœurs de l'Opéra ont tenu vaillamment leur partie comme on le leur demandait, mais il se confirme que les chœurs de femmes ont perdu de leur rondeur et de leur beauté.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Concert redonné le 15 juin pour le Festival de Saint-Denis, dans la basilique royale, à 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'INTRUSE - Grand Hall Montorgueil (296-09-06), 20 h 30.
LE CHROMOSOME CHATOUILLEUX - Café d'Edgar (320-85-11), 21 h 30.
LA SONATE DE BELZEBUTH - Escalier d'or (523-15-10), 22 h.
LES CENCI - Nanterre, Théâtre par le bas (775-91-69), 20 h.
ADELBERT LE BOTANISTE - Chaillot, Grand Foyer (727-81-15), 18 h 30.
GOBBLE UP STORIES - Dix Heures (606-07-48), 20 h 30 (en américain).
IL FLOTTE DANS L'AIR DES MILLIERS DE PARDESSUS - Vincennes, Sorano (343-73-74), 21 h.

Mardi 14 juin

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Luisa Miller.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Les Estivants ; Thermes de Cluny : 21 h : le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre : 20 h 30 : le Prince travesti.
PETIT ODÉON (325-70-32) 18 h 30 : Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu.
Petit TEP, 20 h 30 : Catalogue de voyage et faux départ.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) 20 h 30 : Ballet du grand théâtre de Genève.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) 21 h : les Oiseaux.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) 20 h 30, Coup de soleil.
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10) 20 h 30, le Deuil éclatant du bonheur ; Prélude à K. Mansfield.
ATELIER (606-49-24) 21 h, le Neveu de Rameau.
ATHÉNÉE (742-67-27) 20 h, Kean
CARTOUCHERIE, Epée de bois (808-39-74) 20 h 30, Patience... patience dans l'azur. – Aquarium (374-99-61) 20 h 30, la Débutante.
CENTRE CULTUREL CANADIEN (551-35-73) 20 h 30 : Les Tracs de la Diva.
CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46) 21 h : Lit vers Léthé.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie 20 h 30 : Dialogue de l'arbre. – Resserre 20 h 30 : la Musica.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit.
DÉCHARGEURS (236-00-02) 20 h 30 : Mourir à Colone.
ÉDOUARD-VII (742-57-49) 21 h, Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Théâtre de Bouvard.
ESPACE-GAITÉ (327-13-54) 20 h 30 : Méli-Mélomane.
ESPACE-MARAIS (271-10-19) 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) 20 h 30, Des jours et des nuits.
GALERIE 55 (326-63-51) 21 h : Play it again, Sam.
HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.
LA BRUYÈRE (874-76-99) 21 h, Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 20 h 30 : Les Mystères du Confessional ; II. 18 h 30 : Fragments ; 20 h 30 : Milosz ; Petite salle 22 h 15 : Permis de séjour.
MADELEINE (265-07-09) 20 h 45, l'Amour fou.
MARAIS (278-50-27) 20 h 30 : le Plaisir berlinois.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) 21 h : la Surprise.
MICHEL (265-35-02) 21 h 15, On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22) 20 h 30, le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90) 21 h, R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h 15, l'Astronome.
NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30, l'Entourloupe.
PLAISANCE (320-00-06) 20 h 30 : Le Musée noir de Valia Angel.
POCHE (548-92-97) 21 h : Vera Baxter.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 22 h 30 : l'Argent de Dieu.
SAINT-GEORGES (878-63-47) 20 h 45, Six heures au plus tard.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) 20 h 45, le Fauteuil à bascule.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30, l'Ecume des jours. – II. 20 h 30 : Huis clos.
TEMPLIERS (272-94-56), 20 h 30 : Robinson Crusoé.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU LYS (327-88-61) 20 h 30, Le Monte-Plats.
THÉATRE DE L'UNION (770-90-94) 20 h 30 : Vol au-dessus d'un nid de coucou.
THEATRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : L'ivrogne dans la brousse ; II 20 h 30 : A Petit Feu de Chagrin.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 21 h 30 : Les huitres ont des bérets.
THEATRE 18 (226-47-47) 22 h : La Voûte.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55) 20 h 30 : l'Opéra de quat'sous.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). – Petite salle, 20 h 30 : Joséphine, la cantatrice.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) 21 h : les Dix Petits Nègres.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 ; Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
LA GAGEURE (367-62-45) 20 h 30 : Ce n'est pas si grave, une femme ; 22 h : Paroles d'hommes.
LES LUCIOLES (526-51-64) 19 h 45 : Oy, Moïshele, mon fils ; 21 h 15 : Une chanson, c'est quoi déjà ; 22 h 15 : M. Chevalier.
LE PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : Guide des convenances 1919 ; 22 h 30 : J'viens pour l'annonce.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova babies ; 22 h 30 : l'Argent de Dieu.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : On n'est pas des pigeons ; 22 h : Vous descendez à la prochaine.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) 22 h : M. Sergent.
LE TINTAMARRE (887-33-82) 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : Triboulet.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 22 h 30 : Romeliette et Julot.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) 20 h 30 : M. Musseau.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Quatuor Viotti (Ravel, Saint-Saëns).
RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : M. Le Dizes, J.-Cl. Henriot (Carter, Ives, Berio...).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chorale E. Brasseur, Orchestre français d'Oratorio, dir. : J.-P. Lore (Poulenc).
ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, 21 h : Orchestre et Chorale P. Kuentz (Mozart).
SALLE A. MARCHAL, 20 h 45 : D. Levacque (Bach, Franck, Messiaen...).
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE, 20 h 45 : Chœurs R. de Lassus, Quatuor de hautbois Ph. Pelissier, R. Tambyeff (Schütz, Schein, Tallis...).
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Germ (Vandenbogaerde).
MUSÉE DE LA MARINE, 21 h : Ensemble Varenne, Ensemble instrumental de Paris, dir. : P. Fournillier (Bach).
ALLIANCE, 20 h 30 : Tsuruta Kinshi.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : R. Guérin.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) 22 h 30 : Groupe Carma.
FORUM (297-53-39), 21 h : Una Ramos.
NEW MORNING (523-51-41) 20 h : New Hampshire University.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 21 h : Al Jarreau.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Carrie Smith.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Steckar Tubapack.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter.
TH. DE PARIS (280-09-30), 21 h : R. Bottlang.

Festivals

XXe FESTIVAL DU MARAIS
(887-74-31)

HOTEL DE BÉTHUNE-SULLY 21 h 30 : Othello.
CENTRE CULTUREL DE WALLONIE-BRUXELLES, 20 h 45 : Vingt minutes d'entracte.
TH. ESSAION, 20 h 30 : Le no de Saint-Denis ; 21 h 45 : Sally Mara ; II : 21 h 15 : Bertrand strip stease.
CARREAU DU TEMPLE 21 h 30 : Vitriqes.
HOTEL DE MARLE, 20 h 30 : Sa Vidare.
PLACE DU MARCHÉ SAINTE-CATHERINE, 19 h 30 : Du sang sur les Charentaises
CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUVAIS, 20 h 30 : la Crapotte ; à 22 h : les Mots qui penchent.

VIIe SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN
(354-96-60)

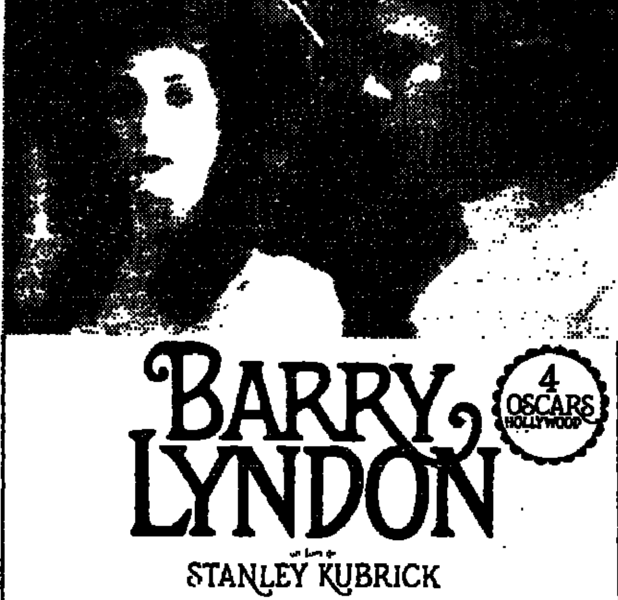
21 h, Ensembles baroque français (Boismortier, Mondoville, Telemann...)

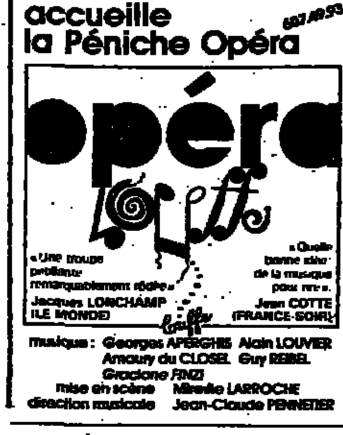
PRINTEMPS DE LA JEUNE CRÉATION
(Quartier des Halles)
(547-50-85)

THÉATRE : Th. de l'Epicerie, 20 h 30 : Théâtre de la mie de pain.
DANSE : Espace de l'Horloge, 18 h 30 et 20 h 30 : Cie Signans, Gwall V., Catala-Lemosof, Rubens Dance Guillaumes, Boa productions-M. Lelièvre-Frédéric, M.O.T.U.S. Danse, Ramdam.
MUSIQUE : Galerie des Lombards, 20 h 30 : Samarkand Djinn concept.

FOIRE SAINT-GERMAIN

Place Saint-Sulpice, 17 h : Théâtre forain.
Salle des Fêtes de la Mairie, 20 h 45 : le Plaisir de rompre ; le Pain du ménage ; 18 h 30 : A. Utagawa, D. Huntziker, M. Geliot (Vivaldi, Mozart, Naderman...).







SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

19 h, Onze Fioretti de François d'Assise, de R. Rossellini ; 21 h, Sélection officielle de Cannes 83 : Utu, de G. Murphy.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62). – V.o., v.f. : Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LA BALANCE (Fr.) : Gaîté Boulevard (233-67-06).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

BALLADE A BLANC (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

C'EST FACILE, ÇA PEUT RAPPORTER VINGT ANS (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; U.C.G. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

CLÉMENTINE TANGO (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cinoches (H. sp.), 6e (633-10-82).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DAR L'INVINCIBLE (A., v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Rivoli Beaubourg (H. sp.), 4e (272-63-32).

DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

DIVA (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) (**) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Maxeville, 9e (770-72-86).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

GALJIN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14).

GANDHI (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

J'AURAI TA PEAU (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). – V.f. : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PÉNITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (**) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN TEENAGERS, film américain de Curtis Hanson, v.o. : Forum Orient-Express 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-12-08) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secretan, 19e (241-77-99).

ANA, film portugais de Margarida Cordeiro et Antonio Reis, v.o. : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

CHICANOS STORY, film américain de Luis Valdez, v.o. : Forum, 1er (297-53-74), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Élysée-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-09-07) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA FEMME DU CHEF DE GARE, film allemand de Rainer Werner Fassbinder, v.o. : 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

HALTEROFLIC, film français de Philippe Vallois, Movies, 1er (260-43-99) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Maxeville, 9e (770-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

JE SAIS QUE TU SAIS..., film italien d'Alberto Sordi, v.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA PALOMBIÈRE, film français de Jean-Pierre Denis, Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Élysée-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nations, 12e (343-04-67) ; P.L.M. - Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SPECTACLES

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

ROCK AND TORAH (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).

THE VERDICT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Paramount Montmartre, 14e (606-34-25).

TOOTSIE (A., v.o.) ; Cluny Écoles, 5e (354-20-12) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) : H. sp. Denfert, 14e (321-41-0').

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ZOMBIE (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h 15.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 5.

CASANOVA UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (271-52-36), 20 h 20.

DEEP END (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h, 18 15.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h, 18 h 15.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44), 20 h 30.

LA FELINE (A., v.o.) (*) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

FRENCH CONNECTION (A. ; v.o.) Saint-Lambert, 15e (532-91-68), 19 h.

GILDA (A. ; v.o.) Acacias, 17e (764-97-83), 16 h, 20 h, 22 h.

GREASE (A. v.o.) Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

LES MISFITS (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 22 h 30.

MISSOURI BREAKS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h.

POSSESSION (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01), 22 h.

LE PROCES (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h, 24 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

RETOUR (A., v.o.) : Cité Internationale, 13e (589-38-69), 21 h.

REVIENS JIMMY DEAN, REVIENS (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40, 0 h 25.

THE LAST WALTZ (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h.

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h.

UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 18 h.

ZORBA LE GREC (Grec) : Escurial, 13e (707-28-04), 20 h.

DEMAIN

COMMUNICATION

Les entreprises nationales, la publicité et la presse de gauche

En mai dernier, l'hebdomadaire *Stratégies* – spécialisé dans la publicité et les médias – livrait les résultats d'une étude menée par Secodip, tendant à prouver que, après deux ans de pouvoir socialiste, les commandes publicitaires passées par les entreprises nationales (Air France, Air Inter, S.N.C.F., R.A.T.P.) avaient surtout profité à la « presse de gauche ».

Plusieurs organes de presse (*Libération, le Point, le Figaro-magazine*, etc.) avaient repris ces informations, et M. Jacques Godfrain, député (R.P.R.) de l'Aveyron, avait même posé une question au gouvernement ; M. Charles Fiterman, ministre des transports, avait été interrogé à ce sujet au cours de « L'heure de vérité », à la télévision, le jeudi 9 juin.

L'Agence centrale de publicité (A.C.P.), qui est contrôlée par le parti communiste français, vient de se livrer – à partir des chiffres données par la Secodip (1) – à une contre-enquête qui, selon elle, *« prouve de manière irréfutable que cette campagne orchestrée est purement mensongère* [et qu'] *elle tend à camoufler l'ostracisme politique passé et présent à l'égard de la presse communiste »*.

Dans le secteur des transports « nationalisés », l'A.C.P. affirme que *le Figaro* et *France-Soir* ont reçu, ensemble, 9 346 000 F en 1980 et 20 107 000 F en 1982, soit une progression de 128 % pour le premier titre et de 90 % pour le second.

Dans le même temps, *l'Humanité* et *l'Humanité-dimanche* ont reçu, ensemble, 1 343 000 F en 1980 et 4 900 000 F en 1982, soit une progression de 348 % pour le quotidien et de 192 % pour l'hebdomadaire.

Mais, note l'A.C.P., *« ne raisonner qu'en taux de progression* (comme l'avait fait *Stratégies*, N.D.L.R.), *sans indiquer les montants et pour tous les journaux, relève d'un trucage à la limite de la malhonnêteté »*. Toujours selon l'A.C.P., *le Matin de Paris* et *le Nouvel Observateur* ont, pour leur part, reçu ensemble 2 814 000 F en 1980 et 7 941 000 F en 1982, soit une progression de 133 % pour le premier, de 219 % pour le second.

(1) Etude portant sur cinquante entreprises du secteur public.

M. Fillioud inaugure à Tunis la deuxième chaîne de télévision

De notre correspondant

Tunis. – Dix-sept ans après sa création, la télévision tunisienne vient de se doter d'une deuxième chaîne. Cette nouvelle unité à vocation internationale, mais d'expression essentiellement francophone, a été inaugurée dimanche 12 juin par le ministre tunisien de l'information, M. Tahar Belkhodja, et par M. Georges Fillioud, secrétaire d'État français chargé des techniques de la communication.

Envisagée depuis plusieurs années, cette réalisation a été financée par la France, à concurrence de 110 millions de francs, dont 60 millions de subvention du Trésor, le reste en crédits publics et privés.

Dans un premier temps, les émissions seront seulement captées à Tunis et dans la proche banlieue, mais d'ici à la fin de 1984 elles pourront être reçues sur l'ensemble du territoire. Les programmes seront établis principalement à partir des émissions reçues des trois chaînes françaises, mais aussi, des télévisions belge et suisse, des productions tunisiennes en français et de quelques émissions en langue anglaise.

Selon les autorités, les télespectateurs interrogés se sont montrés à 80 % favorables à la création de cette deuxième chaîne. Elle n'en a pas moins alimenté de multiples polémiques, tant dans l'opinion que dans les milieux politiques : des députés ont exprimé des craintes quant à l'*« influence négative »* que l'entreprise risque d'avoir sur la *« personnalité arabo-islamique du peuple tunisien »*, et des journaux d'opposition ont même évoqué les dangers de *« l'impérialisme culturel »*.

Lors de l'inauguration des émissions, M. Tahar Belkhodja a répondu à ces critiques en rappelant que, à l'heure du développement du réseau de télécommunication par satellite, il valait mieux *« aller au devant du progrès plutôt que de le subir »*.

M. Fillioud a tenu à préciser que *« la France est trop soucieuse du respect de l'indépendance et de l'identité culturelle de ses partenaires dans le dialogue Nord-Sud pour qu'elle ait tendance à leur imposer quoi que ce soit »*. *« La création de cette chaîne*, a-t-il ajouté, *est seulement* « le témoignage d'une volonté politique forte » *de M. Mitterrand et du gouvernement français d'établir* « une coopération renforcée, développée et confiante ».

MICHEL DEURÉ.

● *M. François Jouffa* vient d'être nommé adjoint au directeur des programmes de France-Inter, M. Jean Garretto, pour FIP et les dix stations régionales similaires (FIR) installées en province (Marseille, Bordeaux, Lyon, Nancy, Lille, Reims, Antibes, Toulouse, Nantes et Strasbourg). M. Jouffa, qui a débuté à la radio en 1956 et a collaboré à Europe 1, France-Inter et à la télévision, travaillait depuis 1982 avec M. Garretto pour la préparation de la nouvelle grille des programmes d'Inter, qui entrera progressivement en application en septembre prochain.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 14 JUIN

– *MM. Xavier Guiglini*, conseiller technique auprès du ministre de la formation professionnelle, *Jérome Baudry*, responsable général de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) et *Jean Raymond*, responsable général du M.J.C.F. (Mouvement de la jeunesse communiste de France) participent à l'émission « Point chaud », à 19 h 15, sur Radio-92, 92.8 MHz, Nanterre, Hauts-de-Seine.

MARDI 14 JUIN

– *M. Ariel Sharon*, ancien ministre de la défense de l'État d'Israël, est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1, à 19 h 30.

– *Le Dr Philippe Augoyard* est reçu à l'émission « Forum santé », à 21 heures, sur Radio-Digitale, 88,5 MHz, Paris.

MERCREDI 15 JUIN

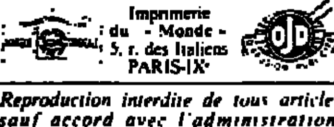
– *M. Mieczyslaw Rakowski*, vice-premier ministre polonais, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

● *PRÉCISION.* – L'architecte qui a conçu le futur centre multimédias de Paris (*le Monde* du 10 juin) n'est pas Ricardo Boffill – qui a conçu l'ensemble de l'aménagement de la place Jean-Zay – mais l'Atelier d'urbanisme et d'architecture Novarina.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Mardi 14 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Magazine : Sage.
Pour le dernier numéro de la saison, Michel Tréguer présente plusieurs courts métrages.

21 h 40 Café-théâtre : La vie, c'est pas de la rigolade.
Sylvie Joly, elle a du tempérament, elle pète le feu, elle épuise, pour notre plaisir elle se métamorphose en un clin d'œil en toute une série de personnages : vendeuse, coiffeuse, bourgeoise assommante, épouse harassante... accroche tous les tics de langage, les accents, les faiblesses humaines... On s'amuse franchement même si cela ne va pas très loin.

22 h 45 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
Troisième épisode de la série anglaise « Le prisonnier ». Mythe et violence.

23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Film : Est-ce bien raisonnable ?
Film français de G. Lautner (1981), avec Miou-Miou, G. Lanvin, R. Saint-Cyr, M. Galabru, J. Guiomar, H. Guybet.
Afin d'éclaircir une louche affaire locale, une journaliste de Nice vient demander, à Paris, l'aide d'un juge redresseur de torts. Elle prend pour celui-ci un prisonnier évadé, qui profite de l'occasion pour partir vers le Midi, avec elle.
Il y a moins de verve et de rythme que d'habitude dans ce genre de comédie cher à Lautner. Mais on se laisse prendre par l'interprétation de Miou-Miou.

22 h 35 Mardi cinéma.
Avec Brigitte Fossey et Isabelle Adjani.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : le Septième Juré.
Film français de G. Lautner (1961), avec B. Blier, M. Birand, F. Blanche, D. Delorme, J. Riberolles (N).
Un pharmacien de Pontarlier, coupable d'un meurtre accidentel, est nommé juré au procès d'assises où va comparaître un innocent, arrêté, accusé à sa place.
L'un des premiers films de Lautner, à redécouvrir. Étude de mœurs provinciales et cas de conscience d'un bourgeois. Une certaine tradition psychologique et sociale du cinéma français. Et d'excellents acteurs.

22 h 15 Journal.

22 h 35 Bleu outre-mer.
Emission de Marie Coletti.
Bienvenue au Très Saint-Père (reportage de M.-J. Alie) ; Les Caraïbes (reportage d'H. Metro).

23 h 23 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Georges Fèvre par un fonctionnaire.

23 h 25 Prélude à la nuit.
« Sonate pour trompette et orgue en ré majeur », de Telemann, par Bernard Soustrot (trompette) et François-Henri Houbart (orgue).

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : « Capuletti ed i Monecchi », de Bellini, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Delogu, et les chœurs de Radio-France, dir. J. Jouineau.
22 h 35, Fréquence de nuit : 23 h 35, Jazz-Club.

FRANCE-CULTURE

20 h, dialogues france-portugais : le dilemme de la communauté portugaise : partir ou rester ?
21 h 15, Les orchestres symphoniques français.
22 h 30, Nuits magnétiques : La septième face du dé ; à 23 h 5, Raymond Roussel.

Mercredi 15 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF1

13 h 35 Un métier pour demain : Des métiers de l'édition.
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
18 h Jack Spot.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
19 h 53 Tirage du Loto.
20 h Journal.

20 h 35 Les mercredis de l'information : La prison sans haine et sans crainte.
La remarquable série « Derrière les murs » propose cette fois de franchir les hauts murs de la centrale de Saint-Maur (Indre). Roger Gicquel et Alain Retsin ont eu carte blanche pour filmer – et interroger – les prisonniers, les surveillants, la direction. Dans ce monde lourd, on ne parle pas à la légère. La liberté d'expression, la spontanéité des propos du film donnent un résultat qui porte à la réflexion, sur les droits des prisonniers, sur les sorties, sur la réinsertion, sur la philosophie même de la prison...

21 h 55 Opéra, amour fou : Souffrance des monstres.
Deuxième et dernier volet de l'opéra selon Catherine Clément : opéra, mythe de la faiblesse féminine et de l'homme fort... On parle beaucoup.

22 h 45 Expo des expositions.
Les principales expositions universelles et internationales de 1851 à 1989.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

13 h 50 Série : Les amours des Années folles.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
« Expédition suisse au Groenland ».
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
Karen Cheryl, Police...
17 h 45 Terre des bêtes.
Safari sous-marin
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : La traversée de l'Islande, d'après J.-C. Barreau, réal. A. Levant.
22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie, de D. Thibault.
Attention, vacances !
La médecine de bord de mer.
22 h. 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

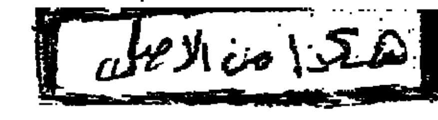
15 h En direct de l'Assemblée nationale.
18 h 25 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Union française des centres de vacances.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Vagabul.
20 h Les jeux.
20 h 35 Spectacle 3 : Les Strauss.
De Georges Coulonges, enregistré au Théâtre du Rond-Point, mise en scène J.-L. Barrault, réal. J. Hubert, avec P. Arditi, M. Delcroix, E. Grandjean.
22 h 35 Journal.
22 h 53 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
22 h 55 Prélude à la nuit.
« Troisième scherzo » de F. Chopin par B. d'Ascoli, au piano, et les lauréats de la Fondation Samson-François.

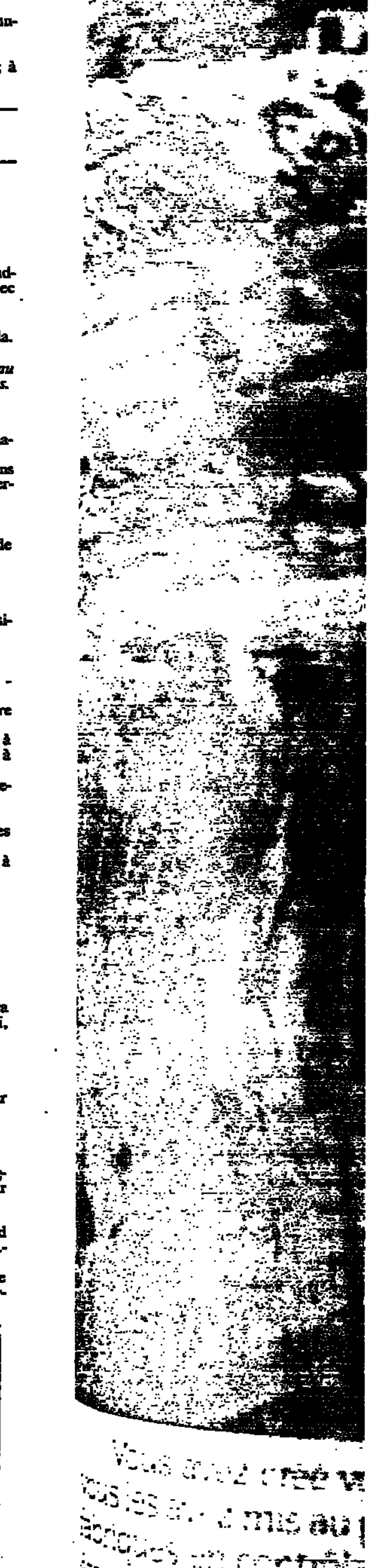
FRANCE-CULTURE

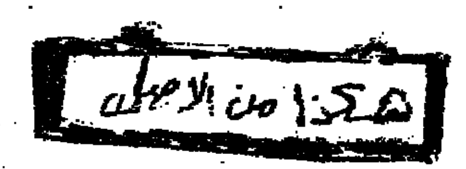
7 h 2, Matinales : l'Égypte, porte de l'Orient ; l'orientalisme pour quoi faire ?
8 h, Les chemins de la connaissance : quelques négations du hasard ; à 8 h 32, Elisée Reclus, un géographe libertaire.
8 h 50, Échec au hasard.
9 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : « L'épicier rose », de G. Kolebka.
11 h 2, La musique prend la parole.
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Io la musica son, un voyage à travers les compositions musicales de femmes.
(et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « Puisque tout est grâce » - Journal 1980-82, de M. Ciry.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : la culture est-elle une affaire de gouvernement ?
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Itinéraires ; à 15 h 35, hier, aujourd'hui, la nature ; à 16 h, Science à l'infinitif ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Promenade au jardin des sciences.
22 h 30, Nuits magnétiques : La septième face du dé ; à 23 h 5, *Raymond Roussel*.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Pittoresques et légères.
6 h 30, Musiques du matin.
7 h 5, Concert : œuvres de Roussel, Ravel.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : messe en ut majeur de Beethoven.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : naissance de l'opéra russe, œuvres de Rimsky-Korsakov, Tchaikovski, R. Strauss, Glazounov.
12 h, Avis de recherche : Magin.
12 h 35, Jazz : Bill Evans.
13 h, Opérette : Wolf-Ferrari.
13 h 30, Jeunes solistes : œuvres de Haendel, Al-Aiedy, par F. Al-Aiedy, luth et haubois.
14 h 4, Microcosmos : 16 h 30, Portrait de Robert Fripp.
17 h 5, L'histoire de la musique.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : « Langsamer » de Webern, quatuor en ré majeur de Franck par le Quatuor Bartholdy.
19 h 35, L'imprévu.
20 h 30, Concert : (donné le 27 mai 1983 au « Berwald Hall » de Stockholm) : œuvres de M. Dominique, B.-A. Wallin par le grand ensemble de l'U.E.R.
22 h 30, Fréquence de nuit : la côte ouest : œuvres de Adams, Lentz, Subotnik, Rosenboom, Budd, Partch, Harrison.

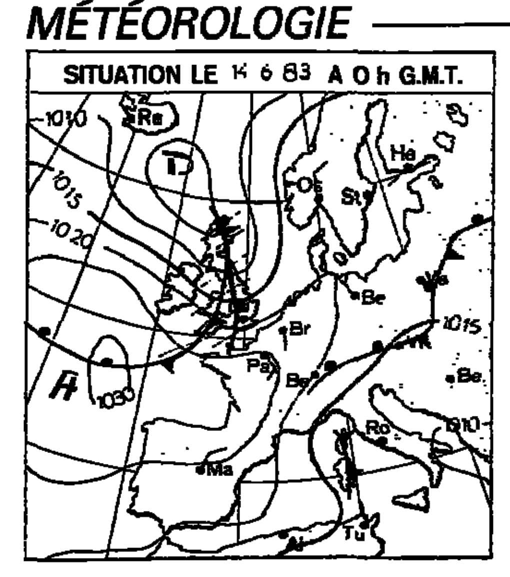


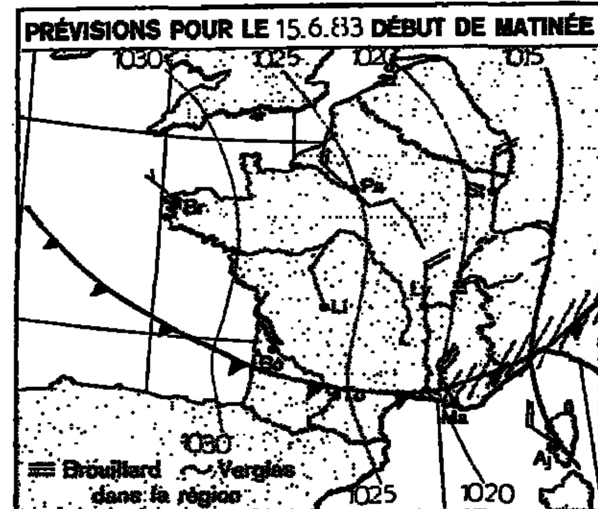




INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le mardi 14 juin à 0 heure et le mercredi 15 juin à minuit.

Les perturbations océaniques contournent par le nord les hautes pressions du proche Atlantique puis descendront rapidement de l'Ecosse à la Méditerranée en étant peu actives.

Mercredi, sur les Alpes, le bord de la Méditerranée et la Corse, le ciel sera assez chargé surtout le matin, des averses orageuses éclateront par place. Le mistral se lèvera dans la basse vallée du Rhône et près de la Méditerranée.

Sur l'Aquitaine et les Pyrénées, après les nuages matinaux, belle amélioration avec éclaircies durables.

Sur toutes les autres régions, soit au nord d'une ligne Bordeaux-Montélimar, assez beau temps frais mais souvent bien ensoleillé. Les nuages seront passagers. Le vent de nord modéré pourra par moments souffler en rafales.

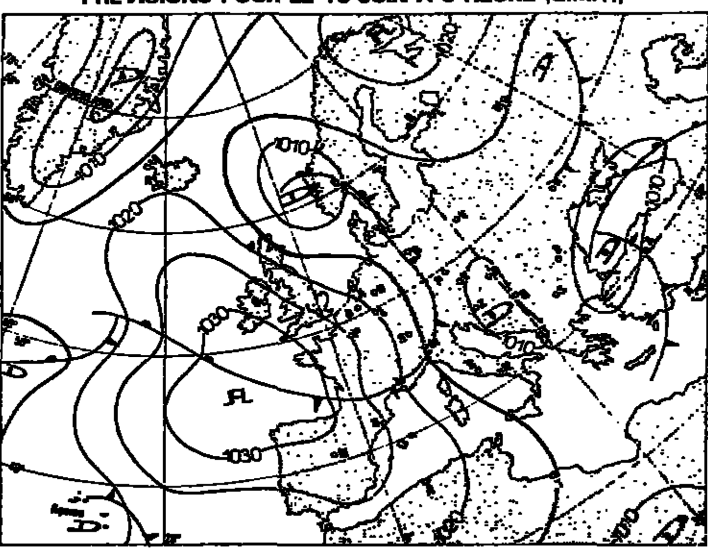
Les températures seront en baisse en toutes régions. Il fera 8 à 10°C au lever du jour, 14 à 15°C près de la Méditerranée. Dans la journée, 16 à 18°C en bordure de la Manche; 20°C environ sur la majeure partie du pays et 23 à 24°C près de la Méditerranée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 13 juin, à 8 heures, de 1 023,1 millibars, soit 767,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 juin ; le second le minimum dans la nuit du 13 au 14 juin) :

Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 22 et 11 ; Bourges, 20 et 8 ; Brest, 17 et 12 ; Caen, 19 et 11 ; Cherbourg, 16 et 11 ; Clermont-Ferrand, 20 et 7 ; Dijon, 21 et 10 ; Grenoble, 19 et 10; Lille, 20 et 12 ; Lyon, 21 et 9 ; Marseille-Marignane, 25 et 17 ; Nancy, 19 et 11 ; Nantes, 20 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 21 et 12 ; Pau, 22 et 11 ; Perpignan, 26 et 16 ; Rennes, 20 et 12 ; Strasbourg, 20 et 12 ; Tours, 20 et 10 ; Toulouse, 23 et 11 ; Pointe-à-Pitre 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 16 degrés ; Amsterdam, 19 et 12 ; Athènes, 24 et 17 ; Berlin, 24 et 14 ; Bonn, 19 et 7 ; Bruxelles, 20 et 11 ; Le Caire, 35 et 22 ; îles Canaries, 30 et 23 ; Copenhague, 22 et 13 ; Dakar, 28 et 24 ; Djerba, 27 et 20 ; Genève, 20 et 10 ; Jérusalem, 28 et 15 ; Lisbonne, 28 et 18 ; Londres, 18 et 13 ; Luxembourg, 16 et 7 ; Madrid, 32 et 16 ; Moscou, 23 et 13 ; Nairobi, 24 et 12 ; New-York, 33 et 21 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 28 et 15 ; Stockholm, 24 et 13 ; Tozeur, 34 et 22 ; Tunis, 31 et 20.



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE QUOTIDIENNE

A PARTIR DU 1er JUILLET

L'usage de la carte orange sera étendu à l'ensemble de l'Ile-de-France

A partir du 1er juillet, tous les usagers des transports collectifs de l'ensemble de la région Ile-de-France vont pouvoir bénéficier d'un titre unique de transport. Jusqu'à présent, seuls les usagers se déplaçant à l'intérieur du périmètre relevant de l'autorité du Syndicat des transports parisiens bénéficiaient de cette facilité, avec la « carte orange ». Dès le mois prochain, un nouveau titre de transport sera proposé à ceux dont l'origine ou la destination des déplacements quotidiens se situent hors de ce périmètre, mais dans les limites de la région Ile-de-France.

Le nouveau titre sera valable à l'intérieur du périmètre des transports parisiens selon les modalités habituellement applicables à la carte orange, c'est-à-dire qu'il permettra un nombre de voyages illimité sur les réseaux S.N.C.F., R.E.R., métro et autobus. Mais en plus, il permettra l'usage illimité des liaisons ferroviaires au-delà de ce périmètre. A cet effet, deux nouvelles zones vont venir s'ajouter aux cinq que comporte déjà le système carte orange :

– Une « zone A », qui comprend les zones hors périmètre des transports parisiens situées dans un rayon inférieur à 50 kilomètres de la station parisienne Châtelet-les Halles ;

– Une « zone B », qui comprend les gares situées à plus de 50 kilomètres de Châtelet-*les Halles.*

Les titres « carte orange + zone A » seront vendus au même prix que la carte orange correspondante.

Les titres « carte orange + zone A + zone B » seront vendus au prix de la carte orange correspondante + 30 francs.

Selon le ministère des transports, l'économie réalisée par les usagers concernés atteindra en moyenne 85 francs par mois.

LA RÉSILIATION IMMÉDIATE D'UN CONTRAT D'ASSURANCE AUTOMOBILE VA ÊTRE LIMITÉE

Le *Journal officiel* du mardi 14 juin a publié une série de décrets et d'arrêtés, qui représentent le premier train des mesures adoptées le 1er février 1983 par le Conseil national des assurances et qui visent à réformer l'assurance automobile (*le Monde* du 2 février 1983).

Parmi celle-ci, figure l'impossibilité pour une compagnie d'assurances ou une mutuelle, de résilier un contrat immédiatement après un sinistre comme *cela se passe* fréquemment. La résiliation immédiate demeure toutefois possible lorsque l'accident a été causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique, et lorsqu'une infraction au code de la route a entraîné une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, ou une décision d'annulation de ce permis. Certes, l'assureur pourra toujours résilier le contrat à son échéance normale, mais devra respecter un délai de *préavis de deux mois, au lieu d'un* mois habituellement.

En outre, l'assureur sera obligatoirement tenu d'établir un devis avant l'établissement d'un contrat. Enfin, le Bureau central de tarification (B.C.T.), qui intervient pour permettre aux conducteurs d'obtenir un contrat, pourra désormais fixer le montant de la prime à partir du tarif de la société choisie, cette dernière n'étant plus libre de le faire à son gré, ce dont elle abusait parfois.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du lundi 13 et mardi 14 juin :

UNE LOI

● Définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils permanents de l'État et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires occupant de tels emplois.

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 5 septembre 1973 relatif au régime financier et comptable de la région ;

● Relatif au répertoire des métiers.

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3471

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II									
III					■				
IV								■	
V		■			■	■			
VI		■						■	
VII							■		
VIII			■						■
IX		■		■					
X	■								
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Considère, plus que tout autre, qu'un entier vaut bien deux moitiés. Possessif. – II. Étincelles d'allumeuse. – III. Ancienne métropole toltèque. Bénéficiaire de dons en nature. – IV. Selon le genre, il occupe une botte différente. – V. Écho qu'entendit Jeanne d'Arc. Indique que la mesure est comble. – VI. Il en est un célèbre qui ne vaut pas plus de vingt centimes. – VII. Langue pouvant être enrichissante à condition de la cultiver. Personnel. – VIII. Participe passé. Responsable de plus d'un incendie de palais. – IX. Glace ou miroir. – X. Libres de toute chaîne. – XI. Est plus heureuse dans les pensées que dans les actes. Base de frappe pacifique.

VERTICALEMENT

1. Le maître des maîtres. – 2. Puits en eau profonde. Participe passé. Interjection. – 3. Mineur n'ayant pas encore la majorité. Porteur d'armes ou protecteur de celles-ci. – 4. Une grande parmi celles portant cloche et ombrelle. Clôt le débat. – 5. Personnel. Emprunté sans intérêt. – 6. Cité lacustre du Nouveau Monde. Un cavalier peut la défendre contre les menaces d'un fou. – 7. Intérieur de style latin. Devise. – 8. Modeste cadeau au pays du mikado. Cité antique d'Arcadie. – 9. Moyen de défense contre les assauts de mauvaise humeur. Ferment biologique.

Solution du problème n° 3470

Horizontalement

I. Approche. – II. Inouï. Eus. – III. Ni. Drôles. – IV. Impiété. – V. Ta. Érin. – VI. Iléon. – VII. Aconit. Pi. – VIII. Tu. Éole. – IX. Ilien. Cal. – X. Vessie. Il. – XI. Es. Élidé.

Verticalement

1. Initiative. – 2. Animalcules. – 3. Pô. EO. Is. – 4. Pudibondes. – 5. Rire. Ni. Nie. – 6. Ote. Té. El. – 7. Céleri. Oc. – 8. Hue. Plaid. – 9. Essentielle.

GUY BROUTY.

CARNET

Décès

– M. et Mme Gueugnier et leur fils,
M. et Mme Maurice Besson
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Girardier
et leurs enfants,
Mlle Suzanne Girardier,
M. et Mme Gabriel Joubert
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Louise BESSON,
maître de conférences,
adjoint
à l'université Pierre-et-Marie-Curie,

survenu à Paris le 11 juin 1983, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Étienne-du-Mont, Paris-5e, le jeudi 16 juin, à 8 h 30.

Une messe sera dite le même jour, à 16 h 15, en l'église Saint-Claude de Tassin (Rhône).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Isabelle Gueugnier,
88, avenue du Maine,
75014 Paris.
M. et Mme Maurice Besson,
110, avenue de la République,
69160 Tassin.

– Les familles Blandin, ses frère, belles-sœurs, neveux et nièces, et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

André BLANDIN,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
agrégé de sciences physiques,
professeur à l'université de Paris-XI,
prix Holweck 79,

survenu à Arcueil le 12 juin 1983 à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-Denys d'Arcueil le jeudi 16 juin, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu à Bernouil (89), à 17 h 30.

J. Blandin, 7, rue Paul-Doumer,
95580 Andilly.
N. Blandin, 21, rue du Docteur-Doillon, 70000 Vesoul.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jehan BOUVELET,
née Marcelle Bouët-Wiswald,

survenu à Paris le 9 juin 1983 dans sa quatre-vingt-treizième année.

De la part de
Mme Gilberte Pillet-Bouët,
sa sœur,
Mme Aline Berengier et son époux,
sa filleule,
M. et Mme Jean-Louis Bouët
et leurs enfants,
M. Jean-Jacques Pillet,
M. et Mme Jean-Pierre Pillet
et leurs enfants,
M. et Mme Christian Molotte,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Léon Jacques Boudet,
Mme Alfred Benjamin Jenkins,
ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces.

La cérémonie religieuse et l'incinération auront lieu au cimetière du Père-Lachaise le jeudi 16 juin, à 15 h 30.

S'abstenir du témoignage des fleurs.

– Mme Roger Excoffon,
M. et Mme Stéphane Excoffon
et leurs enfants,
M. et Mme Robert Rosaz
et leurs enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger EXCOFFON,

survenu le 31 mai 1983.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 3 juin à Fessy (Haute-Savoie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

45, rue Saint-Ferdinand,
75017 Paris.

– Le conseil d'administration, la direction et les collaborateurs de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres,
ont le grand regret de faire part du décès, survenu subitement le 7 juin 1983, de

M. Michel GENTILS,
sous-directeur.

Les obsèques auront lieu le mercredi 15 juin 1983, à 9 heures, en la chapelle de Méry-sur-Oise (Val-d'Oise).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Emmanuel Géraud,
son épouse,
Le docteur et Mme Bernard Géraud,
M. Michel Géraud,
ses enfants,
Marion, Jean-Baptiste et Vincent,
ses petits-fils,
Mme Paul Géraud, sa nièce,
Mlle Bernadette Jourdain,
sa fidèle collaboratrice,
Les familles Raynal, Duval, Amblard, Salvy, Fouillade, Herpe et Darondeau,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Emmanuel GÉRAUD,
médaille des évadés,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
ancien maire de Collandres,

survenu le 12 juin 1983 dans sa soixante-neuvième année muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue d'Armaillé, Paris-17e, le mercredi 15 juin 1983, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Collandres (Cantal).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– On nous annonce le décès, survenu le 15 mai à Nice, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M. J.-B. GIAUFFRET.

– Mme Félix Grafmeyer,
M. Alain Grafmeyer,
avocat à la cour et Mme,
M. et Mme Alain Gautier,
M. et Mme Xavier Sapin,
annoncent l'entrée dans la paix et la joie du Seigneur de

M. Félix GRAFMEYER,
avocat à la cour,

le 6 juin 1983.

Selon son désir la cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité.

– M. et Mme Gérard Bloch,
ses enfants,
M. Daniel Bloch,
M. et Mme Yves Bloch-Tharasse,
ses petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 8 juin 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Mme Hippolyte LÉVY,
née Rose Dreyfus.

La défunte ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas eu d'obsèques.

La famille s'excuse vivement de ne pouvoir recevoir.

67, avenue de la République,
75011 Paris.

– On nous prie d'annoncer la mort, le 17 avril 1983, de

M. Jacques OUDIETTE,
inspecteur des finances,
directeur général adjoint honoraire
de la Banque nationale de Paris,
ancien président
de la chambre de commerce
France-Amérique latine.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Gasville.

– Mme André Pagès,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André PAGÈS,
ingénieur E.S.E.,
croix de guerre 1939-1945,
Palmes académiques,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 3 juin 1983.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, mercredi 8 juin, au cimetière parisien de Bagneux.

9, rue de la Cité-Universitaire,
75014 Paris.

– Ajaccio. Quenza.
Mlle Paule Pietri,
Mme et M. Liber,
leurs enfants et petits-enfants,
Parents et alliés,
font part du décès de

M. Perique PIETRI,
inspecteur départemental honoraire
de l'éducation nationale,

survenu à Ajaccio dans sa quatre-vingt-seizième année, le 7 juin 1983.

La levée de corps a eu lieu à la clinique Guglielmi, à 14 heures, le mercredi 8 juin 1983.

Les obsèques civiles ont suivi à Quenza, vers 16 heures.

– M. Jean Piat,
M. et Mme Jean Michot
et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Piat
et leurs enfants,
M. et Mme Guy Montreuil
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Flocon
et leurs enfants,
Mlle Chantale Piat,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Denise PIAT,
née Morelet,

survenu accidentellement dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 15 juin, à 15 heures, en la basilique du Sacré-Cœur, 89, rue Antoine-Charial à Lyon-3.

111, rue Baraban,
69003 Lyon.

– Mlle Pinson
Et les membres de sa famille,
Le Supérieur provincial des Eudistes,
La communauté Eudiste
Et les paroissiens de l'église du Saint-Esprit,
Tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès du

Père Auguste PINSON,

survenu le 11 juin 1983.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 juin 1983, à 14 heures, en l'église du Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, Paris-12e.

– Marianne Berthod-Wurmser
a la tristesse de faire part du décès de son père,

M. Henri WURMSER,

survenu le 12 juin 1983 en son domicile, 2, square Théodore-Judlin, Paris-15e.

La levée de corps se fera le mercredi 15 juin 1983.

On se réunira au domicile, à 15 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux.

Remerciements

– Mme Maurice Franck

remercie vivement tous ceux qui lui ont témoigné leur affection depuis la mort de son mari.

Avis de messes

– L'Association des Français libres fera célébrer le samedi 18 juin, à 9 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe (portes ouvertes) pour commémorer l'appel du général de Gaulle et honorer sa mémoire ainsi que celle des combattants de la France libre morts au champ d'honneur. Cette messe sera suivie, à 11 heures, d'un dépôt de gerbe par le président de l'A.F.L. au monument de la France libre, avenue du Président-Wilson.

Il est demandé aux associations d'anciens combattants et de résistants de porter cet avis à la connaissance de leurs membres et d'y déléguer leur porte-drapeau.

Communications diverses

– Hommage de l'UNESCO à
Simon BOLIVAR,
libérateur de l'Amérique latine,
à l'occasion du bicentenaire de sa naissance.

Maison de l'UNESCO, salle I, 119, avenue de Suffren, 75007 Paris, **le mercredi 15 juin 1983, à 18 h 30.**

Au programme, un spectacle audiovisuel, de brèves allocutions du directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mahtar M'Bow, et des principales autorités de l'Organisation, et une heure de spectacle de chants, danses et poésies de huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Bolivie, Colombie, Equateur, Haïti, Jamaïque, Panama, Pérou et Venezuela).

Entrée libre.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

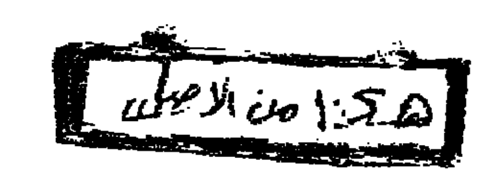
– Université Paris-X (Nanterre), mercredi 15 juin, à 14 h 30, salle C 26, Mlle Georgette Lormant : « Deux romanciers régionalistes méconnus du dix-neuvième siècle : Ferdinand Fabre (1827-1898), Georges Mac Donald (1824-1905) ».

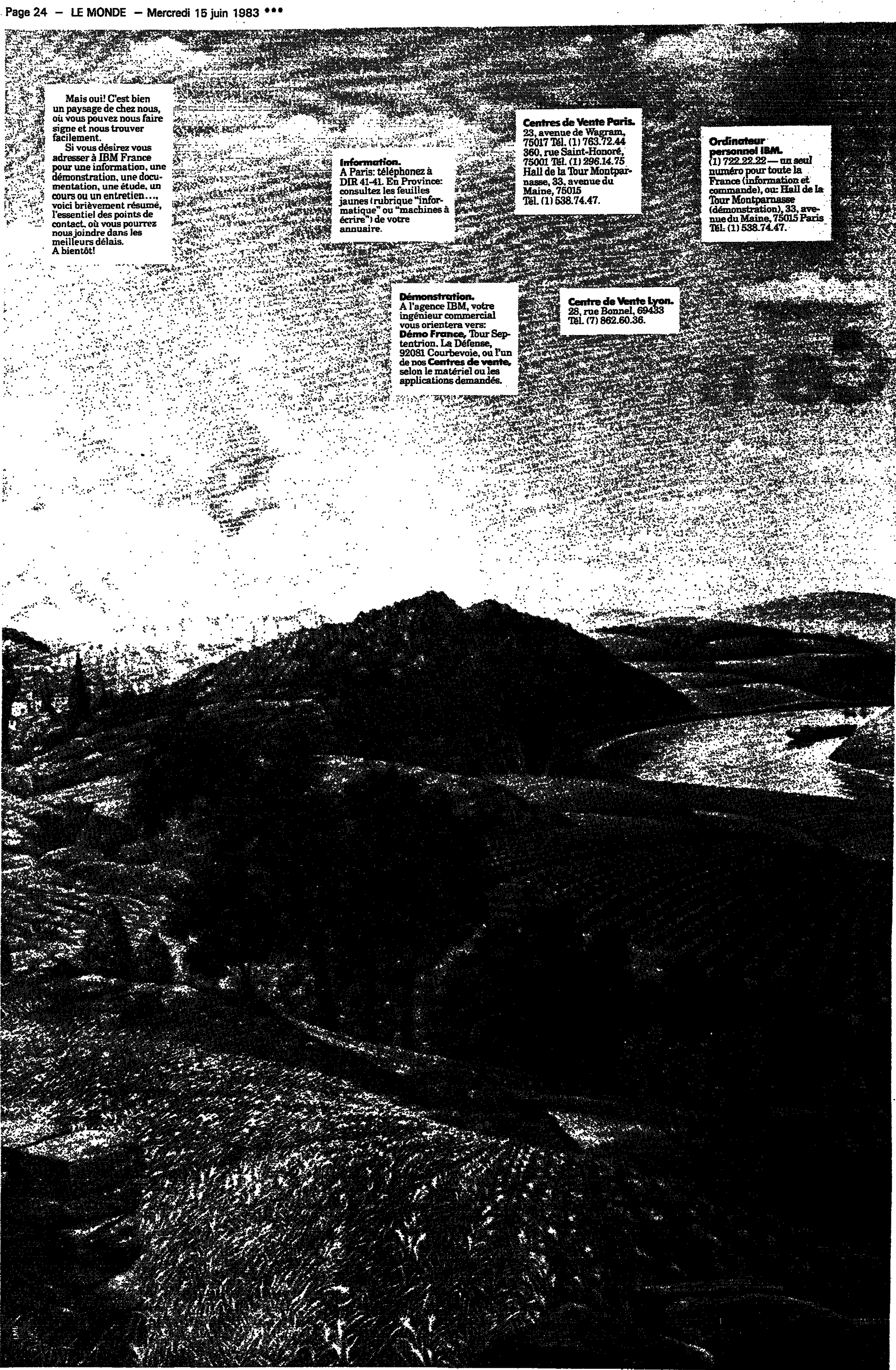
– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), jeudi 16 juin, à 17 heures, salle 2, centre Panthéon, M. Dominique Layre : « La responsabilité du fait des mineurs ».

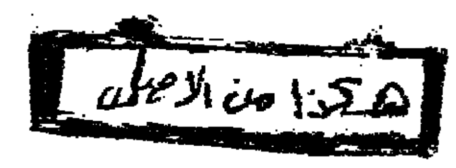
– Université Bordeaux-III, jeudi 16 juin, à 14 h 30, salle des Actes, M. René-Claude Lachal : « L'infirme dans la littérature italienne destinée à l'enfance et à la jeunesse au dix-neuvième siècle et au début du vingtième siècle ».

– Université Paris-IX (Dauphine), jeudi 16 juin, à 10 heures, salle D 520, M. Jacques Apter : « Gestion dynamique de l'entreprise et mesure de sa capacité d'adaptation grâce à une méthode nouvelle, « modulation du temps ».






Mais oui! C'est bien un paysage de chez nous, où vous pouvez nous faire signe et nous trouver facilement.
Si vous désirez vous adresser à IBM France pour une information, une démonstration, une documentation, une étude, un cours ou un entretien..., voici brièvement résumé, l'essentiel des points de contact, où vous pourrez nous joindre dans les meilleurs délais.
A bientôt!
Information.
A Paris: téléphonez à DIR 41-41. En Province: consultez les feuilles jaunes (rubrique "informatique" ou "machines à écrire") de votre annuaire.
Centres de Vente Paris.
23, avenue de Wagram, 75017 Tél. (1) 763.72.44
360, rue Saint-Honoré, 75001 Tél. (1) 296.14.75
Hall de la Tour Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75015 Tél. (1) 538.74.47.
Ordinateur personnel IBM.
(1) 722.22.22 — un seul numéro pour toute la France (information et commande), ou: Hall de la Tour Montparnasse (démonstration), 33, avenue du Maine, 75015 Paris Tél. (1) 538.74.47.
Démonstration.
A l'agence IBM, votre ingénieur commercial vous orientera vers: Démo France, Tour Septentrion. La Défense, 92081 Courbevoie, ou l'un de nos Centres de vente, selon le matériel ou les applications demandés.
Centre de Vente Lyon.
28, rue Bonnel, 69433 Tél. (7) 862.60.36.



Etude d'équipement.
Adressez-vous à une agence et à un ingénieur commercial IBM. A Paris: téléphonez à DIR-41-41. En Province: consultez les feuilles jaunes (rubrique "machines à écrire" ou "informatique") de votre annuaire.

Pour les fournitures informatiques (bandes magnétiques, disquettes, rubans d'imprimantes), téléphonez à:
IBM Direct Fournitures Informatiques
(1) 562.35.00 — un seul numéro pour toute la France. 92, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.

Maintenance.
Auprès de chaque agence "Inspection IBM" (voir agence commerciale ou bureau local) documentation et support technique.

Recherche.
Centre de Développement Scientifique, 36, avenue Raymond Poincaré, 75116 Paris.
Laboratoire de la Gaude (Alpes-Maritimes) 06610 La Gaude.

Commande, achat.
IBM Direct.
Pour les machines à écrire et les fournitures bureautiques (rubans et sphères), téléphonez à (38) 83.41.41 — un seul numéro pour toute la France.

Formation.
Votre ingénieur commercial vous adressera, selon le cas:
Au Centre Education de Boulogne
Au Centre Formation Clients de Val-de-Fontenay
A un Centre de Support Clients (CSC)
A un Centre de Support Régional (CSR)
ou encore à un Centre d'Enseignement Guidé (CEG) par région ou par bureau.

Production.
Usine de Corbeil-Essonnes (Essonne)
Usine de Montpellier (Hérault)
Usine de Canéjan, près de Bordeaux (Gironde)
Usine de Boigny-Orléans (Loiret).

Distribution.
Centre de distribution à Evry-Lisses (Essonne).

IBM

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

futur directeur technique

PME lyonnaise en expansion, constructeur d'appareils de levage manutention, leader du marché français dans sa spécialité, recherche l'Ingénieur qui pilotera son développement technique.

Collaborateur direct du P. D.G., il prendra notamment en charge les missions suivantes: conception et mise au point des nouveaux produits et de leurs outillages; évolution des produits existants (petites séries et unitaires); mise en place de la gestion de la qualité, et des méthodes.

Ce poste, évolutif, convient à un homme jeune, Ingénieur A. et M. (ou équivalent), ayant déjà une expérience industrielle variée: B.E., Méthodes ... Son adaptabilité et ses qualités d'animateur lui permettront de s'intégrer à une équipe dynamique et d'imposer ses compétences. Pratique de l'anglais vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération sous référence 22701/M à Mme C. Geller, Sema-Sélection: 29, cours Vitton 69006 LYON.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

INGENIEUR
Electricité - Métrologie Sud-Ouest

Important Groupe Industriel Français recherche un jeune ingénieur pour l'une de ses usines implantée dans le Sud-Ouest. Dans cette unité à feu continu qui emploie 500 personnes, d'importants programmes d'investissements doivent être réalisés.

Ce jeune ingénieur sera responsable de toute la partie électricité et métrologie des investissements. Il prendra lui-même en charge la réalisation de certains projets et assurera les relations avec des sociétés d'ingénierie pour les projets sous-traités. Il participera à l'élaboration des appels d'offres, à l'analyse technique des propositions et aux choix des fournisseurs. Il assurera le suivi des chantiers jusqu'à la réception des installations.
Ces responsabilités le conduiront à collaborer étroitement avec les différents services de l'usine ainsi qu'avec des fournisseurs variés.

Ce poste intéressant conviendrait à un jeune ingénieur ayant acquis une première expérience de travaux neufs ou d'entretien dans une unité de production, de préférence industrie lourde. De solides compétences en électricité et si possible métrologie sont particulièrement souhaitées.

Notre Groupe est à même d'offrir de réelles perspectives d'évolution.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. 76400 M, en précisant rémunération actuelle, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

MESSAGE PERSONNEL AU DIRECTEUR COMMERCIAL D'UNE SOCIETE DE PRODUITS « GRAND PUBLIC »

Nous sommes l'un des leaders de la grande distribution. Notre organisation couvre l'ensemble du territoire français à travers un réseau de sociétés, dans un système de direction très décentralisé. L'une des sociétés du groupe vient de procéder à la réorganisation de ses structures, ce qui, par suite de mutations internes, rend vacant le poste de

DIRECTEUR DE LA BRANCHE «HYPERMARCHÉS»

Chargé de préparer, puis de faire appliquer la politique et les programmes, de structurer l'action commerciale et de contrôler les résultats, il exercera ses prérogatives avec l'aide d'une petite équipe composée de spécialistes professionnels. Il sera en relation directe avec les directeurs de chacun des hypermarchés.
Une réussite complète dans ce poste, très opérationnel, suppose une compétence réelle dans la direction d'un réseau commercial dans les produits de grande consommation. Toutefois, les critères de personnalité seront déterminants dans le choix final : il doit pouvoir faire preuve de qualités d'animateur et d'entraineur d'hommes, de courage et de détermination dans la fixation des objectifs, d'une grande aisance de contacts à tous les niveaux, d'un sens inné des chiffres et d'une très bonne capacité de synthèse.
Le poste est basé dans une grande ville universitaire, au Sud de la Loire.
Les perspectives de progression sont très largement ouvertes dans notre groupe qui manque encore de cadres dirigeants pour accompagner et promouvoir son expansion.

Votre réponse sera traitée confidentiellement par l'un des Conseillers du Groupe à qui nous avons demandé de nous aider dans cette recherche.

Si vous souhaitez nous rencontrer, adressez une courte lettre à : CONTESSE PUBLICITE, sous référence 72689 - 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Dynamiser notre export en Europe

Nos produits, obtenus en grande série par moulage ou usinage mécanique, intéressent un vaste secteur industriel. Sur ce créneau, nous avons une image de marque de grande qualité. 25 % de notre CA sont déjà réalisés à l'export, mais nous visons sensiblement plus haut pour les cinq ans à venir. Car nous sommes sûrs que le marché existe et tout particulièrement en Europe. Nous voulons vous confier cet effort de pénétration, et avec l'Europe comme objectif prioritaire. Nous avons déjà une représentation dans cette zone, mais nous voulons créer une impulsion nouvelle à partir de la métropole. Vous aurez à défricher de nouvelles pistes, dynamiser et peut-être réorganiser notre réseau d'agents.

Votre formation de base - de niveau supérieur - pourra être technique ou commerciale. L'important, c'est que vous ayez acquis aujourd'hui, avec quelques années d'expérience, une sensibilisation suffisante à la technique pour bien comprendre les problèmes de votre client. Quelques notions de chimie vous aideront, mais il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste du caoutchouc et des plastiques. L'important, c'est aussi que vous ayez déjà une première expérience opérationnelle positive de l'export.

Ce poste d'ingénieur technico-commercial que nous créons sera basé à Saint-Brieuc où est notre production. Il comporte, bien sûr, d'assez nombreux déplacements et requiert que votre anglais soit très au point ; tant mieux si vous êtes aussi à l'aise en allemand. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement vous parleront des autres secteurs d'activité de notre société (CA 330 MF). Faites-leur connaître sous référence 282 940M que ce challenge européen vous tente.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

JEUNE CHEF DE VENTE
FRANCE — Europe de l'Ouest
ESC, IECS ou simil.
200 000 brut —

Une importante industrie de l'Est (produits d'emballages) recherche ce cadre commercial.

- **Mission:**
  - Animation et gestion du réseau France + Europe Ouest
  - Contacts de vente à niveau élevé.
  - Participation au marketing.
- **Indispensable:**
  - Allemand parlé efficace, notions d'anglais souhaitées
  - Expérience vente 3 ans minimum.
  - Déplacement 30 à 40% du temps de travail.
- Poste d'avenir stable, rémunération évolutive.
- Logement facilité.

Adr. CV dét. ss réf. 1036 à SELETEC Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES
DONT LE SIÈGE EST A PARIS

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat 30 ans minimum diplômé d'études supérieures aura acquis une expérience de Directeur Commercial dans le secteur tertiaire.

Une personnalité dynamique capable d'animer et contrôler une cinquantaine d'agences, excellent gestionnaire, ayant l'ambition de progresser et de réussir, devra concevoir et mettre en application une véritable politique commerciale de l'entreprise.

Rémunération élevée.

Adresser candidature manuscrite, C.V. détaillé indiquant votre rémunération actuelle et photo sous nº 789 à SPIRALE, 36, rue Ballu, 75009 Paris.

Ass. loi 1901, ch. directeur, centre post-cure toxicomanes, région Haute-Normandie, 8 salariés. 10 résidents-Sal. conv. collective, enfance inadaptée mars 1966.
Ecrire avec C.V. M. le Directeur de l'AREJ, 12, rue Marin-Le Pigny, 76000 ROUEN.

URGENT F.J.T.
recherche
DIRECTEUR ADJOINT
pour gestion et Socio-éducat.
Envoyer candidat et C.V. à : L'initiative — 21, rue Daubenton, 75005 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

directeur de la comptabilité et de l'administration
PAP FEMININ

Notre entreprise est située dans le peloton de tête des marques françaises de PAP féminin avec 155 millions de francs de chiffre d'affaires et 1.400 personnes en production (sous-traitance). Notre actuelle Directrice de la comptabilité part à la retraite ; nous souhaitons la remplacer par un excellent professionnel ; ce nouveau collaborateur doit avoir une solide formation comptable (niveau DECS) qui peut avoir été acquise "sur le tas", être capable d'animer un service de 15 personnes, superviser les comptabilités générale, fournisseurs et clients, la facturation France exportation, préparer avec l'expert comptable les documents fiscaux. L'expérience de l'informatique est souhaitée. Proche de notre Président Directeur Général, ce collaborateur est étroitement associé à la marche de l'entreprise et doit devenir l'homme ou la femme de confiance de celui-ci. Le lieu de travail est Paris 11ème.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 274.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

Groupe Français de niveau international, employant plus de 1000 personnes en France Travaux de Second oeuvre du bâtiment recherche

DIRECTEUR ADJOINT
de son agence de Paris
(env. 250 personnes)
ECP, ENSI, ETP ou similaire

Mission: assurer progressivement la responsabilité humaine, technique et de gestion des travaux de la région parisienne.
Une expérience de 5 à 10 ans de direction de chantiers du bâtiment ou du second oeuvre est indispensable.
POSTE D'AVENIR DE NIVEAU ELEVE RATTACHE A COURT TERME A LA D.G. REMUNERATION MOTIVANTE.

Adr. CV dét. ss réf. 1032 à seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Entreprise Métallurgique de réputation internationale Leader pour une de ses spécialités

cherche

LE DIRECTEUR
de son unité de fabrication située dans la Vallée du Rhône et employant 220 personnes.

Il sera responsable vis-à-vis de la direction industrielle du siège du bon fonctionnement de l'établissement : ateliers de fabrication et de montage (petites et moyennes séries) encadrés par un chef de fabrication et 3 agents de maîtrise, bureau des méthodes et achats, service administratif..., la gestion financière et l'action commerciale étant centralisées au siège.
Il assure la représentation de l'entreprise auprès des instances du personnel.
La candidat, impérativement ingénieur mécanicien diplômé type AM ou ENSI ou équivalent, présentera une bonne expérience de l'encadrement en unité de production mécanique de petites séries.
Bonne autonomie, compétences prouvées du commandement.

APEC CENTRE Boîte Postale 2107, 45011 ORLÉANS CEDEX à l'attention de Mme HERVÉ.

DIRECTION FINANCIERE

Côte Nord **F 200.000 ±**

Une société de distribution dans le domaine alimentaire, filiale d'un groupe multinational recherche un DIRECTEUR FINANCIER.

Ce poste à créer consiste à restructurer les services comptables et l'informatique, • assurer la gestion et l'animation du département financier et en assurer le suivi, • établir les rapports mensuels de gestion, • assurer la gestion de la trésorerie, • mettre en place les procédures de contrôle interne et établir les déclarations fiscales et sociales.

Il faut avoir une solide formation comptable, école de commerce + DECS ou l'équivalent, pratiquer couramment l'anglais, être dynamique et entreprenant, avoir déjà acquis au moins 5 ans d'expérience dans un poste du niveau CONTROLLER.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 20.150-M à CLA RECRUTEMENT, 11, av. Delcassé 75008 Paris.

CLA

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
NANCY

GROUPE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE 800 salariés proche NANCY recrute CADRE formation D.E.C.S. ou équivalent pour diriger services comptables, gestion, direction du personnel et secrétariat général.

Cadre de vie agréable. Possibilités salaire important.

Tél. au (8) 335-42-63 ou écrire sous réf. P. 400

CLAUDE BLIQUE
B.P. 3097. 54013 NANCY Cedex.

Société d'expertise comptable en pleine expansion recherche pour son secteur de la Haute-Marne et des Ardennes

COLLABORATEURS qualifiés pour missions dans P.M.E. d'importance régionale formation E.S.C. souhaitée expérience indispensable. Il devra être désireux d'orienter sa carrière vers l'assistance et la gestion des entreprises, rémunération attractive. Envoyer C.V. et prétentions à AGENCE HAVAS Nº 148, 59383 DUNKERQUE.

RECHERCHE
CHARGÉ (E) D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
DÉBUTANT (E)

FORMATION :
École supérieure, sciences économiques, 3 :9..34 : 3, I.E.P...

Spécialisé(e) dans les questions de transports, services aux entreprises et tertiaires.

Personne dynamique, sens de l'organisation, libre rapidement.
Ecr. s/nº 8.403 *le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LE BUREAU D'AIDE SOCIALE DE LA VILLE SAINT-EGREVE recrute

UN (E) ATTACHÉ (E) COMMUNAL (E)
à dater du 1er juillet 1983.

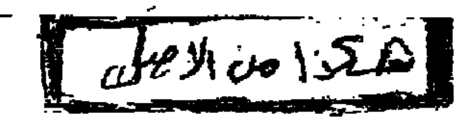
Les candidats sont à env. à Monsieur le Maire Président du BAS de 38120 ST-EGREVE avec C.V. et copie des diplômes pour le 20 juin au plus tard.
Tél. 75-26-64 poste 380.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS en pleine expansion recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

En organisation industrielle, avec exp. cabinet national ou international. Capable d'animer et de développer une équipe. Agé minimum 30 ans.
Poste basé à GRENOBLE. fréquents déplacements France et Etranger.
Poste pouvant évoluer vers une fonction de Direction.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + prétentions à : OCTAL CONSULTANTS Chemin des Clos, Z.I.R.S.T. Meylan, 38240 MEYLAN.



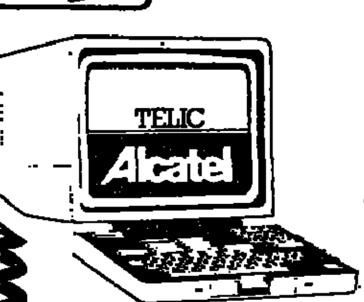


emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et
l'un des premiers dans le monde
sur le marché du téléphone et de la communication privés
(télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui
le milliard de Francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC
est le moteur de son développement.

Vous avez la même créativité et
le même goût d'entreprendre,
venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre

DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT ...
Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques.
A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel ...
Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant.
L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intègrera dans ses produits, en 1983, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits.

Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de Télic-Alcatel.

INGÉNIEURS LOGICIEL

CONFIRMÉS

Une expérience significative vous a permis d'approfondir vos connaissances en logiciel de base, en systèmes temps réel et si possible en réseaux locaux et en bases de données. En vous confiant la responsabilité d'animer des projets complexes, nous vous offrons la possibilité d'élargir votre expérience professionnelle et de promouvoir votre évolution personnelle.

DÉBUTANTS

ou ayant une première expérience

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (option informatique, avec de préférence une spécialisation systèmes) ou titulaire d'un DESS logiciel systèmes ; nous vous donnons les moyens de parfaire votre formation au cours d'un stage d'initiation aux produits et méthodes spécifiques de l'entreprise ; nous vous accueillerons ensuite dans nos équipes où vous participerez à la conception des logiciels de nos produits et systèmes.

INGÉNIEURS D'ÉTUDE ÉLECTRONICIENS

CONFIRMÉS

Vous avez acquis une première expérience dans la conception de systèmes ou produits électroniques et vous avez de bonnes connaissances en logique ou/et en analogique. Vous pourrez enrichir votre expérience en prenant la responsabilité d'animer une équipe d'ingénieurs et de techniciens ou en participant à la conception de nos produits en tant qu'ingénieur système.

DÉBUTANTS

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole avec une spécialité en électronique. Vous approfondirez vos connaissances dans des techniques de pointe, en participant avec nos équipes à l'étude de projets importants. Ces études s'appuient sur des outils et des méthodes d'aide à la conception particulièrement performants.

CONTESSE

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolué, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et évolutive.
Notre principal capital est la «matière grise» et notre expansion se fait principalement par elle.
C'est la meilleure garantie pour un Ingénieur de rester «up to date» et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira le reste, c'est à dire une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : L'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le «profil TELIC», adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



TELIC ALCATEL
206, route de Colmar, BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
recherche pour sa succursale de
STRASBOURG

1 CADRE COMMERCIAL

CLASSE V ou VI

de formation supérieure, il aura pour mission de seconder le directeur de la succursale, et pour se faire aura déjà une première expérience d'environ 5 ans dans l'exploitation bancaire de clientèles industrielles et commerciales en Alsace.

Une expérience d'exploitation dépôt serait appréciée.

1 DEMARCHEUR CLIENTELE DEPOSANTE

CLASSE IV

qui sous l'autorité du Directeur, aura la charge de développer les potentialités de la succursale en matière de dépôt.

Le candidat retenu justifiera d'une expérience d'environ 5 à 7 ans dans ce type d'activité et aura une bonne connaissance des produits bancaires.

Le poste nécessite le goût et l'aptitude pour le contact commercial.

Envoyer CV, photo et prétentions en indiquant le poste choisi à BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
Service Recrutement - 4, rue Gaillon - BP 89
75060 PARIS CEDEX 02.



THOMSON Branche Grand Public

Notre filiale située en **Haute-Saône** occupe 600 personnes ; elle est spécialisée dans la fabrication de composants électroniques en pleine évolution.
Elle crée le poste de

RESPONSABLE SERVICE MAINTENANCE

– Responsable d'un service de 30 personnes et chargé de coordonner les interventions de réglage, dépannage et maintenance mécanique, électrique ou électronique sur des équipements de plus en plus sophistiqués ;
– Gestionnaire du budget de fonctionnement et responsable du stock de pièces de rechange ;
– Animateur du groupe en liaison avec la production pour fixer les priorités.

Nous cherchons un homme d'action, très présent sur le terrain, qui coordonnera les interventions et sera très sensible aux impératifs de la production.
Il a un diplôme d'INGÉNIEUR et des connaissances sérieuses en électronique et en automatismes.
Avec son expérience d'au moins 5 ans de gestion de l'entretien, il se sent mûr pour répondre à notre offre.
Rémunération négociable en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 80151 M à HAVAS CONTACT – 1, place du Palais-Royal – 75001 PARIS, qui transmettra.

THOMSON
BRANCHE GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

RESPONSABLE LABORATOIRE CENTRAL USINE

LA SOCIETE FRANÇAISE HOECHST
recherche pour son usine de Lillebonne (76). (matières plastiques chimie organique)
LE RESPONSABLE DU LABORATOIRE CENTRAL.

Responsable d'une équipe de 20 personnes, il devra :
— Assurer le contrôle des matières premières, des produits en cours de fabrication et des produits finis.
— Proposer, en liaison avec les départements « applications » et « production » des essais d'amélioration de formules et de procédés.
— Conseiller les services de production.

Le poste peut convenir à un INGENIEUR CHIMISTE débutant ou ayant une première expérience, connaissant les polymères et ayant des notions de rhéologie (méthodes d'analyse).

Des connaissances en transformation des matières plastiques sont souhaitées, de même que la pratique de l'allemand et de l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 646 à :
Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédex 3.
92080 - PARIS LA DEFENSE





TURBOMECA

Brevets SZYDLOWSKI

4 500 personnes - Leader européen des Turbines de moyenne et petite puissances - 3 usines - Siège Social BORDES (près de PAU)

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Pour faire face aux besoins d'une gestion sociale moderne, cette entreprise renforce et structure son équipe de Direction du Personnel. Elle veut y intégrer un(e) collaborateur (trice) qui prendra plus spécialement en charge les dossiers Recrutement et Gestion des Carrières.

Ce poste conviendra à une personne de formation supérieure (également ingénieur) venant d'acquérir en milieu industriel, une première expérience (3 à 5 années). Celle-ci devra être centrée sur le recrutement de toutes catégories de personnel : analyses des postes, entretiens et aura accordé une large place à l'élaboration d'un système d'appréciation du personnel.

Si vous êtes motivé(e) par cette offre, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la réf. 2629, à OCS notre Conseil



1, rue Guillaume Brochon BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex.
91, rue du Faubourg St Honoré 75008 PARIS.

GRDE ÉCOLE D'AÉRONAUT.
MINISTÈRE DÉFENSE
TOULOUSE

L'École nationale supérieure d'ingén. de constructions aéronautiques.
49, av. Léon-Blum. TOULOUSE.

Offre un poste

D'INSPECTEUR DES ÉTUDES

Libre à partir du 1er juillet 83.

– Organisation des emplois du temps ;
– Lien entre les élèves, les professeurs et l'administration ;
– Bonne culture générale, expérience ou goût pour les relations humaines, bonne disponibilité ;
– Statut d'agent public sous-contrat du ministère de la défense, rémunération indices fonction publique (départ environ 6.000 F mensuels nets) régime des congés fonction publique (environ 5 semaines).

ENTREPRISE ELECTRONIQUE
SPECIALISEE DANS LA FABRICATION DE COMPOSANTS
située au cœur de la
REGION BOURGUIGNONNE
recherche pour le secteur développement

INGENIEUR D'ETUDES

Animateur d'une équipe de techniciens, son activité principale portera sur la définition et la mise au point de procédés de matériel pour la fabrication de composants électroniques.

Le candidat possédera une première expérience dans le milieu industriel et une bonne connaissance de l'anglais.

Le profil du poste correspond à une formation d'ingénieur (INSA – ENSAM – ESCPI – ou équivalent).

Merci d'adresser votre candidature, lettre et C.V. détaillé, photo et rémunération s/référence 72989, CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Importante société industrielle
filiale d'un des premiers groupes français
leader sur un marché de produits
de conditionnement de très grandes séries,
recherche pour usine 600 personnes
SAÔNE-ET-LOIRE

CHEF DE SERVICE FABRICATION

Ingénieur A&M ou assimilé

ayant au moins 5 ans d'expérience adaptative.

Il dirigera 3 des plus importants ateliers de l'usine, soit un ensemble technologique hautement performant, employant plus de 300 personnes et 3 ingénieurs.

La réussite dans le poste débouche sur une évolution intéressante dans l'entreprise.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1506 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

Jeune Ingénieur Chimiste

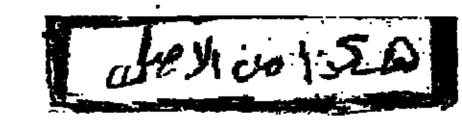
SPECIALISTE DU CAOUTCHOUC 180.000 +

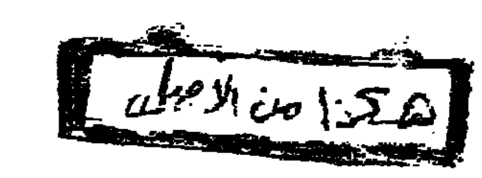
Animer une petite équipe de techniciens et gérer son laboratoire de recherche doté d'équipements modernes, mettre au point de nouvelles formulations qui nous permettront de développer nos gammes de produits, améliorer les performances et la qualité, assurer les contacts avec les fournisseurs en collaboration avec le Service Achats, être l'interlocuteur technique des clients pour les problèmes qui le concernent, être disponible pour quelques missions d'études en France et à l'étranger... Ce sont les responsabilités que nous souhaitons confier à un ingénieur diplômé d'une école supérieure de chimie, ayant acquis, au cours d'une première expérience d'au moins 3 ans, une connaissance particulière du caoutchouc. Notre Société (1600 personnes), spécialisée dans la fabrication de câbles d'énergie, filiale d'un important groupe français, assure à un candidat de valeur une évolution à sa mesure. Le poste est situé aux alentours de Saint Quentin et nous accordons des facilités de logement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé et photo) sous réf. 306246 M à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous garantit réponse et discrétion.



LEVI TOURNAY





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ANPE
GRENOBLE

L'agence "Cadres" de Grenoble recherche activement pour des Entreprises et des Centres de recherche du département de l'Isère des collaborateurs de très haut niveau.

SOCIETE INGENIERIE INFORMATIQUE

Informatique scientifique temps réel, industriel, logiciel et matériel recherche :

INGENIEUR LOGICIEL DEBUTANT

analyse et programme système temps réel

INGENIEUR LOGICIEL ET/OU MATERIEL

Quelques années d'expérience spécification et analyse de systèmes numériques.

Merci d'écrire sous réf. 5788

SOPRA.

Ingénierie informatique

INGENIEURS INFORMATICIENS

votre avenir en Rhône-Alpes

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit son expansion rapide dans la région Rhône-Alpes (Annecy, Grenoble, Lyon).

Notre métier :

concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.

Vous êtes un chef de projet, un architecte de logiciel *expérimenté, un jeune ingénieur avec* une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données.

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 614.

NOVELEC

recherche

INGENIEUR DES VENTES

pour développer et entretenir des contacts à haut niveau avec des clients utilisateurs de matériels *d'instrumentation et de radio-protection.*

Evolution vers responsabilité de zone.

Déplacements fréquents. Voiture de Société.

Formation maîtrise ou école d'Ingénieur.



influx

recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Cadre position II

Son rôle de Chef de Projet l'amènera à s'occuper de développement matériel et logiciel de traitement de signal.

Une expérience de 4 à 5 ans est souhaitée.

ELITEC

INGENIERIE ROBOTIQUE

recherche

PROJETEUR

Construction mécanique

Expérience machines spéciales. Sérieusement motivé autonome et capable de mener à bien un projet.

INFRA FOURS

Entreprise Industrielle filiale d'un groupe multinational recherche un

ASSISTANT DE GESTION

I.F.A.G/D.U.T.

Rattaché au Chef du Département Administration/Finances,

Il sera chargé :
- contrôle budgétaire
- suivi des contrats
- assistance auprès des ingénieurs.
- anglais souhaité

telematique s.a.

Société d'études et de produits télématiques et d'automatismes recherche

DES INGENIEURS ET TECHNICIENS

électroniciens, automaticiens et informaticiens E.N.S.T., E.S.E., E.N.S.E.R.G., E.N.S.I.M.A.G., ou équivalent ayant quelques années d'expérience dans le domaine des minicalculateurs et microprocesseurs.

Définition des architectures matérielles logicielles des systèmes d'acquisitions, traitement et transmission de données, étude, réalisation et mise au point de prototypes.

Qualités demandées : rigueur, sens des responsabilités, *contact humain, disponibilité, compétence.*



XCOM

Société spécialisée dans les technologies de pointe en communication audio-graphique (télématique, micro-informatique, vidéo, image, affichage graphique, parole, son, banque de données) recherche :

1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation électronique, informatique ou automatique ayant une expérience de 6 à 10 ans acquise dans un centre de recherche industrielle ou chez un constructeur. Il sera chargé de vendre le savoir-faire de la société sous forme d'études techniques ou technico-économiques et devra être capable de négocier à haut niveau.

2 CHEFS DE PROJET

Ils assurent le contrôle et le suivi des études sur le plan technique.

1 CHEF DE PRODUIT

Il suit l'*évolution du marché* et définit les *applications*, les cahiers des charges des produits et assure le suivi industriel.

ctp

Centre de Recherche Industriel situé dans une ville universitaire du Sud-Est recrute un

INGENIEUR IMPRESSION OFFSET

Le titulaire du poste devra animer à DOUAI, une antenne du Centre Technique dans le cadre d'un pôle d'assistance *technologique. En collaboration étroite avec le labo* d'imprimabilité du Centre, il sera chargé d'une recherche très impliquée sur certains problèmes qui se posent en impression Offset.

Une partie importante du travail se fera sous forme de contrat privé.

Rémunération en fonction de l'expérience, 125.000 F. +

CSTB

recherche un

INGENIEUR

Grande Ecole et/ou Doctorat es Sciences.

C'est un Ingénieur de Recherche dans le domaine de l'acoustique et des vibrations.

Expérience souhaitée.

Merci d'adresser vos lettres manuscrites, CV détaillés et photos (sous référence de l'entreprise) à l'ANPE - CADRES - 77 Cours Jean-Jaurès. 38000 GRENOBLE.

CREDIT AGRICOLE

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LOT-ET-GARONNE
AGEN

recherche pour son DEPARTEMENT COMMERCIAL

UN JEUNE RESPONSABLE MARKETING

Dans le cadre du plan marketing il sera responsable des études, des opérations *de promotion et du développement de nouvelles méthodes* de vente.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé **ESSEC, SUP DE CO ou EQUIVALENT** *apportant une première expérience de la fonction.*

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 250 M à Corinne VAN LOEY,

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

SELI - HUGONNET
Groupe Luchaire

MATÉRIEL AGRO-INDUSTRIE performant + MATÉRIEL DE GESTION DE LA FERME

450 personnes - 175 millions F

rech. pour son Établissement principal de

21 - Dijon

Responsable INFORMATIQUE

pour • EXPLOITATION des applications comptables • SUPERVISION gestion de production et facturation • Conseil des sous-traitants pour *les matériels de gestion de la ferme et leurs pro*giciels • Conseil de la D.G. et correspondant du Sce INFORMATIQUE du Groupe.

INDISPENSABLE
- La trentaine et de niveau INGÉNIEUR spécialisation INFORMATIQUE : INSA Toulouse/Grenoble ou autres, option INFORMATIQUE
- EXPÉRIENCE vécue (2 à 4 ans) de CORRESPONDANT INFORMATIQUE DANS L'INDUSTRIE

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 5098 à

SC sélection conseil 98, AV. DE VILLIERS. 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE en PLEINE EXPANSION recherche pour le DEVELOPPEMENT de ses ACTIVITES, pour

DIVISION MACHINES SPECIALES-SYSTEMES AUTOMATISES

1 INGENIEUR d'ETUDES

débutant ou ayant quelques années d'expérience dans l'étude de machines spéciales automatiques. Connaissances souhaitées en automatismes.

1 PROJETEUR BTS MECANIQUE

Expérience mini 5 ans en conception mécanique de machines spéciales ou manutention automatique de charges isolées.
Expérience souhaitée en automatismes.

1 PROJETEUR BTS AUTOMATISME

Expérience souhaitée en électronique et développement de microprocesseurs.

DIVISION LEVAGE-MANUTENTION

1 INGENIEUR RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

ayant une expérience industrielle de quelques années.

1 PROJETEUR CHEF de GROUPE

possédant une grande connaissance dans le domaine du levage.

Rémunération selon qualification et expérience - Situation d'avenir pour candidat de valeur.

Ecrire lettre manuscrite, avec C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 11101 à **PIERRE LICHAU S.A.** - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

LA SOCIETE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE LA BRETAGNE

sdr

souhaite confier sa Délégation du Morbihan à un

JEUNE CADRE FINANCIER

La mission est complète et opérationnelle : • animation et promotion auprès des entreprises locales, des administrations et des organisations professionnelles • conduite de bout en bout des opérations de financement depuis leur montage jusqu'à leur mise en œuvre et leur suivi dans l'entreprise.

Diplômé Sup de Co, Sciences Eco, IAE ou de formation bancaire, vous *avez acquis, à environ 30 ans, une bonne pratique de* l'analyse financière, la connaissance des différents moyens de financement et l'expérience des relations avec les dirigeants d'entreprise.

Merci d'adresser CV et photo s/réf. 3061 à Christian PRIMAULT

à LORIENT (56)

CEIP 35 CONSEIL D'ENTREPRISES 20, rue de Brest 35000 RENNES

---

1 INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

pour diriger une plate-forme d'essais de composants électriques.

- Expérience souhaitée.
- Nationalité française.
- Lieu de trav. : E.T.A.S.

Adr. lettre manuscrite, c/v., photo et prét. à : M. le Directeur de l'Établissement Technique d'Angers, route de Laval, 49460 MONTREUIL-JUIGNE.

Société corrèzienne de fabrication de produits pour le bâtiment (second œuvre) de 150 personnes recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF & FINANCIER

pour conduire les services administratifs et comptables. Une formation supérieure et une expérience concrète *sont exigées, notamment sur le plan de la mise en* route et l'utilisation d'un outil de gestion informatique. Le poste est directement rattaché au Président du Conseil d'Administration.

Ecrire avec CV à PROFIDACTA 6 pl de la Madeleine, 75008 Paris

---

SOCIETE MULTINATIONALE
SECTEUR INFORMATIQUE
recherche pour un Etablissement de Production en NORMANDIE

DIRECTEUR DE LA QUALITE

Ingénieur expérimenté dans cette fonction connaissant l'anglais.

Envoyer C.V. sous référence 73056 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

LA DYNAMIQUE DE LA CROISSANCE...

Une carte ambitieuse et raisonnée, résultante de l'avancée technologique de notre Département CIRCUITS HYBRIDES (400 personnes) et de son ouverture en France et à l'Export, dans les secteurs de l'industrie, de l'armement, des communications, bientôt du grand public. Pour renforcer notre potentiel et conforter nos projets de développement, nous désirons compléter notre **SERVICE COMMERCIAL** par:

INGÉNIEUR SERVICE MARKETING

Responsable des études de marché des circuits hybrides, dans les secteurs concernés (industriel, communications, grand public). INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN de formation, vous avez fait vos premières armes dans le domaine de l'ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE et/ou GRAND PUBLIC. Vous connaissez bien ces marchés. Cette expérience et ces atouts vous permettront de participer, en première ligne, à notre plan de développement, au sein d'une équipe jeune et très motivée. Pratique courante de l'ANGLAIS. RÉF. CM/1 M

2 CHARGÉS D'AFFAIRES

Dans une équipe dynamique, des responsabilités importantes : élaboration de projets d'hybridation de circuits électroniques avec nos clients et les services internes concernés : Qualité, Méthodes, Technologie. Assurant la prise en charge totale de ces projets au plan technique en interne, ces **ÉLECTRONICIENS** sont les interlocuteurs privilégiés de la clientèle au sein du Service Commercial. Ces postes – pour lesquels l'ANGLAIS est souhaité – concernent des INGÉNIEURS de formation, possédant une expérience de 5 ans environ :

– pour l'un, de **l'électronique de puissance et/ou analogique** (alimentation tous types, commande de moteurs, utilisation des semi-conducteurs de puissance, ...). RÉF. CM/2 M

– pour l'autre, de **l'électronique analogique**, la connaissance ou la pratique des **CIRCUITS HYBRIDES** serait très appréciée. RÉF. CM/3 M

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous allez intervenir sur un marché concurrentiel dans deux domaines d'activités complémentaires : couverture de la clientèle actuelle et prospection de nouveaux créneaux dans le domaine des Télécommunications. Ce poste requiert l'intervention d'un professionnel performant :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN de formation, un goût réel pour la vente (négociations techniques et commerciales prépondérantes) et quelques années d'expérience du marché des Télécom (commutation publique) et/ou de la vente de composants électroniques, sont indispensables. RÉF. CM/4 M

CADRE ADMINISTRATION VENTES GESTION COMMERCIALE

Plate-forme d'assistance des responsables commerciaux, vous réalisez l'élaboration, la mise en place, le suivi et l'analyse d'un système de tableaux de bord. Cette mission est à assurer en liaison avec les usines de production, les Forces de Ventes et, ponctuellement, avec les clients.

Une formation supérieure et une **première expérience du contrôle de gestion** en milieu industriel ou commercial est requise, ainsi qu'une bonne appréhension de l'informatique. RÉF. CM/5 M

CES POSTES, DONT LE CARACTÈRE ÉVOLUTIF EST GARANTI PAR LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE ENTREPRISE, SONT A POURVOIR A NOTRE SIÈGE SOCIAL (PARIS 16ᵉ).

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à THOMSON-CSF DCH - 101, boulevard Murat - 75781 PARIS CEDEX 16.



THOMSON
BRANCHE COMPOSANTS

HAVAS CONTACT

Filiale Française d'une Société Multinationale Américaine recherche PARIS 19ème un

ANALYSTE DE GESTION

Les filiales en France de la Division concernée emploient 1000 personnes avec un C.A. de plus de 350 millions de francs.

Le titulaire du poste sera chargé d'analyses financières et d'études prévisionnelles au sein du Service Budget et Reporting.

Ce poste convient à un jeune diplômé IUT ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un service financier et ayant pratiqué les techniques de reporting anglo-saxonnes.

Connaissance de l'anglais impérative.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions sous réf. 4560 à **EUROMEDIA** 48, rue de Provence 75009 PARIS qui transmettra.



Valeo

1ER FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28 500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS
recherche

ingénieur généraliste ou cadre diplômé grande école de gestion

DEBUTANT POUR CONDITIONS DE TRAVAIL

Vous serez chargé, à la Direction du Personnel de la Société, d'études relatives aux conditions de travail (Fréquence, coûts des accidents et maladies professionnelles...). Vous développerez, gérerez et animerez les actions de prévention en découlant. Ce poste constitue une première expérience intéressante pour des candidats motivés par une évolution dans la fonction personnel.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie sous référence 50633 à VALEO Service Recrutement I. & C. - 43, rue Bayen - 75017 PARIS en n'oubliant pas la référence du poste

---

Cherchons homme 30 ans environ, niveau bac + 2, avec connaissances de l'entreprise, prêt à participer à un projet pédagogique auprès de jeunes — Dynamisme et esprit *d'équipe demandés.*

Adresser C.V. et lettre manuscrite à CISPO 17, place Saint-Exupéry 94310 — ORLY

---

emplois régionaux emplois régionaux

TELIC-ALCATEL

Siège social : STRASBOURG - Direction Commerciale : FRESNES.
Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public).
Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de francs de chiffre d'affaires.
• Utilisant une gamme très diverse de technologies de pointe, nous bénéficions des impulsions de chacune d'entre elles. Tous nos produits se renouvellent et se diversifient sur un rythme sans cesse plus rapide.
• Nous déployant sur des marchés nationaux et internationaux en fort développement mais très concurrentiels, notre règle est la compétitivité par l'intelligence, soutenue par un moral de vainqueur et des moyens puissants.
• Traitant de techniques de communication au sens le plus large, nous sommes en prise directe avec l'un des phénomènes socio-culturels les plus émergents du monde contemporain.
La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.
Vous avez le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à STRASBOURG, au sein de notre Direction des Achats en tant que

RESPONSABLE ACHATS ÉLECTRONIQUES

Rattaché au Directeur des Achats et bénéficiant d'une large autonomie, vous aurez la responsabilité d'une famille de composants discrets représentant un volume d'affaires d'environ 80 MF.

Dans votre domaine d'action, vous élaborerez la prospective achats à court et à moyen terme et participerez au choix des composants en liaison avec les Directions Technique et Industrielle.

Vous négocierez et concluerez les marchés avec les plus grands fournisseurs mondiaux de composants.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique, vous possédez une expérience commerciale (vente ou achats) ou marketing ou une expérience technique ou industrielle dans le domaine des composants et vous parlez couramment anglais.

Adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel,

TELIC Alcatel

TELIC-ALCATEL
206, route de Colmar - BP 57
67023 STRASBOURG CEDEX

CONTESSE

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER REGIONAL
à caractère Social
Grande Ville de Normandie recherche son

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

pour remplacer le titulaire actuel qui doit partir en retraite dans quelque temps.

Agé d'environ 40 ans, le candidat devra justifier d'une expérience de gestionnaire de haut niveau, assumer une mission de gestion et de développement de budgets importants, de recherches et d'études en matière d'investissements immobiliers, de relations avec les administrations, les entreprises et organismes clients, d'encadrement et d'animation d'une équipe.

Formation H.E.C., E.S.S.E.C. ou Ingénieur.

Envoyer lettre de candidature et CV sous No 72916 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

STUDIO DE DESSIN,

Pont de Suresnes, recherche un dessinateur exécutant confirmé.
Ecr. s/nº 6513 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

BUREAU VÉRITAS recherche pour PARIS

INGÉNIEUR

GM, ENSM, ou équivalent débutant ou quelques années d'expérience pour études résistance des matériaux sur navires.
Informatique FORTRAN, BASIC, appréciée.
Anglais courant exigé.

Adresser C.V. sous réf. Nº 16
BUREAU VÉRITAS
Services Maritimes DCN/CNI
31, rue Henri-Rochefort
75017 PARIS.

Impt établissement industriel de l'Etat région Ouest littoral
recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Eventuellement débutant.
Libéré obligations militaires.
Formation mécanique souhaitée.

Pour fonction d'ingénieur de développement de systèmes d'intervention sous-marine. Travail d'équipe. Tâches de conception et d'évaluation en relation avec l'industrie.

Ecr. avec C.V. détaillé et photo s/nº 8.352 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

LE CENTRE DE FORM. E.D.F./G.D.F. DES MUREAUX (78130)

recherche pour une formation promotionnelle de longue durée des futurs cadres administratifs et techniques des 2 établissements.

DES ENSEIGNANTS FORMATEURS

assurant à TEMPS PARTIEL des activités d'animation, de conception, de coordination interdisciplinaire et d'enseignement dans les domaines suivants :

— Expression et Sc. Humaines.
— Sciences Physique (électricité électrotehnique, thermodynamique, mécanique, électronique, chimie...).
— Mathématiques et mathématiques appliquées (informatique, statistiques).
— Économie et droit.

Outre une formation technique de haut niveau dans plusieurs des spécialités précédentes, il est très souhaitable que les candidats possèdent une formation pédagogique et une expérience de l'enseignement destinée à des adultes.

Les candidatures doivent être adressées à :
C.F. Les Mureaux,
17, rue ALbert-Thomas,
Secrétariat Pédagogique,
à l'attention de Mme MARGATE.

DE L'INFORMATIQUE A LA MONÉTIQUE

UN GRAND GROUPE

Dans un domaine très avancé.
Doté d'une informatique PERFORMANTE disposant de techniques ÉVOLUÉES recherche pour renforcer ses groupes de développement des

ANALYSTES/PROGRAMMEURS ET DES PROGRAMMEURS.

Veuillez adresser candidature avec C.V. détaillé et prétentions sous nº 8.381 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

GROUPE FRANÇAIS AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour une de ses filiales

RESPONSABLE DES VENTES

RÉGION RHONE PROVENCE

Profil : 30/35 ans T.B. connaiss. Distrib. moderne.

LIBRE RAPIDEMENT.

Adress. lettre manuscrite + C.V. + photo (retournée). Prétentions à C.M.S., 18, rue de Courcelles, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PARFUMERIE DE HAUTE-NORMANDIE
RECHERCHE

CADRE COMPTABLE DÉBUTANT

(école supérieure de commerce)
(certificat comptable DECS)

En étroite relation avec la comptabilité analytique et le contrôle gestion, il secondera plus spécialement le Directeur Administratif dans la partie comptabilité générale, fiscalité, éléments de consolidation.

Une expérience d'un à deux ans est souhaitée.

Adresser C.V., photo, références et prétentions à JD/418, HAVAS (B.P. 907) 76023 ROUEN CEDEX (qui transmettra).

Entreprise d'une grande notoriété, spécialisée dans les canalisations, recherche

un INGENIEUR D'ETUDES

- de formation chimiste,
- spécialisé dans le traitement des eaux usées,
- ayant au moins 4 ans d'expérience et pouvant s'intégrer à une équipe jeune,
- pour créer un **BUREAU D'ETUDES** basé à **TOURS** et le développer.

Envoyez votre candidature avec C.V. s/réf. 9977 à Marie Christine BREHANT - VALENS CONSEIL 59, rue de Richelieu 75002 PARIS.

Importante entreprise internationale et pluridisciplinaire (T.P. et entreprise générale) de la Région Parisienne recherche un

Collaborateur pour le

Service Financements des exportations de sa direction financière

Il participera au montage financier des opérations internationales de grande envergure et devra apporter son assistance aux opérationnels techniques et commerciaux.
Ce poste s'adresse à des cadres possédant une expérience de 3 à 5 ans dans les services financiers d'une grande entreprise du domaine des T.P. ou de réalisation de complexes industriels à l'étranger.

Le candidat devra faire preuve d'une personnalité affirmée, de contact aisé et être doté d'une aptitude très nette à des négociations de haut niveau.

Seront retenus les candidats âgés de 30 à 35 ans avec formation école de commerce, maîtrise sciences économiques ou équivalent avec anglais et espagnol ou éventuellement autre langue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 5211 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Marketing édition

Hachette Jeunesse, spécialisée dans les livres pour jeunes : Bibliothèques Rose et Verte, Idéal Bibliothèque, Albums, et B.D... est leader sur son marché avec 100 millions de CA.

Le Directeur de ce département crée un poste de **Responsable du Marketing et du Développement** pour le seconder et conseiller les Directeurs de Collections dans leur stratégie produits. Dans ce cadre il sera chargé de l'optimisation d'un fond très diversifié, du positionnement des différentes collections sur leurs marchés, de la coordination avec les services techniques, artistiques et de publicité, pour la conception et le lancement de nouvelles séries.

Véritable professionnel(le) du marketing, il(elle) sera diplômé(e) d'une grande école de commerce et aura la maîtrise depuis 5 ans environ des méthodes marketing sur *des produits comportant une dimension artistique ou culturelle.* Homme (ou femme) de communication, il(elle) saura faire évoluer avec discernement les habitudes et développer le potentiel créatif de chacun.

Ecrire lettre détaillée sous réf. 177, au Service Gestion des Cadres 12 rue François 1er, 75008 Paris.

HACHETTE

COMSIP ENTREPRISE

CONDUITE ET SUPERVISION DE PROCESSUS INDUSTRIELS, REGULATION, INSTRUMENTATION ET ELECTRICITE
(ingéniérie, systèmes, travaux et services internationaux)

GROUPE

CGEE ALSTHOM

recherche pour sa DIRECTION DES SYSTEMES INDUSTRIELS
(400 Ingénieurs et Techniciens)

CHEFS DE PROJET - INGENIEURS LOGICIELS

INFORMATIQUE TEMPS REEL APPLIQUEE
A DES SYSTEMES INDUSTRIELS

Diplômés Grandes Ecoles - ou d'une école spécialisée en électronique ou informatique, ils auront à prendre en charge la réalisation d'affaires dans les domaines industriels suivants : *cimenterie, pétrochimie, pétrole, gaz et nucléaire, tant aux plans spatial que militaire.*

Une expérience significative de 5 années environ, en informatique industrielle, est nécessaire, *ainsi que la* connaissance de l'anglais.

La fonction implique des déplacements renouvelés aussi bien en France qu'à l'Etranger.

Merci d'adresser votre C.V. + prétentions sous référence 73061 à COMSIP ENTREPRISE
Sce du Personnel et des Relations Sociales - B.P. 305 92506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

BANQUE SOFINCO

LA BANQUE SOFINCO dotée d'installations informatiques importantes : IBM 3081 et 3033 gérés sous MVS/SP - JES3 - TSO - IMS, réseau national de télétraitement, mini-ordinateurs BURROUGHS et micros DIGITAL, recrute pour son centre administratif et informatique d'Evry (Essonne)

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

réf. 101 AM

Ecole d'Ingénieurs ou formation supérieure équivalente (DEA). Ils s'intégreront aux équipes systèmes et participeront au développement de l'informatique dans des *domaines variés tels que :*

- système de base
- développement des bases de données
- dictionnaire de données
- conseil et assistance sur mini et micro-ordinateurs.

UN JEUNE DIPLÔMÉ IUT INFORMATIQUE

réf. 102 AM

pour participer au développement de logiciels internes et à l'adaptation des produits constructeurs aux besoins de la société.

Le candidat doit faire preuve :
- de qualités d'adaptation aux vocations systèmes
- d'un esprit de créativité.

Les candidats retenus devront être dégagés des obligations militaires et recevront une *formation complémentaire lors de leur intégration dans le service.*

Les lettres de candidature, avec c.v. et photo, sont à adresser, en précisant la référence du poste choisi, à : Monsieur NITSAS, BANQUE SOFINCO, 91038 EVRY CEDEX.

Pan Chemics

4, rue Massenet 75016 Paris



Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Jeune Directeur financier SUD-EST

référence HA 614 AM

Participer avec une équipe jeune et motivée au développement d'une entreprise française à taille humaine, un des leaders dans un secteur d'avenir, en prenant en charge la **Direction Financière**, c'est le challenge que propose la **filiale d'un puissant Groupe Agro-Alimentaire, premier européen dans son domaine,** à un jeune gestionnaire de haut niveau (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) *souhaitant valoriser une* première *expérience dans le domaine* financier (de 5 ans minimum) acquise en entreprise.

Ses qualités de rigueur et de synthèse seront appréciées du Directeur Général dont il sera un collaborateur privilégié, au sein du Comité de Direction. Son contact personel et son goût de la négociation feront de lui un interlocuteur apprécié des opérationnels de l'entreprise et des partenaires financiers.

Assisté de 3 cadres, il aura pour mission notamment :
- d'améliorer et de développer les outils d'analyse et prévision pour permettre la projection permanente à 5 ans de la société,
- *d'élaborer et de suivre les plans de financement et d'investissement à moyen* et long terme,
- d'établir les tableaux de bord et d'assurer le reporting,
- de suivre la gestion et le financement des filiales (3 dont 1 à l'étranger),
- d'entretenir les relations avec les banques (trésorerie et recherche de financement à moyen terme) et avec *la Direction Financière du* groupe.

Les perspectives de carrière sont reelles et motivantes au sein du groupe en France ou à l'étranger.
Anglais indispensable.
Lieu de travail : sud-est.

Attaché de direction générale

référence JC 616 AM

GROUPE FRANÇAIS, 4.000 personnes, comprenant plusieurs filiales en province, recherche pour son **siège à Paris** (15 personnes), un *diplômé d'etudes supérieures* ESSEC, ESC, *Droit, SC. Po.... désireux de valoriser et* d'enrichir une première expérience de la vie d'entreprise d'environ 5 ans (acquise de préférence dans un secrétariat général ou une direction des relations sociales).

Interlocuteur de la Direction Générale et des Responsables de filiales, il assumera des responsabilités polyvalentes concernant notamment les questions juridiques (assurances, droit des sociétés, droit social), l'administration générale, l'information.
Poste évolutif, pour un candidat rigoureux possédant une grande capacité de synthèse, *capable à la fois d'approfondir un problème et d'en traiter plusieurs simul*tanément.

Manager commercial

référence IB 615 AM

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS DU SECTEUR AGRICOLE, un des premiers au monde dans son domaine, nombreuses filiales France et étranger, étoffe les structures de son management commercial et recherche un **Cadre de haut niveau,** capable d'assumer des responsabilités importantes et d'évoluer au sein du groupe.

Il aura :
- une formation grande école (de Commerce ou d'Ingénieur Agronome),
- l'expérience de la direction d'équipes de technico-commerciaux et de la vente de produits destinés au secteur agricole (engrais, semences, phyto-sanitaires...),
- de solides compétences en marketing et gestion,
- des qualités d'animateur sur le terrain et d'homme de réflexion, à même d'élaborer des politiques et des stratégies.

*Il commencera sa carrière dans le groupe en assumant des responsabilités commer*ciales au sein de filiales en province.

Cadre financier

référence KD 617 CM

UNE ENTREPRISE FRANÇAISE RENOMMÉE ET SOLIDEMENT IMPLANTÉE, activités internationales, chiffre d'affaires 1,2 milliard, recherche un **Cadre Financier de bon potentiel.**

Il participera aux travaux de la Direction Financière et sera particulièrement chargé :
- de développer l'actionnariat des salariés dans l'entreprise,
- de préparer une future introduction en bourse de la société.

Poste évolutif qui conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant *environ 5 ans d'expérience bancaire et/ou boursière, alliant à des compétences* techniques, d'excellentes qualités relationnelles.

Poste : banlieue ouest Paris.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

Ouvrez vos horizons sur les techniques de pointe...

Hewlett-Packard France est la 3e société de mini-informatique.
Souplesse et performances sont les principaux atouts de nos structures de maintenance.
Ce sont ces qualités qui garantissent le succès de la mission de support en clientèle.
C'est dans ce cadre que nous souhaitons intégrer des

Ingénieurs Electroniciens de maintenance fort potentiel

Région Parisienne

Vous êtes diplômé en électronique (ISEP - ISEN - INSA - ENI Brest...), vous vous sentez attiré par les systèmes et vous avez de bonnes connaissances de la langue anglaise.
A celà, nous ajoutons une formation très complète sur nos systèmes en Europe ou aux Etats-Unis.
Nous vous proposons un salaire en rapport avec votre niveau technique, un intéressement aux bénéfices de la société et une voiture de fonction.
Le développement de votre carrière sera à la mesure de votre implication et de la dimension de notre entreprise.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature *(CV, photo et prétentions) à Didier GABIN,* Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex, sous réf. 069 M.



HEWLETT PACKARD

média-system

La Compagnie Générale d'Informatique

(au premier rang des S.S.C.I. françaises par le développement et les résultats) recherche pour la promotion de ses produits de GESTION COMPTABLE *et* FINANCIÈRE *à* PARIS, *un*

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL *HF*

Le candidat sera de formation supérieure. Il aura une expérience technique, commerciale et de gestion. Il sera capable de prendre en charge des **négociations de haut niveau.**

Soutenu par une équipe solide disposant de références nombreuses et de qualité, il abordera un marché diversifié et pourra y élargir ses responsabilités.

Le développement rapide de la CGI offre l'opportunité d'une évolution intéressante de carrière et de rémunération.

Candidatures ou demandes de *renseignements complémentaires sont à adresser à* Madame Sylviane DAVOINE réf. MQ/VP - CGI - 17, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.

HAVAS CONTACT

CGI

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



un des leaders mondiaux dans le revêtement sols et murs et la transformation des matières plastiques, un groupe international réalisant un CA de 4 Md F (43% à l'étranger) employant 9.300 personnes (2.500 à l'étranger), un outil industriel puissant doté du matériel le plus performant et utilisant des technologies nouvelles, une politique produits agressive, des marchés internationaux : revêtements sols et murs, mobilier de salle de bains et de jardin, manutention, pièces pour l'automobile,

recherche dans le cadre du développement de ses activités

INGENIEURS ET CADRES

Débutants ou 2/3 ans d'expérience

leur compétence professionnelle, leur mobilité, leur sens des réalités quotidiennes, leur volonté d'entreprendre et de se réaliser dans l'action, leur amour de l'entreprise, en feront ses cadres supérieurs ou dirigeants de demain.

DIVISION HABITAT

Ingénieur fabrication (réf. A)

- Grenoble
- affecté d'abord à la production, il pourra ensuite, afin d'élargir ses responsabilités, être chargé de différentes fonctions techniques (méthodes, bureau d'études produits).
- ECP-ECL-ENSAM-EMSE...

Commerciaux (réf. B)

- Evry et province
- affectés d'abord à la force de vente, ils pourront ensuite être chargés de fonctions soit d'encadrement de la force de vente, soit de marketing.
- HEC-ESSEC-ESCP...

Ingénieurs robotique (réf. C)

- Grenoble et environ
- affectés à l'étude, la production, la mise en place de matériel robotique et à la formation du personnel pour les besoins internes de l'entreprise.
- chargés de la mise en place et du service après-vente de matériel robotique auprès des clients extérieurs.
- ENSMM-INSA...

DIVISION REVETEMENT

Ingénieurs fabrication (réf. D)

- Sedan, Mouzon, Wiltz (Luxembourg).
- affectés d'abord à la production, ils pourront ensuite, afin d'élargir leurs responsabilités, être chargés de différentes fonctions techniques.
- ECP-ECL-ENSAM-EMSE-ENSMIM...

Ingénieurs développement produits (réf. E)

- Sedan (textile), Wiltz (plastique).
- affectés aux équipes de développement des nouveaux produits et des nouveaux process, ils devront faire preuve d'esprit créatif.
- Ecoles d'Ingénieurs (formation textile/chimie).

Technico-commerciaux (réf. F)

- Neuilly
- chargés de la vente (France ou Export) de produits techniques (étanchéité, drainage, filtration).
- ESTP...

Commercial (réf. G)

- Sedan
- chargé des ventes et des relations commerciales avec la Distribution (France + Export).
- ESC...

Commerciaux (réf. H)

- Neuilly
- affectés d'abord à la force de vente, ils pourront ensuite être chargés de fonctions soit d'encadrement de la force de vente, soit de marketing.
- HEC-ESSEC-ESCP...

Contrôleurs de gestion (réf. I)

- Neuilly
- affectés au contrôle de gestion des unités industrielles ou des unités de distribution (France + Etranger).
- ESC - Instituts de gestion... (DECS apprécié).

Curriculum

Les dossiers de candidature avec C.V. manuscrit et photo sont à adresser en rappelant la référence du poste à la Direction des Relations Sociales.



20, BD DU PARC 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX.



ESSILOR
LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA VUE

Notre groupe affirme avec succès ses ambitions mondiales dans le domaine de la correction de la vue.
Dix huit filiales à l'étranger - une croissance de + 26% du chiffre d'affaires et + 69% du bénéfice net en témoignent
Chaque année, + de 5% de son chiffre d'affaires est consacré à la recherche et au développement

INGENIEUR E.S.O.

Vous maîtrisez parfaitement votre discipline et vous avez consacré les premières années de votre vie professionnelle à des actions réussies d'études scientifiques et techniques.
Notre direction des recherches et développement vous accueillera en vue de vous confier la responsabilité de la définition et de la conception de nouveaux produits dans le domaine des verres ophtalmiques.

Cette opportunité, résolument positionnée à un niveau élevé s'adresse à un homme d'innovation et de dialogue.

Le développement du groupe, ses moyens financiers sont à votre disposition et vous garantissent un intéressant développement de carrière.

ESSILOR vous remercie d'adresser votre CV (avec photo) et votre niveau de rémunération au Service Affectations - ESSILOR 57, avenue de Condé 94100 SAINT MAUR sous référence 72741

SFENA

Société de 3000 personnes dont 650 Ingénieurs et Cadres
grand équipementier aéronautique constructeur de tests et constructeur informatique
- notre CA dépasse 1 Milliard de Francs dont 50 % à l'exportation -
recherche

Ingénieurs d'Application Test Automatique

Ils seront chargés d'assurer l'assistance technique des clients et l'interface avec les études : faisabilité, démonstrations, propositions techniques, formation et conseil. Ces postes s'adressent à des ingénieurs compétents et expérimentés en électronique digitale. Réf. I 160

Ingénieur Logiciel Qualité

Il aura à créer et à développer la fonction «Assurance Qualité Logiciel» pour l'ensemble des activités de la société.
Le poste s'adresse à un ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans en Logiciel. Nous souhaiterions qu'il connaisse les équipements avioniques. Réf. I 161

Ingénieurs Commerciaux

Pour la Division Informatique qui conçoit et réalise des mini et micro-ordinateurs.
Ils seront chargés :
- du développement de la clientèle actuelle et de la prospection de nouveaux secteurs d'activité,
- de la négociation des contrats,
- du suivi commercial.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant une expérience de la vente des mini et micro-ordinateurs. Réf. I 162

A tous, nous offrons les avantages sociaux et le développement d'une grande société tournée vers les technologies de demain.
Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à Sfena, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

recherche pour sa Direction TOTAL EXPLORATION PRODUCTION des

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Dans le cadre des activités d'exploration ils participeront au développement d'applications dans les domaines de la géologie et de la géophysique.

De formation IUT ou équivalente ils seront débutants ou auront quelques années d'expérience en fortran, gestion des données, applications graphiques.

Basés à Paris, des missions ultérieures dans les filiales du Groupe à l'étranger sont à prévoir.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION Tour Vendôme, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la référence : 3 MO 09.



Un poste tremplin...

REVISION COMPTABLE

DARTY PARIS ILE-DE-FRANCE est la plus importante unité du groupe DARTY. Elle se compose d'une trentaine de magasins et d'autant de centres de service après-vente. Dans le cadre de son développement, elle recherche le réviseur comptable de ses filiales de service après-vente.

Directement rattaché au directeur administratif et financier, il s'assure de la fiabilité et de la sincérité des comptes de chaque centre de service après-vente. Il vérifie l'application des procédures et les fait évoluer si nécessaire, en fonction des besoins du groupe. Outre une bonne technique comptable, ce poste implique conscience professionnelle, rigueur et autonomie.

Nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel possédant le DECS complet. Il a une expérience de un ou deux ans en cabinet comptable. Son potentiel doit lui permettre d'évoluer rapidement vers l'audit interne du groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2344 L à

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION
recherche pour son Siège Social de LA DÉFENSE

UN COMPTABLE

pour tenir la comptabilité générale d'une de ses filiales (centralisation des écritures, paie, prévisions de trésorerie, comptes d'exploitation, bilan, etc.).

Ce poste nécessite des déplacements occasionnels.

De formation BTS ou DUT Comptable, le candidat retenu devra posséder le sens de l'initiative et de l'organisation ainsi que des connaissances de l'informatique.

Envoyer lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. M, SEP, Service du Personnel, 3, avenue du Général-de-Gaulle 92800 PUTEAUX.



HAVAS CONTACT

Préparer l'avenir à long terme

LABORATOIRES DE MARCOUSSIS

- TÉLÉCOMMUNICATIONS
- TECHNIQUES DE L'INFORMATION
- OPTRONIQUE
- ROBOTIQUE ET PRODUCTIQUE
- ENERGIE

ingénieur informaticien

GRANDE ECOLE OU 3EME CYCLE
Pour projets d'études sur le traitement du signal parole.
Programmation FORTAN et première expérience souhaitée. Réf. T/2455/P

ingénieur électronicien de puissance ou électrotechnicien

Spécialiste des générateurs statiques et dynamiques.
Pratique du calcul de structure aux éléments finis. Réf. S/2451/A

ingénieur

Pour études et développements de composants optoélectroniques.
Débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine du montage de composants, connaissances "physique des semi-conducteurs mécanique et technique du vide." Réf. T/3155/M

techniciens

DUT ou BTS ELECTRONICIEN ET MESURES PHYSIQUES débutants ou expérimentés.

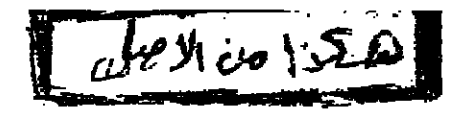
- Mise au point d'ensembles électroniques en liaison avec des montages mécaniques et optiques. Réf. S/2454/A
- Mise en œuvre de bancs de caractérisation de diodes Laser. Réf. T/3111/TDL
- Mise en œuvre de bancs expérimentaux-électronique appliquée-mesures. Réf. T/2932/MP

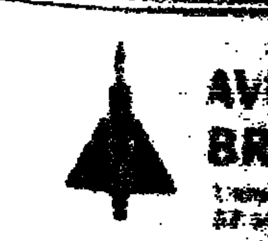
Adresser lettre manuscrite et curriculum-vitae, sous référence, au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

CONTESSE



CENTRE DE RECHERCHES
DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
D'ÉLECTRICITÉ





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Futur Responsable des Études Informatiques

LA SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES D'ÉVIAN – 990 MF de C.A., 1400 personnes, 2 usines – est le 1[er] exportateur mondial d'eau minérale plate. Elle recherche un chef de projets pour son service informatique (un CII-HB DPS 7/65 et une douzaine de minis décentralisés).

Intervenant dans le cadre de développements nouveaux, il assurera l'amélioration du système d'informations de gestion. En responsabilité complète sur les projets qui lui seront confiés, il collaborera étroitement avec les services utilisateurs depuis la définition des objectifs et la conception *jusqu'à la mise en place concrète des applications.*

Cette fonction très autonome est appelée à évoluer vers la responsabilité complète des études informatiques.

Elle sera confiée à un diplômé d'études supérieures ayant acquis 3 ans d'expérience de la conduite de projets.

La localisation géographique du poste, situé à Évian, offre un intérêt supplémentaire sur le plan des conditions de vie.

HAVAS CONTACT

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F7M en précisant rémunération actuelle à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

Adjoint du Directeur Distribution Responsable Système d'Information

GERVAIS-DANONE FRANCE – 3,1 Md de F de C.A., 35 Centres de distribution, 1700 personnes dans la force de vente et de distribution – veut développer encore l'efficacité de son système d'administration et de gestion des ventes et de la distribution.

Dans cette optique, cette société crée un poste d'Adjoint au Directeur de la Distribution en charge de ce projet de réorganisation et d'informatisation.

Patron d'une équipe, il coordonnera l'ensemble des opérations nécessaires à l'introduction d'un nouvel outil informatique très performant dans le réseau de distribution. Après l'analyse de l'existant, il aura à concevoir, proposer et mettre en place une nouvelle organisation, à élaborer les méthodes et procédures nécessaires et à animer la formation des utilisateurs.

Il aura, ensuite, le souci de faire évoluer cet outil et de développer d'autres applications.

Ce poste qui nécessite des qualités de contact et d'animation conviendrait à un diplômé d'Études Supérieures ayant acquis au *moins 5 ans d'expérience comme Chef de Projet Organisation ou Informatique et souhaitant prendre en charge* une mission d'organisation opérationnelle. Il pourrait aussi intéresser une personne ayant utilisé l'informatique au cours d'une *expérience dans la vente ou la distribution.*

La réussite à ce poste qui constitue un enjeu important pour la Société Gervais-Danone, débouchera sur des possibilités d'évolution intéressantes au sein de la Direction Commerciale.

HAVAS CONTACT

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M30M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

Ingénieur Alimentaire Débutant Futur Responsable de Production

Ingénieur alimentaire, vous avez, si possible, acquis des connaissances dans le domaine des produits laitiers frais au cours de vos études ou lors de stages.

Vous souhaitez commencer votre carrière en usine pour apporter et exploiter vos compétences techniques et vous former à la gestion et à l'animation d'hommes.

Vous êtes attiré par une entreprise en fort développement (+ 15 % en volume en 1982) nécessitant une adaptation constante de l'outil de production et pratiquant une politique sociale avancée (35 heures en 1984).

GERVAIS-DANONE FRANCE – 3,1 Md de F de C.A., 4400 personnes, 7 usines – vous propose de rejoindre ses équipes d'ingénieurs.

Vous recevrez d'abord une solide formation en partageant la vie d'une équipe de production et en abordant concrètement les différents aspects de la fabrication : problèmes techniques, qualité, productivité, encadrement de personnel.

Vous prendrez ensuite la responsabilité opérationnelle d'un secteur de production dans une des usines où vous aurez un rôle à la fois technique, de gestion et d'animation.

Vous évoluerez enfin en fonction de vos goûts et aptitudes en sachant être mobile pour saisir les opportunités qui pourront s'offrir.

Les premières affectations se situent en Normandie, en Alsace et dans la Région Parisienne.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M29M à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran 75381 Paris Cedex 08.

Développer Votre Carrière dans la Fonction Personnel

Diplômé d'études supérieures, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans la Fonction Personnel.

Vous souhaitez valoriser et enrichir cet acquis dans un groupe au sein duquel la politique humaine tient une place importante et dont le développement économique s'accompagne d'un projet social avancé.

LE GROUPE BSN vous propose de participer à la conception et à la mise en place de ce projet social dans son Département Flaconnage (400 M de F de C.A., fabrication et commercialisation de flacons pour la parfumerie, la pharmacie et l'alimentaire).

Adjoint du Responsable des Relations Sociales de l'unité de production qui emploie 1100 personnes, vous l'assisterez dans ses différentes activités : relations avec les partenaires sociaux, conception et négociation d'une politique de rémunération et d'aménagement du temps de travail, mise en place d'une nouvelle forme d'organisation du travail.

Vous prendrez personnellement en charge la gestion du personnel non cadre : recrutements, mutations, promotions, appréciations, gestion prévisionnelle.

La réussite à ce poste vous permettra ensuite d'évoluer au sein du groupe vers la responsabilité globale du personnel d'un établissement ou vers un poste plus fonctionnel au sein de la Direction Humaine et Sociale.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M26M en précisant rémunération actuelle à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

ESC Débutant

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE GLACES ET SURGELÉS – *C.A. 400 MF, 800* personnes, marque Frigécrème – intervient sur un marché en développement : celui des glaces et des pâtisseries surgelées. Sa force de vente et de distribution – par le professionnalisme et le dynamisme de ses équipes – est l'atout majeur de son expansion.

Elle recherche pour sa Direction Régionale Ile-de-France un jeune diplômé d'école supérieure de commerce motivé par une carrière active de vente. Il prendra très rapidement la responsabilité d'un secteur et y assurera les relations commerciales avec la grande distribution.

La réussite dans ce poste lui permettra d'évoluer vers la responsabilité de l'encadrement d'une équipe commerciale.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B6M à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

Débuter par le Contrôle Budgétaire...

GERVAIS-DANONE FRANCE – *3,1 Md de F de C.A.*, 4400 personnes, leader du marché des produits laitiers frais, recherche pour son Service Gestion et Administration Commerciale un Contrôleur Budgétaire.

Rattaché au Contrôleur de Gestion de ce service, il aura pour mission d'élaborer le tableau de bord de la Direction Commerciale, de suivre les procédures comptables et budgétaires mises en place ainsi que la tenue des standards en relation étroite avec les directions opérationnelles, d'analyser et de commenter les causes d'écarts.

Il participera également aux différentes étapes d'élaboration du budget annuel et au contrôle des réalisations sur le terrain.

Ce poste, très ouvert sur la vie de l'entreprise et riche par la variété des contacts qu'il implique, s'adresse à un jeune diplômé d'école supérieure de commerce motivé par la gestion financière.

Il trouvera là l'opportunité d'acquérir une première expérience solide ainsi que de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines. Elles lui ouvriront de larges perspectives d'évolution par la suite.

HAVAS CONTACT



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. Y5M à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

Diplômé Grande École Débutant Gestion Industrielle

GERVAIS-DANONE FRANCE – 3,1 Md de F de C.A. – produit actuellement dans ses 7 usines une gamme de 185 produits destinés au marché français et à l'exportation. Cette société recherche un jeune diplômé d'Études Supérieures pour son Service Gestion Industrielle dont la mission est d'assister la Direction Industrielle et les Directeurs d'Usine dans l'animation du système d'information de gestion et le contrôle des performances.

Il participera à l'ensemble des activités de ce service : suivi des budgets des usines, analyse des écarts, tenue de tableaux de bord industriels, études d'investissement en terme de justification économique... Il travaillera pour cela *avec les responsables de gestion des usines auxquels il* apportera conseil et assistance.

Il collaborera, par ailleurs, à un projet important d'informatisation du système de gestion industrielle, projet développé afin de mieux suivre et optimiser les coûts industriels d'exploitation.

Ce poste conviendrait à un débutant diplômé d'une grande école d'Ingénieur (AGRO, Centrale, Mines) ou de commerce (HEC, ESSEC, ESCP). Il y développera une solide formation en gestion et en informatique ainsi qu'une bonne connaissance de la réalité industrielle, qui lui permettront d'évoluer, en fonction de ses goûts et de sa formation de base, vers des postes assez variés : contrôle de gestion, gestion usines, production...

HAVAS CONTACT




Merci d'adresser votre candidature, sous ref. Y6M à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Usine d'ARGENTEUIL
BP 50 - 95100

recherche

INGENIEURS EXPERIMENTES ou DEBUTANTS

• SUP AERO-ECP-AM

pour postes :

- CAO/CFAO (CADAM-CATIA)
- PRODUCTION
- TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

• ISEP/ISEN-ENSICA-ESTACA

pour postes :

- MOYEN DE PRODUCTION (automatismes - robotique)
- CONTROLE QUALITE (possibilité séjour à l'étranger)

Très bonnes connaissances anglais exigées + autre langue souhaitable.

Dynamisme pour travail d'équipe - Excellente ambiance.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo

PTT Télécommunications — *Centre National d'Etudes des Télécommunications*

MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION

à ISSY-LES-MOULINEAUX

recherche

ingénieurs de haut niveau

formation universitaire ou grande école

pour participer :

- **aux recherches sur les systèmes avancés de communication avec les mobiles.**
  Compétences en systèmes Informatique Distribuée et/ou radiocommunications appréciées. (Poste 1)
- **aux études dans le domaine des réseaux Télématiques.**
  Compétences en systèmes Informatique Distribuée nécessaires. (Poste 2)

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références, téléphone et prétentions en précisant le poste au :

cnet

CNET - Division Reseaux Distribution Services - Centre PARIS A
38/40, rue du General Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

Organisation et Publicité

Réaliser un grand système informatique de gestion de projets industriels pour une société d'ingénierie de tout premier plan.

INGENIEUR SYSTEME RESEAUX (réf. 5174 IS)

DEBUTANT OU 1er EXPERIENCE

Vous êtes un jeune ingénieur, formé aux techniques informatiques et réseaux (SUPELEC, TELECOM...). Vous serez l'assistant du responsable système, et vous serez plus particulièrement chargé d'étudier, mettre en place et optimiser notre réseau interne (IBM 4341 -PRIME - DEC) et externe (TRANSPAC...).

ANALYSTE (réf. 5174 A).

- vous êtes diplômé (MIAGE)
- vous possédez une expérience et une maîtrise des applications pour conseiller et assister les utilisateurs sur des applications de contrôle des coûts et de suivi de projets.

ANALYSTES PROGRAMMEURS (réf. 5174 AP).

- vous êtes diplômés en informatique (DUT, BTS ou AFPA).
- vous avez quelques années d'expérience sur IBM 4341 sous CICS. Vous pratiquez le Cobol et avez des notions de systèmes de gestion de base de données. Vous serez intégrés à une équipe chargée de développer une importante application en mode conversationnel avec base de données.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo en précisant la référence du poste choisi à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system



recherche pour sa

Direction Informatique, Département Méthodes Centrales

Plusieurs Ingénieurs Confirmés

Ingénieur expérimenté : DOS, CICS, VM

Mission :

- Développer la stratégie d'évolution de nos Centres IBM tournant sous DOS.
- Implanter VM dans plusieurs Centres de notre Société.
- Poste basé à Paris ou à Belfort.

Profil :

Ingénieur Grande École ayant une expérience de 5 ans comme Ingénieur Système sur les produits DOS, CICS, VM.

Ingénieur mini, micro-informatique

Mission :

- Participer à la définition de la stratégie de l'implantation de la mini et micro-informatique dans notre Société.
- Apporter un support technique aux Services Opérationnels de la Direction Informatique.
- Poste à Paris.

Profil :

- Ingénieur Grande École.
- 5 à 10 ans d'expérience. Ayant conduit des réalisations en mini et micro-informatique.

Ingénieur téléinformatique

Mission :

- Assurer la migration de notre réseau téléinformatique vers l'architecture IBM : SNA.
- Définir méthodes et procédures devant fiabiliser les Services offerts par ce réseau.
- Poste à Paris.

Profil :

- Ingénieur Grande École.
- Expérience de 5 ans dans un environnement Réseau SNA d'un important utilisateur.

Écrire à :

AUTOMOBILES PEUGEOT
Direction Centrale du Personnel
75 Avenue de la Grande Armée
75016 PARIS



Une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle (C.A. : +28% en 82) recherche pour sa

DIRECTION COMMERCIALE (PARIS SUD)

personnes dynamiques désirant participer à son expansion et à sa réussite en particulier dans le domaine des

TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Ingénieur de Projet

Responsable de la préparation et de la rédaction de projets de transmission clé en main (principalement faisceaux hertziens) pour l'exportation.
Il travaillera dans une zone géographique donnée sous la direction d'un chef de zone.
Electronicien de formation avec une expérience en systèmes de transmission supérieure à trois ans.
— Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Chef de Zone Export

Responsable d'une zone géographique pour la vente de matériels de transmission (principalement faisceaux hertziens) et ayant une connaissance technique en systèmes de transmission.
Les candidats auront une expérience supérieure à 10 ans dans une société de télécommunications.
— Anglais indispensable, autres langues souhaitées.

Adresser CV et prétentions en précisant le poste choisi à TRT 5, Avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON

S2M

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE MAGNÉTIQUE exploitant la technologie nouvelle des paliers magnétiques recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Âgé de 30 ans minimum, il est diplômé d'une Grande École d'électricité ou d'électromécanique.

Il parle l'anglais courant et l'écrit; ses connaissances en Allemand sont appréciées.

Il a plusieurs années d'expérience en ingénierie de machines industrielles électromécaniques en tant que Chef de Projet et d'expérience commerciale en biens d'équipement industriel.

Il est responsable de la prospection commerciale, de l'établissement des offres, de la négociation, des commandes, du suivi commercial et des relations avec les clients pendant l'exécution des commandes.

Homme de dialogue, sachant conseiller, il est également persuasif, tenace et constant dans l'effort.

Le lieu de travail est situé à VERNON (Eure) avec 50 % de temps en déplacements en Europe.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions - Réf. M - SEP, Service du Personnel, 3, avenue du Général-de-Gaulle 92800 PUTEAUX.



HAVAS CONTACT

Elizabeth Arden

Animer la comptabilité générale et fournisseurs de ELI LILLY et ELIZABETH ARDEN dans un premier temps...

C'est l'opportunité offerte à un jeune diplômé d'études supérieures titulaire d'un DECS et nanti d'une première expérience acquise en **Cabinet d'audit** ou **Société anglo-saxonne**.

Nous sommes l'un des premiers Groupes pharmaceutiques mondiaux. En France, nous représentons déjà un millier de personnes pour un C.A. de 1 milliard de francs, en progression constante.

Nous vous confierons, outre les missions habituelles liées à cette fonction, l'animation de cercles de qualité au sein de votre équipe de 9 personnes.

Au-delà de ce poste, vos compétences, vos résultats et votre personnalité vous permettront de prendre de nouvelles fonctions au sein du Groupe.

Si vous êtes intéressé, transmettez votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), sous référence 3/EEC/LM, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

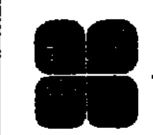
MEDIA BA

Paris, Rouen, Metz – Nous sommes la filiale française d'un important et puissant groupe international spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques de traitement des eaux et des fluides process. Nous cherchons, pour faire face à notre développement, des hommes de qualité (sur le plan technique et humain) susceptibles de vendre des produits techniques de notoriété mondiale auprès de l'industrie. Dans cet esprit, nous offrons, pour les localisations énoncées plus haut, des postes d'

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez une formation technique supérieure d'ingénieur ou un DUT, des bases suffisantes en chimie ou une première spécialisation en process, en sidérurgie..., de bonnes connaissances en anglais. Vous occupez, après quelques années de vie professionnelle (au moins 2 ou 3 ans), des fonctions similaires dans le milieu industriel ou un poste en fabrication, mais vous avez la volonté pour réussir dans une activité commerciale. Vous serez, sous l'autorité d'un directeur régional, responsable d'une activité sur une zone géographique. Votre mission, nécessitant autonomie et disponibilité, goût du concret et du terrain, sens des négociations commerciales, vous conduira à assurer des actions très complètes auprès des clients existants mais aussi des clients potentiels (50% du travail) : détection des problèmes, étude du traitement à mettre en œuvre, vente de la solution, assistance technique et contrôle de la réalisation. Vous bénéficierez d'une rémunération motivante (plus voiture de fonction et frais réels) et d'opportunités d'évolution.

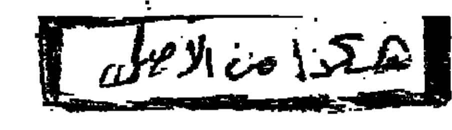
Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeux, sous réf. 5711 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

Plain Chantas



CRAY RESEARCH FRANCE

En vue de l'installation à Paris et en province de plusieurs systèmes CRAY-1S, nous recherchons :

INGÉNIEURS SYSTÈMES

Homme ou femme ayant 5 à 10 ans d'expérience grands ensembles scientifiques.
Une expérience Télécommunication et MINI 32 BITS sera un atout supplémentaire (MINI-6, PRIME, etc.).

INGÉNIEURS APPLICATIONS

– APPLICATIONS GRAPHIQUES
Homme ou femme ayant de 5 à 10 ans d'expérience en APPLICATIONS GRAPHIQUES expérience constructeur souhaitée.

– ASSISTANCE ET FORMATION
Pour ces deux domaines, homme ou femme formation mathématiques, grandes écoles ou universitaire, maîtrisant parfaitement FORTRAN, expérience grands ensembles scientifiques.

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

Ayant de 3 à 7 ans d'exp. sur gros ensembles (BULL, IBM, CDC, UNIVAC, etc.).

Pour tous ces postes, une très bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé est nécessaire. Les exigences ou expériences requises justifieront une rémunération et des avantages importants.
Des stages de formation aux U.S.A. sont prévus,

Env. C.V. à : *CRAY RESEARCH FRANCE S.A.*
21, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS.

JEUNE CADRE COMMERCIAL

– Filiale spécialisée de deux grandes Banques françaises et des deux plus importantes Compagnies d'assurance-crédit, nous recherchons un jeune cadre diplômé d'une École Supérieure de Commerce.

– Il possédera de préférence une première expérience professionnelle de deux à trois ans. Il sera chargé du développement de nos procédures de garantie et de financement auprès de la clientèle PME-PMI de notre Groupe, en étroite liaison avec nos correspondants régionaux et dépendra directement du Directeur Général.

– Le poste, basé à PARIS-8e, est à pourvoir dès le 1/09/83. Très larges possibilités d'évolution à court terme.

– Adr. C.V., photo et prétentions à Bénédicte VERGNE
AGENCE A.E.A.
55, rue Pierre-Charron,
75008 PARIS.

FUTUR DIRECTEUR DU DEPARTEMENT TELEPHONIE

Notre Société (environ 2.000 personnes) développe pour 1/3 de son C.A. une activité TELEPHONIE (500 personnes) qui la place dans les premiers rangs des installateurs de téléphone (commutation temporelle). Notre structure décentralisée nous conduit à réaliser des affaires sur le plan national. Le départ prévu du Responsable actuel de ce département nous amène à préparer son remplacement (objectif 3/5 ans). Nous recherchons un

INGENIEUR CONFIRME
SUPELEC-TELECOM OU EQUIVALENT

*32 ans minimum, vous justifierez d'une expérience réussie de réalisations d'af*faires (études prix - installations) et apporterez au-delà de vos compétences techniques un réel esprit d'entrepreneur capable de prendre en compte pro*gressivement l'ensemble des aspects liés à la direction d'un département :* développement commercial, développement des produits, animation des Hommes, gestion, etc. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1162 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

INSTALLATIONS ELECTRIQUES BATIMENTS ET INDUSTRIELLES

Notre Entreprise (environ 2.000 personnes, C.A. 600 M F.) réalise les 3/4 de son chiffre d'affaires dans les installations électriques destinées au Bâtiment ou aux Industries.
Notre structure de réalisation est decentralisée en unités autonomes (effectif moyen 150 personnes - C.A. variant de 60 à 100 M.F.). Les départs prévus à moyen terme (3/5 ans) de nos Responsables actuels nous conduisent à rechercher nos

FUTURS RESPONSABLES D'UNITES

Ingénieur (électrotechnicien, électricien...) ou équivalent. vous avez acquis une bonne expérience de notre milieu (études prix - installations) et vous souhaitez prendre à terme des responsabilités équivalentes à celles d'un véritable entrepreneur dont vous vous sentez la trempe. Nous vous proposons de nous rejoindre, car nous avons la structure et les moyens de vous faire atteindre cet objectif.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 1163 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

INGENIEUR RESPONSABLE DE PRODUCTION

Notre Entreprise, affiliée à un Groupe important, occupe une place prépondérante sur le marché très spécifique mais porteur des ampoules pharmaceutiques. PMI de 200 personnes, nous recherchons, suite à la mutation de l'actuel titulaire, notre Responsable de Production.
30 ans minimum, INGENIEUR généraliste de formation (type A.M. ou équivalent) mais motivé par la mécanique et l'électrotechnique, il sera directement impliqué dans tous les actes relatifs à la production (machines automatiques de *haute cadence) que ce soit au niveau du quotidien (respect des prévisions,* fiabilité des produits, entretien...) ou au niveau du long terme (étude d'investissement - amélioration qualitative...). Le poste exige des qualités de gestionnaire *et d'animateur. Notre structure d'encadrement et de direction est souple et* légère et elle permet une implication personnelle importante.
Poste situé en SEINE-MARITIME.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous référence 1164 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

MicroFormatic RESPONSABLE FORMATION

Notre vocation est de développer des **produits de formation en micro informatique.**
Nos prévisions sont à la mesure du potentiel de notre marché. Nous recherchons le RESPONSABLE de notre première implantation.
Il sera chargé du développement commercial de la Société, de l'animation des premiers séminaires, du recrutement et de la coordination pédagogique des futurs professeurs, ainsi que de l'organisation *et de l'exploitation des moyens propres à notre développement* que nous souhaitons rapide.
Une formation supérieure, une expérience pédagogique ainsi *qu'une bonne connaissance de l'informatique sont nécessaires.*
Le succès dans ces premières responsabilités doit conduire un candidat performant à une fonction de Direction Générale.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 1165 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

La Direction Financière d'un Grand Groupe Pharmaceutique
étoffe son Service Contrôle de Gestion et recherche un

Contrôleur de gestion junior

Qui participera à tous les travaux liés au contrôle de gestion :
• l'animation des correspondants de gestion sur le terrain • l'analyse des résultats
• le reporting • *les études économiques* • *les budgets et le plan stratégique*
L'Entreprise prévoit une forte accélération de son développement d'ici à 1990 et vous permettra donc, en fonction de vos performances, une rapide évolution de carrière,
Si vous êtes de formation ESSEC, Sup de Co, *ou maîtrise de gestion, si vous possédez une* première expérience, ou même êtes débutant, si vous pratiquez l'anglais et éventuellement une seconde langue.

Adressez votre curriculum-vitae sous référence 8197 à
SELEPHAR - 77, rue du Chateau 92103 BOULOGNE.

Sélephar

Publival



CIMSA

FILIALE DU GROUPE THOMSON RECHERCHE DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION *D'UN TRÈS IMPORTANT PROJET A L'EXPORT* LE

RESPONSABLE DOCUMENTATION PROJET

Il ou elle sera responsable de l'organisation de la documentation d'un important projet industriel sur le plan de la forme et sur ceux des coûts et des délais.
Il animera une petite équipe chargée de la mise en forme et de la traduction des documents *et suivra la sous-traitance d'une grande partie de cette* documentation.
Après une formation complète aux techniques de documentation, le candidat devra avoir acquis une première expérience de leur application à des grands projets industriels.
La connaissance de l'anglais est nécessaire, celle du russe souhaitable.
Sa rigueur, son sens de l'animation et des contacts lui permettront d'envisager une évolution de sa fonction au sein de l'entreprise.
Poste basé en banlieue Sud-Ouest.

Adressez votre candidature sous référence DT/M à Jacqueline FLEURENT-DIDIER, **JFD CONSEIL** - 15, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.





INGENIEURS ETUDES RADIO

Nous recherchons pour le SECTEUR RADIOCOMMUNICATIONS de notre Département Télécommunication et Contrôle Industriel en expansion

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS

Chargés de l'étude et de la mise au point d'émetteurs récepteurs synthétisés à large bande.

• **INGENIEURS I ou II**
Ayant une bonne connaissance théorique dans le domaine des radiofréquences V/U H F.
Aptes à diriger le travail d'un ou deux techniciens.

• **INGENIEUR III**
Ayant une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de l'émission - réception V/U H F.

• **CHEF DE SERVICE**
Avec au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de l'étude de matériels de radiocommunications V/U H F, le candidat aura la responsabilité d'un laboratoire d'étude d'une dizaine de personnes.

Merci d'adresser CV détaillé et rémunération souhaitée sous référence 937 à SINTRA ALCATEL Martine BIALOBOS Service des Relations Sociales et de l'Emploi - 42, rue Périer 92120 MONTROUGE



5 500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

CONTROLEUR DE GESTION d'une UNITE de 500 MF

AXEE SUR DES ACTIVITES ELECTROMECANIQUES ET GENIE CIVIL

La fonction comporte la mise en place et le suivi du plan de développement de la Division, le contrôle budgetaire, l'établissement et le suivi des tableaux de bord, l'animation de l'équipe de gestion, et également la supervision étroite des affaires de génie civil à l'exportation.

Expérience similaire indispensable — anglais courant — Lieu de travail : Plessis-Robinson (92).

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Développement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec CV et prétentions, réf. A. 604.

ENSAE, ISUP, DEA Mathématiques... Statisticien

L'UCB (Union de Crédit pour le Bâtiment) premier établissement privé spécialisé dans le financement immobilier souhaite s'adjoindre pour sa direction PLANIFICATION un statisticien débutant ou ayant une première expérience.

Au sein d'une petite équipe, il participera aux études réalisées pour la direction générale et pour les directions fonctionnelles de la société. Les principaux domaines d'applications sont le Marketing et le Risque (règle d'acceptation des crédits, prévision des incidents).

Les travaux sont réalisés en informatique sous APL.

Outre ses compétences en analyse des données, le candidat devra présenter des qualités personnelles lui permettant de promouvoir l'utilisation de ces techniques et coopérer efficacement avec les différents secteurs de l'entreprise.

Par son ouverture sur l'ensemble de la société, ce poste offre des possibilités d'évolution diversifiées.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 925 à Sophie Guenot.

Service Orientation - Recrutement 5 av. Kléber - 75791 Paris Cedex 16

compagnie bancaire

SOURCES

GROUPE INTERNATIONAL, LEADER SUR LE PLAN MONDIAL

recherche

auditeur interne

EXPERIMENTE

Chargé au sein d'une équipe de cinq personnes, de l'audit de l'ensemble de ses filiales françaises fabriquant ou servant des marchés aussi diversifiés que les composants électroniques, électromécaniques, l'équipement automobile, le bâtiment, etc.

De formation supérieure, le candidat retenu justifiera de plusieurs années d'expérience appropriée, acquise soit au sein d'un cabinet d'audit ou d'organisation, soit en milieu industriel et fera preuve de connaissances approfondies tant en comptabilité et finance qu'en gestion opérationnelle. Il parlera couramment anglais.

Nous offrons des missions variées d'audit de haut niveau dans des Sociétés réparties sur toute la France, une rémunération attractive en relation avec l'expérience et le potentiel des candidats, et des possibilités d'évolution de carrière importantes, tant en France qu'à l'étranger, pour celui qui saura saisir les opportunités.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 73049, CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

– La Direction de l'Organisation et du Traitement de l'Information du Groupe HACHETTE comprend 80 personnes et développe, dans une optique base de données IMS et télétraitement CICS, des projets très variés pour toutes les branches opérationnelles sur matériel IBM 3031/4341 (bientôt 3083) exploité en OS/VS1 et VM/CMS (prochainement MVS) complété par un réseau de mini-ordinateurs (IBM 38, HP 3000).
Pour répondre au développement de ses activités, la Direction informatique recherche

Analystes programmeurs

Dans une équipe **responsabilisée par projet** et en relation étroite avec les unités opérationnelles (Paris ou proche banlieue), vous participerez au développement et à la maintenance des applications (le langage de programmation principal est le PL/1).
Deux types de postes sont à pourvoir : soit de bons professionnels avec 2 à 5 ans d'expérience, soit des débutants.

(Réf. 172)

Ingénieur système support technique

Intégré à une équipe souple et efficace de 5 ingénieurs, il aura pour mission d'assurer l'installation, **la mise en place et le suivi de MVS et de ses sous-systèmes;** il sera responsable de leur bon fonctionnement.
Une première expérience de la fonction est nécessaire pour tenir ce poste basé à Vanves (métro).

(Réf. 156)

Nous vous remercions de nous adresser votre CV, et une lettre manuscrite en précisant la référence au service Gestion des Cadres - 12, rue François 1er - 75008 PARIS.





THOMSON-CSF

Nous sommes une activité en pleine expansion, sur un marché en plein développement, tant au niveau national qu'international.

NOTRE ACTIVITÉ ? LES RÉSEAUX DE DONNÉES.
LE MARCHÉ ? LA TÉLÉMATIQUE.

Pour faire face à son expansion, et en particulier aux marchés que lui confie l'Administration française, notre département THOMTIT recrute des **Ingénieurs expérimentés** (4 à 5 ans minimum).

INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT MATÉRIEL

pour études de commutateurs de données
avec responsabilité d'encadrement suivant expérience.

INGÉNIEURS D'INTÉGRATION

responsables de plates-formes.

INGÉNIEURS SYSTÈMES

pour élaboration et suivi des projets techniques
Une expérience Logiciel sera appréciée (systèmes de Télécommunications ou architecture de réseaux et protocoles).

Lieu de travail **proche banlieue Sud-Ouest de Paris.**

Merci d'adresser C.V. et prétentions à
HAVAS CONTACT en précisant le poste souhaité
- 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, sous référence 32989.

HAVAS CONTACT



THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

IMPRIMANTES

Nous sommes une société indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous avons réalisé 80 MF de C.A. en 1982 (dont 50 % à l'export), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...).
Dans cet esprit, nous recherchons

un responsable promotion

référence A/57.437

Votre fonction sera de mettre à la disposition du réseau commercial des outils de vente, et en particulier les documentations, la publicité, les expositions, les fichiers de références et descriptions d'applications.
Une très bonne connaissance de la langue anglaise, le sens de l'organisation, un niveau IUT Commercial ou équivalent sont nécessaires pour réussir dans ce poste.

un ingénieur commercial

référence B/57.437

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans des secteurs touchant à l'informatique (l'instrumentation par exemple) en tant que commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technico-commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. Vous vous verrez confier sur la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs sous la responsabilité du directeur des ventes, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des constructeurs. Vous serez également responsable d'un secteur géographique en province (25 % de votre temps) où vous devrez animer un réseau de distributeurs.
Vous bénéficierez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).

Adressez Votre Curriculum-Vitae et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi à la
PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.



130.000 F. PAR AN

JEUNE CADRE LOGISTIQUE-DISTRIBUTION

(3 Unités de production, 12 points de stockage en France, C.A. 800 millions)

Rattaché au Chef du Service Etudes Distribution, ce jeune cadre :
- définit les besoins hebdomadaires en produits finis de l'ensemble des magasins et entrepôts en fonction des prévisions de la force de vente et du marketing,
- anime les réunions de programmes de production de façon à satisfaire les besoins de ces magasins et entrepôts en fonction des capacités des Usines,
- assure à tout moment la disponibilité des produits finis en optimisant les possibilités d'un outil de gestion informatique en temps réel.

Outre, une solide formation supérieure intégrant ordonnancement et gestion de stocks complétée par 2 à 3 ans d'expérience, le candidat retenu possédera de réelles compétences en gestion informatisée ainsi que d'incontestables aptitudes d'animateur.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à
Patrick KACZMAREK - Biscuits BELIN
B.P. 93 - 91003 EVRY Cedex.

Pour lancer une nouvelle activité dans un créneau d'informatique évoluée

S.E.P.S.I.

recherche

COMMERCIAUX CONFIRMÉS A FORT POTENTIEL

– **Expérience et résultats prouvés en informatique.**
– **Capables d'assumer prospection de nouveaux marchés et développement de comptes existants.**
– **Autonomie d'activité et dynamisme requis.**
– **Fixe + commission + voiture éventuelle.**

Base de travail : PARIS

La Direction Générale traitera de façon confidentielle tous les dossiers (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo) envoyés à S.E.P.S.I., 45, rue Saint-Sébastien, 75011 PARIS.

Un Organisme public spécialisé dans la **LUTTE CONTRE LA POLLUTION DES EAUX** du Bassin de la Seine, recherche un

JEUNE INGENIEUR D'ASSAINISSEMENT

HF

Au sein du Service "Qualité des eaux et études", il sera chargé de :
- concevoir les études nécessaires à la révision du schéma d'assainissement de l'agglomération parisienne avec le concours d'organismes spécialisés afin d'aider les responsables dans l'amélioration de la gestion des réseaux.
- représenter l'organisme auprès des interlocuteurs concernés (élus locaux, BE...) pour expliquer et défendre la politique d'assainissement.

Cette fonction à créer convient à un jeune INGENIEUR HYDRAULICIEN ayant acquis une première expérience dans un BE ou chez un distributeur d'eau. Des qualités relationnelles, un esprit d'analyse et de synthèse sont requis, ainsi qu'une bonne approche de l'informatique. Poste basé à PARIS puis à NANTERRE début 84.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions sous référence 154 à :
ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS

ORES MEDIA

Organisation et Publicité

Importante société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe industriel, recherche

Assistants de gestion

DUT - BTS
5 à 10 ans d'expérience

Rattachés aux responsables des directions techniques et en liaison avec les unités fonctionnelles, ils assureront :
- la gestion budgétaire et la gestion d'affaires,
- la mise en place d'outils informatiques de traitement en temps réel.

Des connaissances en informatique de gestion et de bonnes aptitudes relationnelles sont nécessaires pour mener à bien les missions proposées.
La taille de l'entreprise autorise de réelles possibilités d'évolution professionnelle.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5193, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

Société SAINT-CLOUD filiale d'un groupe important, notoriété mondiale étudiant et réalisant système moderne dans le domaine des vibrations et des chocs, recherche

INGENIEURS

GRANDE ECOLE

TECHNICO-COMMERCIAL pour secteur d'activité. **Réf.A.**

INGENIEUR D'APPLICATIONS **Réf.B.**

Adresser CV, prétentions sous N° 8894 à
PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS



Ingénieurs grandes écoles, venez gérer les programmes ARIANE !

Le **CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES** recherche pour sa Direction des Lanceurs à **EVRY (91)** son **responsable de gestion des programmes ARIANE.**

Nous vous confierons principalement les tâches suivantes :
- préparation et suivi des budgets de projets multidevises à moyen et court termes,
- analyse des écarts et détermination des tendances,
- coordination et organisation des procédures de gestion budgétaire.

Vous êtes issu d'une **grande école d'ingénieur** ou équivalent avec une formation complémentaire en gestion. Vous parlez couramment **l'anglais.** Votre **expérience de plusieurs années** vous a permis de **maîtriser les techniques modernes de gestion.**

Rigueur, méthode, aptitudes à animer et sens de la communication constituent des atouts fondamentaux pour ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence LM/14 au **CNES** - Immeuble Hélios - Rue Baudelaire - 91000 **EVRY**

MEDIA BA

cnes CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

QUADRANT

Conseils de Direction

Nous assistons les entreprises à développer leurs fonctions tertiaires (organisation gestion et informatique) en intégrant les technologies de pointe (temps réel, micros, bureautique, télématique).

Nous recherchons plusieurs

Consultants de haut niveau

Ingénieurs grande école + MBA ou équivalent.

Vous privilégiez la rigueur, la créativité et l'esprit d'entreprise. Vous recherchez l'épanouissement de vos capacités dans le cadre d'une équipe de professionnels fortement motivés et ouverts à votre contribution.

Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), au 128, rue de Rennes, 75006 Paris.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'oeuvre et réalisateur:
- *de réseaux de transmission de données: 1er fournisseur mondial de réseaux publics...*
- *de grands systèmes télématiques: annuaire électronique...*
- *de grands systèmes temps réel: industrie, spatial et militaire.*

Une implantation nationale et internationale: 1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.

Recherche dans le cadre de son expansion

INGÉNIEURS LOGICIEL DÉBUTANTS

FORMATION GRANDES ÉCOLES

Plusieurs postes vous sont proposés en fonction de vos affinités dans les domaines suivants :
- réseaux de transmission de données par paquets,
- commutation de messages,
- systèmes télématiques,
- systèmes temps réel.

Envoyer C.V. et prétentions
SESA, 30 Quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX
Préciser réf. sur enveloppe : 66 LM



Valeo

1er FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE
PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX
28500 PERSONNES – C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

INGENIEUR SERVICE ACHAT

Matériaux de Friction VALEO (CONDE SUR NOIREAU - 14)

Vous valoriserez une première expérience de quelques années en production industrielle, en prenant en charge négociations (prix, qualité, délai) et achats de matières premières et de matériels importants pour les établissements de cette division. Ce poste implique de fréquents déplacements en France. Bonne connaissance de l'anglais indispensable. Réf.50626/1/M

INGENIEUR METHODES ET INDUSTRIALISATION

Machines Tournantes PARIS-RHONE (LYON 69)

Vous avez deux à trois ans d'expérience en fabrication ou méthodes, de préférence en production de série. Vous serez responsable de la section préparation du service méthodes de la production de grande série de démarreurs. Vous participerez à la définition des investissements d'amélioration des matériels de fabrication (presses, machines spéciales, usinage, automatismes ...) et de leurs conditions techniques, humaines et économiques d'utilisation. Vous dirigerez une petite équipe de techniciens pour leur conception et leur mise en place. Réf.50626/2/M

INGENIEUR RESPONSABLE PRODUCTION

Equipements Industriels SIME INDUSTRIE (20 km de NEVERS)

Vous avez 5 ans d'expérience en *production ou en méthodes au sein d'une activité mécanique.* Rattaché au chef d'établissement, nous vous proposons d'être le responsable de la fabrication des freins industriels et des coupleurs hydrocinétiques de cette unité de 240 personnes. Vous serez chargé des services connexes (ordonnancement, expéditions, administration commerciale ...). Réf.50626/3/M

INGENIEUR DE VENTE EXPORT + RELATIONS LICENCIES

Embrayages VALEO (SAINT OUEN – 93)

Vous avez une expérience en études ou essais de produits techniques-mécaniques liés à l'automobile. Vous *serez chargé de l'animation des ventes auprès des constructeurs automobiles* Anglais et assurerez la coordination des affaires auprès d'un constructeur étranger implanté en Europe. Vous aurez, de plus, la responsabilité au niveau de la division, des relations avec nos clients licenciés. Anglais courant indispensable. Réf.50626/4/M

INGENIEUR METHODES CENTRALES

Equipements Thermiques VALEO (NOGENT–LE–ROTROU – 28)

Vous avez une première expérience en usine. Vous serez chargé au sein de cet établissement de plus de 1000 personnes, des méthodes techniques (implantations, manutentions) et des méthodes organisation où vous développerez des systèmes *incitatifs de rémunération et animerez* le groupe analyse des temps. Par la suite (2 ans) vous étendrez votre expérience organisation à d'autres branches d'activités de l'Entreprise. Réf.50626/5/M

A partir de ces fonctions, notre gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités de carrière diversifiées dans le groupe

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I. & C. – 43, rue Bayen – 75017 PARIS – en n'oubliant pas la référence du poste

---

Nous avons un parti pris de dynamisme et un souci de la qualité du service.
Une banque pratique, une banque pleine de bon sens.
Pour affirmer notre développement nous souhaitons intégrer à notre DIRECTION JURIDIQUE - CONTENTIEUX

COLLABORATEUR

intégré à un Service de 13 personnes, vous serez plus particulièrement chargé des consultations juridiques liées au Crédit, ainsi que de l'élaboration et du suivi des contrats et prises de garanties. *Pour aborder cette fonction, il nous paraît nécessaire d'allier à* une maîtrise de droit privé, une réelle expérience du droit des Sociétés.
A terme, vos responsabilités vous conduiront vers l'encadrement d'une petite équipe.

Si vous êtes motivé par le milieu bancaire et son environnement, merci de nous adresser votre C.V., photo et prétentions sous

référence M1
à Service du Recrutement
Crédit Agricole Ile de France
26, Quai de la Râpée
75012 PARIS.



CONTESSE

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront *confier des responsabilités* importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point *des machines d'essais ou* de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront *chargés de concevoir des* produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur *des projets en informatique* de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les *plus récents sur une gamme* étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 516 - 59 rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

13-83369-OF

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE

Notre groupe solidement implanté en Province, développe son activité à Paris. Notre Directeur Général souhaite recruter trois collaborateurs pour constituer l'équipe qui réussira ce développement.

sous-directeur – Classe VII

qui sera chargé du développement commercial : participation aux choix des orientations, contacts et négociations avec des Chefs d'Entreprises (essentiellement moyennes entreprises) et des particuliers de bon niveau. Pour ce poste, nous recherchons un homme de 32 ans minimum, diplômé d'Etudes Supérieures, ayant une expérience réussie de Directeur d'agence ou de Responsable de clientèle au siège. Ce poste peut évoluer vers une Direction Exploitation. (Réf. 276.83 M)

responsable des engagements – Classe VI

qui prendra en charge la surveillance des engagements, le montage des crédits spéciaux ainsi que la mise en place et le suivi des procédures administratives. Pour ce poste, nous recherchons un homme de 35 ans minimum, ayant acquis une solide expérience des engagements et des procédures comptables et administratives de la banque. Ce poste peut évoluer vers un poste de Directeur Administratif et des engagements. (Réf. 277.83 M)

attaché commercial – Classe III

qui secondera le sous-directeur dans son action commerciale : analyse des besoins, montage des dossiers, suivi et développement de la clientèle. Une expérience similaire est nécessaire. (Réf. 01.83 M)

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous la référence correspondante a notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Pour l'un des secteurs suivants en pleine expansion :

Les Guichets Automatiques Bancaires

Les Télecommunications

Nous offrons à des

Ingénieurs Logiciels

Grandes Ecoles

1 à 3 ans d'expérience.

Les fonctions suivantes :

dans le secteur BANCAIRE : la réalisation de nouveaux services offerts au public à travers les connections aux réseaux informatiques bancaires. Les ingénieurs recherchés ont une expérience dans le développement de logiciels avec des langages très évolués sur micro-processeur.

dans le secteur TELECOMMUNICATIONS : le développement des logiciels sur des terminaux multi fonction dans le domaine «architecture de réseaux», l'installation et le suivi des logiciels de produits de distribution bancaire connectés à des sites centraux : les ingénieurs recherchés ont une expérience en mini ou micro-informatique temps réel.

A des candidats motivés pour des réalisations de qualités et désireux de prouver leurs performances au sein de petites équipes nous offrons des possibilités d'évolution.

Adresser CV, prétentions à Michèle CORBINEAU - BULL TRANSAC 1 à 7, rue Ampère - 91301 MASSY.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



CIMSA

VOS OBJECTIFS : QUALITÉ, PRIX, DÉLAIS, FIABILITÉ.

CIMSA, filiale du Groupe THOMSON, remporte de beaux succès dans les créneaux les plus évolués : (aéronautique, spatial, énergie, armements...).
Un succes qui s'appuie sur le respect des engagements pris.

CHEF DE GROUPE - ÉQUIPEMENT,

possédant une expérience réelle de la conduite de grands projets informatiques, votre sens du commandement, de la gestion et de l'animation vous permettront d'animer et de diriger des responsables d'affaires traitant de la fourniture d'équipements (calculateurs, shelters, capteurs, bancs de tests,...). Votre objectif : livrer en temps et en heure des matériels et produits sophistiqués à nos clients, tant en France qu'à l'étranger.
Une fonction determinante, exigeante, s'adressant à un diplômé d'une grande école, solide informaticien capable de s'imposer avec diplomatie et autorité.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire pour ce poste basé **en proche banlieue sud**, et qui implique de courts déplacements à l'étranger.
Notre société, notre groupe offrent de larges perspectives d'évolution pour un candidat ambitieux possédant déjà une première expérience acquise dans un secteur proche.

Vous adresserez votre candidature sous réf. CGE/M à Jacqueline FLEURENT-DIDIER - **JFD CONSEIL** - 15, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui l'étudiera en toute discrétion.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS



Importante Société d'Exploitation d'Agences de Voyages en France métropolitaine, en expansion rapide, plus de 60 Points de vente.

recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATION ORGANISATION ET CONTROLE DE GESTION

formation supérieure + D.E.C.S.

Adjoint direct du Directeur de la Société, le candidat retenu (homme ou femme), aura la charge de mettre en place un véritable contrôle de gestion.

- Responsable du service comptable, il participera à l'élaboration des procédures administratives comptables et informatiques en liaison avec les Directions fonctionnelles du Groupe.
- Il contrôlera la bonne application de la réglementation de la profession.
- Nous demandons 3 à 5 ans d'expérience dans une Direction Administrative ou Financière d'une Grande Société de Services.
- Le poste comporte de fortes possibilités d'évolution dans la Société ou le Groupe : Soditour est une filiale du groupe Nouvelles Galeries.

Lieu de travail : PARIS

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) et d'indiquer la rémunération souhaitée à la Direction de l'Encadrement sous la réf : 358 M
Nouvelles Galeries 66, rue des Archives - 75150 PARIS cédex 3



The Chase Manhattan Bank N.A.

recherche pour son
Département des Analyses de Crédit

Un analyste financier
expérimenté

Formation : **niveau universitaire ou école de commerce.** Très bonne connaissance de l'anglais.
2 à 3 ans d'expérience de la fonction dans banque anglo-saxonne serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions à Denise Thuillier, Service Recrutement
41 rue Cambon. 75001 Paris.

média-system

Benson : nous avons créé l'infographie. Notre réussite est mondialement connue (Centres de Recherche et de Production en France, Californie, filiales européennes).

Notre croissance nous amène à étoffer notre Service de Développement équipé de système de CAO.

Responsable Bureau d'Études

Entre les equipes de conception et les methodes de production vous serez l'animateur et l'organisateur de l'industrialisation sur le plan mécanique principalement : méthodes de travail, analyse de la valeur...
Les responsabilités, dans un contexte évolutif sur le plan technologique et de l'organisation sont motivantes dans un groupe à dimension humaine en proche banlieue.

benson
Ecrivez au Service du Personnel (réf. 1001 M - Z.I. des Petites-Haies - 1, rue Jean Lemoine 94015 CRÉTEIL.

HAVAS CONTACT

Notre objectif : l'usine de demain

Dès aujourd'hui, nous répondons aux besoins de modernisation de l'outil de production :
- par une vision humaine de l'environnement,
- par de nouvelles méthodes de conception,
- par la mise en oeuvre de nouvelles technologies.

Si ces options sont les vôtres, rejoignez nos équipes de professionnels.

INGENIEUR D'ETUDES LOGISTIQUES ET ORGANISATION
Réf. 745

Vous avez acquis 5 à 10 ans d'expérience dans l'industrie manufacturière. Vos compétences en méthodes, gestion de production, amélioration des conditions et postes de travail et développement de procédés de fabrication (mécanique et électronique) vous permettront d'assurer l'étude et la réalisation de projets de modernisation de systèmes de production.

INGENIEUR DEBUTANT
Réf. 747

Vous êtes diplômé d'une école à vocation mécanique (ENSAM, INSA, ECAM, UTC, etc...) complétée par une formation en informatique industrielle et en automatisme. Vous assisterez nos spécialistes dans l'étude et la réalisation d'ensembles mécaniques et de machines spéciales. Vous développerez au sein de ses équipes des logiciels d'application en mécanique et manutention.

INGENIEUR MECANICIEN
Réf. 746

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience. Vous aurez à concevoir des ensembles mécaniques et des machines spéciales faisant appel à la C.A.O., aux automatismes et aux technologies nouvelles (laser).

TECHNICIEN METHODES
Réf. 748

Diplômés d'un I.U.T. vous avez au moins 5 ans d'expérience dans un bureau de méthodes en industrie mécanique ou électromécanique. Nous vous offrons l'opportunité de travailler en milieu industriel diversifié en utilisant des outils et moyens nouveaux.

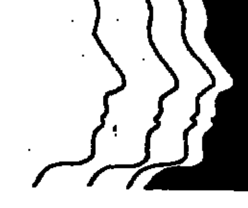
Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé, sous réf. choisie à SERETE, Service Recrutement, 86, rue Regnault, 75640 Paris Cédex 13.



média-system

L'informatique tout le monde en parle... Vous, jeunes ingénieurs venez y faire vos premiers pas professionnels

Entrer dans notre entreprise c'est tout de suite bénéficier des atouts de l'un des plus grands groupes industriels français.
Au sein de notre société informatique, vous allez très rapidement comprendre l'intérêt des opportunités que nous vous proposons.
La diversité des travaux que nous effectuons va vous passionner.
C'est en effet, dans nos départements Etudes ou Systèmes que vous allez faire vos premiers pas.
Alors, si, débutants ou fraîchement expérimentés vous vous sentez attirés par les métiers de l'informatique et si, surtout vous souhaitez faire évoluer votre carrière au travers d'un grand groupe, adressez CV, prétentions, photo sous référence 811 en précisant largement vos souhaits à notre cabinet ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



ALPHA-CDI

Marketing international

Un groupe d'importance mondiale recherche le Directeur Commercial d'une de ses filiales textile.

Sa mission sera principalement d'assurer la vente du produit en France, en Europe et dans le monde entier.

Membre du comité de Direction, il participera à la politique générale, déterminera les axes de développement, fixera les parts des marchés à conquérir, trouvera de nouvelles utilisations au produit, négociera personnellement les contrats importants.

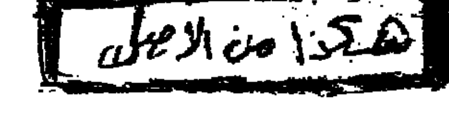
Aujourd'hui reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes du marketing industriel international, il a l'ambition de progresser encore.

Il trouvera dans ce poste un challenge à la mesure de ses ambitions.

Il sera appelé à se déplacer fréquemment.

Il sait, bien sûr, travailler en Français et en Anglais.

Merci d'écrire sous la référence 305172 M à :



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE DE SOCIETES INDUSTRIELLES

de 250 personnes, recherche son

futur secrétaire général

Il supervisera la comptabilité et le service financier. Il assurera la gestion du Personnel et l'administration générale.
Une formation DECS ou équivalent serait appréciée.
Age des candidats indifférent, mais solide expérience indispensable.
Lieu de travail : PARIS.

Cabinet Lecomte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 72679

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX

(Filiale d'un groupe international)
particulièrement active dans la chimie et la métallurgie fine
recherche

jeune collaborateur administratif

(Création de poste)

Directement attaché au Directeur Financier.

Formation supérieure : Ecole de Commerce + DECS

3 à 5 ans d'expérience dont 2 ans dans Cabinet d'Audit souhaités.

L'intéressé aura la responsabilité de nouveaux circuits administratifs et de contrôle dans l'optique d'une synchronisation d'activités très diverses et aussi de notre appartenance à un groupe anglo-saxon. En outre, liaison entre Informatique et Service Comptable, appui au Contrôleur de Gestion, doublure si nécessaire du Trésorier, missions d'audit interne etc...

Anglais courant nécessaire.



4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 73101

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

CHEFS DE PROJET

trafic informatisé

CERCI - filiale de Jeumont-Schneider - développe une technologie de pointe dans la réalisation de l'informatisation et l'automatisation de systèmes de transports tels que :
Trafic ferroviaire, métro, PC de régulation de trafic urbain, péages autoroutes, téléaffichage....

Chef de Projet, vous l'êtes déjà ou prêt à le devenir. Votre expérience de 3 à 5 ans en informatique industrielle Temps Réel sur mini et/ou micro calculateurs, vous permet de prendre la responsabilité de la conduite de projets dans l'une de nos activités : le Transport.

CERCI met à la disposition de ses équipes techniques pour la conception et le suivi de la réalisation de ses projets un Atelier Logiciel (ensemble d'outils logiciels dans un environnement interactif).

Adressez votre candidature avec c.v. et prétentions à E. PICARD Direction du Personnel

CERCI
56, rue Roger-Salengro
94120 Fontenay-s/Bois
Tél. 876.12.20 p. 386.



Axiel Publicité

Unilever France Services

recherche pour participer au développement
de son cabinet de Consultants
SCOTI

INGENIEURS CONSEILS

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant 1 an d'expérience professionnelle en entreprise (ECP, Mines, ENPC, ESE, HEC, ESSEC, ESCP, MBA...) à qui nous offrons :
- des missions de conseil et des interventions au niveau des politiques, des structures, des moyens et des méthodes auprès des sociétés françaises de notre Groupe et de nombreuses sociétés extérieures ;
- une formation très complète dans tous les domaines de la gestion des entreprises ;
- une ambiance d'équipe stimulante ;
- des développements de carrière importants, en France ou à l'étranger, au terme de 5 ans environ d'exercice de cette fonction.

Cette activité enrichissante comporte certaines missions exigeant la mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
au Département Central du Personnel (réf. XI/83M)
UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



Jeunes diplômé(e)s, avez-vous pensé au diplôme Procter ?

Gérer et développer, dès votre entrée dans la vie active, un CA de 10 Millions F et à moyen terme, prendre la responsabilité d'une équipe, c'est la meilleure façon de faire connaissance avec l'entreprise, de déterminer ses choix et sa propre évolution. Nous avons un mot pour résumer cet état d'esprit : le MARKETING-VENTE.
Produits bien implantés, gammes à lancer, facilité de communication, esprit d'équipe, participation aux décisions, priorité à la créativité : le COMMERCIAL, c'est chez nous tout un environnement conçu pour favoriser votre réalisation personnelle. Plus qu'une règle, c'est une philosophie fondée sur la certitude que le développement du groupe passe par la réussite de l'homme.
L'idée est simple. Son application exige la plus grande attention à l'individu. Elle passe par une formation personnalisée et permanente aux techniques les plus modernes de vente, gestion, marketing et merchandising. Chaque étape est valorisée par une pratique systématique, "institutionnalisée", de la PROMOTION INTERNE. Le vrai diplôme Procter & Gamble, vous l'obtiendrez à chaque étape de votre évolution dans notre entreprise qui, par sa dimension, vous offre un métier (à Paris ou dans votre région) et, si vous le voulez vraiment, une carrière.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur Loys de CUNIAC
PROCTER & GAMBLE FRANCE - 96, av. Charles de Gaulle - 92201 Neuilly-S/Seine



PROCTER et GAMBLE : UN DIPLÔME QUI A DE L'AVENIR

GROUPE BANCAIRE

recherche

contrôleur de gestion

CONFIRME

Le candidat retenu contribuera notamment à l'élaboration des programmes de développement et à la gestion des produits.

Une formation supérieure de gestion et une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion, si possible dans le secteur bancaire, sont exigées.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 3144
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE

Grande Banlieue Nord de Paris
recherche pour son
"DEPARTEMENT-METALLURGIE"

JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

doctorat apprécié

Il participera, au sein d'une équipe à des travaux de recherche appliquée et d'assistance technique dans le domaine de l'USURE : études de systèmes en vue d'améliorer l'apport de matériaux.

Connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétent. s/réf. 73077 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 q.tr.

DIASONICS SONOTRON S.A.

LES ULIS - ORSAY (91)
recherche, pour plateforme Assemblage/Montage, test et mise au point de systèmes électroniques de haut niveau technologique,

INGENIEURS/TECHNICIENS

Formation électronique avec expérience dans domaine similaire.
RAPIDE DISPONIBILITE.

Téléphoner pour rendez-vous à Monsieur GRINMAN (6) 928.69.45
ou envoyer CV à SONOTRON S.A. Avenue de la Baltique
Z.A. de Courtaboeuf - BP 56 - 91942 LES ULIS Cedex.

Charles of the Ritz

Parfums
YVES SAINT LAURENT
recherche un

Ingénieur Développement Emballages

Vous avez beaucoup d'idées, une première expérience (2 à 3 ans) dans la conception d'emballages et vous avez des connaissances en anglais. Du fait de notre développement (CA 1976 : 100 M - Objectif 1983 : 900 M - Nous créons chaque année de nouveaux produits), nous vous invitons à rejoindre la jeune équipe très dynamique qui a obtenu l'OSCAR DE L'EMBALLAGE en 1981. Rattaché au Directeur Packaging, votre mission consistera à assurer le développement de nouveaux produits (verre et plastique) ou de nouvelles présentations dans les meilleures conditions d'esthétique et de rentabilité (coordination de la recherche, choix des sous-traitants, proposition au marketing des avant-projets techniques). Vous déciderez des techniques de réalisation des emballages en collaboration avec *le marketing, les achats, la production, le laboratoire, la distribution.*

Le poste est à pourvoir à l'usine de LASSIGNY à 25 km de COMPIEGNE. Nous avons confié à notre conseil, le CORT, le soin d'examiner les candidatures.



Paris-Lille-Strasbourg

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae + photo en indiquant votre rémunération actuelle sous réf. 2938 M à CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour Paris

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

POUR :
- Coordination administrative.
- Contrôle de gestion.
- Finances et trésorerie.
- Relations avec organismes bancaires.

Expérience P.M.E. exigée
Une connaissance de l'immobilier serait appréciée

Écr. avec C.V., lettre manuscr. et prét. s/nº T 040.691 M
RÉGIE-PRESSE, 86 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

La Direction Recherche et Technologie recrute un

INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT

Il prendra en charge le développement de procédés d'assemblage de semi-conducteurs complexes au sein d'une équipe travaillant sur des techniques de pointe dans ce domaine.
Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé débutant ou ayant quelques années d'expérience dans cette activité. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.
Lieu de travail : Les Clayes Sous Bois (78).
Courts déplacements France et étranger à prévoir.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions *en précisant la référence 434 M à*

Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20





Société multinationale américaine leader en micro-informatique (20.000 salariés dans le monde) cherche pour Rungis (ligne C du RER et bus 131) siège de la région Sud Europe (France, Espagne, Italie) 150 personnes,

RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES

Sous la double autorité du Directeur Administratif et Financier France et du Directeur Administration des Ventes Europe basé en Angleterre, il aura la responsabilité :
- de la bonne marche de la fonction gestion de commandes,
- du respect des procédures internes de vente,
- du contrôle de nos livraisons et des problèmes de transport et de douane s'y rattachant (import et export),
- de l'administration de nos contrats et licences.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) de formation supérieure, habitué(e) aux techniques. informatiques.

Il (elle) justifie d'une expérience réussie de 5 ans dans une fonction similaire dans un environnement multinational et de préférence, dans l'électronique.

La maîtrise de l'anglais est essentielle pour les rapports avec les autre filiales Intel en Europe.
L'évolution de la société et la nature du travail sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

La rémunération est liée à l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à la Direction du Personnel, Intel Corporation, 5 Place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex.

média-system

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'ingénierie internationale, plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS - 80% du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants :
MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche pour son

DEPARTEMENT METALLURGIE

2 INGENIEURS PROCESS

POUR LES ACTIVITES :

• **«laminoirs»**
de formation électromécanicien (SUPELEC, AM, IPG, ENSI, INSA) ayant de bonnes connaissances en thermique et physique des métaux.

• **«hauts-fourneaux»**
de formation MINES (Nancy; Saint-Etienne), IPG ou équivalent, ayant de bonnes connaissances en élaboration des métaux (physique de métaux, thermodynamique, chimie, métallurgie).

Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs ayant de bonnes connaissances en informatique, débutants ou possédant une première expérience maximale de 3 ans acquise en sidérurgie ou en construction d'équipements lourds.
Outre l'Anglais courant qui est impératif, la pratique de l'Espagnol serait appréciée.

Ces postes pourront impliquer des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions s/réf. 2839 à
SOFRESID - Direction du Personnel - Service Recrutement
59, rue de la République 93108 MONTREUIL CEDEX.

sofresid



LEADER DE LA COMMUTATION TEMPORELLE recherche pour son CENTRE TECHNIQUE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Maîtrise d'Informatique ou Option Informatique d'une Ecole d'Ingénieur.

Il sera chargé de travaux de support sur logiciel CAO Computer Vision et développement de logiciels de conception assistée par ordinateur associés à des écrans graphiques couleur.

Machines utilisées: Computer Vision et Control Data.

Anglais parlé souhaitable, expérience scientifique souhaitée ou stage Informatique de plusieurs mois.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions à
CIT ALCATEL - Service Recrutement et Orientation
10, rue Latécoère 78140 VELIZY, sous réf. GLT/TESS

L'INSTITUT DE MANAGEMENT PUBLIC-CESMAP

Organisme de formation, conseil, recherche en gestion des administrations, entreprises publiques et collectivités locales.

RECHERCHE

pour des postes de PROFESSEUR-CONSEILLER

3 SPÉCIALISTES DU MANAGEMENT

- L'un à dominante *sociologique ou psychosociologique* (réf. PSYCHO).
- Le second à dominante *marketing-relations Administration-administrés* (réf. MKG).
- Le troisième à dominante *organisation et informatique* (réf. O1).

Ces postes à plein temps sont ouverts à des personnes de haut niveau (grandes écoles de gestion ou grandes écoles scientifiques avec formation complémentaire : doctorat, Ph. D.).

Les candidats devront par ailleurs avoir une solide expérience d'enseignement ou de conseil et être très motivés tant par la réalisation concrète d'actions de changement en milieu public que par l'évolution scientifique des disciplines concernées.

Rémunération en rapport avec les qualifications exigées.

Adr. un C.V. à : Monsieur le Directeur de l'Institut de Management Public-CESMAP, 14, rue Corvisart, 75013 PARIS.



recherche

chef de section installations

Chargé, sous la direction du Chef de Service, des études d'installations de magasins ou points de vente du réseau de distribution.

Les candidats doivent avoir de bonnes connaissances techniques et administratives des travaux d'aménagement intérieurs et être capables d'en suivre et contrôler l'exécution.

Une formation ESTB, EBTP ou une formation artistique (type architecture intérieure) + une expérience professionnelle de 5 à 10 ans constituent le meilleur profil pour ce poste.

Statut technicien supérieur – Appointements : 100/120.000 F.
Nombreux avantages sociaux
Lieu de travail : SAINT DENIS (Métro Porte de Paris)

Adresser C.V. à Catherine LORSON, CHRISTOFLE
112, rue Ambroise Croizat 93206 St Denis Cedex 01.

CHARGE(E) DE LA COMMUNICATION

Nous sommes un organisme de grande renommée à vocation internationale.

Notre jeune équipe toujours innovatrice dans de nombreux domaines est présente avec efficacité sur les endroits stratégiques et oubliés du globe.

Nous souhaitons confier la coordination et le développement de notre communication à un jeune candidat de formation supérieure, possédant une expérience professionnelle dans les domaines: relations publiques, marketing, publicité ou communication.

Il est nécessaire d'avoir une grande autonomie, l'esprit d'initiative et d'adhérer à la philosophie de l'équipe.

Le caractère international de nos activités implique une bonne pratique de l'anglais ; quelques déplacements sont à prévoir.

L'agence Curriculum vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. photo sous Réf. 355 26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS.

Importante société recherche pour son département Machines-outils, situé à Paris,

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL niveau ENSI (électronique) ou ESIEE bilingue anglais

ayant acquis, si possible, une expérience de 2 à 3 ans dans la fabrication de circuits imprimés.
Le candidat retenu exercera une activité de vente auprès des industriels de l'électronique, ce qui impliquera notamment :
- de nombreux contacts dans toute la France,
- des études de production pour l'établissement des offres,
- des cours de programmation.

Envoyer CV et prétentions, sous réf. 5228, à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Coordinateur Comptable + 200.000 f.

La Direction Financière Internationale d'un Groupe de Services (35.000 Agents) recherche un ATTACHE de DIRECTION à qui il sera confié :
- la rédaction de la bible comptable du Groupe (185 filiales)
- Le suivi des législations comptables en France et à l'étranger
- La surveillance de l'homogénéité du reporting comptable
- L'assistance aux services comptables lors des changements de procédure ou de méthode.

Le poste conviendrait à un candidat à fort potentiel, de formation supérieure (H.E.C. — ESSEC — ESCP...) et comptable, ayant une expérience pratique de préférence dans une grande ou moyenne entreprise, possédant des filiales à l'étranger.

Envoyer CV + photo + prétentions sous référence 16893 à
JEAN REGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

VENTE ET DEVELOPPEMENT DE PRODUITS INDUSTRIELS

Filiale d'un groupe international la **SOCIETE FRANCAISE HOECHST** fabrique et commercialise des produits chimiques.

Un C.A. de près de 4 milliards de Francs, un tiers de la production française à l'exportation nous permettent de nous placer parmi les toutes premières sociétés de ce secteur d'activité. Nous souhaitons confier

LA VENTE ET LA COMMERCIALISATION

d'une gamme de produits (**pigments**) destinée à notre clientèle industrielle à un jeune candidat de formation supérieure **technique ou commerciale** pouvant justifier d'une première expérience dans **les pigments ou les matières plastiques.**

Une formation très approfondie à nos produits est prévue.

Pour ce poste, basé en région parisienne, des voyages fréquents sont à prévoir. La connaissance de l'allemand est indispensable.

Adresser C.V., et prétentions s/réf. 655 à
Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cédex 03
92800 PARIS LA DEFENSE



GTMI *crée pour des*

INFORMATICIENS DE GESTION

2 postes à Responsabilité (Réf. 101, 102),

chargés de l'exploitation et de la mise en place d'applications spécifiques, les titulaires auront en outre un rôle de conseil et d'assistance technique auprès des utilisateurs.

Une expérience confirmée en analyse programmation de 2 ans minimum est indispensable.

Des déplacements à l'étranger et la pratique de l'anglais sont nécessaires pour l'un des postes (réf. 102).

Envoyer CV, prétentions sous réf. correspondante à notre Consultant INFOREC, Chemin de Crèvecœur, 93200 St-DENIS, chargé du recrutement.

HAVAS CONTACT

---

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Ingénieurs commerciaux expérimenté(e)s

Paris

Le succès du VAX, le lancement des ordinateurs personnels, notre développement sur le marché CAO/FAO : autant de raisons de nous rejoindre.
Nous vous confierons la responsabilité de la vente de nos produits informatiques ou l'animation de grands comptes sur des marchés spécifiques (ingénierie, pétrole, électricité, banque...).
Vous sortez d'une école d'ingénieurs, de commerce ou de gestion, vous avez une expérience de 2 années de vente en informatique-gestion ou scientifique- vous parlez si possible l'anglais.

VIVEZ L'INFORMATIQUE DIGITAL

Ecrivez, sous la réf. M 49, à la Direction du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
18 rue Saarinen 94528 Rungis Cédex.

Importante société d'ingénierie
La Défense (5 000 personnes) recherche
pour ses services comptables

CADRE COMPTABLE

pour prendre la responsabilité de sa section clients «France et Export» (12 personnes)

A ce titre, il ou elle devra assurer :
• l'émission des facturations, • les prévisions de recettes, • les relations avec le service «projets», • les relations financières avec les clients, • la gestion des contrats.
Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) titulaire d'un BTS ou DUT ou niveau DECS et ayant au minimum 5 ans d'expérience dans une fonction d'encadrement au sein d'une société industrielle.
Anglais souhaitable.

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5207 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Pour juillet ou septembre, important Cabinet

D'EXPERTISE COMPTABLE

PARIS-8e, recherche

COMPTABLES

TRÈS QUALIFIÉS (ÉES) ET EXPÉRIMENTÉS (ÉES)
Titulaires du DECS

Env. curriculum vitae, photo et prétentions à :
Mme GRUNHUT. 16. avenue Friedland, 75008 PARIS.

Expert assurance transport

Groupe multinational recherche pour sa branche transport international un futur directeur du secteur assurance ayant une expérience de plusieurs années dans une compagnie d'assurances ou chez un courtier d'assurances transport.
Nous offrons à un candidat de 30 à 40 ans un travail très indépendant dans lequel il sera autonome et des possibilités de carrière intéressantes. La pratique de l'anglais est très souhaitable. Bonne rémunération comprenant un intéressement.

Adresser CV, photo, salaire actuel sous réf. 7675 (mentionnée sur l'envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

csee

5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres.

INGÉNIEURS SYSTÈME MINI et MICRO

PROJETS SYSTEME MONO ET MULTIPROCESSEURS TEMPS REEL

L'ingénieur système anime une équipe projet de 3 à 5 ingénieurs d'études et analystes programmeurs, rédige les spécifications pour les différentes compétences et les fournisseurs, coordonne l'exécution et effectue les divers essais d'ensembles (usines et sites). Pour assurer efficacement la liaison entre le «matériel» et le «logiciel» des divers ensembles, une expérience «logiciel» est nécessaire.

Les techniques mises en œuvres concernent l'informatique, les transmissions de données, le process industriel, le contrôle commande, les énergies, l'installation électrique, la sécurité ferroviaire.

INGÉNIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

INFORMATIQUE TEMPS REEL APPLIQUEE A DES SYSTEMES INDUSTRIELS

L'ingénieur logiciel, autonome ou intégré à une petite équipe selon l'importance du projet, a la responsabilité de la conception d'un logiciel et de sa mise au point après intégration dans les systèmes. Il est assisté dans sa tâche par des agents de programmation, et des outils puissants sont mis à sa disposition pour l'exécution des travaux (ordinateur VAX par exemple). La maîtrise des moniteurs temps réel et l'utilisation des langages évolués sont nécessaires.

Les domaines d'application concernent les systèmes de signalisation ferroviaire, les automatismes de sécurité, les systèmes de défenses, les réseaux de transmission de données, la téléconduite des grands ouvrages, les systèmes de téléphonie privée.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Developpement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et pretentions, ss ref. L603

intel

Société multinationale américaine leader en micro-informatique (20.000 salariés dans le monde) cherche pour Rungis (ligne C du RER et bus 131) siège de la région Sud-Europe (France, Espagne, Italie) 150 personnes,

ADJOINT au chef de la trésorerie et du crédit

Il assistera celui-ci dans la gestion de la trésorerie, l'analyse des risques clients, le contrôle du recouvrement des créances.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (finances, comptabilité) ayant une première expérience de trésorerie.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à la Direction du Personnel, Intel Corporation, 5 Place de la Balance, Silic 223, 94528 Rungis Cédex (tél. 687.22.21).

média-system

Importante société d'ingénierie nucléaire
filiale d'un puissant groupe industriel recherche

Ingénieur génie civil

5 à 10 ans d'expérience

Dans le cadre des Services Installations Il prendra en charge l'étude des ateliers site destinés au montage des gros composants des blocs réacteurs.
Sa responsabilité s'étendra au suivi technique de la réalisation et au contrôle du planning de fabrication et de montage de ces ateliers.

L'ingénieur que nous recherchons est de **formation Arts et Métiers** et a acquis de **solides connaissances dans les domaines des charpentes métalliques et de la manutention lourde.**

La taille de l'entreprise autorise de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo, sous réf. 5219, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

AUDIT et COMMISSARIAT AUX COMPTES

FRINAULT FIDUCIAIRE
recherche

CHEFS DE MISSION

HEC - ESSEC - ESC - IEP

- une pratique de 4 ans minimum dans un cabinet *est une condition indispensable*
- la connaissance de l'Anglais est appréciée, certaines missions se situant dans l'environnement *du groupe International K.M.G.*

Envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à Yves GALTIER
FRINAULT FIDUCIAIRE, 8, rue Bellini 75016 PARIS

AUDITEUR INTERNE D.E.C.S.

Important Groupe dans le secteur de la Distribution recherche un Auditeur Interne.

Le candidat retenu aura :
- une expérience de 3 à 5 ans en cabinet,
- une formation comptable supérieure : DECS complet.

Basé à Paris, il fera partie d'une équipe effectuant *des déplacements fréquents en province dans les magasins* de la Chaîne.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 367 à l'agence CURRICULUM 26, rue du 4 Septembre - 75002 Paris qui garantit discrétion et réponse.

GROUPE

SG2

Le Groupe SG2 premier Groupe Européen de Sociétés d'Ingénierie recrute des

Ingénieurs informaticiens expérimentés

Pour participer à la conception et au développement de grands projets informatiques mettant en oeuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties...). dans des secteurs d'activité très divers. Si les perspectives d'une carrière évolutive en terme de compétence et de responsabilités vous intéressent,

Adressez votre dossier de candidature sous réf. Y.R./10 à SG2, 12-14 avenue Vion Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

GROUPE PHARMACEUTIQUE SANOFI CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY MONTPELLIER

RECRUTE

UN BIOSTATISTICIEN

pour participer à la planification, au suivi et au traitement d'essais pharmacologiques et cliniques.

FORMATION SOUHAITÉE : niveau Ingénieur ou 3e cycle en statistiques + expérience en milieu biologique ou médical.

EXIGENCES PARTICULIÈRES : anglais lu et parlé. Déplacements.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
CENTRE DE RECHERCHES CLIN-MIDY,
SERVICE DU PERSONNEL,
rue du Professeur-Joseph-Blayac,
34082 MONTPELLIER CEDEX.

Société de Constructions Mécaniques
de la très proche banlieue sud
recherche

UN ACHETEUR pouvant assumer rapidement la RESPONSABILITE DU SERVICE ACHATS

Minimum 35 ans. Expérience industrielle en moyennes séries répétitives. Bonne formation technique. Connaissances en informatique et Anglais souhaitées.

Excellent gestionnaire, il sera aussi un habile négociateur à un niveau élevé. Il possèdera *de réelles qualités d'organisation et d'animation au sein d'une équipe de 8 à 10 personnes.*

Les candidats feront parvenir lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 241060 à L.T.P. 31, *Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.*
(Réponse et discrétion assurées)

LEVI TOURNAY

PEABODY FRANCE

leader dans le domaine de *L'ANTIPOLLUTION* recherche

UN CHARGÉ D'AFFAIRES

pour sa division "air"

Mission : assurer le suivi de la réalisation des affaires, en liaison avec les autres services de la division.
(B.E. - Achats - Montage - etc...)

Formation : Mécanicien (BTS). Nous recherchons un candidat (30 ans minimum) ayant déjà assumer cette fonction.
Très mobile, ce candidat possède de solides qualités de contact, et pratique l'anglais couramment.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) au Service du Personnel rue Elsa Triolet - BP 54 78370 PLAISIR-LES-GATINES

bleu

Nous sommes une **SSCI, filiale d'un groupe industriel.**
Nous recherchons deux

Chefs de projet

de haut niveau (formation **Ingénieur Grande Ecole ou équivalent**).

Ils ont 6 à 8 années d'expérience de l'informatique de gestion.

L'UN est basé à **Paris** : il prend à court terme la complète responsabilité d'une équipe chargée de l'implantation en clientèle d'un progiciel de paie et de la création des spécifiques annexes. C'est un bon gestionnaire, homme de contact et d'animation, et si possible **un spécialiste de la paie.** (Réf. 1346)

L'AUTRE est basé en **grande banlieue Nord de Paris** (60 km) : il participe activement à l'essor d'une Division «Service Bureau» chargée aussi de la conception et de la réalisation de produits spécifiques. C'est un bon gestionnaire, homme de contact et d'animation. (Réf. 1347)

Merci d'écrire à Jacqueline NEGRIER, sous référence correspondante. Information téléphonée sur nos opportunités de carrière 24h sur 24 au (1) 742.86.50.

INFORAMA [illegible] 75008 Paris [illegible] LYON - LILLE - TOULOUSE

Consultant(e)

responsable de recrutement

PARIS

Créée depuis 9 ans, notre Société a développé auprès d'importantes entreprises son activité de conseil en ressources humaines : recrutement, intégration de personnel, gestion des carrières. Dans le cadre de notre développement, nous souhaitons intégrer un(e) jeune consultant(e) au sein de notre équipe. Sa mission sera d'assurer de façon autonome le recrutement d'un personnel CADRE, de haut niveau, depuis l'analyse des besoins, la définition de fonction, jusqu'à l'intégration du candidat.

Le poste requiert la maîtrise des techniques d'évaluation, une analyse rigoureuse et une grande conscience professionnelle. Il sera confié a un(e) diplômé(e) d'etudes superieures justifiant d'au moins 3 ans d'expérience dans le recrutement de cadres.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, prétentions) sous référence 6538 a :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.
Merci de préciser les Societes avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact.

STEIN HEURTEY

Fours et Equipements Thermiques Industriels
recherche

1 analyste programmeur 1 programmeur

PROFIL :
- Expérience GAP II et Temps Réel exigés
- Connaissance IBM 38 appréciée.

Adresser C.V. au : Service du Personnel
STEIN-HEURTEY
BP 69 - 91002 EVRY CEDEX

amp

FERRANTI CETEC GRAPHICS LTD

Leader Britannique en

CAO-FAO

recherche

2 INGÉNIEURS RESPONSABLES DE VENTES

Les candidats retenus seront des ingénieurs du type A.M., E.C.P., ..., ayant quelques années d'expérience de la vente ou de la mise en route de systèmes CFAO dans l'industrie mécanique.

Les postes sont à pourvoir à :
- VITROLLES (près d'Aix-en-Provence).
- BANLIEUE SUD DE PARIS.

Salaire motivant, responsabilités importantes

Adr. candid. à FERRANTI INFOGRAPHIQUE Z.A. « La Bastide Blanche », 13127 VITROLLES.

Association 1901
liée aux pouvoirs publics, rech. après restructuration,
pour faciliter l'insertion des immigrés dans la Société Française :

CHEF DU SERVICE CONSEIL

composé d'une équipe d'une dizaine de personnes, partiellement constituée, le service devra offrir aux collectivités locales et autres partenaires intéressés les outils d'analyse et l'assistance technique nécessaires à l'élaboration des solutions les plus appropriées.

Formation supérieure et expérience professionnelle dans les domaines considérés sont exigées.

Env. C.V. détaillé et prétent. sous le nº 40991 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Le Département Communication d'une des premières SSCI Françaises recherche un

jeune assistant

Vous avez un niveau BAC + 3, une bonne connaissance de l'anglais, le goût des contacts, une facilité réelle pour rédiger et vous recherchez votre premier emploi.

Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions à
Willy DUBOST
91, rue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX.

Publival

FLUTEC

leader français dans l'instrumentation et le télécontrôle de réseaux d'eau, utilisant les technologies à base de microprocesseurs, recherche pour GENTILLY un :

Ingénieur système

Il aura pour mission de prendre en charge une famille de produits et participera au développement d'un système de télécontrôle (matériel et logiciel). Il devra en outre assurer l'animation, la formation et le support technique d'une équipe de techniciens.

Des missions en France ou à l'étranger sont à prévoir.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur diplômé d'une grande école d'électronique (ESE, ENSEEIHT, ENSAM ...) débutant ou ayant une première expérience en microélectronique et possédant une bonne maîtrise de l'anglais.

Il permettra à un candidat de valeur d'évoluer vers de plus larges responsabilités techniques.

Adresser CV, photo et prétentions à Gérard SIBOURD BAUDRY - FLUTEC, 86 avenue Lénine 94250 Gentilly.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS



ARIANESPACE intègre à la Direction des Opérations 4 Ingénieurs bilingues anglais, disponibles et aptes au travail en équipe.

LEUR MISSION : • encadrement • création de procédures et de logiciels • mise en œuvre et contrôle des sous-systèmes en vue du lancement. Basés à EVRY, ils seront amenés à participer aux opérations de lancement à KOUROU (GUYANNE FRANCAISE).

LEUR PROFIL :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ayant des connaissances en automatismes, servo-mécanismes et, si possible, sur les systèmes de calculateur - sol ou bord - utilisant des langages évolués "temps réel". (réf. SP2-G2)

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Compétent dans le domaine des télémesures et, si possible, dans les systèmes utilisant des calculateurs - sol et bord. (réf. T2)

INGENIEURS MECANICIENS

Chargés, notamment, de la préparation et du contrôle des systèmes propulsifs du lanceur. Bonnes connaissances dans les domaines : fluides, thermodynamique, automatismes, mise en œuvre de calculateurs utilisant un langage évolué "temps réel". (réf. K2-ES2)

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en précisant la référence du poste choisi à ARIANESPACE, Direction Administrative et Financière, 1, rue Soljénitsyne, 91000 EVRY.



CONTESSE

– TERMINAUX POINT DE VENTE
– TERMINAUX VIDEOTEX SPÉCIALISÉS
– SYSTÈMES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

ELECTRONIQUE C.K.D.

recherche :

Pour renforcer son équipe d'études :

Référence 01

UN INGÉNIEUR CHEF DE PROJET ELECTRONICIEN

– Ayant au minimum 3 ans d'expérience industrielle sur des applications logicielles et matérielles de microprocesseurs.
– IL ASSURERA la coordination d'une équipe ainsi que les relations techniques avec les clients.

Référence 02

DES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

OU 1 A 2 ANS D'EXPÉRIENCE

En matériel ou logiciel sur microprocesseur pour mener à bien la conception de terminaux.

TOUS CES POSTES OFFRENT DES POSSIBILITÉS DE CARRIÈRE INTÉRESSANTES au sein d'une société dynamique à taille humaine.
LIEU DE TRAVAIL : SAINT-OUEN-L'AUMONE (95)
13e mois — Restaurant d'Entreprise.

Envoyer curriculum vitae à :
ELECTRONIQUE C.K.D. — B.P. 437.
95005 CERGY-PONTOISE CEDEX.

---

ingénieurs analystes

Paris — **informatique**

Le Centre de Programmation de la Marine, dépendant du Ministère de la Défense, a une double mission d'expert en systèmes informatiques spécifiques temps réel à dominante scientifique et technique destinés à la Marine et à l'industrie. Il recherche 2 jeunes ingénieurs pour les affecter à des programmes en cours et devenir par la suite **chef de projet** et diriger une équipe de 10 à 20 personnes.

Les candidats, diplômés d'une école d'ingénieurs ou au minimum licenciés en mathématiques, ont de préférence une première expérience dans le domaine des gros systèmes temps réel. Dans le cas contraire, leur conversion et leur formation seront facilitées par la Marine.

Le poste requiert une capacité d'assimilation à des systèmes nouveaux pour eux, des qualités d'expression orale pour exposer un sujet et le sens des relations humaines. Il intéresse des candidats à fort potentiel appréciant les responsabilités, une activité autonome, passionnante, et le travail en équipe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence 11082/M à H. Bouet, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

PARIS 8ème

Secteur Services Industriels

Nous recherchons

Un Chef Comptable

180.000 +

Possédant le DECS complet + environ 5 ans d'expérience.

Un Comptable

120.000 +

Possédant un BTS ou DUT + 2 à 5 ans d'expérience.

Ils participeront à la mise en place de la comptabilité générale et auront la responsabilité d'encadrement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4247 à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.

RÉSEAU INTER OPPORTUNISTES (R.I.O.)
Réseau de recherche d'affaires, recrute

CADRE CHARGÉ DE MISSION

Assurera le suivi du développement informatique et la gestion technique du Réseau, aura la responsabilité de l'implantation dans une région (1 jour de déplacement par semaine). 25 à 35 ans, aptitudes commerciales, bonnes connaissances informatiques.
Adresser C.V. et prétentions : 37, rue Boulard, 75014 PARIS.

RECHERCHE ADMINISTRATEUR
Pour ensemble musical. Candidature à déposer pour le 20 juin au plus tard. Direction de la Musique, M. Michel FONTES, Chef de la Direction générale, 53, rue Saint-Dominique, PARIS-7e. Tél. : 555-92-03.

SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE COMMISSAIRE AUX COMPTES PARIS
recherche

COLLABORATEUR EXPÉRIMENTÉ

1er assistant analyste N3 pour travaux de révision et de consolidation et pour gestion en responsabilité de dossiers de surveillance.
Rémunération : 140.000 à *160.000 F/an.*
Ecr. s/nº 8.398 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIETE D'ETUDES ET DE CONSEIL
faisant partie d'un groupe important recherche

SPECIALISTES économie finances-gestion

avec formation Grandes Ecoles ou équivalent.

7 à 15 ans d'expérience, pour études, missions et déplacements de longue durée en France et à l'étranger dans les domaines suivants -
- ECONOMIE ET PLANIFICATION
- FINANCES PUBLIQUES
- ETUDES BANCAIRES ET MONETAIRES
- ORGANISATION, GESTION ET ANALYSE FINANCIERE DES ENTREPRISES.

Anglais, Espagnol appréciés.

Adresser c.v. détaillé avec photo et prétentions et délai de disponibilité à AXIAL Publicité, (réf. 2849) - 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « *ANNONCES DOMICILIÉES* » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

IMPORTANTE CAISSE DE RETRAITES, PARIS

recherche

DÉBUTANTS

maîtrise en sciences économiques ou gestion, pour s'orienter vers l'informatique, formation à l'analyse-programmation assurée.

Adresser C.V. avec photo et prétentions s/réf. 72.928, CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

---

souscripteur

incendie – risques industriels

Nous sommes spécialistes de l'assurance des *risques industriels.*

Vous êtes un jeune **diplômé** de l'enseignement supérieur, *si possible ingénieur,* possédant une première expérience de «l'incendie».

Au sein d'une petite équipe, vous participerez également à la surveillance du portefeuille, à l'amélioration de la gestion (informatisation) et à la formation du personnel de la Branche.

Allianz vous prie d'adresser CV et prétentions à Allianz — Relations Sociales BP 24 — 75761 Paris Cedex 16

Société industrielle région Centre appartenant à un groupe français important recherche pour son unité de production (1100 personnes) un

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé Grandes Ecoles, possédant quelques années d'expérience en milieu industriel. Age souhaité : environ 30 ans.

Envoyer CV détaillé, photo, prétentions sous Nº 8891 à
PARFRANCE ANNONCES
4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS
qui transmettra

DOO

78, Champs-Elysées recrute pour son activité

CONTROLE DE PROCESSUS INDUSTRIELS

Plusieurs

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

– LOGICIEL.
– HARD/SOFT.
sur MICROS et MINIS
Langages évolués appréciés. Précisions au 359-17-88.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE PARIS, QUARTIER BOURSE
recherche
COLLABORATRICE
Pour son service Recouvrement Relances. Forte activité téléphonique. Base comptable souhaitée. Traitem. informat. Ecr. avec photo + C.V., Nº 960 M RÉGIE PRESSE 85 bis r. Réaumur, 75002 PARIS.

Rentrée Scolaire 83
ÉCOLE SECONDAIRE GARÇONS
Région parisienne

offre

1° Pour elle-même

DES POSTES DE RESPONSABILITÉ ÉDUCATIVE

2° *Pour une école* anglaise associée (Près LONDRES)

UN POSTE DE LECTEUR FRANÇAIS

Capable d'assurer en outre quelques heures d'économie en Première.

Envoyer C.V., photo en indiquant votre téléphone à HAVAS CONTACT, 1, pl. du Palais-Royal, 75001 PARIS sous réf. 33.021.

Organisme de formation et de recherche en économie du transport maritime
recrute
pour ses activités de formation

UN (E) COLLABORATEUR (TRICE)

Maîtrise ou 3e cycle SC. ECO., SC. PO., DROIT, 2 à 5 ans expérience professionnelle souhaitée. Envoyer Lettre manusc. et C.V. à I.E.T.M. BP-34 94114 ARCUEIL.

Ville de Chilly-Mazarin
recrute
1 BIBLIOTHÉCAIRE
pour direction d'un nouvel équipement par mutation ou sur titres
Envoyer C.V. à Monsieur le Maire avant le 20 juin 1983.

Impt Sté commerce international Paris-1er, recherche

COMPTABLE CONFIRMÉ

avec sérieuses réf. professionnelles. Situation stable avec possibilité d'avenir.
Adr. lettre manuscrite et C.V. détaillé s/réf. 413 à DAG, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE ASSURANCES INCENDIE RISQUES DIVERS
recherche pour mi-juillet.

COLLABORATEUR

– Formation technique et juridique
– Niveau universitaire
– Bonne culture générale
déplacements région Parisienne

Ecr. avec réf. et prétentions à CABINET YVES TRAVERS 32 Av. Gaston Lecousin 78700 Conflans-Ste-Honorine.

ÉDITEUR SPÉCIALISÉ DANS LE BEAU LIVRE
cherche

CHEF DE FABRICATION EXPÉRIMENTÉ

pour conception, contrôle et gestion de son produit devis et contact avec fournisseurs.

Ad. c.v. manus. et prétentions à ÉDITIONS MICHEL DE L'ORMERAIE 4, rue Labrouste 75015 Paris

---

Filiale Française d'un important groupe international, implantée à La Défense, recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

CONFIRMÉ

Grande Ecole
pour développer en France techniques de pointes et applications industrielles diverses, matériels et prestations de service.
Expérience E.D.F. ou C.E.A. souhaitée.
Anglais ou all. indispensables.

Adr. C.V. et prét. sous nº 73.319, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Filiale française d'un important groupe international recherche pour ASNIÈRES

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation électrotechnique 5 à 10 ans d'expérience de vente. Anglais ou all. exigé.

Adr. C.V. et prét. sous nº 73.322, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui tr.

RECHERCHE ADMINISTRATEUR
pour ensemble musical. Candidature à déposer pour le 20 juin au plus tard, : Direction de la Musique, M. Michel FONTES, Chef de la Direction générale, 53, rue Saint-Dominique, Paris-7e. Tél. : 555-92-03.

Importante société à BLANC-MESNIL (93)
recherche

COMPTABLE

B.T.S. ou niveau avec 1 ou 2 ans d'expérience.
Les personnes intéressées envoient lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prét., nº M 62.378 à BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche

EXPLOITANT Classe V

Formation supérieure, alliant un sens commercial *développé à une bonne* connaissance des opérations de crédit et du suivi des comptes clients (particuliers et P.M.E.).
Adresser lettre manuscrite et C.V. à DELORME Nº 1.520, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche

CADRE Classe VI

connaissant l'ensemble des opérations bancaires internationales (Change, Transferts, Credocs) et faisant preuve d'aptitude au commandement pour seconder le directeur du Département.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à DELORME Nº 1.510, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche

CADRE Classe VI

connaissant l'ensemble des opérations bancaires et faisant preuve d'aptitude au commandement pour animer les services de l'Agence Centrale.
Formation supérieure souhaitée, expérience et autorité indispensables.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à DELORME Nº 1.500, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS qui transmettra.

CHEF DE SECTEUR

Isolation de façades
Paris-Sud

• Une entreprise parisienne en expansion, niveau d'activité élevé, désire confier ce poste de responsabilité commerciale et technique, à un Technicien Sup. ou DUT Bâtiment (ou équivalent) disposant de 5 à 10 ans d'expérience relations technico-commerciales, conduite et gestion de travaux (par ex.: murs rideaux, menuiserie métallique, bardage, ou similaire).
• Poste d'avenir stable.
• Rémunération stimulante, évolutive.
• Voiture de service à usage privé.

Adr. CV dét. ss réf. 1055 à SELETEC Conseil 67080 STRASBOURG CEDEX

Sté expertise comptable et commissariat aux comptes recherche

ASSISTANT

Confirmé ou stagiaire.
Expér. cabinet souhaitée.
Env. C.V. et prét. AUDIT DE FRANCE SODIP (Réf. L.G.)
60, r. du Rendez-Vous, Paris-12e.

Magasin Duty Free recherche

RESPONSABLE PRÊT A PORTER

plusieurs années d'expérience, références demandées. Bonne présentation, bilingue anglais. Adr. C.V. nº 4246 AMEP P.A. 37, rue Gal-Foy, 75008 Paris. Discrétion assurée.

BUREAU VERITAS
recherche

INGÉNIEUR CIVIL

DU CENTRE MARITIME
ENSTA, ENSM ou équivalent
– ayant plusieurs années d'expérience dans bureau d'études chantier naval ;
– bonnes connaissances des calculs de stabilité ;
– parlant couramment l'anglais.

Ecrire avec C.V. sous réf. nº 17. BUREAU VERITAS, Services Maritimes, DRD/RD2, 31, rue Henri-Rochefort, 75017 Paris.

Association Education Nouvelle
Contrat association
recrute

INSTITUTEUR (TRICE)

C.A.P. Expérience pédagogie active souhaitée.

Ecrire sous le nº T 041 007 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. dynamique, niveau B.T.S. pour carrière

TECHNICO-CCIALE

sur résistances chauffantes électriques et cellules photoélectriques. Dépl. rég. parisienne. 660-23-86 de 8 h 30 à 12 h 30 *pour* R.V.

AFRAMP

ACHATS
APPROVISIONNEMENTS

GESTION DE PRODUCTION

CONTROLE DE GESTION

GESTION INFORMATISÉE DES STOCKS

Stages rémunérés pour demandeurs d'emploi

Tél. : 874-70-87 ou 285-58-51.

ASSOCIATION LOI 1901
SECTEUR DES LOISIRS
recherche

JEUNE CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Formation supérieure
Profil urbaniste sociologue de préférence.
Disponibilité immédiate.

Env. C.V. + photo sous nº T 40.875 M
RÉGIE PRESSE
85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

secrétaires

CRAY RESEARCH FRANCE

Nous sommes la filiale française d'une société américaine d'informatique, de haute technologie.
Nous recherchons

UNE ASSISTANTE-ADMINISTRATIVE / SECRÉTAIRE DÉBUTANTE

Formation :
BTS ou DUT de type techniques administratives, ou équivalent.

Mission :
Elle devra assister le secrétaire général de l'entreprise, dans ses différentes missions.

Envoyer C.V. et prétentions à l'adresse suivante :
CRAY RESEARCH FRANCE S.A.
21, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS.



CAMPENON BERNARD

recherche pour une de ses filiales

SECRETAIRE DE DIRECTION (réf. 1000 M)
confirmée, parlant anglais, ayant l'experience des machines traitement de texte. Le poste rattaché à une direction importante de l'entreprise, implique une excellente qualification professionnelle ainsi qu'une bonne capacité à s'investir dans un travail important et motivant.

SECRETAIRE DEBUTANTE (réf. 1003 M)
Niveau B.T.S. pour être formée à un secrétariat de direction.

Lieu de travail : BOULOGNE.

Envoyez C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à Monsieur RENOTTE
CAMPENON BERNARD -
92/98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY.

SYNDIC DE CO-PROPRIÉTÉ ST-LAZARE, recherche

SECRÉTAIRES

C.V. et prétentions F.S.G., 3, rue de Stockholm, PARIS-8e.

Société Multinationale implantée à La Défense recherche

SECRÉTAIRE

niveau B.T.S.

Allemand parlé et écrit.
Anglais souhaité.
Avec expérience dans le domaine des relations publiques.

Ecrire avec C.V. et photo sous nº 73.316, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Organisme formation cherche
2 SECRÉTAIRES
expérimentées — vacances août. Envoyer C.V. avec photo :
ASPROFORC — 153, bd Haussmann, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCES

recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

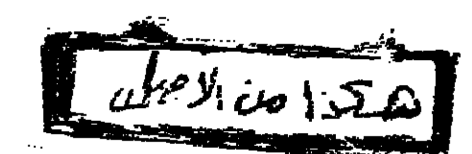
NIVEAU B.T.S.

POUR S'OCCUPER ESSENTIELLEMENT DE TRAVAUX DE DIRECTION

CONNAISSANCE PARFAITE DE L'ESPAGNOL
ANGLAIS SOUHAITÉ

Avantages sociaux
Restaurant d'entreprise

Adr. lettre manuscrite + C.V. + prét. s/nº 9.160 à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transm.



OFFRES D'EMPLOIS

Bureau d'études économiques, collaborant avec comités d'entreprise, rech. secrétaire administrative B.T.S. Goût des responsabilités. Ecrire lettre motivée + c.v. Ecr. s/nº 6512 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PMI CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE
PARIS
LEADER SUR SON MARCHÉ
exportateur
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL
Bonnes connaissances en mécanique, électricité, électronique
débutant accepté
anglais souhaité
Adresser c.v. à Mme Malet BP 32
93211 La Plaine-Saint-Denis
Téléphone : 607-59-12

Dans le cadre de son expansion
L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION
recrute
PROFESSEURS VACATAIRES
toutes disciplines
2 à 10 h / semaine
cadres supérieurs — universitaires — diplômés Grandes Écoles
Envoyer C.V. à E.S.G., 137, avenue Félix-Faure — 75015 PARIS

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE
(près Pont-de-Neuilly — La Défense)
recherche
UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(A.M., E.C.P. ou équivalent)
Pour participer au développement d'un système C.A.O. mécanique. Une première expérience dans ce domaine serait appréciée.
Une bonne connaissance de l'informatique graphique inter active est indispensable.
Adresser C.V. manuscrit et prétentions au C.T.I.C.M., M. CAMBON
20, rue Jean-Jaurès
92807 PUTEAUX CEDEX.

SYNDIC de COPROPIÉTÉ ST LAZARE, recherche
PRINCIPAL
Libre rapidement
C.V. et prétentions à F.S.G.
3, rue de Stockholm, PARIS 8e

SYNDIC de COPROPRIÉTÉ SAINT-LAZARE, recherche
COMPTABLE
connaissant profession
C.V. et prétentions F.S.G.
3, r. de Stockholm, Paris 8e

STE D'INGÉNIERIE
recrute
INGÉNIEURS INFORMATICIENS
(SYSTÈME, RÉALISATION CONCEPT., CHEF-DE PROJETS).
EXPÉRIMENTÉS SUR
DPS8 (GCOS3) — MITRA
SOLAR — MICRO.
Env. C.V. et prétentions à :
INFO'ROP INGÉNIERIE
68, av. du Général-de-Gaulle.
à CRÉTEIL-ECHAT (94100).

DEMANDES D'EMPLOIS

DOCT. ÈS SCIENCES
Ingénieur généraliste, 36 ans. 15 ans exp. en recherche et développement, ht niveau, sect. public (nucléaire) et privé (automobile). Pref. de l'animation. Facilités contacts humains, rech.
DIRECTION TECHNIQUE
Etudie toutes propositions. Ecr. s/nº 8.401 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre homme, 13 ans EXP. TOUTES ACTIV. TOURISME, angl., esp. Lic. Maîtr. Lettres. Étudie ttes prop. Paris. Téléphone : 325-94-81.

Jeune femme 27 ans
DOCT. ÈS SC. ÉCONOMIQUES
Analyste social
CHERCHE
un poste de
CHARGÉE D'ÉTUDES
Paris ou région parisienne
Expérience de l'étude dans les domaines suivants : analyse de secteurs industriels-ingénierie, transferts de technologie, introduction du changement technologique, développement social. Ecr. s/nº 1.484 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune allemande, bachelière cherche place de travail sérieuse dans une famille. Offres à Mlle KUHN, postlagernd, R.F.A., 5206 Neunkirchen.

Française sortant école diplomatique de MADRID ch. emploi. Tél. 088-20-94.

Psycho, 37 ans, bien dans sa peau, licence en cours, exp. gestion entrepr. DUT thérap., analyse formet. continue animat. groupe enseign. ch. mi ou plein temps. Etud. toutes proposit. c.v. Carayon, 23, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.

CADRE TECHNICO-COMMERC.
17 ans expérience dans la vente avec négociations hauts niveaux.
OFFRE :
- esprit pionnier
- sens organisation
- vendeur né
- bonne présentation
- imagination idée
- adaptation rapide

RECHERCHE :
- poste dans industries
- chimique
- électronique
- informatique
- métallurgique
- organisation

Ecr. s/nº 1481 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune fille, 19 ans, étudiante, école Estienne, préparant un B.T., cherche empl. pour juillet. Mont. papier où montage film où photo-composition. Ecr. s/nº 6508 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 25 a. 5 a expérience distribut. stage AFPA dipl. compt. homolo. niv. IV. Libre 1/08 rech. place stable ts domaines, comptab. génér., décl. fiscales. *Tél. 344-25-19, après 20 h.*

F. 46 ans, 15 ans respons. culturel. cherch. poste programmation ou rel. publ. dans structure culturelle de créat. ou de diffusion Rég. parisienne. Ecrire sous le nº T 040.910 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE COMMERCIAL HEC
29 ans, expérience grand public et produits industriels actuellement chef de produits, cherche poste de Direction Commerciale ou marketing (— de 150.000 F par an s'abstenir).
Ecrire sous le nº T 40.935 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Homme de confiance 35 ans, libre immédiatement, bonne présentation, bonnes références recherche toutes missions de confiance France et Étranger. Écrire nº 73.404 Contesse, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CHEF DU PERSONNEL
38 ans, licencié Droit, 12 ans expér. de la Fonction Personnel rech. poste de responsabilités et/ou missions ponctuelles de hautes difficultés. Étudierait toutes propositions. France entière. Libre de suite. Écrire nº 73.403 Contesse, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

GESTIONNAIRE INTERNAT
H. relation, écoute, créativité, quadrilingue + missions comm. sur 3 contin. + mark. + finance. I.C.G. Peut se traduire en profit pour vous. Ecr. s/nº 1479 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF DU PERSONNEL
50 a. *président du C.E.*, contentieux social, prof. gestion adm. du pers., rech. sit. consultant ou ant. Ecr. s/nº 1471 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. lic. lettres esp., angl., courts exp. tourisme + enseig. disp. de suite, étudie ttes propos. *Paris.* Téléphone 325-94-81.

AGRO-ECONOMISTE ENSAIA
36 ans, dynamique, sens responsabilités.
Compétences en développement rural, études économiques, expérience pratique agricole, anglais, espagnol, italien, notions arabe.
Cherche poste Paris ou étranger, mission humanitaire souhaitée.
Ecrire sous nº 1.491 *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE HAUT NIVEAU
grande expérience technique en automatisme
CRÉATIVITÉ - CONSTRUCTION - SOUS - TRAITANCE
excellentes introductions auprès clientèle industrielle
souhaite implanter
SERVICE AUTOMATISME
dans une société dynamique.
Écrire sous nº 1.492 *le Monde* Publicité,
SERVICE ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

TITULAIRE D'UNE MAITRISE DROIT DES AFFAIRES
Jeune Fille recherche poste Service Contentieux, secteur PRIVÉ ou PUBLIC. Disponible si nécessaire dès 1er août.
Ecrire sous nº 6.509 *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dame 45 ans, exp. cabinets d'avocats rech. poste stable à responsabilités près de juriste (s), pourrait voyager. Libre de suite. Ecrire sous nº 73.328 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ARCHITECTE D.P.L.G.
34 ans, ouvert, excel. contact, ancien conducteur de travaux, formation F.P.A. Etudie ttes propos., bâtiment, immobilier, expertise. Tél. 204-64-07.

formation professionnelle

INSTITUT SUPÉRIEUR DE MICRO-ÉLECTRONIQUE APPLIQUÉE MARSEILLE
Avec le concours de :
IBM - SNIAS - SEMA
EUROTECHNIQUE - TÉLÉMÉCANIQUE
recrute
INGÉNIEURS-ÉLÈVES
Pour formation appliquée en micro-électronique
9 mois - Téléphone : ISMEA (91) 49-91-40.

capitaux propositions commerciales

Compagnie Espagnole import-export
Avec forte implantation (après 1930) en
GUINÉE ÉQUATORIALE
Distributeur exclusif de premières marques réputation mondiale dans les domaines de l'électronique, photo, nautique, électroménager, montres, liqueurs etc.
Comptant aussi avec bâtiments, officines, maisons et magasins dans MALABO et BATA et un staff hautement qualifié.
Cherche contacter
Compagnie française de solide base financière et gérance dynamique, placée dans la région du Cameroun et ou Gabon, pour traiter d'une « joint adventure ».
Intéressée prière s'adresser à GESTION Y SUMINISTROS SA. rue Dr Rizal Nº 20. Ent. BARCELONE (6) ESPAGNE.

STÉ DE REPRÉSENTATION établie et introduite dans le SUD-EST ASIATIQUE (Thaïlande) étudie toutes propositions de représentation à la commission.
Faire offre nº 485 à GUETAL. 31, rue de Brest.
69291. LYON CEDEX 02.

MARCHAND DE BIENS RECHERCHE CAPITAUX POUR ACHAT IMMEUBLES GARANTIE IMMEUBLES INTÉRÊTS ÉLEVÉS 271-32-32

propositions diverses

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et tous avec ou sans diplôme. *Demandez une documentation* gratuite sur la revue
FRANCE CARRIÈRES (C16)
B.P. 402-09 PARIS

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM)
3, rue de Montyon
75429 PARIS CEDEX 09

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX.
Copies, thèses, rapports, etc.
Tél. au 306-09-99

deux-roues

Suzuki 1970, flat-turin, 125 cc. pour amateur-collectionneur + moteur et pièces nombreuses (16-4) 421-41-67 (après 20 h).

A vendre Honda CM 125 T. Sept. 81. 3.900 km. Etat neuf. *Prix 5.000 F. Tél. 032-45-34.* Pontoise.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A vendre Peugeot 104, avril 82. 30.000 km, coul. rouge, ét. neuf. Tél. 032-45-34 Pontoise.

de 12 à 16 C.V.

Part. vend coupé Volvo P 1800 2+2 rouge, excellent état mécanique et carrosserie. 25.000 F. Tél. : 574-41-15.

boxes - parking

MÉTRO GAMBETTA
PARK. COUVERTS, BOXES
Tél. MIL 382-08-37 af samedi

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

LOUVRE ST-HONORÉ
80 m² SUPERBE imm. rénové
Px 555.000 F. 622-05-96.

2e arrdt

Mº BONNE-NOUVELLE
dble liv., chbre, cuis., bains, 4e ss asc., sur cour, clair, calme. 435.000 F. JAMAR Not. 233-21-18.

3e arrdt

ST-PAUL, 5e ét. ss asc., 33 m², poutres, cft, soleil, impec. 534-02-80 - 633-32-18.

MARAIS, 33 m², tt équ., sur cour, clair, calme. 202.000 F. (90) 82-61-46, après 20 h.

4e arrdt

MARAIS
Mº HOTEL-DE-VILLE
Superbe rénovation, charme sur rue piétonnière, tt cft belle réception, 2 chbres, cuis., bains + s. d'eau, soleil. PRIX TRÈS EXCEPTIONNEL.
8, rue des Lombards
Mardi, mercr., 14 h 30/17 h.

5e arrdt

GOBELINS 5e ét., asc., séj. dble, 2 chbres, bains, 80 m². TT CONFORT 742-26-88.

CONTRESCARPE. Studio, bains, 21 m², poutres, 1er ét. Soleil. 210.000 F. 622-22-56.

PORT-ROYAL
Dble liv. + chbre, cft, soleil, 535.000. VERNEL. 526-01-50.

St-Médard Soleil. 354-42-70.
STUDIO CHARME.

6e arrdt

RUE DE SEINE
Prox. quai, bel immeuble, asc. 3 pièces, 70 m², soleil. SANTANDRÉA. 260-67-36/66.

S/MARCHÉ ST-GERMAIN. BEAU DUPLEX PLEIN SUD. 140 m². DORESSAY 624-93-33.

Bd du MONTPARNASSE
Imm. cours réhabilitation
STUDIOS, 2 et 3 P.

7e arrdt

ST-GUILLAUME LUX 354-95-10.
210 m² SUR JARDIN
APPT de réception. Soleil.

BAC-BABYLONE, BEAU 6 PIÈCES, 166 m², CHARME, PARKING. Px 1.900.000 F. DORESSAY. 624-93-33.

AVENUE RAPP
Beau studio, tout cft, vue dégagée. VERNEL. 526-01-50.

9e arrdt

Rue Lentonnet
5 pièces, 98 m², occupé, 380-75-20.

9e MONTMARTRE, imm. récent s/jard. 2 P., cft, 50 m², libres, GERANT : 233-04-30.

11e arrdt

AV. REPUBLIQUE, beau studio cft, asc., imm. pierre de taille. 90.000. COGEFIM. 347-57-07.

AVENUE PARMENTIER, imm. bourgeois avec tapis, 95 m², 4 P., tt cft. 730.000 F. Cogéfim. 347-57-07.

ATELIER 120 m²
DUPLEX ORIGINAL, ttes poss., confort, Mº PARMENTIER. Prix 560.000 F. 722-78-99.

12e arrdt

BERAULT, près bois, dans bel imm. caract., 3 p., dble expos. 265.000. COGEFIM. 347-57-07.

DUGOMMIER, vue dégagée plein soleil, beau 3 P., tt cft avec balc. Pierre de taille. 370.000. COGÉFIM. 347-57-07.

13e arrdt

PRÈS PARC MONTSOURIS
Particulier vend STUDIO
33 m² + balcon.
Etat impeccable.
Exposition sud. Immeuble standing, cuisine, salle de bains, cave, parking.
Prix : 370.000 F.
Tél. 589-71-55.

Limite 13e, bus 27, 300 m + Mº 2 et 3 pces, état neuf, terrasse privat., chf. cent., interphone, belle partie commune. Faibles ch. 340.000 F. 672-04-48.

14e arrdt

ALESIA Séjour + 3 ch. + ch. de serv., tt cft. 860.000 F. 327-28-60.

PERNETY 3 p., entrée, cuis., w.-c., 50 m², 8e ét., b. imm. 280.000 F. 327-28-60.

MONTSOURIS, RAVISSANT 80 m², TT CFT, SOLEIL, CALME - 320-73-37.

RASPAIL
charme provincial, 43 m², à rénover, dans allée de verdure. Téléphone : 250-04-28.

15e arrdt

CONVENTION-BRANCION
TRÈS BEAU 2 P. Cheminée, asc., 7e ét. 490.000 F. 577-96-85.

PARC DE VAUGIRARD
Pierre de taille. 60 m² living + 2 chbres, 5e ét., asc.. 635.000 F. Tél. 531-12-31.

PARC G.-BRASSENS
1973, liv. + 2 ch., cuis. équip., 8e ét. 710.000 F. 577-74-38.

SÉGUR 942-57-00.
Except. 180 m² sous toits, séj., av. cheminée, 3 ch., 2 bns.

CECOGI CONSTRUIT
329, RUE LECOURBE
IMMEUBLE GD STANDING
STUDIO, 2, 3, 4 P.
1 studio 444.900 F.
2 pces à partir de 588.400.
3 pces à partir de 934.300.
PRÊTS BONIFIÉS
Bureau de vente ouvert :
— Mardi au vendredi de 14 à 19 heures.
— Samedi 11 à 18 h.
ou tél. au 575-62-78.

16e arrdt

MUETTE 5 P.
Px intér. 553-14-14.

BD SUCHET 3 PIÈCES + LOGGIA VUE CHAMPS COURSES. Px 950.000 F. 267-16-33.

MIRABEAU
Imm. récent beau studio, 42 m² + rez-de-jard. 20 m². 500.000 F.
Exclusivité LGM 265-55-44.

BD BEAUSÉJOUR
130 m², 4/5 p., 2 bains, imm. grand standing, 7e ét. GARBI 567-22-88.

RUE LAURISTON, récent, grand studio, 3e, ascenseur, 355.000 F - 222-08-19.

17e arrdt

COURCELLES R.-de-ch. 72 m². Imm. p. de T., séj. 2 chbres, cft. 535.000 F. 522-05-96.

PLAINE MONCEAU GD
6 P. impecc., le 15, 16, à 20 h.
110, BD COURCELLES.

Mº Guy-Moquet, appt 85 m² sur square, dble liv., 2 chbres, tt cft, balc., logg. 640.000 F. Téléphone : 627-03-06.

BD BESSIÈRES. Près Mº imm. récent, 9e ét., 4 p., 75 m² + balc., 560.000 - 322-61-35.

18e arrdt

CECOGI CONSTRUIT
Résidence « Mairie du 18e »
53, RUE DU SIMPLON
23 APPTS de STANDING
STUDIOS, 2, 3 P. PARK.
Studios à part. de 306.900 F.
2 pces à part. de 431.500 F.
3 pces à part. de 657.500 F.
Pour rens. 575-62-78.

RUE CAULAINCOURT, idéal placement, gd 2 pces, tt cft avec gde cuisine, 4e, ensoleillé sur jard., imm. de qualité, concierge. 420.000 F. SHAM'S, 65, rue Guy-Moquet, 17e. 229-43-12.

Mairie XVIIIe, rue Eugène-Sue immeuble pierre de taille, 2 pcés, cuis., w.-c., s. de bns, courette privée, r.-d-ch.
URGENT 170.000 F.
Immo Marcadet. 252-01-82.

Butte-Montmartre, rue Berthe imm. anc., studio, cuis., w.-c. Salle d'eau. 108.000 F. Immo Marcadet. 252-01-82.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft. adressez-vous à un spécialiste.
IMMO. MARCADET
88, r. Marcadet, 75018 Paris. Estimation gratuite, publicité à nos frais, réalisation rapide. Paiement comptant. Téléphone : 252-01-82.

19e arrdt

PRÈS PARCS
RARE
Plusieurs 4 pces récents
6.950 F. à 7.500 F le m²
A.B.C. 208-08-14.
Le spécialiste de l'Est de Paris.

20e arrdt

GAMBETTA
Sur place, beau et gd 2 pces, 45 m², refait neuf, s. de bns, cuis. équipée dans imm. pierre de taille. A SAISIR. Cause mutation. 300.000 F. SIMRA. 355-08-40.

BON 20e 3-4 P.
87 m² + 15 m² loggia + park., cuis. équip., impec. 745.000 F. N.J.H. 536-05-09.

92 Hauts-de-Seine

PONT ST-CLOUD 115 m²
VUE S/ST-CLOUD, 5 P. 6e asc., balcon. 522-05-96.

BOULOGNE M.-Sembat 45 m² 7 m² 50 de terrasse, 2e ét., asc. Px 440.000 F. 522-05-96.

BAGNEUX Liv. + 2 ch., tt cft, asc., v-o., balc., soleil, urgent. 290.000. « FAC » 337-69-59.

MEUDON
8, route des Gardes
VUE PANORAMIQUE
IMMEUBLE NEUF
PIERRE DE TAILLE
2 et 3 p. AVEC
terrasse et jardin.
Livraison de suite.
PRÊT CONVENTIONNÉ
Appartement témoin, samedi, mardi, vendredi 14-18 h. 507-15-98 ou 200-23-20.

CHATILLON, Mº, immeuble standing s/jardin, gd 3 pces balcon. 565.000 F. Téléphone : 655-65-61-59.

VILLE-D'AVRAY
Beau 5 pces, calme, verdure. Jean FEUILLADE. 566-00-75.

BOULOGNE, appt 2 P., 48 m², loué loi Quillot. 1.650 mens., imm. 58. 380.000. 285-00-59.

Particulier vend MEUDON-LA-FORÊT, appt 4 pces, tt cft. Exc. état, jolie vue. 630-91-90.

ISSY-LES-MOULINEAUX
Pte Versailles, petit imm. calme, séjour dble + 2 chbres cft, 73 m². Px tot. 635.000 F. Me voir mercr., 14 h 30 à 19 h. 9, Allée de l'Université.

BOULOGNE, 3 P.
Près Mº RHIN-ET-DANUBE, balcon, vue dégagée, tt cft, VERNEL, 526-01-50.

93 Seine-Saint-Denis

MONTREUIL
appt 3 P. 62 m² + park. de imm. récent. Habit. ou profes. MONVIL : 837-15-03.

94 Val-de-Marne

ST-MAUR-LE-PARC 500 m RER, part. vend 3 p. 80 m² + 80 m², jardins privatifs, très clair, très calme, ds pt imm. 4 ét. 640.000 F. 338-01-29.

CRÉTEIL-ÉGLISE
appts ds imm. rénové, 2/3/4/5 P., chauffage individuel, ascenseur, vide-ordures. Prêts conventionnés APL. MONVIL : 837-15-03.

Je vends mon appartement 100 m² + terrasse, 75 m². Est, 6e et dernier étage, cave et garage. Bords de Marne. Maisons-Alfort. 800.000 F. Tél. : 893-27-16, heures bur.

FONTENAY-SUR-BOIS
5 min. bois et R.E.R., duplex except. 105 m² + terr. 30 m² sud sans vis-à-vis lux. décoré par décorateur, petit imm. 70, 3e ét. sans asc. 1er niv. : réception 40 m², moquette, boiserie, *cheminée, bar aménagé,* plafond laqué + cuis. 12 m² + 1 chbre + w.-c. + s. de b. 2e niv. : chbre 30 m² + mezz., moquette, penderie, boiserie de style + s. de d'eau. Px : 1.000.000 just. 876-20-78.

Province

AVIGNON, appt exclusif 90 m², dans hôtel particulier 17e siècle. Tél. (90) 82-61-46 après 20 heures.

appartements achats

MALESHERBES 73
522-05-96
Pour Consulats ou Ambassades recherche appartements
TOUTES SURFACES
Hôtels particuliers et bureaux.

Recherche 2 à 4 p. Paris, préfér. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux, PAIE COMPTANT chez notaire, 873-20-67 même le soir.

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. URGENT APPART.
120 à 150 m²
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

CONSEIL IMMOBILIER
Clientèle très sélectionnée rech. appts gd standing de quartiers tr. résident. Tél. 567-47-47 matin ou heures repas.

Achète Paris, F 2 à F 4 ancien, mais confort (août 83). Écr. HOLL, Boîte Postale 349. BOUAKÉ R.C.I.

locations non meublées offres

Paris

9e, 3 p. avec jard. pour prof. lib., 4.200 F mens., charges comp., imm. caractère. 285-00-59.

Place des Vosges (près) appt charme et caractère, tt cft 125 m² en duplex meublé et équipé. 5.000 F - 887-24-27.

ALESIA local professionnel. Maison 8 P. + atelier artiste total 200 m² sur 3 niveaux, tt cft, calme, jard. 12.000 F. Tél. 702-26-19.

LOUEZ à un PARTICULIER
sans appréhension
sans intermédiaire
OFFICE DES LOCATAIRES
8 ans d'expérience.
Tél. : 296-58-46.

Région parisienne

Le Pecq, dans résidence, dble living, 1 chbre, tt cft, 60 m², park. location
1950 F + 650 F. charges.
Téléphone : 627-03-06.

SAINT-MAURICE Prox. bois. Mais. bourgeoise 9 P. Pos. prof. libér. 9.400 F - 386-04-10.

locations non meublées demandes

Paris

Ch. à louer, offre bonnes garanties, appt 80 à 100 m², tt cft. Paris, Vincennes, Neuilly. 3 conditions : calme, lumière, verdure. Gérard Blitz. Tél. : 296-67-65. H.-B.

Cherche studio ou 2 pieces dans Paris 9e, 18e, 15e, 14e, 20e, 1.400 F/mois maxi. Tél. 281-07-40 mat. av. 8 h ou soir.

Collaborateur journal recherche appt 3-4 pièces 3.000 à 3.500 F C.C. Arrond. : 1-2-3-4-9-10-11-16. Tél. le soir 20 h 30 271-95-35 ou 10 h 30 à 18 h 296-89-32.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav., ttes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

Pour cadres supérieurs et employés mutés. GRANDE ADMINISTRATION DIRECT A PART. rech. appts ttes catégories et gdes surfaces ou villas. Prix indifférents. 504-01-34, poste 24.

locations meublées demandes

Paris

URGENT
Administrateur de biens cherche 2 appt meublés, minim. 4 chbres à coucher + salon, salle à manger, juil.-août. Téléphone : 720-09-39.

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates APPARTS, HOTELS PARTIC. et BUREAUX.
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux appts de standing. 4 pièces et plus. 281-10-20.

maisons individuelles

Montmartre, caract. maison 7 pces, jardin. Téléphone : 262-46-98.

PORT GRIMAUD (VAR)
Vends MAISON + anneau.
BAUDISSON 4 Lamothe-Guerin, 83000 TOULON.

villas

DANS PARC DE SCEAUX
Sur terrain 1.070 m². Importante villa récente grdes récept., 6 chbres, 5 bains s. de jeux, discothèque appt de sce, gar., dépend. PARIS PROMO. 563-70-18.

VD VILLA F 5, plain-pied, cht cent., s. de bns, garage, atelier, état impec., jard. avec puits, 900 m². Vaison-la-Romaine (84). Téléphone : (90) 36-20-28.

YERRES RESIDENTIEL
Villa séj. 65 m², 5 chbres, cft, jard. avec piscine. 285-00-59.

PART. vd villa F2 jardin bien *situés quart. résident.,* proche port et plage, LA SEYNE (83). Prix : 360.000 F. Tél. : (16-94) 06-17-05.

maisons de campagne

A VENDRE
ds Lot-et-Garonne, limite Gers et Landes, vieille ferme, 1 km village, sur route tranquille. SOULHOL-ALBERT. Sainte-Maure, 47170 MEZIN.

propriétés

60. Près VILLERS-COTTERETS sur 7.725 m², ppté caractère, 8 pces + vastes dépendances. 1.000.000 de F. 320-32-71.

terrains

A quelques minutes de Saint-Tropez TERRAINS A BATIR à partir de : *180.000 F T.T.C.* Prêts conventionnés possib. Tél. 504-72-73.

viagers

Libre de suite, 2 p., tt cft, 7e ét., asc., bon imm. près Mº Télégraphe et Pte-des-Lilas, 98.000 + 1.750. F. CRUZ, 8, r. La Boétie, 266-19-00.

NEUILLY, pierre de taille très bel appart. 3 p., 80 m² tt cft. 285.000 + rente 4.200 occupé 1 tête 76 ans. LODEL. 355-00-44.

immobilier information

SATI IMMOBILIER VOTRE MÉDIATEUR
742-32-52
35, RUE DES MATHURINS, 8e
« LE SPÉCIALISTE »
Boutiques/Bureaux/Fonds de Commerce/Tous locaux cciaux, recherche perpétuellement pour sa clientèle et appelle tous propriétaires, gérants voulant louer, vendre tous locaux. Appel tous locataires voulant céder leurs Burx/Bout./Fonds de Commerces. Pour *nous* confier et ce, GRACIEUSEMENT
POUR VOUS
la négociation de vos affaires. Pour tous renseignements SATI. 742-32-52.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

BUREAUX
VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
APPELEZ 776-44-88

66 CH.-ÉLYSÉES
vous accueille
BUREAUX MEUBLÉS
Jour - semaine - mois
SALLES DE RÉUNION
Conférences - lunches.
DOMICILIATION 600 F
Services - Secrétariat
Tél. 562-66-00

8e BOÉTIE
Bureaux meublés, standing, loc. courte ou longue durée. Avec tous services secrétariat.
ACTE 359-77-55.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e.
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services.
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

BUSINESS BURO
UNE ANTENNE A PARIS
BUREAU OU DOMICILIATION.
296-36-74.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous Services.
Permanence téléphonique.
355-17-50

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BURX
Excellentes adresses cciales.

11e SANS PAS-DE-PORTE, 17 BUREAUX SUR 600 m² 723-30-40.

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F-350 F PAR MOIS
A.F.C., 359-20-20.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE POUR VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES
140 à 340 F PAR MOIS
avec secrétariat téléphonique
CIDES, 723-82-10.

locaux commerciaux

Ventes

MONTREUIL
Local professionnel ou commercial 90 m² + park. MONVIL 837-15-03.

Locations

- Vends, droit au bail ;
- *Tous commerces ;*
- 30 m², rez-de-chaussée ;
- Loyer annuel exp. 16.000 F ;
  - Tél. le soir 526-54-88.

locaux industriels

Locations

ENTREPOTS
VOUS CHERCHEZ
300 m² ET PLUS
APPELEZ 776-44-88

14e Rue Daguerre
Local 25 m² + cave.
Cession de bail.
SARI - 776-44-88.

INVESTISSEMENT
Murs de boutiques loués
(15e) Place du Commerce rentabilité 10 %.
(6e) Rue de Sèvres *plusieurs boutiques* rentabilité 9 %.
(8e) Champs-Elysées rentabilité 10 %.
SARI - 776-44-88.

fonds de commerce

Ventes

LYCÉE Privé, banlieue *résidentielle,* à vdre Ecr. s/nº 8.409 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Pr cause départ retraite vds fonds de commerce standing. Confection et meubles pour enfants. Plein centre de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Pr tous renseignements, tél. à M. Henry, Résid. les Manguiers. 97110 Abymes-du-Dugazon ou tél. (16) 590-84-63-42.

boutiques

Ventes

BOUTIQUE A NEUILLY
85 m², bail récent, 100.000 F. exclusivité LGM. 265-55-44.

Locations

8e MALESHERBES
R.-de-ch.. 90 m², vitrine 9 m Magasin de sport, cession de fonds.
SARI, 776-44-88.

Le Monde

économie

L'industrie des engrais menacée par la hausse des prix du gaz

Les producteurs français d'engrais ne savent plus à quel saint se vouer. Différée quelques mois pour les laisser souffler, la hausse des prix du gaz (+ 7 %), normalement applicable au début de juin, n'est toujours pas entrée en vigueur. Le sera-t-elle en juillet, ou les industriels vont-ils devoir *rapidement acquitter des* factures majorées avec effet rétroactif ? Mystère !

En outre l'administration n'a pas encore fait savoir aux intéressés ses intentions au sujet d'une éventuelle détaxation, vieille revendication fondée sur l'impérieuse recherche d'une compétitivité sérieusement compromise depuis plusieurs années *par la concurrence étrangère*.

Les entreprises installées dans le Sud-Ouest (C.d.F.-Chimie en particulier), ne savent pas enfin si elles pourront continuer à bénéficier des tarifs préférentiels de Lacq, différents de ceux facturés par G.D.F.

La situation impose pourtant d'agir vite. Désormais contraints de déposer leurs barèmes de prix (*le Monde*du 7 juin), les fabricants d'engrais sont soumis à la vive concurrence des Hollandais, qui, avec un gaz payé entre 25 % et 35 % moins cher, font des ravages, non seulement en France mais dans toute l'Europe occidentale, en commercialisant des engrais azotés nécessairement meilleur marché (au moins 10 %).

Les instances communautaires n'ont pas donné suite à la plainte déposée par la France et l'Allemagne fédérale (*le Monde* du 11 mai). Elles se sont bornées, sans ouvrir d'enquête, à reconnaître l'argumentation développée par les Hollandais : *« La détaxe du gaz s'applique chez nous aux seuls engrais azotés exportés hors d'Europe. »* Allez donc faire la différence sur le terrain entre des fertilisants fabriqués à partir d'un gaz à X florins ou à X — 20 % florins ? Ni vu ni connu.

En 1982, l'industrie française des engrais a perdu plus de 1 milliard de francs en partie à cause de cette concurrence déloyale, et le déficit de notre balance commerciale dans cette activité a dépassé 3 milliards de francs. A quoi bon injecter plus d'un demi-milliard de francs dans C.d.F.-Chimie, numéro un français de la spécialité, afin de l'aider à restructurer sa branche engrais, si les pertes doivent se multiplier ? Redouterait-on en haut lieu de se mettre en infraction avec la réglementation de la C.E.E. ?

Personne ne juge scandaleuse la démarche commerciale des Hollandais, ni scandaleux que l'Etat italien, dans le cadre de l'aide à son agriculture, fasse payer trois fois moins cher environ qu'en France le gaz facturé à ses fabricants d'engrais (95 % de la production est consommée dans la péninsule). La reconquête du marché intérieur, dont on parle tant, mériterait une action rapide des pouvoirs publics.

ANDRÉ DESSOT.

● **Trois jours de chômage technique à l'usine Renault de Flins en juillet.** — Le personnel de production de l'usine Renault de Flins, soit dix mille personnes sur dix-sept mille, sera mis en chômage technique les 1er, 15 et 29 juillet. Selon la Régie, il s'agit d'ajuster les stocks de voitures à une demande plus faible.

● ***Rencontre C.F.T.C.-P.S.*** — Le tour d'horizon du P.S. avec les organisations syndicales s'est achevé le 13 juin avec la C.F.T.C., dont une délégation conduite par M. Jean Bornard a été reçue par M. Lionel Jospin pendant deux heures.

De part et d'autre, la rencontre a été jugée positive. La C.F.T.C. a indiqué qu'elle craignait *« une aggravation de la récession »* et s'inquiétait *« des résultats du plan de rigueur »*. Le P.S. a considéré qu'il avait trouvé *« une C.F.T.C. ouverte, non figée dans l'opposition »*, approuvant certaines mesures gouvernementales *« comme les lois Auroux et l'augmentation du SMIC »*.

COOPÉRATION

LES TRAVAUX DE LA SIXIÈME CNUCED

Les pays de l'Est ont perdu beaucoup de crédit

De notre envoyé spécial

Belgrade. — L'U.R.S.S. n'a pas délégué à la sixième CNUCED une personnalité de très haut rang : mais l'intervention, le 9 juin, du chef de la délégation soviétique, M. A. Manzhulo, vice-ministre du commerce extérieur, a souligné, pour la première fois depuis l'arrivée de M. Andropov au pouvoir, la manière dont Moscou aborde les conversations économiques Nord-Sud.

Après avoir déclaré que la paix était un préalable à la relance économique et au développement, il a dénoncé l'*« influence déstabilisante de la politique des grands Etats capitalistes, et en tout premier lieu des Etats-Unis »*. Le commerce et les relations économiques sont, a-t-il dit, utilisés comme moyen de pression politique pour s'ingérer dans les affaires d'États souverains. Il en est ainsi des encouragements prodigués par les pays occidentaux aux pays en développement pour qu'ils créent un climat favorable aux investissements privés, assurent une liberté d'action aux compagnies multinationales et renoncent à certains de leurs programmes.

M. Manzhulo a bien entendu réitéré la thèse soviétique sur la course aux armements, mais il a également demandé que les questions relatives aux aspects commerciaux et économiques du désarmement soient ajoutées à la liste des activités de la CNUCED. L'U.R.S.S. est en faveur également, a-t-il ajouté, de la lutte de cette organisation internationale contre *« le recours discriminatoire au protectionnisme et les restrictions commerciales pour exercer des pressions non économiques sur d'autres Etats »*. On constate que les Soviétiques se montrent particulièrement insistants sur ce sujet depuis les embargos prononcés à l'égard de leur pays et même de l'Argentine, sans parler de Cuba.

Si Moscou *« soutient »* les propositions des « 77 » contenues dans la « plate-forme de Buenos-Aires », il en est, a souligné son porte-parole à la conférence de Belgrade, qui *« ne sont pas acceptables par l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes »*. Ce sont celles qui ignorent, a-t-il expliqué, *« la différence fondamentale entre les deux systèmes sociaux et économiques — socialiste et capitaliste — et la nature différente des relations que les pays socialistes entretiennent avec les pays en voie de développement »*.

Idéologie

Selon le délégué, l'aide nette de l'U.R.S.S. aux pays en développement a atteint 8,1 milliards de roubles en 1981, soit à peu près 1,3 % du produit national brut de l'U.R.S.S. qui *« ne fait pas moins, mais plutôt beaucoup plus, qu'aucun pays occidental »*. Cette affirmation aurait sans doute plus de poids si étaient précisées la nature et la ventilation de cette assistance depuis près d'un an. Cependant, M. Manzhulo souligne que l'U.R.S.S. n'est pas concernée par l'objectif de 0,7 % du P.N.B. Or les « 77 » demandent *« instamment à tous les pays développés qui ne l'ont pas encore fait d'atteindre cet objectif en 1985 et en tout état de cause avant la fin de la décennie »*.

Le comportement des Soviétiques sur diverses questions économiques Nord-Sud, relevant ou non de la CNUCED et leur soutien aux pays en voie de développement apparaissent souvent justifiés par des considérations d'intérêt national ou idéologique, ou les deux et, comme les Occidentaux, ils essaient de se soustraire aux pressions morales ou politiques qui aboutiraient à l'adoption de telle ou telle résolution embarrassante.

Ainsi, bien que l'U.R.S.S. porte un grand intérêt au commerce des matières premières — comme aux questions maritimes, — elle n'a signé qu'un seul (celui sur le caoutchouc) des cinq accords sur les produits de base. Et M. Manzhulo n'a pas dit que son pays s'engagerait à entériner l'accord sur le fonds de stabilisation. En revanche, l'U.R.S.S. a ratifié le code de conduite des conférences maritimes élaboré sous les auspices de la CNUCED et la convention sur les droits de la mer.

A propos des transferts de technologie, alors que les « 77 » et les pays occidentaux insistent pour que le débat porte aussi sur ceux qui vont dans le sens Est-Sud, les Soviétiques veulent le centrer sur les échanges Ouest-Est. De même sur les questions commerciales il n'a pas été possible depuis la cinquième CNUCED à Manille, en 1979, d'adopter une résolution invitant les pays socialistes à prendre des engagements contraignants à l'égard des pays en voie de développement, parce qu'ils veulent que cette résolution fasse également mention du commerce Est-Ouest.

Les Soviétiques font aussi entendre que les questions monétaires et financières soulevées par la conférence de Belgrade relèvent du fonctionnement du système capitaliste et que par exemple l'endettement des pays en voie de développement lui est *« intrinsèquement et entièrement »* imputable. La solution ne saurait donc être cherchée ailleurs que dans le cadre de ce système.

Enfin M. Manzhulo a rappelé que *« l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes soutenaient depuis le début la proposition en vue du lancement de négociations globales Nord-Sud »*. Ils n'ont pourtant jamais pris une part active aux travaux préparatoires, et cette prise de position ne les engagera pas beaucoup tant que les négociations globales ne seront pas lancées.

A la vérité, les pays de l'Est ont perdu beaucoup de crédit auprès de la plupart des pays du tiers monde, qui constatent que non seulement leur soutien ne leur est pas automatiquement acquis, mais qu'ils entrent parfois en conflit avec eux. En fait la conférence Nord-Sud semble plutôt embarrasser les Soviétiques qui s'y trouvent pris dans des contradictions. L'U.R.S.S., qui ne participera pas au sommet de Cancun et n'est membre ni du F.M.I., ni du G.A.T.T., ni de la F.A.O., s'associe sans enthousiasme, et seulement pour les questions qui lui tiennent à cœur, à l'effort collectif de concertation et de réformes entrepris dans le cadre des Nations unies. Aussi bien, par la force des choses, le dialogue Nord-Sud est-il en fait pour l'essentiel celui de deux mondes : pays à économie de marché et pays en développement.

GÉRARD VIRATELLE.

● RECTIFICATIF. — Dans notre information sur la réunion des « contestataires » C.F.D.T. (*le Monde* du 14 juin) une erreur s'est glissée : il fallait lire, parmi les membres du collectif de coordination, *Mme Podevin* et non M. Marc Podevin.

DANS SON RAPPORT ANNUEL

La Banque des règlements internationaux souligne la nécessité d'une baisse des taux d'intérêt américains

La Banque des règlements internationaux de Bâle vient de rendre public son cinquante-troisième rapport annuel. Consacrant un premier chapitre au phénomène de la *« désinflation »*, les experts de la banque constatent que *« le changement peut-être le plus important et, il faut l'espérer, le plus durable s'est produit sur le marché du travail »*.

L'augmentation des coûts salariaux s'est beaucoup ralentie ; la hausse des salaires nominaux est revenue en moyenne à quelque 6,5 % dans les pays du Groupe des dix (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon) plus la Suisse, alors que ce pourcentage était de 8,25 % en moyenne entre 1965 et 1972.

Ce ralentissement paraît d'autant plus important que pour les économistes de Bâle c'est l'augmentation excessive des coûts salariaux réels et les entraves croissantes à la mobilité de la force de travail qui expliquent probablement le mieux l'augmentation du chômage. Ce qui paraît le plus urgent et le plus important à la Banque des règlements internationaux pour empêcher que la reprise ne tourne court serait une baisse des taux d'intérêt américains. Le meilleur moyen pour parvenir à ce résultat serait que les Etats-Unis annoncent une politique propre à réduire leur déficit budgétaire au cours des années à venir.

Parlant de la politique budgétaire hors des Etats-Unis, les experts de la B.R.I. classent les pays en deux groupes : ceux qui se sont bien engagés dans la voie de l'assainissement budgétaire, et les autres, parmi lesquels se trouve encore actuellement la France. Mais, pour cette dernière, les experts de la B.R.I. écrivent que, si les mesures de sévère compression décidées au début de cette année portent leurs fruits, *« elles pourraient à elles seules permettre à la France de quitter le groupe des pays dont les problèmes budgétaires ne sont pas encore résolus »*.

Pour ce qui est de l'évolution des marchés internationaux du crédit et des capitaux, l'année 1982 aura été marquée par les *« tensions croissantes au sein du secteur bancaire international »*. Le total des créances extérieures des principales banques opérant sur le marché international a atteint, en fait, 1 687 milliards de dollars, ce qui équivaut, une fois éliminée l'incidence des variations de change, à une progression de 11,5 %, soit seulement la moitié du taux d'expansion enregistré les années précédentes. Ce total correspond à ce qu'il est convenu d'appeler les eurodevises. En revanche, on a assisté à une accélération sensible des nouvelles émissions d'obligations internationales, qui sont passées de 49 milliards à 72 milliards de dollars.

Tout en rappelant le rôle joué par les banques au cours des années précédentes dans le recyclage des capitaux, le B.R.I. fait allusion aux *« graves erreurs »* commises par elles dans leur politique de prêts, ainsi qu'au *« grégarisme »* dont elles ont fait preuve.

Le rapport se montre modérément optimiste sur l'avenir. On peut raisonnablement supposer, écrivent ses auteurs, que, *« grâce à une gestion financière avisée et à une coopération efficace entre les différents acteurs : banques centrales qui par l'intermédiaire de la B.R.I. accordent des aides d'urgence, Fonds monétaire, pays emprunteurs et banques commerciales, le statu quo puisse effectivement être maintenu jusqu'à ce que la reprise dans les pays industriels occidentaux entraîne une amélioration de la situation économique fondamentale »*.

Les prêts aux pays à problèmes

Les banques sont invitées à octroyer de nouveaux prêts internationaux *« car une attitude négative de leur part pourrait aisément se traduire par un allongement de la liste des pays à problèmes »*. De nombreuses pressions, on le sait, ont été exercées sur les banques pour qu'elles continuent à consentir des crédits. Dans le même temps, écrivent cependant les experts de Bâle, *« il doit être clairement affirmé que les banques demeurent, comme elles l'ont toujours été, pleinement responsables de leur décision en matière de prêts »*.

Après avoir noté une augmentation de 44 tonnes de la production d'or dans les pays à économie de marché (production qui a atteint l'année dernière 1 010 tonnes, soit son plus haut niveau depuis huit ans), la B.R.I. note une certaine diminution des réserves globales (à l'exclusion des encaisses métalliques). Cette diminution aura été de 26,3 milliards de dollars, ce qui est relativement peu par rapport à un total de réserve en devises de 283 milliards de dollars. *« Il serait actuellement inapproprié de parler d'une pénurie des liquidités globales. Un tel problème ne risque guère de se poser dans un futur plus ou moins proche »*, notent les économistes de la B.R.I., qui se prononcent toutefois à long terme pour une augmentation des réserves du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, cette dernière étant appelée, selon eux, à jouer un rôle de plus en plus important.

PAUL FABRA.

MONNAIES

REMONTÉE DU DOLLAR 7,69 F

Amorcé au milieu de la semaine dernière, accentué lundi 13 juin, le repli du dollar sur les marchés des changes ne s'est pas poursuivi mardi 14 juin, la monnaie américaine s'inscrivant même en nette remontée : à Francfort, le cours du « billet vert », qui était revenu, en quelques jours, de 2,5740 DM à 2,54 DM, est repassé au-dessus de 2,55 DM. A Paris, tombé de 7,74 F à 7,65 F en début de semaine, il s'est retrouvé mardi à 7,69 F environ. Les taux d'intérêt américains sont restés inchangés (9 3/4 à 9 7/8 pour l'eurodollar à six mois(, et la demande de dollars est toujours forte, notamment à l'approche de l'échéance trimestrielle et semestrielle du 30 juin, toujours très lourde.

Le fléchissement de la livre sterling s'est poursuivi, en raison d'une baisse prochaine des taux d'intérêt britanniques, décidée afin de favoriser la reprise économique.

● **Citroën-Aulnay : stabilité aux élections de délégués du personnel.** — Aux élections des délégués du personnel à l'usine Citroën d'Aulnay, le 9 juin, la C.G.T. a obtenu, pour le collège ouvrier (6 229 inscrits et 5 675 votants) 58,08 % (+ 0,48 point par rapport à 1982), la C.S.L. 32,42 % (− 0,58 point), la C.F.D.T. 5,98 % et F.O. 3,52 %. La C.G.T. conserve le même nombre de sièges (12) et la C.S.L. en gagne un (7 au lieu de 6). Pour M. Auguste Blanc, secrétaire général de la C.S.L., ces résultats montrent *« un début de retournement de tendance. »*

C.E.E.

Le conseil européen de Stuttgart risque d'embarrasser la France

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). – Les ministres des affaires étrangères des Dix ont tenu à ce que le secret entoure le débat qu'ils ont consacré, le 13 juin, au conseil européen, qui se tiendra, à Stuttgart, du 17 au 19 juin. L'annonce déconcertante que le président Mitterrand ne passerait que l'après-midi et la soirée du vendredi à Stuttgart afin de rentrer à Paris pour participer aux cérémonies anniversaires du 18 juin, laissant à sa place M. Mauroy diriger la délégation française, est venue ajouter au mystère qui entoure la réunion.

Il est vrai qu'elle se présente dans des conditions telles qu les Français risquent fort de revenir de ce conseil européen avec un bilan peu séduisant : la promesse d'un nouveau chèque substantiel pour Mme Thatcher, *celle d'une politique agricole commune* (PAC) plus rigoureuse et donc à première vue moins avantageuse, et enfin, des perspectives assez vagues quant au développement de la Communauté et de son financement. Sans parler du nécessaire engagement vis-à-vis de l'Espagne et du *Portugal de ne plus différer la phase* finale de la négociation de leur adhésion à la C.E.E.

La position des Britanniques a pour elle l'avantage très réel de la *simplicité. Ils entendent que, pour la* quatrième fois, leur « contribution nette » au budget européen (la différence entre ce qu'ils versent et ce qu'ils reçoivent) soit diminuée de fa*çon substantielle. Ils souhaitent que* la compensation ainsi accordée au ti*tre de 1983 soit inscrite dans le budget* de la C.E.E. de 1984, ce qui implique, vu les exigences de la procédure, que les décisions soient prises avant l'été.

Cette attitude implique aussi qu'on voit déjà clair, dès Stuttgart, *sur l'ampleur de l'effort que les au*tres sont prêts à accomplir. Les Britanniques – compte tenu du passé ont-ils tort ? – considèrent qu'ils ont un droit acquis. L'objectif des *pays partenaires consistera à limiter* le montant de la compensation et à essayer, d'une manière ou d'une autre, de préserver l'idée que celle-ci doit être dégressive.

Gaspillage financier

*Pour leur part les Allemands veu*lent stopper le développement de la Communauté tel qu'il s'opère actuellement, avec un gaspillage financier qu'ils réprouvent et des politiques communes qu'ils estiment souvent inutiles. Cela veut dire pas d'argent frais pour la C.E.E., pas de déplafon*nement de la part des recettes de* TVA (1 %) pouvant être affectée au budget européen, tant que les Dix n'auront pas pris de décisions conduisant à gérer de façon plus économique la PAC et les autres politiques communes.

La Commission vient d'apporter de l'eau à leur moulin en reconnaissant dans un document transmis lundi au Dix qu'on ne pouvait plus différer une révision des règles de la PAC visant à la rendre moins oné*reuse. En 1983*, après il est vrai, deux années de stabilisation, les dépenses engagées pour soutenir les marchés agricoles vont augmenter de 30 %. Face à une perspective qui *fait l'effet d'une douche froide*, la Commission estime qu'il faut en finir, au moins pour les produits excédentaires, avec une garantie de prix illimitée. Elle propose une *« modulation de garantie »*. Dans l'hypothèse où un seuil de production correspondant *grosso modo* aux débouchés intérieurs et extérieurs existants serait atteint, le prix d'intervention payé aux exploitants devrait être diminué de façon suffisamment nette pour dissuader la production. S'agissant du lait, le secteur le plus excédentaire, elle revient à des propositions *anciennes en suggérant* de frapper d'un *« super-prélèvement »* les agriculteurs qui augmentent leur production et ceux qui pratiquent une exploitation trop intensive dans des *usines à lait*.

Pour la France, le meilleur comme *le pire peuvent sortir de la phase de* recentrage de l'activité européenne qu'impose l'épuisement des ressources financières. Paris a certainement intérêt autant que Bonn ou La Haye à une modification des règles agricoles. De même, les Français, comme les Allemands, peuvent *souhaiter qu'il soit mis un terme aux* fausses politiques communes (politique régionale, politique sociale) qui, telles qu'elles sont conçues, ne servent qu'à transférer des crédits vers *les pays les moins* prospères de la Communauté, et qu'il soit promu une coopération industrielle et technologique qui jusqu'ici a piteusement échoué.

PHILIPPE LEMAITRE.

● **Le nombre de chômeurs espagnols a légèrement diminué en mai,** ayant représenté 2 128 344 personnes, soit 16,30 % de la population active. Selon le ministre espagnol du travail, M. Joachim Almunia, la baisse du chômage (de 41 151 personnes par rapport à avril) est due notamment à des facteurs saisonniers. C'est la deuxième fois en quatre mois que le nombre des chômeurs diminue en Espagne. Ce chômage représentait *16,9 %* de la population active en février, 16,6 % en mars et en avril. – *(A.F.P.)*

SOCIAL

PAS D'ACCORD SUR L'ALLOCATION DE REMPLACEMENT

Les partenaires sociaux ne sont pas parvenus à un accord sur la définition de l'*« allocation de remplacement »* au terme de leur quatrième réunion, *le 13 juin. L'« allocation de remplacement »* – prévue dans l'accord du 4 février 1983 sur l'abaissement de l'âge de la retraite – est destinée aux salariés licenciés âgés *de plus de soixante ans désireux de* retrouver un emploi bien qu'ils aient droit à une retraite entière. Patronat et syndicats sont convenus de reprendre cette question dans le cadre de la négociation globale *sur* l'assurance-chômage qui doit aboutir avant le 19 novembre 1983, date *d'expiration de l'actuelle convention* UNEDIC.

Le patronat souhaitait conclure un accord valable seulement jusqu'au 19 novembre ou reprendre cette question dans la négociation générale. Les syndicats se sont refusés à signer une mesure valable *quelques mois et qui aurait*, d'autre part, *« dévalorisé le contenu de l'accord du 4 février »*. Pour les syndicats, cette attitude du patronat *« ne présage rien de bon pour la négociation sur l'assurance-chômage »*. – C. G.

CONJONCTURE

M. GATTAZ : « La récession est là »

« Depuis un mois, l'économie française pique du nez : la récession est là », déclare M. Yvon Gattaz dans un entretien accordé au *Figaro* du 14 juin. M. Gattaz, président du C.N.P.F., qui indique qu'il vient d'écrire au premier ministre *« pour lui demander d'adopter d'urgence des dispositions exceptionnelles pour assouplir les règles relatives aux licenciements »*, revient ensuite largement sur le problème des charges, excessives à ses yeux, qui pèsent sur les entreprises. Il dénonce l'absence de décisions du pouvoir dans ce domaine et estime que *« le moral* [des chefs d'entreprises] *est mauvais »*. *« La nouvelle politique de rigueur était inévitable. Il fallait corriger les erreurs commises depuis deux ans »*, déclare encore M. Gattaz. S'exprimant au micro de Radio Monte-Carlo, M. Gattaz a déclaré, à propos du financement de l'UNEDIC : *« Si on veut équilibrer, ou bien l'Etat essaie de faire appel à la solidarité nationale, en subventionnant l'UNEDIC, ou alors on demande une gestion paritaire, c'est-à-dire que les salariés, comme en Allemagne ou ailleurs, paient la même somme que les employeurs. Nous en sommes encore très loin. »* Actuellement, la cotisation est de 4,80 % du salaire, dont 3,48 % à la charge des employeurs et 1,32 % à la charge des salariés.

● M. Delors a indiqué, devant l'Association française des banques (A.F.B.), que le livret « rose » d'épargne populaire, créé en mai 1982, avait permis de collecter 21 milliards de francs auprès de plus de 2 millions de déposants.

AGRICULTURE

A BÉZIERS

Un groupe de viticulteurs saccage les bureaux de la Trésorerie générale

La manifestation qui a réuni, dans l'après-midi, deux mille viticulteurs de l'Hérault, lundi 13 juin à Béziers, s'est terminée par des incidents. Un groupe de viticulteurs a saccagé les bureaux de la Trésorerie générale, avant de faire exploser une charge de plastic ; un autre groupe a détruit les locaux de la Mutualité sociale agricole. La manifestation a pris fin vers 20 h 30, après que la gare S.N.C.F. eut été envahie et bloquée pendant trente minutes.

Les manifestants, qui avaient répondu à l'appel du Comité d'action viticole de l'Hérault, avaient défilé derrière des banderoles proclamant : *« Non à l'élargissement »*, ou encore : *« Rocard, croque-mort de la viticulture du Midi »*. Dans le cortège, le maire de Béziers (U.D.F.-C.D.S.) était présent, ainsi que des élus *communistes* ; *en revanche*, il n'y avait aucun élu socialiste. Le leader du comité d'action, M. Jean Huillet a mis en accusation *« l'Etat et son laxisme »*. *« La mentalité du pouvoir politique français est la même depuis que Christian Bonnet a traité notre vin de bibine »*, a-t-il déclaré.

Cette manifestation marque un durcissement des viticulteurs depuis l'arrivée de M. Rocard rue de Varenne, durcissement illustré par l'utilisation du slogan occitan : *« Nous avons décidé d'avoir raison. »* Trois motifs de mécontente*ment : l'élargissement de la Commu*nauté, que le ministre, à l'inverse des viticulteurs, ne récuse pas ; la création, depuis le dernier réajustement monétaire, de montants compensatoires qui favorisent les vins italiens ; et surtout le refus de la Commission européenne de mettre en œuvre l'ensemble des mesures communautaires prévues par le règlement de la C.E.E. adopté en juil*let dernier, qui auraient permis de* résorber les stocks.

De fait, à trois mois de la nouvelle vendange, une bonne partie de la récolte 1982 est encore dans les caves, et après trente-cinq semaines de campagne le déficit des transactions est de l'ordre de 2 millions d'hectolitres pour le seul Languedoc-Roussillon.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E-U.	7,6830	7,6870	+ 185	+ 220	+ 365	+ 410	+ 1080	+ 1200
$ can.	6,2220	6,2270	+ 155	+ 200	+ 300	+ 360	+ 880	+ 1010
Yen (100)	3,1650	3,1680	+ 155	+ 180	+ 305	+ 340	+ 990	+ 1050
DM	3,0105	3,0130	+ 185	+ 205	+ 360	+ 390	+ 1085	+ 1150
Florin	2,6840	2,6865	+ 145	+ 165	+ 280	+ 305	+ 840	+ 895
F.B. (100)	15,0510	15,0680	+ 300	+ 410	+ 590	+ 750	+ 1840	+ 2180
F.S.	3,6135	3,6165	+ 225	+ 255	+ 450	+ 480	+ 1400	+ 1480
L (1 000)	5,0720	5,0760	– 235	– 190	– 440	– 375	– 1310	– 1160
£	11,8600	11,8700	+ 245	+ 335	+ 530	+ 635	+ 1775	+ 2000

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	8 3/4	9 1/8	9 1/4	9 5/8	9 5/16	9 11/16	9 3/4	10 1/16
DM	4 9/16	4 15/16	4 13/16	5 3/16	4 15/16	5 5/16	5 1/4	5 5/8
Florin	4 3/4	5 3/4	5 3/8	6	5 5/8	6 1/4	6	6 1/2
F.B. (100)	10 1/2	11 1/2	9 1/4	10 1/4	9 3/8	10 1/4	9 3/4	10 1/2
F.S.	2 7/8	3 5/8	4 5/8	5	4 5/8	5	4 9/16	4 15/16
L (1 000)	14 1/4	16 1/4	17 1/8	18 1/8	17 1/8	18 1/8	18	19
£	9 7/8	10 1/2	9 1/2	10 1/8	9 1/2	10 1/8	9 9/16	10 1/4
F. franç.	12	12 7/8	12 1/8	13	13	13 7/8	16 1/4	17 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉQUIPEMENT

UN GRAND PROJET MENACÉ

L'Etat, la Ville de Paris et la R.A.T.P. veulent bâtir sur la future «coulée verte» Bastille-Vincennes

Depuis le lundi 13 juin et jusqu'au 1er juillet, une enquête publique est ouverte dans le douzième arrondissement de Paris. Cette procédure permettra à la municipalité de rendre constructible une ancienne voie ferrée et d'exproprier quelques particuliers. Objectif : édifier, sur les deux hectares et demi de l'« îlot Montempoivre », trois cent vingt-trois logements, une école, une crèche et un centre pour handicapés. Opération apparemment banale, coûtant environ 180 millions de francs.

Pourtant, les habitants du quartier protestent. En effet, s'il était réalisé tel qu'il est présenté, ce projet remettrait en cause la « coulée verte » reliant la Bastille à Vincennes, et formellement promise par M. Jacques Chirac lors des récentes élections municipales.

« La coulée verte ». Jolie formule et belle idée. L'une de celles qui jaillissent parfois lors des campagnes électorales, lorsque les candidats sont condamnés à l'imagination. Cette coulée verte-là, chemin de fleurs et d'oiseaux, suivrait l'ancienne voie ferrée, aujourd'hui démontée, qui reliait la place de la Bastille à Vincennes.

Promeneurs et cyclistes profiteraient du dernier itinéraire de sortie de la capitale encore libre. Ils chemineraient sur 3 kilomètres dans le calme et en toute sécurité, entre le futur opéra et le bois de Vincennes, où les replantations vont bon train.

L'itinéraire emprunterait d'abord le viaduc de 1 400 mètres dont les arches commerçantes conduisent à la gare de Reuilly. La première étape se ferait dans les jardins que la Ville a prévus, au milieu d'une zone d'aménagement concerté de 7 hectares récupérée sur la S.N.C.F. Puis il continuerait vers l'ancienne gare de Bel-Air, située à 1 kilomètre de là, secteur aujourd'hui dénommé l'îlot Montempoivre. C'est un ancien carrefour de voies ferrées délimitant un miraculeux espace vert de 2,5 hectares, au milieu d'un quartier populaire privé de jardins publics. 700 mètres plus loin, après s'être glissée sous le boulevard Soult et sous le périphérique, la coulée atteindrait la bordure des frondaisons de Vincennes.

L'idée d'utiliser ainsi le ballast, aujourd'hui désert, revient au général Pierre de Bénouville, député du douzième, qui la lança lors des élections municipales de 1977. M. Paul Pernin, député et conseiller du même arrondissement, la soutint. Une maquette fut même exposée. Les habitants et les électeurs du douzième furent séduits par cet espace vert linéaire traversant et structurant leur arrondissement sur 3 kilomètre.

Un grand dessein municipal

Mais le projet n'avança guère durant le premier mandat de M. Chirac, et ressurgit opportunément en janvier 1983 : le maire annonça son intention de réaliser la première partie de cette coulée entre la Bastille et Reuilly. Il en fit adopter le principe par le Conseil de Paris lors de son ultime séance avant les élections. Le tout fut abondamment annoncé par la presse (*le Monde* du 15 janvier 1983).

Durant la campagne, la coulée verte devint un argument électoral. Pour M. Chirac, en premier lieu, qui la présenta ainsi dans son programme diffusé à 800 000 exemplaires : « *Pour que notre capitale soit digne de sa réputation, la municipalité se fixe de grands desseins. De grands axes de verdure seront créés : l'un, sur le tracé de l'ancienne ligne de chemin de fer, reliera la place de la Bastille au bois de Vincennes. L'autre unira le parc des Buttes-Chaumont aux jardins de la Villette.* »

Les candidats chiraquiens du douzième reprirent, mot pour mot, les propos de leur chef de file dans une brochure superbement illustrée : *Villages de Paris*. Les socialistes eux-mêmes, jugeant la proposition séduisante, l'inscrivirent dans leur programme.

Or, trois mois plus tard, les habitants du quartier découvrent avec stupeur que tout cela n'était peut-être que miroir aux alouettes. Sur le plan d'aménagement de l'îlot Montempoivre, M. Alain Gillot, ancien président de l'ordre des architectes et membre du conseil politique du R.P.R., a complètement oublié les engagements de M. Chirac. Il a placé les deux immeubles les plus massifs exactement sur le tracé de la coulée verte. Aucun des conseillers de Paris qui, en septembre 1982, avaient approuvé à l'unanimité l'opération Montempoivre ne s'en est aperçu.

Aujourd'hui, que disent les responsables ? M. Paul Pernin, maire du douzième arrondissement, se retranche derrière le vote du Conseil de Paris, affirme, contre toute évidence, que le projet de coulée verte ne concernait que le viaduc Bastille-Reuilly, et que, d'ailleurs, sur le reste de son parcours éventuel, c'est la S.N.C.F. qui fait des difficultés.

De son côté, M. Barthélémy Raynaud, nommé il y a quelques mois par M. Jacques Chirac à la direction de la construction à l'Hôtel de Ville, déclare tout ignorer de la coulée verte. « *Ce projet ne figure dans aucun des dossiers que j'ai trouvés en prenant mon poste.* »

Les fonctionnaires de la Ville n'ont-ils pas le temps de lire les compte-rendus des travaux des assemblées municipales ?

Le 9 mai dernier, le conseil d'arrondissement du douzième a discuté de l'aménagement de l'îlot Montempoivre. Un conseiller socialiste s'est inquiété de l'avenir de la coulée verte. Réponse de ses collègues de la majorité : « *Il faut choisir entre les logements et les petits oiseaux. D'ailleurs, la prolongation de la coulée entre Reuilly et Vincennes est sans intérêt.* »

L'affaire a été reprise le 30 mai cette fois à l'Hôtel de Ville. A nouveau un conseiller socialiste, M. Philippe Farine, a demandé que, dans le projet Montempoivre, on concilie les logements et l'axe de verdure. « *Monsieur le maire,* a-t-il lancé, *pourriez-vous prendre aujourd'hui l'engagement de poursuivre la réalisation intégrale de la coulé verte ?* » M. Chirac n'a pas soufflé mot et a laissé le rapporteur du projet Montempoivre rétorquer une fois encore que c'est la S.N.C.F. qui y fait obstacle.

La S.N.C.F. vend

Que dit la Société nationale, de qui viendrait tout le mal ? Voici sa réponse exprimée par M. Arnold, responsable du domaine : « *Nous sommes prêts à céder immédiatement le viaduc Bastille-Reuilly à la Ville, mais celle-ci ne nous a pas sollicité. Nous sommes également disposé à abandonner la gare de Reuilly, en totalité, si nous pouvons déménager nos transporteurs sur la zone artisanale créée par la municipalité, boulevard Masséna. De toute façon, nous céderions volontiers la bande de ballast que nous n'occupons plus entre Reuilly et Montempoivre. A condition de poser une barrière entre la voie encore utilisée* (quatre trains par jour ouvrable) *et la coulée verte, la circulation des piétons et des cyclistes ne poserait aucun problème. Enfin, nous sommes vendeurs de la totalité de l'emprise entre Montempoivre et Vincennes.* »

Devant de telles contradictions, les Parisiens s'interrogent et commencent à exprimer une légitime impatience. Un « comité pour la réalisation de la coulée verte » vient de se créer (1). Plusieurs associations d'habitants du douzième arrondissement ont manifesté place d'Aligre, le samedi 11 juin. Elles ne sont pas au bout de leurs surprises.

Car l'ancienne voie S.N.C.F. suscite de nombreuses convoitises. La mission d'aménagement Opéra-Bastille devra reloger une partie des trois cent cinquante habitants qu'elle va chasser. Elle lorgne sur la partie du viaduc touchant à la gare de Reuilly. La Ville, on l'a vu, souhaite installer les logements sociaux de l'îlôt Montempoivre à l'emplacement de l 'ex-gare de Bel Air. Un peu plus loin, entre le boulevard Soult et le périphérique, la R.A.T.P. a l'intention de construire dans la tranchée verte un entrepôt de matériel et un centre de formation du personnel. Encore au-delà, sur Saint-Mandé, le département du Val-de-Marne voudrait édifier sur l'emprise un établissement pour aveugles.

La coulée verte promise il y a trois mois par M. Chirac est déjà menacée sur quatre points. Aussi les Parisiens se tournent-ils à présent vers leur maire, qu'ils pressent de parler. C'est leur dernier recours dans cette curieuse affaire.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) 39, rue du Sahel, 75012 Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 10 juin 1983, sous la présidence de M. Jean-Claude Romain. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Au cours de cet exercice, la dégradation du secteur du bâtiment, qu'illustre le recul des mises en chantiers de 14,25 % par rapport à celles de 1981, a pesé sur le volume des facturations de maisons individuelles du groupe, en retrait de 11 %. Par contre, les nouvelles activités lancées au cours des dernières années ont enregistré une forte croissance. Globalement, le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est accru légèrement par rapport à 1981 : 2,74 milliards de F contre 2,70 millards de F. Ce résultat correspond à la facturation de plus de 11 500 maisons.

Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à 21,6 millions de F contre 29,9 millions de F en 1981, la part du groupe étant de 22,6 millions de F.

Pour la société mère, le résultat d'exploitation a atteint 70,5 millions de F contre 78 millions de F en 1981 ; la société ayant supporté au cours de l'exercice des pertes et provisions exceptionnelles diverses, le bénéfice net s'élève à 17,3 millions de F.

L'assemblée a approuvé une distribution globale de 16,6 millions de F correspondant à un dividende unitaire de 10 F ; ce dividende, assorti d'un avoir fiscal de 5 F, soit un revenu global de 15 F, sera mis en paiement à compter du 7 juillet contre remise du coupon numéro 26.

Au cours de l'asemblée générale, le président a tenu à situer la position du groupe dans le contexte économique difficile :

« Phénix demeure le leader incontesté de la maison individuelle en France. Les 10 497 commandes nettes de 1982 témoignent de l'efficacité des structures mises en place, de notre aptitude à saisir, en permanence, toutes les opportunités, quelles que soient les difficultés de la conjoncture.

» Nous voulons donner ses lettres de noblesse à la maison industrielle. Notre clientèle, par son comportement, nous montre qu'elle perçoit bien ce message. »

COFIMEG

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est tenue le 8 juin 1983 sous la présidence de M. Jean Weil.

Elle a en particulier approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 qui font ressortir un résultat d'exploitation de 95 945 000 F contre 87 179 000 F en 1981, et un bénéfice net de 108 127 000 F (dont 12,22 millions de plus-values nettes) contre 99 210 000 F (dont 14,05 millions de plus-values nettes) en 1981.

Elle a décidé la distribution d'un dividende de 15,50 F par action, dont 0,21 F non déclarable à l'impôt sur le revenu, sur présentation du coupon 44 A et B. Le dividende afférent à l'exercice précédent s'était élevé à 14 F par action, dont 0,29 F non déclarable à l'impôt sur le revenu.

La date du détachement du coupon a été fixée par le conseil d'administration au 11 juillet 1983.

« COGIFI »

Compagnie d'investissements français immobiliers

Réunis en assemblée générale ordinaire le 8 juin 1983 sous la présidence de M. François Pereire, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Compte tenu d'une plus-value nette à long terme de 1 378 000 F sur la vente d'éléments d'actif et du solde des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net de l'exercice ressort à 59 838 000 F contre 56 411 000 F pour 1981, les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions progressant de 8 038 000 F à 8 432 000 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 18 F contre 16,50 F au titre de l'exercice précédent.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 30 juin 1983 contre remise du coupon n° 21 A.

Par ailleurs, l'assemblée a renouvelé, pour une durée de six années, le mandat d'administrateur du Groupement foncier français et de la Société de banque suisse.

Dans son rapport, le conseil d'administration souligne que la demande de logements locatifs est en augmentation, et que le taux moyen d'occupation des appartements est à son niveau le plus élevé. D'autre part, tous les locaux à usage de bureaux et tous les locaux commerciaux ont été loués pendant la durée de l'exercice.



La société anonyme des produits Excel (Soprodel), filiale du groupe Lesieur, et la raffinerie Maurice Toy-Riont, filiale des établissements Toy-Riont, respectivement deuxième et troisième margariniers français, vont se rapprocher par apport de leurs titres à un holding commun, la Sotrex.

Le nouvel ensemble ainsi constitué, avec un chiffre d'affaires de 480 000 KF (base 1982) et un volume représentant environ 25 % de la consommation française de margarine, vise — tout en préservant la spécificité commerciale de ses deux composantes — à renforcer leur compétitivité par la mise en œuvre des importantes synergies existant entre elles.

UNION DE BANQUES A PARIS

22, place de la Madeleine
75008 PARIS

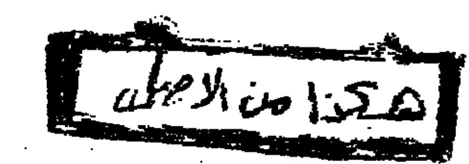
Une assemblée générale mixte s'est réunie le 19 mai 1983 sous la présidence de M. Lucien Pfeiffer.

- Les statuts ont été mis en harmonie avec la loi de nationalisation.
- Une autorisation d'émission d'un emprunt obligataire d'un maximum de 200 000 000 F a été donnée.
- Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 1982 ont été approuvés ; ils se traduisent par un bénéfice net de 27 464 836 F après :
  - Intéressement, participation et prime de bilan au personnel de 19 200 000 F charges comprises.
  - Impôt sur les sociétés de 28 925 417 F.

L'assemblée générale a décidé de distribuer un dividende de 7,90 F, assorti d'un avoir fiscal de 3,95 F, soit une distribution de 6 800 000 F, à laquelle somme s'ajoute la redevance à verser à la Caisse nationale des banques qui s'élève à 11 600 000 F.

Elle a mis dans les réserves diverses 10 000 000 F qui viennent augmenter les fonds propres de la banque.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

14 juin

Étale

Après le dérapage de début de semaine, le plus grand calme a régné mardi à la Bourse de Paris. Le ralentissement de l'activité n'a cependant pas desservi le marché.

Dans l'ensemble, les cours se sont maintenus à leurs niveaux de la veille, et, à la clôture, l'indicateur instantané n'enregistrait qu'une infime variation (– 0,1 %).

Manifestement, le redressement spectaculaire de Wall Street la veille, n'a pas eu l'effet dopant attendu. Douterait-on, sous les colonnes, du bien-fondé d'un tel redressement ? « New-York est d'humeur si changeante », nous confiait un spécialiste. « Au moins, la baisse s'est arrêtée », ajoutait un autre.

A dire vrai, vu l'environnement actuel, il eût été bien difficile d'attendre mieux du marché parisien. « Et puis, cycliquement le mois de juin est calme », *assurait un gérant de portefeuille.* « C'est un constat que je fais depuis des années. La cause en est simple : l'échéance de juin est la plus lourde de l'année ».

Retenons l'explication, mais observons que la Bourse, comme les Français sondés par l'INSEE, apparaît morose, pour ne pas dire démoralisée.

La devise-titre s'est tendue dans le sillage du dollar pour s'échanger entre 9,54 F et 9,60 F.

L'or a très peu varié à Londres : 412,35 dollars l'once contre 413 dollars.

A Paris, le lingot a gagné 200 F à 101 550 F.

Le napoléon s'est effrité : 680 F contre 681 F.

Le volume des transactions s'est élevé à 17,50 millions de francs contre 16,19 millions.

NEW-YORK

Très vive reprise

Une très vive reprise des cours s'est développée lundi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, le *mouvement s'est poursuivi* durant presque toute la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 1 220,55 (+ 24,44 points).

Cette hausse, la plus forte enregistrée au New-York Stock Exchange depuis le 24 février dernier, a été accompagnée d'un assez *sensible gonflement de l'activité* : 90,70 millions de titres échangés, contre 78,47 millions vendredi. Le bilan de la journée en renforce le caractère, puisque, sur 1 953 valeurs traitées, 1 063 ont monté, 548 seulement ont baissé et 342 n'ont pas varié.

Ce redressement assez spectaculaire était *plus ou moins attendu.* L'annonce, vendredi soir, d'un faible accroissement de la masse monétaire (100 millions de dollars seulement) pour la semaine achevée le 1er juin atténue en effet la crainte d'un resserrement des conditions de crédit. Les investisseurs ont, d'autre part, été encouragés par la rumeur faisant état de la reconduction de M. Paul Volcker comme président de la Réserve fédérale.

Seule ombre au tableau : l'annonce faite par Texas Instruments d'une prévision de pertes de 100 millions de dollars pour le deuxième trimestre, perte liée à la mévente et à la très dure concurrence sur le marché des ordinateurs domestiques. L'action a baissé de 25,5 %.

VALEURS	Cours du 10 juin	Cours du 13 juin
Alcoa	38 3/8	39 5/8
A.T.T.	64	64 1/2
Boeing	43 3/4	43 5/8
Chase Manhattan Bank	56	55
Du Pont de Nemours	45 1/2	47 5/8
Eastman Kodak	71 7/8	73
Exxon	33 1/4	33 7/8
Ford	52 7/8	56
General Electric	54 1/8	54 1/2
General Foods	42 7/8	43 1/4
General Motors	67 7/8	70 3/4
Goodyear	32 3/8	33 1/8
I.B.M.	113 3/4	117 1/4
I.T.T.	38	38 7/8
Mobil Oil	28 1/2	29 3/8
Pfizer	77 7/8	76 7/8
Schlumberger	48 1/4	48 3/8
Texaco	33 1/2	34
U.A.L. Inc.	39 3/8	38 3/4
Union Carbide	69 3/8	70 7/8
U.S. Steel	24 1/8	25 1/8
Westinghouse	49	50 1/4
Xerox Corp.	47	47 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE-COPPÉE. – La société Doulton vient de céder la participation de 33 % qu'elle détenait dans Allia-Doulton au groupe Lafarge-Coppée, lequel devient l'unique actionnaire de cette entreprise, qui figure parmi les tout premiers producteurs européens de céramiques sanitaires. Cette opération, dont le montant de 74 millions de francs environ sera payable en trois ans, s'effectuera par l'intermédiaire de la filiale spécialisée de « réfractaires et sanitaires » de Lafarge-Coppée, Carbonisation entreprise et céramique (C.E.C.). La nouvelle société transformera sa raison sociale en Allia.

KONISHIROKU PHOTO. – Une nouvelle valeur japonaise fera bientôt son apparition à la cote de la Bourse de Paris : Konishiroku Photo Industry. Elle devrait être introduite fin juin. L'opération se fera sous l'égide d'Indosuez, du Crédit lyonnais et de Nomura France, filiale de la firme de courtage nippone.

PARIBAS. – Le bénéfice net consolidé pour 1982 après déduction des intérêts minoritaires s'établit à 506 millions de francs (– 26,7 %). Sur ce résultat, 500 millions proviennent de l'étranger.

Ce recul est imputable à la forte progression des provisions *bancaires.* L'exercice écoulé a cependant été marqué par un développement des opérations, avec notamment une progression du bilan de 20 %.

GENERAL FOODS CORPORATION. – Les actions de ce groupe, l'un des plus importants *fabricants mondiaux* de produits alimentaires et de boissons, seront en principe introduites le 28 juin prochain à la Bourse de Londres. Pour l'exercice clos le 2 avril dernier, General Foods annonce un résultat net de 289 millions de dollars, contre 200,21 millions, pour un chiffre d'affaires de 8,3 milliards de dollars, contre 8,4 milliards.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	10 juin
Valeurs françaises	126
Valeurs étrangères	131,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	10 juin	13 juin
Indice général	125,6	125,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 14 juin .... 12 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13 juin	14 juin
1 dollar (en yens)	241,65	242,70



BOURSE DE PARIS Comptant 14 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	28	2 112
5 %	40	1 838
3 % amort. 45-54	....	2 614
4 1/4 % 1963	104 20	3 345
Emp. 7 % 1973	8815	..
Emp. 8,80 % 77	109 99	0 553
9,80 % 78/93	86 75	9 075
8,80 % 78/86	89	4 460
10,80 % 79/94	89 65	8 403
13,25 % 80/90	99 45	0 434
13,80 % 80/87	100 90	9 150
13,80 % 81/99	100 55	5 709
16,75 % 81/87	108 25	12 758
18,20 % 82/90	108 20	8 797
16 % juin 82	107 70	0 262
E.D.F. 7,8 % 61	136 50	5 988
E.D.F. 14,5 % 80-92	99 40	0 608
Ch. France 3 %	150	..
CNB Bques janv. 82	100 85	7 028
CNB Paribas	100 87	7 028
CNB Suez	101 03	7 028
CNI janv. 82	100 87	7 028

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Interbail (obl. conv.)	192 10	....
Aciers Peugeot	45 20	46
A.G.F. (St Cent.)	338	337
A.G.P. Vie	3385	....
Agr. Inc. Madag.	58	58 10
Alfred Herlicq	90	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Degremont	125 80	147 30 d
Delalande S.A.	155	....
Delmas-Vieljeux	511	506
Dév. Rég. P.d.C (Li)	110 80	110 50
Didot-Bottin	263 10	263 10
Dist. Indochine	328	328
Drag. Trav. Pub.	197	201
Duc-Lamothe	230	230
Dunlop	4 85	4 85
Eaux Bass. Vichy	960	....
Eaux Vittel	655	656
Ecco	2280	2250
Economats Centre	460	....
Electro-Banque	210	210
Electro-Financ.	396	396
Elf-Antargaz	157	156
E.L.M. Leblanc	635	....
Entrepôts Paris	302 40	....
Epargne (B)	1300	....
Epargne de France	249	....
Epeda-BF	1129	1138
Escaut-Meuse	286	297 40 d
Eurocom	460	453
Europ. Accumul.	30 20	29
Eternit	215	210
Félix Potin	1044	....
Ferm. Vichy (Ly)	129	....
Files-Fourmies	3 25	....
Finalens	93	94
FIPP	72	69 10
Fnac	225	225
Focep (Chât. eau)	1500	1510
Foncière (Cie)	144	....
Fonc. Agache-W.	65	....
Fonc. Lyonnaise	1320	1310
Foncina	137	132
Forges Gueugnon	13 50	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navig. (Nat. de)	54 80	....
Nicolas	318	....
Nodet-Gougis	58	58
OPB Paribas	100	100
Opeorg	87	90
Origny-Desvroise	150	....
Palais Nouveauté	299	298
Paris-Orléans	102 20	102 20
Part. Fin. Gest. Im.	210	....
Pathé-Cinéma	152	151
Pathé-Marconi	95	91 20

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B. Régl. Internat.	38500	38500
Barlow Rand	110	....
Bell Canada	203 50	204
Blyvoor	163	165
Bowater	31	....
British Petroleum	60	....
Br. Lambert	395 20	....
Caland Holdings	96	....
Canadian-Pacific	340	....
Cockerill-Ougre	17	17
Comineo	400	....

SICAV

13/6	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	182 17	173 91
Actions-Investiss.	238 19	227 39
Actions sélectives	267 58	255 45
Aedificandi	297 79	284 29
A.G.F. 5000	208 31	198 86
Agfimo	312 94	298 75
Alsafi	209 87	200 35
A.L.T.O.	173 79	165 91
Amérique Gestion	520 34	496 74
Associc	20099 74	20099 74

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Cellulose du Pin	18	18
Coparex	320	313
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	69 50	....
Pronuptia	135	135
Rorento N.V.	631	640
Sabl. Morillon Corv.	129	....
S.K.F. (Applic. méc.)	80	80
S.P.R.	119	119
Total C.F.N.	68	69
Ufinex	255	253

13/6	Émission Frais incl.	Rachat net
Soleil Investiss.	418 14	399 18
U.A.P. Investiss.	298 13	284 61
Unifrance	218 46	208 55
Unifoncier	577 52	551 33
Unigestion	554 23	529 10
Uni-Japon	931 30	889 07
Unirente	1578 65	1526 74
Univer	12152 36	12152 36
Valorem	353 87	337 82
Valorg	10234 57	10183 65
Valrel	112870 29	112757 53
Worms Investiss.	682 28	651 34

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	270	....
Akzo	199	195
Alcan Alum.	315	....
Algemeine Bank	1180	1220
Am. Petrofina	485	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	68 50	....
Banco Central	103	....
Bco Pop Espanol	88	91
B. N. Mexique	7 25	....

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2001	4,5 % 1973	2058	2046	2047	2038
3236	C.N.E. 3 %	3050	3040	3040	3020
680	Agence Havas	710	707	707	702
645	Europe n° 1	735	721	728	711
590	Facom	685	675	677	663
890	Fichet-Bauche	856	857	857	825
84	Vallourec	81	81	80 80	79 50
1340	V. Clicquot-P.	1320	1320	1320	1320
840	Viniprix	899	898	898	885
1000	Elf-Gabon	1015	1000	1000	983
265	Amax Inc.	266 50	274 90	274 50	273 50
610	Amer. Express	657	665	660	656
600	Amer. Teleph.	602	613	613	610
68	Imp. Chemical	72 50	73 75	73 75	73 75
140	Inco. Limited	143	145 40	145 40	144
1020	IBM	1099	1122	1122	1104
50	Ito-Yokado	47	43 50	43 50	48
365	ITT	369	385	385	380
59	Matsushita	61 70	63 20	63 20	63 20
800	Merck	802	830	820	814
455	Ford Motors	498	520	520	516
475	Free State	473 50	475	475	484
250	Gencor	240	241	241	245
305	Gén. Belgique	299 20	300 50	301	294 50
970	Gén. Electr.	1047	1048	1048	1036
615	Gen. Motors	651	671	671	668
81	Goldfields	81 50	80 90	80 80	79 20
220	Harmony	220 50	221 20	221 20	217 20
31	Hitachi	32 80	32 90	32 95	32 90
545	Hoechst Akt.	552	554	554	547
144	Sony	144	145	145	143
195	T.D.K.	208	209 90	209 50	208 10
650	Unilever	698	709	709	705
680	Unit. Techn.	685	702	702	696
1150	Vaal Reefs	1140	1140	1140	1140
596	West Deep	562	585	581	585
515	West Hold.	514	513	513	513
415	Xerox Corp.	456	461	461	452
3 30	Zambia Corp.	3 01	3 04	3 04	3 01

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/6	Cours des billets aux guichets: Achat	Cours des billets aux guichets: Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 651	7 706	7 450	7 850
Allemagne (100 DM)	301 180	301 200	290	310
Belgique (100 F)	15 070	15 069	14 500	15 600
Pays Bas (100 fl.)	268 550	268 500	256	276
Danemark (100 krd)	84 380	84 380	80	88
Norvège (100 k)	106 890	106 040	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 828	11 846	11 550	12 350
Grèce (100 drachmes)	9 075	9 140	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 076	5 081	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	361 650	361 800	350	371
Suède (100 krs)	100 320	100 540	96	103
Autriche (100 sch)	42 730	42 695	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 375	5 375	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	7 485	7 480	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 199	6 235	6 070	6 390
Japon (100 yens)	3 168	3 171	3 050	3 210

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/6
Or fin (kilo en barre)	102250	102650
Or fin (en lingot)	101350	101550
Pièce française (20 fr)	681	680
Pièce française (10 fr)	414	.....
Pièce suisse (20 fr)	684	688
Pièce latine (20 fr)	650	645
Souverain	820	816
Pièce de 20 dollars	3955	3955
Pièce de 10 dollars	1902 50	1902 50
Pièce de 5 dollars	1125	.....
Pièce de 50 pesos	4300	4295
Pièce de 10 florins	683	683

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Textes en navette

L'Assemblée nationale a adopté, lundi 13 juin, les projets et propositions de loi suivants :

● *Projet de loi renforçant la protection des victimes d'infractions* (deuxième lecture).

En ce qui concerne le cumul des peines, l'Assemblée a rétabli la disposition (adoptée par elle en première lecture (*le Monde* du 7 mai) et supprimée par le Sénat) prévoyant que, *« lorsque les obligations pécuniaires du débiteur résultent d'une condamnation pénale, le tribunal pourra décider que la peine qu'il prononce ne se confondra pas avec celle précédemment annoncée »*.

Article 12 (possibilité pour le tribunal correctionnel de statuer sur la responsabilité civile en cas de relaxe). — Les députés ont rétabli le texte de première lecture, supprimant ainsi la disposition prévoyant que le débat civil suivant la relaxe peut s'épuiser jusqu'à son terme devant la juridiction pénale, même lorsque des tiers doivent être mis en cause.

Article 14 (conditions d'indemnisation des victimes). — Les députés ont approuvé le texte du Sénat selon *lequel il n'y a pas lieu de distinguer* entre l'atteinte à l'intégrité physique ou mentale en ce qui concerne les bénéficiaires de l'indemnisation. Selon ce texte, les ayants droit des victimes décédées pourraient être indemnisées en cas d'atteinte à l'intégrité mentale.

● *Projet rendant applicables le code pénal, le code de procédure pénale et certaines dispositions législatives dans les territoires d'outre-mer* (deuxième lecture).

L'Assemblée a accepté les modifications adoptées par le Sénat. Par rapport au texte qu'elle a adopté en première lecture (*le Monde* du 7 avril), ces modifications concernent les points suivants : la compétence territoriale est sauvegardée en matière de circulation routière, de chasse et de pêche et d'aide judiciaire ; les garanties des justiciables sont accrues grâce à la simplification des formalités d'appel et de pouvoir en cassation, à l'allongement des délais d'appel, de paiement des amendes, de comparution après citation et de pourvoi en cassation.

● *Proposition de loi tendant à réglementer les activités de sécurité privée* (deuxième lecture).

Le Sénat n'ayant apporté que des modifications limitées au texte adopté par les députés en première lecture (*le Monde* du 15 avril), les députés ont adopté quelques amendements portant notamment sur les points suivants : suppression de la notion de *« sécurité privée »* ; suppression de la disposition excluant les gardiens exerçant exclusivement les fonctions de concierge du champ d'application de la loi ; l'exercice par une entreprise d'une activité de protection des personnes est exclusif des autres activités, notamment de transport de fonds ; l'accès de la profession est interdit à toute personne qui a fait l'objet d'une condamnation à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis ; maintien de la suppression de l'article 6, qui prévoyait que les anciens policiers ou anciens militaires qui souhaitent exercer les fonctions de gardien ou de convoyeur de fonds doivent obtenir une autorisation préalable du ministre de l'intérieur ou de la défense ; reprise du texte selon lequel l'autorisation administrative préalable *« n'engage en aucune manière les pouvoirs publics »*. Le texte reprend le titre suivant : *« Proposition de loi tendant à réglementer les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds »*.

● *Projet modifiant la loi du 10 juillet 1982 relative aux présidents des chambres régionales des comptes et au statut des membres des chambres régionales des comptes* (deuxième lecture).

L'Assemblée a adopté ce projet dans le texte du Sénat. Celui-ci modifie la rédaction de l'article 2 adoptée par les députés en première lecture (*le Monde* du 13 mai). Selon ce texte, le comptable public principal nommé membre d'une chambre régionale des comptes et *« constitué en débet »* (1) ultérieurement ne pourra *« exercer d'activité d'ordre juridictionnel jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus »*. Cette interdiction *« prend fin dès que l'intéressé obtient décharge de sa responsabilité »*.

● *Proposition de loi portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance* (texte de la commission mixte paritaire).

Par rapport au texte adopté par les députés en deuxième lecture (*le Monde* du 23 avril), la rédaction définitive apporte des précisions, notamment sur les points suivants : le personnel du Centre national des caisses sera celui de l'actuelle Union nationale des caisses d'épargne ; les *anciens administrateurs* pourront conserver, jusqu'à l'expiration normale de leur mandat, le titre de censeur, avec voix consultative ; pour la désignation des membres des conseils consultatifs : sont électeurs les déposants âgés de plus de seize ans, titulaires d'un compte ouvert depuis un an au moins et tirés au sort sous contrôle d'huissier, *« sans que leur nombre puisse être inférieur à 1 % du nombre des déposants »* ; suppression de la référence à l'*« indemnisation »* des membres du conseil d'orientation et de surveillance. Un décret traitera de la question du remboursement des frais.

● *Projet portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes* (deuxième lecture).

Les députés ont repris, pour l'essentiel, le texte qu'ils ont adopté en première lecture (*le Monde* du 8 décembre 1982). Par rapport au texte du Sénat, ils ont apporté notamment les modifications suivantes : suppression de l'article premier A introduisant une déclaration de principe sur l'égalité professionnelle ; chaque année, le chef d'entreprise devra présenter au comité d'entreprise ou, à défaut, aux délégués du personnel, un rapport écrit (et non pas un simple état récapitulatif) sur la situation comparée des conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes dans l'entreprise ; rétablissement des dispositions prévoyant une possibilité de financement par l'État des actions exemplaires menées par certaines entreprises en vue de promouvoir l'égalité professionnelle.

● *Projet relatif à la démocratisation des enquêtes publiques* (deuxième lecture).

Les sénateurs n'ont apporté que des modifications limitées au texte adopté par les députés en première lecture (*le Monde* du 22 avril), et que, pour l'essentiel, l'Assemblée a rétabli. La loi s'applique aux opérations « susceptibles d'affecter l'environnement » ; suppression des dispositions prévoyant que les travaux préparatoires effectués en vue de la constitution du dossier devant être soumis à enquête publique sont exclus du champ d'application de la loi ; la communication des documents au public relèvera de la responsabilité non du commissaire-enquêteur, mais du maître d'ouvrage.

(1) *Constitué en débet : lorsque la dette du comptable public vis-à-vis du Trésor aura été officiellement constatée et mise en recouvrement.*

LE REPORT AU 30 JUIN DU PAIEMENT DE L'EMPRUNT OBLIGATOIRE EST ACCOMPAGNÉ DE QUELQUES ASSOUPLISSEMENTS

Le report au 30 juin de la date limite de souscription à l'emprunt obligatoire de 10 %, d'abord fixée au 22 juin, modifie les dates de référence prévues pour les cas d'exonération. Les causes (invalidité, chômage, départ à la retraite ou préretraite) qui font échapper le contribuable à l'emprunt obligatoire doivent d'une manière générale s'être produites entre le 1er juillet 1982 et le 30 juin 1983. En ce qui concerne le cas de décès du contribuable ou de son conjoint, le début de la période de référence vient d'être modifié par le ministère de l'économie et des finances : elle commence maintenant au 1er janvier 1981 au lieu du 1er juillet 1982.

Notons, que dans le cas d'un chômeur, pour être exonéré de l'emprunt obligatoire, il faut avoir perdu son emploi entre le 1er juillet 1982 et le 30 juin 1983 et avoir touché l'assurance-chômage pendant au moins six mois entre ces deux dates. Cependant, un contribuable ayant perdu son emploi avant le 1er juillet 1982 sera exonéré à la stricte condition que sa période d'indemnisation arrive à son terme entre le 1er juillet 1982 et le 30 juin 1983 et qu'il ait touché l'assurance-chômage pendant au moins six mois quelle que soit la période pendant laquelle a couru cette indemnisation.

Le ministère de l'économie et des finances rappelle qu'aucune dispense n'est accordée aux contribuables qui ont été assujettis à la majoration exceptionnelle instituée sur les revenus de 1981, c'est-à-dire s'ils ont acquitté en 1982 sur ces revenus un impôt supérieur à 25 000 F.

Attention : l'emprunt calculé sur l'impôt sur les grandes fortunes doit être réglé, au plus tard, le 15 juin, en même temps que le paiement de cet impôt à la recette des impôts.

LES MONTANTS COMPENSATOIRES SUR LE VIN VONT ÊTRE SUPPRIMÉS

(*De notre correspondant.*)

Luxembourg. — Une décision de gestion satisfaisante pour les viticulteurs français a été prise ce mardi matin par les ministres de l'agriculture des Dix siégeant à Luxembourg : les montants compensatoires *monétaires (M.C.M.)* appliqués par la France aux échanges de vins qui jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation vont être complètement abolis en deux étapes. Le 11 juillet 1983, ces M.C.M. seront diminués de 4,2 % ; le 16 décembre 1983, les 2,2 % *restants seront alors* supprimés.

Les prix de référence du vin seront augmentés dans les mêmes proportions. Mais pour les viticulteurs, le plus important est que la suppression des M.C.M. négatifs devrait être de nature à freiner les importations en provenance d'Italie et de calmer un mécontentement qui s'est traduit par des manifestations à Béziers, le 13 juin.

Ph. L.

Le 1er juillet

LES PRIX DES AUTOMOBILES AUGMENTERAIENT DE 5,5 % EN MOYENNE

Les constructeurs français d'automobiles devraient augmenter leurs prix de 5,5 % en moyenne pondérées à compter du 1er juillet, date de départ de la nouvelle « année modèle ». Peugeot S.A. et Renault avaient, en effet, signé avec les pouvoirs publics à la sortie du blocage des prix, un engagement de modération par lequel ils promettaient de ne pas accroître leurs prix de plus de 7,5 % en moyenne en 1983.

Ils ont déjà procédé à un relèvement de 2 % en février et devraient donc profiter des 5,5 % restants lors du changement de millésime, période traditionnelle de hausse des prix. Seule pourtant, Peugeot S.A. a fait connaître sa décision d'appliquer cette augmentation de 5,5 %.

● *Le champion de tennis Yannick Noah* et ses parents ont été invités par M. François Mitterrand à faire partie de la délégation officielle qui se rendra en visite au Cameroun avec le président de la République à partir du dimanche soir 20 juin.

La fraude électorale et les décisions du ministre de l'intérieur

M. CHIRAC : c'est la première fois que la juridiction administrative est aussi violemment mise en cause

M. Jacques Chirac nous a déclaré mardi matin 14 juin : *« Je ne veux pas m'étendre sur l'interprétation des textes, je voudrais simplement rappeler que ce n'est pas la première fois que le juge proclame élue une liste déclarée battue par le bureau électoral centralisateur. Il en a été fait usage au moins à cinq reprises dans le passé.*

» Sur le plan politique, c'est la première fois que la juridiction administrative est aussi violemment mise en cause par un parti politique de la majorité et par un membre du gouvernement, alors que jamais les fraudes électorales n'ont été aussi nombreuses et aussi grossières.

» Si le gouvernement, même tacitement, soutient ainsi le parti communiste, on pourrait éprouver les plus grandes craintes pour l'avenir du suffrage universel. »

Le numéro du « Monde » daté 14 juin 1983 a été tiré à 518 407 exemplaires

La discussion du IXe Plan

Le choix fondamental consiste à opérer un partage des revenus entre la consommation et l'épargne

déclare M. Pierre Mauroy

L'Assemblée nationale a commencé, mardi matin 14 juin, la discussion de la première loi du IXe Plan, pour laquelle le gouvernement a recours à la procédure d'urgence, qui permet de raccourcir les « navettes » entre le Sénat et le Palais-Bourbon. De nombreux amendements ont été déposés, notamment par les députés de la majorité, qui souhaitent que la loi comporte des objectifs quantifiés. Tel n'est pas le point de vue du gouvernement. *« Les leçons du passé montrent le danger d'une telle approche pour la crédibilité de la planification*, a notamment déclaré M. Pierre Mauroy, à l'ouverture des débats. *Lorsque l'opposition réclame davantage d'objectifs chiffrés dois-je rappeler les conditions dans lesquelles a été préparé le VIIe Plan ?* a souligné le premier ministre. *Le gouvernement avait alors fixé un objectif de croissance de 5,5 % à 6 % pour la période 1975-1980 sans se donner les moyens de sa politique. Avant même d'entrer en application le VIIe Plan était tombé en désuétude dans l'indifférence générale. Nous sommes trop attachés à l'idée du Plan pour renouveler une telle erreur.* » M. Mauroy a également souligné que *« le choix fondamental qui se pose à la France, dès les premières années du IXe Plan, consiste à opérer un partage des revenus entre la consommation et l'épargne. »*

● *Manurhin*, la filiale à 34 % de Matra, actuellement en difficulté, va abandonner la fabrication de machines-outils confiée à des sous-traitants pour ne plus faire que du montage, a déclaré M. Antoine Veil, P.-D.G. de la firme. Un accord doit *être signé* avec *l'italien Olivetti* sur les ateliers flexibles.

